

THÈSE DE

PARIS.

1888

N^o. 71.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES RISQUES

EN DROIT ROMAIN

DE L'ASSURANCE

CONTRE

LES ACCIDENTS

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

GEORGES HATTÉ

Avocat à la Cour d'Appel d'Amiens

AMIENS

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE T. JEUNET

45, RUE DES CAPUCINS, 45

1888

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES RISQUES

EN DROIT ROMAIN

DE L'ASSURANCE

CONTRE

LES ACCIDENTS

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 13 Décembre 1888, à 2 heures 1/2

PAR

GEORGES HATTÉ

Avocat à la Cour d'Appel d'Amiens



Président :

M. GLASSON, *Professeur.*

Suffragants :

{ MM. LABBÉ.
LEFEBVRE. } *Professeurs.*
LARNAUDE, *Agrégé.*

AMIENS

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE T. JEUNET

45, RUE DES CAPUCINS, 45

1888

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A la mémoire de mon Père.

A ma Mère.

A la mémoire de mon Frère.

A mon Frère,

DROIT ROMAIN

DES RISQUES

Un objet est détruit par suite d'un cas fortuit : un cheval, je suppose, est tué par la foudre. Il est bien certain que tous les droits de propriété ou de créance, droits réels ou personnels, attachés sur lui, seront anéantis avec lui. C'est la force des choses qui le veut ainsi, et qui l'ordonne à la loi elle-même : on ne saurait comprendre de droit reposant sur le néant. Le propriétaire de ce cheval verra donc s'évanouir son droit de propriété : c'est une valeur qui disparaît de son patrimoine ; l'usufruitier perdra son droit d'usufruit...etc.

Si la chose a fait, antérieurement à sa perte, l'objet d'une obligation, si elle devait être transférée en propriété (obligation de *dare*), ou livrée (obligation de *præstare*), le créancier ne pourra plus exiger ce qui désormais est devenu impossible à accomplir : la dation ou la prestation d'une chose qui n'existe pas. « *Impossibilium nulla obligatio est*, » dit la loi 185, Dig., 50, 17, *De reg. juris*, qui, bien que se référant à une impossibilité préexistante à l'obliga

tion, s'applique avec la même évidence à une impossibilité survenue depuis sa naissance.

Mais tout cela c'est le fait seulement.

En droit, nous avons à rechercher qui doit supporter la perte de la chose *due*, c'est-à-dire pour qui est la charge des risques, « *cujus periculum rei* » ; en d'autres termes, quelles seront les conséquences juridiques de cette impossibilité de donner la chose *due* au créancier, que nous venons de constater en fait.

Nous appuyons à dessein sur ces mots : *chose due*, *créancier*, parce que, remarquons-le tout de suite, les textes du droit romain que nous allons trouver sur notre passage se rapportant à la charge des risques, supposent, pour ainsi dire toujours, des rapports de créancier à débiteur ; ce n'est qu'au point de vue du droit de créance que ces textes se préoccupent de la perte des choses, et qu'ils l'étudient.

Nous diviserons notre travail en deux parties.

La première sera consacrée à la position et au développement du principe qui domine toute cette matière : *les risques de la chose due sont pour le créancier*.

Dans la deuxième partie, nous passerons en revue les diverses exceptions que ce principe comporte.

Enfin, quelques considérations sur les risques de perte par cas fortuit, que court le propriétaire relativement à sa chose, formeront la conclusion toute indiquée de ce travail.



PREMIÈRE PARTIE

Les risques de la chose due sont pour le créancier.

CHAPITRE PREMIER

DU CAS FORTUIT ET DE LA FORCE MAJEURE.

1. Les choses humaines comportent toujours une grande part d'imprévu. C'est un incendie, par exemple, qui vient détruire une maison ; c'est une inondation qui se répand subitement sur une plaine, emportant dans son courant la fortune de milliers d'individus ; c'est, d'une manière générale, toute cette foule d'accidents de tout genre, auxquels l'homme est exposé à tout moment dans son patrimoine, dans sa vie même ou dans ses affections, et qui sont d'autant plus funestes qu'ils viennent le plus souvent nous atteindre au moment où nous nous y attendions le moins. Aucun effort de notre intelligence n'est susceptible, la plupart du temps, de nous les faire prévoir ; aucun effort de notre volonté n'est, en tout cas, capable de nous les faire éviter. Providence ou hasard, une puissance supérieure à la nôtre les commande et les dirige.

2. Dans la science du droit, on donne à ces sortes d'événements « que la vigilance et l'industrie humaine ne peuvent ni prévoir ni empêcher, (1) » le nom de *cas fortuits*. « *Casum fortuitum defini-
nimus omne quod humano cœptu prœvideri non
potest, nec cui prœvisò potest resisti.* » (2). Définition que nous pouvons avec Balde, (sur la loi *quod fortuit* au Code, *De pign. act*, n° 4), développer ainsi : « *accidens quod per custodiam, curam, vel
diligentiam mentis humane non potest vitari ab eo
qui patitur.* »

Ulpien, (Lois 2 § 7, Dig., 50, 8, *De adm. rei ad civem* et 15 § 2, 19, 2, *Locati conducti*) dit de même : « *fortuitos casus nullum humanum consilium provi-
dere potest.... Omnem vim cui resisti non potest
dominum colono præstare debere.* »

3. A titre d'exemples de cas fortuits, les textes nous citent habituellement : les ouragans (L. 15 § 2, Dig., 19, 2, *Locati conducti*) ; — les inondations (ib) ; — la sécheresse inusitée (ib) ; — les nuées d'oiseaux ou d'insectes qui s'attaquent aux moissons (ib) ; — les maladies de la plante (ib) ; — l'incendie des constructions (Dig., 47, 9, *De incendio*) ; — le naufrage des navires (ib) ; — les neiges immodérées (L. 78 § 3 Dig., 18, 1, *De contrahenda empt.*) ; — la maladie (L. 5 § 4 D. 13, 6, *Commod.*) ; — la mort (Loi 18 *in pr. cod.*).

(1). Cambacérès.

(2). Vinnius.

4. Faisons ici une double remarque.

D'abord, nous voyons que certains événements, bien que dérivant exclusivement du hasard, ne doivent être considérés comme cas fortuits que lorsqu'ils sont immodérés dans leur manifestation. Telles sont la sécheresse et les chutes des neiges, qui pour entraîner l'application des règles sur les cas fortuits, doivent être, disent les textes, excessives et tout à fait anormales, au delà des prévisions habituelles de l'homme.

La seconde remarque est plus importante : quelques uns des événements, que nous avons cités comme constituant des cas fortuits, ne le sont pas toujours et nécessairement, en ce sens qu'il faut rechercher si l'imprudence ou la négligence humaine ne les a pas indirectement produits. — Tel est l'incendie. « *Incendia fiunt plerumque culpâ inhabitantium* » dit la loi 3 § 1, Dig., 1, 15, *de officio præf. vig.* (Cf. lois 11 D. *de periculo et comm. rei vendit.* et 11 *De incendio*). — Le droit romain ne range également la mort des esclaves et des animaux parmi les cas fortuits que si cette mort est arrivée sans le dol et sans la faute de celui qui l'invoque « *quæ sine dolo et culpâ ejus accidunt.* » (L. 18 D. *Commod.*). C'est là du reste un principe qu'on doit appliquer aux différentes espèces de cas fortuits, du moment que la nature des choses comporte une semblable distinction.

5. Du cas fortuit proprement dit il convient, avec

les Institutes, (livre III, tit. XIV § 2.) de rapprocher ce qu'on appelle la *force majeure*.

Tandis que le cas fortuit suppose le fait de la nature et de ses éléments, la force majeure s'entend d'événements qui dérivent du fait de l'homme lui-même ; tels sont par exemple, le vol à main armée (Lois 23, D., 50, 17, *De reg. juris* et 18. D., 13, 6 *Commod.*), la fuite d'esclaves qu'il n'est pas dans l'usage de surveiller (ib), la guerre, etc.

6. Et ici se présente la même observation que nous venons de faire relativement au cas fortuit : la force majeure exclut toute idée de faute ou de manque de prévoyance ordinaire et normale de celui qui l'invoque.

C'est là sans doute la raison pour laquelle les textes, parlant du vol comme force majeure, supposent qu'il a été commis à *main armée*.

Remarquons les expressions dont ils se servent ; elles ne laissent aucun doute sur leur intention : « *latronum incursus*, » (LL. 50 D., 26, 7 et 18 D., 13,— 6) « *impetus prædonum* » (L. 23 D., 50, 17) — « *agressura latronum*, » (loi 6, Cod., 4, 24) — « *mulæ a grassatoribus ablatae*, » (L. 20 § 1 D., 19, 5). C'est qu'il est bien évident que nulle faute, nul défaut de précaution ne peuvent être imputés à celui qui a été violenté. Il s'agit bien en pareil cas d'un événement qu'il est impossible de prévoir raisonnablement et d'empêcher.

7. En pouvons-nous dire autant, en principe, du simple vol, du *furtum* ? Non. Car le plus souvent

nous voyons que la victime d'un vol a montré une négligence fâcheuse et sans laquelle il n'aurait pas été possible. De là nous sommes amené à penser que le droit romain s'était refusé à considérer le vol simple et dégagé de la circonstance d'attaque à main armée, comme constituant en lui-même, et à lui seul, un cas de force majeure.

8. Que telle ait bien été la théorie romaine sur ce point, c'est, nous le répétons, ce qu'on pourrait déjà induire avec vraisemblance des textes que nous venons de citer. Voici un fragment d'Ulpien qui confirme cette induction. C'est la loi 9, § 4, D., 19,2 *Loc. cond.* « *Imperator* » *Antoninus cum patre, cum grex esset abactus* » *quem quis conduxerat, ita rescripsit : si capras* » *latrones citra tuam fraudem abegisse probari* » *potest, judicio locati casum præstare non cogeris.* » Ulpien suppose donc un cheptelier, qui a à rendre le troupeau pris à bail. Ce troupeau lui a été volé. Il ressort du texte qu'il ne suffira pas au cheptelier, pour invoquer la force majeure, de prouver qu'il y a eu vol ; il devra prouver de plus que ce vol a eu lieu *citra suam fraudem*, c'est-à-dire sans sa faute. Car le mot *fraus* ne doit pas s'entendre, ce nous semble, ici, d'un fait intentionnel et malveillant du cheptelier, qui le constituerait complice du vol (L. 50 §§ 2 et 3, D., 47,2, *de furt.*). Hypothèse évidemment en dehors de notre texte : car il est bien certain que ne pourrait pas à un titre quelconque arguer d'un vol, celui qui serait soumis à l'action *furti*. Raison-

nablement, on ne comprendrait pas non plus que ce fût au cheptelier à prouver qu'il n'est pas un voleur, et non au propriétaire à lui prouver qu'il en est un. Si notre loi 9, § 4, signifie seulement, comme nous le croyons, que le cheptelier doit établir que le vol dont il a été victime n'est imputable à aucune faute ou négligence de sa part, n'est-ce pas que le vol simple, le *furtum*, ne constitue pas en lui-même un cas de force majeure ?

9. Il y a une autre raison qui nous décide à faire la distinction entre le vol simple et le vol à main armée. On sait que l'action *furti* est ouverte, en droit romain, au profit de celui qui avait intérêt à ce que la chose ne fût pas volée, « *ei cujus interfuit non subripi* » (L. L., 10 et 11, D., *de furtis* ; — Inst. IV 1, § 13). Or, il y a ceci de remarquable, c'est qu'en règle, cette action n'est pas accordée au créancier, lorsque la chose due est volée au débiteur (L. L. 49 et 85 *in fine*, D., *de furtis*). Ne faut-il pas en conclure que le créancier a conservé, malgré le vol, sa créance ? Et si le créancier a conservé sa créance, n'est-ce pas, (étant donné ce que nous établirons plus tard, mais ce que nous devons par avance dire ici d'un mot, que la perte par force majeure libère le débiteur), n'est-ce pas évidemment que le vol ne constitue point un cas de force majeure ?

10. Il est vrai que quelquefois l'action *furti* est refusée au débiteur de corps certain, — tel est le cas, du dépositaire (Inst. IV-I, § 17), — pour être donnée au créancier. Loin d'infirmar notre manière de voir,

nous croyons que ce texte des Institutes et l'exception qu'il renferme la consolident absolument. Si le *furtum* constituait un cas de force majeure, le commodataire par exemple, ou le fermier, obligé de restituer la chose empruntée ou louée, serait, à l'exemple du dépositaire, dépourvu de l'action *furti* ; car c'est un caractère commun à tous les débiteurs de corps certains, de n'être pas responsables des cas fortuits. Y a-t-il donc quelque chose de particulier dans la situation du dépositaire ? Oui, ceci, qui est capital, parce que, en même temps que ce fait donne la raison d'être de la distinction, nous en voyons découler le caractère juridique du *furtum* : personnellement désintéressé dans le contrat, le dépositaire n'est tenu ni des cas fortuits, ni même de sa faute légère (Voir 2^e partie chap. 1^{er}). Voilà pourquoi le dépositaire n'a pas l'action *furti*, tandis que le commodataire, non tenu des cas fortuits, mais responsable de ses fautes légères, a cette action. Qu'est-ce à dire, sinon que le vol simple de la chose due, le *furtum* n'est pas un cas de force majeure, mais qu'il constitue une faute légère.

11. De ce qui précède, cependant il ne faudrait point conclure que le vol à main armée soit toujours lui-même un cas de force majeure ; car le violenté lui-même peut n'être pas exempt de toute faute. « Ainsi, dit M. Demangeat (*Cours élém. de Dr. rom.*, t. II, p. 394), un homme qui porte des objets précieux se met en route seul, la nuit, dans un pays réputé dangereux : s'il est dépouillé par des brigands

on pourra très bien dire qu'il a commis une faute, qu'il a été imprudent, en voyageant dans de pareilles circonstances (1). »

12. Voilà pourquoi sans doute les Institutes accordent l'action *bonorum vi raptorum* aux mêmes personnes que l'action *furti* (liv. IV, tit. 2, *de bonis vi raptis*, §2 *in fine*). Cette assimilation n'implique nullement identité de nature ; mais au fond, à notre avis, la différence, qui doit être faite entre le *furtum* et la *rapina*, réside uniquement dans la preuve. Le *furtum* est présumé n'être pas un cas fortuit, tandis que la *rapina* en est un jusqu'à preuve contraire.

13. Il existe un événement que les textes nous citent assez souvent comme susceptible de faire périr la chose due ; c'est la *confiscation* des biens du débiteur. La loi 11, D., 21, 2, *de evict.* range positivement cette confiscation dans les cas de force majeure. Une loi d'Africain, sur laquelle nous aurons à revenir dans un autre ordre d'idées (L. 33, D., *loc. cond.*), paraît en faire de même. Nous croyons néanmoins qu'il convient de distinguer. Lorsque la confiscation dérivera du fait du prince, elle constituera évidemment un cas de force majeure, mais lorsqu'elle sera l'accessoire d'une peine principale pour crime ou pour délit (Loi 1, pr. D., *De bon. damn.*), elle participera tout naturellement du caractère de la peine et sera une faute.

14. Constitue également au premier chef, pour

(1) Voy. Gaius. l. 1, § 4 *in fine*, D., 44. 7 *de oblig. et act.*

le débiteur, un cas de force majeure : le fait des tiers. C'est ce qui résulte notamment de la loi 51, D., 45, 1, à laquelle on peut joindre la loi 92 pr. D., de solut. et un passage des Institutes (II. 20 de leg. § 16).

Aurait en particulier ce caractère : le fait du créancier lui-même, qui détruirait en tout ou en partie la chose due. (Loi 8, D., 22, 2 — Loi 23, D., 4, 8.)

Et même dans cette hypothèse, n'y a-t-il aucune distinction à faire.

Si, au contraire, la chose due vient à périr par le fait d'un tiers *qui n'est pas le créancier*, il faut examiner si le débiteur ne pouvait pas l'en empêcher, si, par exemple, ce tiers n'était pas sous sa dépendance, auquel cas le débiteur serait en faute de la lui avoir laissé détruire.

15.— Quant à notre propre fait, on comprend qu'il ne puisse jamais constituer, pour nous-mêmes, un cas de force majeure, même si nous détruisons la chose que nous devons, avant de savoir et de pouvoir savoir que nous la devons. « *Ne factum cujusquam alteri damnum adferat* » dit Julien (L. 25 § 2, Dig., 36, 1). Le texte est général et s'applique dans tous les cas.

16. La distinction, que nous venons de poser dans ce chapitre entre le cas fortuit et la force majeure, dérive, comme nous venons de le voir, de l'origine, de la cause de chacun d'eux. Mais l'un et l'autre ont ce caractère commun, d'être des événements qu'on ne peut ni prévoir ni empêcher. Ils ont d'ailleurs, en droit, les mêmes résultats. Aussi

les textes ne se font-ils pas scrupule de les confondre (Voy. lois 23 D., 50, 17 et 15 D., 19, 2).

Nous imiterons à l'avenir leur exemple, et réunirons ces deux catégories de faits sous la dénomination unique et générale de « cas fortuits ».

CHAPITRE II.

RÈGLE : LE DÉBITEUR EST LIBÉRÉ PAR LA PERTE FORTUITE
DE LA CHOSE DUE

Section 1^{re}. — DÉVELOPPEMENT DE LA RÈGLE.

17. Le débiteur, qui, en règle générale, doit répondre de son dol et de sa faute lourde (M. Accarias *Préc. de dr. rom.* t. II n° 662 et s.), souvent même de sa faute légère, n'est pas au contraire responsable des événements de cas fortuits.

Cette dernière proposition résulte formellement de la loi 23, *in fine*, D., 50, 17, *De reg. juris*. Ulpien commence par citer divers contrats où le débiteur doit la garantie de son dol, puis d'autres où il doit celle de son dol et de sa faute, et finalement il énumère un certain nombre d'hypothèses où le créancier n'a pas droit à garantie : or c'est précisément de cas fortuits qu'il s'agit dans cette dernière partie du texte d'Ulpien.

Nous formulons donc le principe général suivant, qui domine toute la matière : un débiteur n'est point responsable envers son créancier des cas fortuits.

18. De ce principe nous pourrions déduire cette première conséquence : le débiteur, empêché d'accomplir sa promesse, par suite d'une circonstance extérieure et indépendante de sa volonté, qui par exemple ne peut pas, pour cause de maladie, de tempête ou d'inondation, se présenter en justice au jour fixé, recevra une exception pour répondre à l'action du créancier (1), (L. 2, § 3, D., 2, 11, *si quis caut. in jud.*).

La raison que donne Ulpien est à noter. « *Quæmadmodum potuit se sistere, qui adversa valetudine impeditus est ?* » Le jurisconsulte se retranche derrière une raison, qui n'est autre que la force même des choses : c'est une raison d'équité. Et il y a ceci de remarquable, c'est que la loi des Douze Tables elle-même, qui pourtant consacrait, on le sait, une législation formaliste et souvent très-dure, avait déjà admis notre proposition (2^e table).

19. Mais la conséquence maîtresse du principe que nous avons formulé, celle à laquelle les textes s'attachent le plus volontiers, et qui seule d'ailleurs entre dans notre sujet, se rapporte, non pas à l'hypothèse où le cas fortuit s'attaque, pour ainsi dire, à la personne du débiteur, sous la forme d'événements extérieurs, qui paralysent sa liberté d'action,

(1) Cf. l'art. 1147 du Code civil.

mais à celle où le cas fortuit s'en prend, en quelque sorte, à la chose même, objet de l'obligation, c'est-à-dire au cas où la chose due vient à *périr* (1).

Qui alors supportera les risques de la chose ?
« *Cujus periculum rei* » ?

En vertu de notre principe, nous sommes naturellement amenés à poser ici cette règle importante : *les risques dans les obligations* — nous ne parlons provisoirement que des obligations de corps certains, — *sont pour le créancier* (2).

20. C'est ce qu'établissent en effet des textes nombreux, au Digeste et au Code. La loi 18, pr. Dig., 13, 6, *Commod.* par exemple, après avoir dit que l'emprunteur à usage doit apporter, à la conservation de la chose, tout le soin qu'un père de famille très diligent apporte à ce qui lui appartient, ajoute : « *ita ut tantum eos casus non præstet, quibus resisti non possit, veluti mortes servorum quæ sine dolo et culpa ejus accidunt...* » La loi 13, Dig., 13, 7 *de pigneratitia act. vel contra*, dit de même qu'en matière de gage, le débiteur est responsable de sa

(1) A la perte de la chose il faut assimiler entièrement sa mise hors du commerce. Dans ce second cas il est vrai de dire que la chose n'existe plus juridiquement parlant. « *Interire res intelligitur non solum cum in rerum natura esse desiit, verum etiam cum eximitur commercio.* » Vinnius.

(2) Quoique nous supposions toujours ici une perte totale, il est bien entendu que ce que nous en disons est également vrai de la perte partielle, c'est-à-dire, des dégradations survenues à la chose (loi 9 C. *de pigner. act.*). Un débiteur n'est tenu de fournir à son créancier que ce qui reste de la chose due, et dans l'état où cette chose se trouve, non diminuée ou détériorée par sa faute.

mauvaise foi et de sa faute légère ; il est même tenu de la *custodia*, c'est-à-dire, que quant à lui la faute légère s'apprécie *in abstracto* (Acc. t II p. 612), mais, ajoute le texte, ce qui arrive par cas fortuit ou force majeure est en dehors : « *in hac actione vis major non venit* ».

Nous nous bornons à renvoyer à quelques autres textes, qui posent la même règle. V. la loi 2 § 7 Dig., *de adm. rer. ad civ.*; — Loi 31 *pr.*, D., 19, 1 *de act. emp. et vend.*; — Loi 50 D., 26, 7 *de adm. et peric. tut.*; — L 1 § 4, D. 44, 7 *de oblig. et act.*; — Loi 18 § 5 D., 4, 3; — L. 5 Cod , 4, 24 *de pignoratitia actione*.

Citons toutefois encore un passage de Paul, qui forme la loi 91 § 3, *in fine*, D. 45, 1 *de verbor. oblig.* Paul légitime notre règle à l'aide du brocard bien connu : « *in pari causa melior est causa possidentis* ». Puisque le débiteur n'est en aucune façon en faute, la situation des deux parties est identiquement la même ; il n'y a pas lieu dès lors de faire retomber le dommage sur l'un plutôt que sur l'autre. Il faut laisser les choses dans le *statu quo*. C'est ce que l'on fait en mettant les risques à la charge du créancier.

Gaius (L. 14 § 1, Dig., 16, 3) donne une autre raison de notre règle : « parce que, dit-il, la chose aurait également péri chez le créancier, si le débiteur s'était préalablement exécuté. » — Nous aurons à revenir plus tard sur cette importante idée.

21. Que signifie maintenant notre formule : *les risques dans les obligations sont pour le créancier ?*

Elle ne veut pas seulement dire que le débiteur n'a plus à « *dare* » ou à « *præstare* » l'objet qu'il devait, mais qui a péri; cela, la force même des choses suffisait à l'établir. Les risques sont pour le créancier, en ce sens beaucoup plus large, que le débiteur, affranchi évidemment et forcément de l'obligation principale de livrer la chose, ne doit cependant rien à la place; bien qu'elle fût sans doute susceptible d'estimation, il n'aura pas d'indemnité à fournir.

Aussi peut-on aisément prévoir que, dans les différents cas exceptionnels où les risques seront pour le débiteur, l'exception consistera pratiquement en ceci : qu'au lieu et place de l'objet qui a péri, le débiteur aura à payer une indemnité.

22. Un débiteur est affranchi, par suite d'un cas fortuit, de l'obligation de « *dare* » ou de « *præstare* » la chose; doit-il au moins les accessoires ou les produits de cette chose, comme, par exemple, le pécule d'un esclave, le harnachement d'un cheval, etc...?

Les textes, à notre connaissance du moins, ne tranchent pas cette question d'une manière générale. Mais quelques passages du Digeste et des Institutes la résolvent spécialement quant aux legs et leur solution à cet égard est précieuse à retenir.

Un légataire évidemment est un créancier, et à ce titre il est soumis aux risques de la chose léguée; « *si res legata sine facto heredis perierit, legatorio decedit,* » disent les Institutes (liv. II t. 20 de leg.

§ 16). Quel est donc son droit par rapport aux accessoires ? On distingue, suivant que la perte par cas fortuit est antérieure ou postérieure au *dies cedens*. Dans le premier cas, le légataire n'a pas droit aux accessoires ou aux produits de la chose qui a péri ; au second, ces accessoires sont pour lui (LL. 1, 2 et 12, D., 33, 8, *de pec. leg.*).

Quelle explication donner de cette distinction ? Voici celle que nous proposons : à partir du *dies cedens*, le légataire est et doit être considéré comme un propriétaire, au moins autant que comme un créancier, et la meilleure preuve en est qu'il peut exercer la « *rei vindicatio* » (L. 1, Cod. 6, 43, *Com. de leg.* — Instit. II, 30 *de leg.* § 2). Or, tout propriétaire a droit certainement à ce qui provient de sa chose (Instit. II, 2 *de divisione rerum et qualitate* § 19). Le légataire, quand la chose léguée a péri après le *dies cedens*, peut donc revendiquer les accessoires de cette chose, comme étant *siens*. Si au contraire elle a péri avant le *dies cedens*, on ne peut plus parler du droit de propriété, qui se fixerait désormais sur le néant ; le légataire est et n'est seulement qu'un créancier. Or, en droit, l'accessoire n'a pas d'existence spéciale ; il se lie au principal et ne se soutient que par lui. Si donc le droit du légataire à la chose principale a disparu, son droit à l'accessoire a disparu également ; « *accessorium sequitur principale.* » Gaius le dit positivement : « *quæ accessionum locum obtinent, extinguuntur, quum principales res peremptæ fuerint.* »

23. Toutefois, les textes font entendre que l'intention du testateur, écrite ou présumée, doit être d'ailleurs suivie. Si donc le testateur a envisagé les accessoires ou les produits de la chose, non comme des accessoires ou des produits, mais en eux-mêmes, et les a légués *principaliter*, le légataire pourra les réclamer, même au cas où la chose génératrice aurait péri avant le *dies cedens*. (V. les lois 3 et 4 Dig., 33, 8.)

Un testateur lègue une *ancilla cum suis natis*, ou un *servus cum vicariis*. Paul, pour la première hypothèse, et Gaius, pour la seconde, décident, par suite d'une présomption de volonté du disposant, que si la *mère esclave* ou bien *l'esclave ordinaire* vient à mourir avant le *dies cedens*, le légataire n'en aura pas moins droit aux enfants de cette mère esclave ou aux vicaires de l'esclave ordinaire, « *quia duo legata sunt separata* » (lois 3 et 4 précitées).

24. Résolvant à l'aide de ces données la question que nous nous sommes posée par rapport aux diverses sortes d'obligations en général, nous dirons : en principe, lorsque la chose périra par cas fortuit, le créancier, *qui ne sera que créancier* perdra tout droit aux accessoires, « *accessorium sequitur principale* ». C'est ce que nous déciderons au cas d'une obligation de *dare*.

Dans les obligations au contraire où le créancier sera en même temps propriétaire (*commodat*, *gage*, *dépôt*), il pourra réclamer les accessoires de la chose due, qui a péri, *en sa qualité de propriétaire*.

Enfin, et en vertu de son seul droit de créance, le créancier, à notre avis, aura droit aux accessoires de la chose, dans les contrats de bonne foi, par l'effet d'une présomption de volonté des contractants. A cette dernière idée on peut rattacher la règle que le vendeur doit, au cas de perte de la chose, céder à son acheteur, les actions qu'il a pu acquérir, l'action *legis Aquiliæ*, si la chose a été détruite par un tiers, ou si elle a été volée, la *rei vindictio* et l'action *furti* (Instit. III, 23, § 3).

25. Le débiteur, avons-nous dit, est libéré par la perte fortuite de la chose. Mais il peut arriver que plus tard la chose reviv^e, ou, plus exactement, que la force majeure cesse. Ainsi, l'esclave Stichus, qui faisait l'objet d'une obligation de « dare » pour un autre que le propriétaire, est affranchi par celui-ci ; puis retombe en esclavage. Ou bien encore, un terrain, qui a été promis par une personne à une autre, est devenu chose sacrée ; puis reprend sa condition première de terrain profane. Dans ces deux cas et autres semblables, à supposer que les choses reviennent à leur état primitif, le débiteur se trouvera-t-il obligé à nouveau ? Il faut répondre non : la perte de la chose par cas fortuit a éteint l'obligation. Or si l'on peut admettre que la chose détruite reprenne parfois sa condition perdue, on ne comprend pas que l'obligation, une fois légalement éteinte, puisse renaître. (1). Est-ce bien en réalité la

(1). *Contra*, M. Ortolan t. III n° 1713 p. 392. — *Sic*, M. Labbé *Etude sur quelques difficultés relatives à la perte de la chose due et à la confusion* n° 65 et s.

chose elle-même qui renaît ? Non, juridiquement parlant, ce n'est ni le même esclave, ni le même terrain qu'avant l'affranchissement ou qu'avant l'affectation religieuse.

Celse, il est vrai, était d'un avis différent. « *Servus quoque legatus, si interim manumittatur et postea servus factus est, postea peti possit.* » (Loi 79, § 3, D., 32, *de leg. et fid.*) Dans ce système, on considère que par la perte de la chose due, l'obligation est plutôt paralysée qu'éteinte, et par suite, la chose rentrant dans le commerce, rien ne s'oppose plus au droit du créancier de réclamer son paiement.

Mais cette opinion ne prévalut pas. « *Nec admissum est quod Celsus ait.* » C'est Paul qui nous l'apprend (loi 98, § 8, D., 46, 3, *de solut.*).

Malgré l'expression bien caractéristique de ce dernier, « *nec admissum est quod Celsus ait,* » on a nié l'existence d'un conflit entre les deux jurisconsultes sur ce point. On a dit que Paul s'occupait exclusivement du cas d'une stipulation, tandis que Celse n'avait en vue que l'hypothèse d'un legs. La possibilité d'une semblable distinction, dont on n'aperçoit pas en elle-même le fondement juridique, est démentie par Paul lui-même, qui, dans un autre passage, admet pour les legs la même règle que celle qu'il a admise pour les stipulations (L. 27, § 1 D., 34, 4, *de adm. vel transf. leg.*). Tout essai de conciliation entre les deux jurisconsultes semble donc inutile.

Quant à la raison pour laquelle Paul repousse l'opinion de Celse, il nous l'indique dans la loi 98,

§ 8, précitée. C'est la même que nous avons donnée plus haut : « *In perpetuum enim sublata obligatio restitui non potest : et si servus effectus sit alius videtur esse.* » (Cf. L. 83, § 5. D., 45, 1, *de verb. oblig.*)

26. C'est assez dire qu'il faut, pour appliquer notre solution, que la chose ne renaisse pas *eadem causa*. Autrement, nous serions en présence de l'*eadem res*, et du coup, avec elle, renaîtrait l'obligation même dont elle est l'objet. Voici un exemple tiré des textes précités : une personne a promis un navire qui appartient à autrui ; le propriétaire le désempare, mais il a l'intention de le reconstituer avec les mêmes matériaux. Les textes nous disent que le bateau reconstruit est le même que primitivement, et que dès lors le débiteur n'est point libéré. Il n'y a là qu'une impossibilité temporaire d'exécution, qui équivaut, dit Paul, à un terme.

27. Comme on le voit en résumé, la formule, que nous avons posée en commençant, à savoir : que, dans les obligations de corps certain, les risques sont pour le créancier, est une formule très énergique. Elle signifie que le débiteur, libéré par la nécessité même des choses de son obligation principale, n'a aucun équivalent à payer à la place ; il n'est même pas tenu, au moins en général, aux accessoires qui peuvent rester de la chose. Que si cette chose enfin vient un jour ou l'autre à renaître, il ne se retrouvera pas pour cela obligé à nouveau. En un mot, le débiteur de corps certain est complètement et définitive-

ment libéré par la perte provenant de cas fortuits ; ce qu'on exprime habituellement à l'aide du brocard suivant : *debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur*.

Section 2^e. — APPLICATION DE LA RÈGLE : debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur AUX DIFFÉRENTES SORTES D'OBLIGATIONS, ET EN PARTICULIER A L'OBLIGATION ALTERNATIVE.

28. La règle de la libération du débiteur par la perte fortuite de la chose doit s'appliquer en principe quelle que soit la nature de l'obligation.

29. Elle s'appliquera notamment à l'obligation *à terme*. Il est bien certain en effet qu'une semblable modalité ne peut avoir aucune influence spéciale sur les risques, au moins quand l'objet dû périt avant le terme. La seule difficulté est celle de savoir si, lorsque l'objet périt *après l'échéance*, le débiteur ne doit pas être considéré comme se trouvant en demeure par le fait seul de l'échéance. Mais cette difficulté ne doit pas nous retenir actuellement ; nous nous en occuperons dans la deuxième partie de notre sujet

30. Quant à l'obligation *conditionnelle*, notre règle ne nous paraît pas devoir s'y appliquer à proprement parler ; la condition en effet affecte l'*existence* même de l'obligation. Si la chose périt *pendente conditione*, — nous supposons une condition *suspensive*, — l'obligation ne peut se former faute d'objet (loi 14 pr. D. 46,2). Il nous semble dès lors plus exact de

dire que le débiteur conditionnel *n'est pas obligé* par la perte de la chose, au lieu de dire *qu'il est libéré* par elle, « *Stipulationes et legata conditionalia perimuntur si pendente conditione res extincta fuerit,* » dit la loi 8, *pr. D.*, 18, 6, *de peric. et comm. rei vend.*

Cette observation trouvera son principal intérêt pratique dans l'hypothèse de la novation d'une obligation pure et simple par une obligation conditionnelle. Si la chose due en vertu de l'obligation nouvelle périt *pendente conditione*, à proprement parler le débiteur n'est pas libéré. Il est plus exact de dire que l'obligation *novandi causa* n'a pas pris naissance ; il en résulte que l'obligation primitive subsiste. — Il en serait autrement, bien entendu, au cas où la perte surviendrait après l'arrivée de la condition. L'obligation prenant naissance à l'instant où se réalise la condition, le débiteur, si la chose vient ensuite à périr, sera libéré conformément au droit commun « *debitor rei certæ..* » (1).

31. Le principe de la libération du débiteur par la perte de la chose due s'appliquera au cas d'une obligation alternative, c'est-à-dire d'une obligation qui a pour objet l'une de deux ou plusieurs choses, au choix du débiteur ou du créancier peu importe. Mais ici, l'application de notre règle conduit à des conséquences pratiques parfois délicates, et qu'il est bon d'indiquer, au moins brièvement.

(1) Voyez (*infra* n° 53) à ce que nous disons de la vente sous condition résolutoire.

Pour la simplification du raisonnement, nous supposerons seulement deux objets compris dans l'obligation, deux objets individuellement déterminés. Exemple : j'ai stipulé de Primus Stichus ou Pamphile, l'un ou l'autre.

Si ces deux esclaves viennent à périr par cas fortuit, il est bien certain que le débiteur se trouvera entièrement libéré. Il devait en effet deux corps certains dont il ne peut plus livrer ni l'un ni l'autre ; *debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur*.

Mais supposons que l'un des deux esclaves seul meure. Il n'y a point évidemment de raison pour que le débiteur soit affranchi de son obligation relativement à l'esclave qui subsiste (1). En ce qui concerne au contraire l'esclave mort, nous devons dire que la dette est éteinte (2) ; c'est l'application forcée, pure et simple de notre règle sur les riches de la chose due.

Une première conséquence incontestable et incontestée en résulte : c'est que si le choix appartient au créancier, il ne pourra point exiger la valeur de celle des deux choses qui a péri. Il a le droit seulement de réclamer celle qui subsiste (L. 95. pr. D. 46, 3 *de solut*).

32. Mais que devons nous décider au cas où le

(1) Sauf au cas où, le choix lui appartenant, il aurait mis le créancier *en demeure* de recevoir la chose qui plus tard à péri ; son choix avait individualisé son obligation (L. 105 D. 45, 1).

(2) Sauf toujours l'hypothèse où le créancier, qui a le choix, a mis le débiteur en demeure de donner la chose qui a péri ensuite (L. 95. D. *De sol.*).

choix est attribué au débiteur? Celui-ci, qui évidemment peut se libérer en donnant la chose qui reste, peut-il forcer le créancier à recevoir simplement le prix de celle qui a péri?

Cette question délicate est généralement résolue dans le sens de l'affirmative par les principaux romanistes modernes (1).

Nous penchons, pour notre part, à croire, avec les différents auteurs, qui dans notre ancien droit ont étudié la question, Dumoulin (2) et Pothier (3) entre autres, que semblable faculté devait être et était en effet refusée au débiteur. Ainsi, à notre humble avis, le commande la logique naturelle des principes qui régissent à la fois et la perte fortuite de la chose due et le paiement des obligations.

Voici comment nous raisonnons.

33. La perte de l'une des deux choses dues sous une alternative libère le débiteur quant à cette chose : ce qui le prouve, c'est que, ce créancier, si le choix lui appartient, ne pourra plus, nous l'avons vu, exiger l'objet qui a péri, non plus que sa valeur ; ce qui le démontre également, c'est que, si le second objet vient à périr à son tour, le débiteur, nous l'avons également vu, n'aura absolument rien à payer et se trouvera de toute façon libéré. Il nous semble très exact dès lors de dire que la perte for-

(1) Consulter notamment MM. Labbé *op cit.* nos 38 et s. et Acarias t. II, p. 311.

(2) *Extric. Labyr. divid. et individ. part.*, n° 149.

(3) *Obligations*, n° 250.

tuite de l'une des deux choses a eu pour effet de concentrer exclusivement l'obligation sur l'autre, qui désormais *sera seule due*.

De quel droit, dans cette situation, le débiteur pourrait-il forcer le créancier à recevoir l'estimation d'une chose *qu'on ne lui doit pas*, au lieu et place de celle *qui lui est due*, et *qui lui est seule due*, puisqu'on s'est engagé à la lui donner à défaut de la première ?

C'est en vain qu'on invoquerait une raison d'équité ; l'équité ne peut pas entrer en lutte avec les termes formels et précis d'un contrat. La double obligation de *Primus* était conditionnelle : il me devait Stichus, s'il ne me donnait pas Pamphile ; il me devait Pamphile s'il ne me donnait pas Stichus. Il ne peut me donner Stichus, parce que Stichus, nous le supposons est mort : tout naturellement il me doit Pamphile. L'impossibilité d'exécuter sa promesse, c'est-à-dire, une raison de force majeure, pourrait seule le soustraire à cette dernière obligation. Voilà la convention. L'équité, dont on argumente contre nous, nous semble exiger précisément qu'un créancier reçoive exactement ce qu'il a stipulé, un esclave dans notre espèce, et non une somme d'argent. Le débiteur ne doit pas pouvoir lui imposer l'estimation de l'esclave mort, pas plus qu'il ne pourrait lui imposer la simple estimation de l'esclave survivant.

Nous avons vu d'ailleurs qu'un créancier alternatif ne pouvait pas, quand il a le choix, forcer le

débiteur à lui payer la valeur de la chose détruite. Comment admettre que le débiteur, qui a le choix, puisse forcer le créancier à recevoir semblable somme ? Ce serait là, semble-t-il, un manque d'harmonie, de logique ; il n'est pas nécessaire de le prêter au droit romain. Les textes principaux, qui touchent à la question, prouvent au contraire qu'on doit écarter ce reproche.

34. C'est d'abord un passage de Paul qui forme la loi 34, § 6, Dig., 18, 1. Il y est dit positivement qu'au cas de vente alternative de deux esclaves, dont l'un périt par cas fortuit, le vendeur, tenu de l'obligation de livrer, doit donner l'esclave qui reste : « *sed uno mortuo, qui superest dandus est.* »

La loi 95 § 1, Dig., 46, 3, applique la même théorie. Quand le choix, dit Papinien, appartient au débiteur, et que l'une des deux choses périt par cas fortuit, le débiteur doit celle qui reste ; « elle peut justement lui être réclamée par le créancier ». C'est donc bien que, pour ce jurisconsulte, le créancier n'est point forcé d'accepter la valeur de l'objet qui a péri.

Si nous ne nous abusons pas, la tournure de phrase, employée par Papinien, *qui superest ceque peti poterit*, » doit dissiper tous les doutes. Le jurisconsulte ne nous dit passimplement que le débiteur doit l'objet qui reste ; ce qui pourrait à la rigueur laisser place à la question de savoir s'il ne doit que cela, ou plutôt, s'il n'a pas la faculté de se libérer autrement, si l'estimation de la chose n'est pas, en quelque sorte, *in facultate solutionis*. Il dit que le

créancier peut *réclamer* la chose qui reste, ce qui écarte toute idée d'équivalent possible. Et le mot *æque* semble être mis là pour répondre par avance à l'objection faite à ce système et tirée de l'équité. C'est à bon droit, justement, que le créancier réclamera la chose qui subsiste.

35. Il y a un autre texte qu'on peut invoquer aussi en faveur de la doctrine que nous adoptons. C'est la loi 47, § 3, Dig. 30, 1°, *de leg.* Ulpien suppose qu'un testateur a légué l'un de deux esclaves, au choix de l'héritier, Stichus ou Pamphile. Pamphile décède. Ce n'est qu'exceptionnellement, « *fortassis*, » que l'héritier pourra donner le prix de l'esclave mort (1) : en règle donc il sera tenu de fournir l'esclave survivant.

Il est vrai que dans sa première partie, le texte paraît contenir une solution toute différente : si, y est-il dit, l'un des deux esclaves prend la fuite ou est capturé par l'ennemi, l'héritier pourra, au lieu de l'esclave qui reste, donner le prix de celui qui a fui ou qui a été fait prisonnier.

Les partisans du système adverse argumentent naturellement de cette première partie du texte (2) (fuite ou capture de l'esclave), et ils nous reprochent de mettre, quant à nous, Ulpien en contradiction avec lui-même.

(1) Tel serait le cas où le *de cuius* l'aurait permis par le testament.

(2) Quant au mot *fortassis* de la deuxième partie du texte, on le traduit dans ce système, par « *peut-être*. » Il ne nous semble pas que cette interprétation fasse cesser la contradiction prétendue.

Si nous ne nous abusons pas, cette contradiction n'est qu'apparente, les deux espèces prévues par le jurisconsulte étant au fond différentes. Dans le cas dont nous avons parlé tout d'abord, c'est-à-dire, dans l'hypothèse du décès de l'esclave, le mot *decedere* faisant allusion à une mort naturelle, toute idée de faute du débiteur doit être écartée. Nous sommes en présence d'une perte absolument fortuite de l'un des objets dus, et cette perte a éteint l'obligation quant à cet objet : c'est l'application pure et simple du droit commun en matière de cas fortuits. Cela étant, on comprend très bien que le débiteur ne puisse point forcer le créancier à recevoir l'estimation d'une chose qui n'est plus due. — Au contraire la fuite et la captivité des esclaves ne constituent des cas de force majeure, la première, que s'il s'agit d'un esclave qu'il n'est point dans l'usage de surveiller (Lois 23. Dig., 50, 17, et 18, D., 13, 6), la seconde, que si la prise a été effectuée sur un autre que sur le débiteur (L. 91, § 1, D., 45, 1.) Donc, suivant le droit commun, ces événements n'éteignent pas la dette : la faute du débiteur perpétue son obligation. Donc en offrant, en ce cas, le prix de l'esclave en fuite ou captif, il n'offre pas autre chose que ce qu'il doit.

En réalité, des deux hypothèses que l'on invoque dans le débat, la première, celle de la loi 47, n'y est pas relative.

Si la conciliation que nous proposons est possible, on voit à quelle conséquence les purs principes ont conduit Ulpien : la faute du débiteur lui assure un

avantage dont il ne jouit pas s'il a été négligent. Ce résultat, l'esprit romain, parfois plus soucieux de la déduction naturelle et logique des principes, que de l'équité de leurs conséquences, n'était pas fait pour s'en effrayer outre mesure. (1)

Ainsi compris, le texte d'Ulpien peut pêcher faute d'une certaine précision ; mais il n'est plus contradictoire dans ses deux propositions, et il nous paraît appuyer formellement le système que nous adoptons.

Cette explication dût-elle être rejetée, nous croyons qu'il faudrait simplement retirer du débat comme contradictoire, la loi 47 ; il ne nous semble pas possible en effet d'en argumenter contre nous, sans sacrifier arbitrairement une partie de ce texte au profit exclusif de l'autre.

(1) Bien entendu, nous exposons le système particulier d'Ulpien, tel, du moins, qu'on peut le faire résulter du texte dont nous nous occupons. Il n'apparaît pas que ce système ait été adopté par l'ensemble des juristes latins. Papinien du moins le rejette formellement, comme le prouve la fin du texte que nous avons cité tout à l'heure de ce jurisconsulte. « Si, dit-il, l'un des deux objets dus périt par la faute du débiteur, celui-ci, à supposer que le choix lui appartienne, ne pourrait pas offrir le prix de la chose qui a péri, quoiqu'elle fût de moindre valeur que l'autre. » Le motif que donne Papinien et surtout la façon dont il le donne sont à noter : « *quoniam id pro petitore, in poenam promissoris constitutum est.* » Cela, dit-il, a été établi en faveur du créancier et en punition du débiteur. Il ne nous semble pas que Papinien pouvait laisser plus clairement entendre que la solution qu'il avance est une solution toute d'équité mais qu'elle est contraire à la rigueur absolue des principes. — Et par là même se trouve confirmée à nos yeux l'explication proposée plus haut du texte d'Ulpien. Ulpien, lui, raisonne en pur droit. Il applique, en somme, en matière d'obligation alternative, la règle générale que nous aurons à poser plus tard relativement à la faute du débiteur, dans les obligations pures et simples, à savoir que la faute du débiteur perpétue l'obligation.

36. Nous citerons, avant d'en finir avec la question que nous examinons en ce moment, un second passage de Paul (Loi 55. D., 9, 2,). Ce texte, au contraire du précédent, ne donne point prise à la discussion ; il nous paraît devoir dès lors trancher tout doute possible. Voici l'espèce qui y est prévue : j'ai promis à Titius Stichus ou Pamphile, à mon choix ; Stichus vaut dix mille sesterces et Pamphile, vingt mille ; le créancier cause la mort de Stichus. De toute évidence, c'est là pour moi, débiteur, une perte par cas fortuit de l'un des deux objets compris dans l'alternative ; nous sommes donc bien dans le cas que nous examinons. Le créancier, dit Paul, sera traité comme un étranger. J'aurai contre lui le recours de la loi Aquilie. Pour quelle somme ? pour vingt mille, prix de l'esclave qui survit. C'est donc, bien certainement, que je suis tenu de le fournir, que je ne puis à sa place payer la valeur de Stichus.

37. En résumé, nous disons que les risques sont, dans l'obligation alternative, comme en règle générale, pour le créancier, en ce sens que sa dette s'éteint, si tous les objets compris dans l'alternative périssent. Ils sont, sous un certain rapport, pour le débiteur, en ce sens que celui-ci perdra le bénéfice du choix s'il reste un objet : les risques du choix, peut-on dire, sont pour le débiteur (1)

38. Avec le cas de l'obligation *alternative*, il ne faut pas confondre le cas de l'obligation *facultative*.

(1) C'est le système consacré par notre art 1193 C. C.

Dans cette dernière obligation, une seule chose est *in obligatione*; l'autre n'est qu'*in facultate solutionis*. Si l'objet qui est dû périt fortuitement, l'obligation est absolument éteinte et le débiteur n'a point à donner l'autre. Si c'est la chose qui se trouve *in facultate solutionis* qui périt, peu importe, la chose due n'en continue pas moins à devoir être fournie au créancier.

Section 3^e. — NATURE ET MODE DE FONCTIONNEMENT DE
LA RÈGLE.

39. La perte de la chose due nous apparaissant comme un moyen invoqué par le débiteur pour résister à la demande de paiement du créancier, c'est à ce débiteur évidemment à prouver l'existence du cas fortuit, en vertu du principe *reus in excipiendo fit actor*. « *Allegans fortuitum casum*—di Medicis, question 13 « — *illum tenetur probare*. » (Voy. L., 9, § 4, D., 19, 2, — L. 5, Cod., 4, 24, *de pig. act.*).

Mais quelle est au juste la nature de ce mode de libération? Est-ce que la perte de la chose libère le débiteur *ipso jure*, ou seulement *exceptionis ope*?

Outre un intérêt de procédure, il y a une conséquence importante qui résulte de la question. Si la perte de la chose due libère le débiteur *ipso jure*, l'obligation est définitivement éteinte et ne peut plus renaître par suite de la cessation du cas fortuit; si elle opère seulement *exceptionis ope*, l'obligation est

paralysée plutôt qu'éteinte et peut recouvrer sa force première.

Nous pensons que le cas fortuit libère le débiteur *ipso jure*, et nous déduisons cette solution de la loi déjà citée de Paul, 98 § 8, D., 46, 3, *de sol.* Du moment que nous devons, avec Paul, et contrairement à l'opinion de Celse, considérer le cas fortuit comme un obstacle permanent à l'exécution de l'obligation, laquelle ne peut plus être remise en vigueur si l'obstacle disparaît, n'est-ce pas que l'obligation est éteinte *ipso jure*?

C'est, au reste, ce qui résulte clairement des Institutes. Justinien, (liv III, tit. 19, *De inutilibus stipulationibus*, §§ 1 et 2), s'occupant de l'inutilité, en d'autres termes, de la nullité des stipulations, lorsqu'elles portent sur un objet actuellement inexistant, ajoute qu'il en est de même, en sens inverse, « *item contra*, » lorsque l'objet périt plus tard par cas fortuit : l'obligation en ce cas est éteinte « *Licet* « *initio utiliter res in stipulatum deducta sit, si* « *postea in earum qua causa de quibus supra dictum* « *est, sine facto promissoris devenerit, extinguitur* « *stipulatio.* » Il y a sans doute dans ce texte, au point de vue doctrinal et méthodique, un défaut sensible ; mais la confusion, que fait Justinien entre le cas où la stipulation a porté sur une chose qui n'existait déjà plus, et celui où cette chose périt postérieurement, indique bien sa pensée : dans l'un comme dans l'autre cas, il n'y a aucune obligation, aucun lien de droit. La perte par cas fortuit éteint la dette.

Nous devons reconnaître, cependant, que la loi 3, § 1, D., 4, 9, *Naut. caup., stab., ut rec. restit.* semble contraire à notre opinion, et qu'elle parle positivement d'une *exception* qui est donnée au débiteur : « *non iniquum exceptionem ei dari.* » On peut supposer que ce texte se rattache à la théorie de Celse, d'après laquelle le débiteur, libéré par la perte de la chose due, se retrouve obligé si cette chose vient à renaître. Nous avons vu (*supra* n° 25), que cette doctrine n'avait pas été suivie en général par les autres jurisconsultes.

De nombreux textes confirment notre manière de voir sur l'extinction *ipso jure* des obligations par la perte de la chose. C'est par exemple la loi 33, D., 45, 1, de Pomponius, qui nous dit que le débiteur, lorsque la chose périt par cas fortuit, *n'est plus tenu*. La loi 107, Dig., *de solution. et liber.* met positivement sur la même ligne le payement et la perte de la chose due : « *Verborum obligatio aut naturaliter re-
« solvitur, aut civiliter. Naturaliter velutis olutione
« aut cum res in stipulationem deducta, sine culpa
« promissoris in rebus humanis esse desiit.* » Comme le payement, et au même titre que lui, la perte de la chose due éteint donc l'obligation.

40. Le passage précité des Institutes élucide un autre point important : celui de savoir si la perte de la chose due est une cause de libération qui s'applique même au cas d'une obligation de droit strict. La loi 6, C., 4, 24, semblerait devoir faire supposer le contraire : « *quæ fortuitis casibus acci-*

dunt, nullo bonæ fidei iudicio præstantur. » Le texte des Institutes, aux termes duquel la *stipulation* est éteinte par la perte de la chose due, nous montre qu'il faut sans hésiter rejeter toute distinction de ce genre, qui serait au reste arbitraire et sans explication juridique. Quelle que soit la cause de l'obligation, le débiteur est libéré par la perte fortuite de la chose due, parce que, quelle que soit cette obligation, il se trouve dans une égale impossibilité de l'exécuter.

Quant à la loi 6, au Code, on doit, a-t-on dit, appliquer *à fortiori* la solution qu'elle contient aux contrats de droit strict; car dans ces sortes de contrats, les obligations du débiteur sont circonscrites d'une façon précise par les termes du contrat : on a promis l'objet qui a péri, et rien autre chose. — Voici comment Vinnius, de son côté, (*Select. quest.* liv. 2, ch. 1) a expliqué le texte qui nous occupe : ce texte, dit-il, a voulu lever le doute qui pouvait résulter dans certains cas, de ce que le contrat, qui lie le débiteur, a été passé dans son seul intérêt. *Malgré cette circonstance*, la perte par cas fortuit libérera le débiteur, voilà la pensée du rédacteur de la loi 6. Il ne faut pas d'un texte extensif faire un texte restrictif.

Section 4^e. — CETTE RÈGLE S'APPLIQUE-T-ELLE AUX
OBLIGATIONS DE GENRE ?

41. Nous avons toujours supposé, jusqu'ici, une obligation d'un corps certain, d'une *species*, pour dire

que le débiteur est libéré par la perte de la chose due. Supposons maintenant que le débiteur doit une chose *in genere*, cent sesterces par exemple, ou bien encore, un cheval de tel âge, ou un manuscrit de tel auteur. Disons-nous, comme on le fait généralement, que la règle de la libération du débiteur par la perte de la chose due ne s'appliquera pas dans ce cas ?

Il ne nous paraît pas nécessaire d'aller jusque là pour rendre raison de cette vérité, en elle-même incontestable, qu'un débiteur de chose *in genere* ne peut pas s'affranchir de son obligation, en alléguant la perte d'un individu du genre proposé, sous prétexte, peut-être, qu'il avait l'intention de faire porter son choix sur cet individu. Il nous semble qu'une différence essentielle dans la nature des obligations doit amener nécessairement une différence capitale dans l'application d'une seule et même règle, et que le principe du droit commun sur les risques peut très bien expliquer ce qui ne constitue qu'en apparence une exception au principe. Sur quoi porte l'obligation du débiteur de genre ? Sur tous les objets compris dans ce genre, en ce sens bien entendu, qu'il en doit de tous un, à peu près comme le débiteur d'une obligation alternative doit l'une de deux ou plusieurs choses désignées. Tant qu'un individu de l'espèce proposée existe, on ne peut pas dire que l'objet de l'obligation soit éteint : le débiteur ne peut pas dès lors invoquer la perte de la chose due. Il n'y a donc pas ici, ce nous semble,

exception à la règle, puisque les conditions de la règle ne se rencontrent pas.

Quoi qu'il en soit du mérite de cette méthode, le résultat est là, bien certain : c'est que le débiteur d'un objet *in genere* ne sera, pour ainsi dire jamais, dans le cas d'invoquer la règle de la libération du débiteur par cas fortuit. Les genres sont à peu près éternels : « *genera non pereunt.* »

42. Remarquons cependant que la perte totale d'un genre n'est pas chose impossible, surtout si le genre est très limité. Exemple : j'ai stipulé de *Primus* un des esclaves que *Secundus* possède dans telle province. *Secundus* affranchit tous les esclaves qu'il a dans cette province. *Primus*, bien que débiteur d'une chose de genre, pourra invoquer dans ce cas sa libération. C'est l'application toute simple de la règle que *le débiteur est libéré par la perte de la chose due.*

CHAPITRE III

DES RISQUES DANS LES CONTRATS, ET SPÉCIALEMENT DANS LES CONTRATS SYNALLAGMATIQUES.

Jusqu'ici nous n'avons étudié cette formule : *les risques de la chose due sont pour le créancier, qu'en elle-même.* Il est temps maintenant

d'arriver à son application pratique aux principaux contrats que nous présente la législation romaine.

43. Et tout d'abord, 'pas de difficulté lorsque le contrat est un contrat *unilatéral* ; aucune question ne peut même se poser dans ce cas. Le débiteur unique est libéré par la perte de la chose due, — nous savons maintenant ce que comporte cette proposition, — et tout est dit.

C'est ce qui se passera notamment au cas d'une *stipulation* de *dare* ou de *præstare* un corps certain ; la stipulation, par essence, rentre dans la catégorie des contrats unilatéraux. « *Si ex stipulatu hominem*
« *certum mihi debeas, non aliter post mortem ejus*
« *tenearis mihi, quam si per te steterit quominus*
« *vivo eo eum mihi dares.* » (L. 23, D., 45, 1).

Mais il faudrait bien se garder d'appliquer notre règle au *mutuum*. Gaius nous en prévient, l'emprunteur à consommation ne peut pas exciper de la perte fortuite de la chose prêtée, pour se prétendre délié de son obligation. « *Et ille quidem qui mutuum ac-*
« *cepit, si quolibet casu, quod accepit, amiserit, ni-*
« *hilominus obligatus permanet.* » (V. L. 1. § 4, Dig., 44, 7.). La raison en est simple : le *mutuum*, à la différence du commodat ou prêt à usage, transfère à l'*accipiens* la propriété de la chose prêtée, à la charge seulement par celui-ci d'en rendre une semblable. L'emprunteur à consommation est un débiteur de *genre*. Or nous venons de voir que, dans les obligations de genre, notre règle sur la charge des risques ne s'applique pas, au moins en fait.

Cette dernière observation doit également d'ailleurs être faite pour la troisième classe de contrats unilatéraux : le contrat *litteris* ; ce contrat engendre toujours une obligation *in genere*.

44. Quant aux obligations nées de contrats *synallagmatiques imparfaits*, notre règle les concerne incontestablement, pourvu seulement qu'il s'agisse d'obligations de corps certain.

Le *commodataire* sera donc libéré par la perte fortuite de la chose. (1) C'est ce que nous apprend Gaius (L 1, § 4, D., 44, 7, *de oblig. et act.*) : « *Is a qui utendum accepit, si majore casu cui humana infirmitas resistere non potest, veluti incendio, ruina, naufragio, rem amiserit, securus est.* » —

De même le dépositaire (loi 1, § 5, D. *eod.*).

45. Nous devons ici une mention spéciale à l'obligation de *restituer*, dont est tenu le mari en vertu de la constitution de dot. Pour déterminer à qui incombent les risques de la dot, on distingue suivant que celle-ci a fait ou non l'objet d'une estimation.

En principe, c'est-à-dire s'il n'y a pas eu d'estimation, le mari, bien que devenu le propriétaire des biens dotaux, doit les restituer en nature. (2) Il est débiteur de corps certains : les risques sont donc naturellement pour la femme en sa qualité de créan-

(1) Le *commodat* ne transfère pas la propriété de la chose à l'emprunteur. Celui-ci ne peut qu'en user, à la charge de la rendre. (*Accarias*, t. II, n° II, nos 393 et s.) Il doit donc bien un corps certain.

(2) Bien entendu, il ne s'agit pas ici de la partie de la dot qui consiste en *quantités*.

cière ; et ceci est même vrai, remarquons le, quant aux meubles compris dans la dot, bien que le mari ait eu, quant à eux, le droit de disposition (loi 26, D., 24, 3, *solut matrim.* (1) Telle est du moins la règle.

Mais quand la dot a été estimée, le mari doit être considéré, quant à elle, comme un *acheteur*; « *æstimatio facit venditionem* » Dès lors, ce qu'il est tenu de restituer dans ce cas, c'est la *valeur* de la dot : il est devenu un débiteur de genre (loi 10, § 5, *in fine*. D., 23, 2, *de jure dotium*). Aussi une constitution de Justinien décide-t-elle très exactement que le mari, dans ce cas, sera tenu de l'action *de dotè*, quand bien même la dot périrait par cas fortuit. « *In rebus dotis quidem æstimatis, dominium et periculum mariti est.* » (L. 1, § 15, Cod., 5, 13. *de re ux. act.*).

46. Une question importante peut se poser au cas du contrat synallagmatique imparfait. On sait, — et leur nom suffirait à lui seul pour nous en prévenir, — que, dans ces sortes de contrats, s'il n'y a tout d'abord d'obligation que d'une seule partie, une obligation corrélatrice et postérieure peut très bien naître à la charge de l'autre. Ainsi, le commodant, le déposant, le débiteur qui a constitué un gage à son créancier, le mandant, auxquels on peut ajouter le maître dans le quasi-contrat de gestion d'affaires, sont tenus d'indemniser le commodataire, le dépositaire, le créancier gagiste, le mandataire ou le

(1) M. Accarias t. I p. 738.

gérant d'affaires, qui sont le débiteur normal, nécessaire et en principe unique des dépenses, que ceux-ci ont pu être forcés de faire pour la conservation de la chose due. Et à cet effet, ils sont soumis à une action *contraire* de commodat, dépôt, gage, mandat ou gestion d'affaires.

Si la chose prêtée, déposée, etc.... périt par cas fortuit, en vertu de notre règle, le débiteur sera libéré. (1) Mais le créancier cesse-t-il pour cela d'être tenu de rembourser au commoditaire, dépositaire etc... ses dépenses? Les textes nous prouvent que non. Ulpien suppose dans la loi 10, § 1, D, *de neg. gest.* qu'un ami, pendant mon absence, a réparé ma maison ou pris soin de mon esclave; ma maison vient à brûler ou mon esclave meurt; je dois néanmoins indemniser le gérant d'affaires de ses déboursés. « *Sufficit, si utiliter gessit, etsi effectum non habuit negotium ... Eventum non spectamus* » Cette raison donnée, pour le *quasi-contrat* de gestion d'affaires, est absolument générale: elle doit même s'appliquer *a fortiori* aux *contrats* synallagmatiques imparfaits, au commodat, au dépôt, au gage ainsi qu'au mandat (Cf. L. 27, § 4, D, *Mand.* — L. 17, *pr.*, D., *de in rem verso*).

47. Nous arrivons maintenant aux *contrats synallagmatiques parfaits*, qui vont nous occuper un peu plus longuement. Il s'agit ici, par définition, de

(1) Il devra seulement rendre les accessoires et ce qui reste de la chose au créancier, puisque c'était la *chose* de celui-ci.

deux obligations, qui sont la réciproque, en même temps que la cause, l'une de l'autre. Chacune des parties s'est obligée *en même temps et parce que* l'autre s'obligeait de son côté. On prévoit dès lors la question importante qui va s'élever, au cas où l'une des deux parties ne pourrait plus exécuter sa promesse, par suite de la destruction fortuite de la chose due : cette partie pourrait-elle, néanmoins, réclamer le bénéfice de l'obligation de son co-contratant ? Pour qui sont *en fin de compte* les risques dans les contrats synallagmatiques ?

Cette question, remarquons-le, est autre que celle étudiée dans la première partie de ce chapitre ; elle est relative, non plus seulement au sort de l'obligation, mais, ce qui est plus grave, au sort même du contrat. Il s'agit de savoir si, l'un des deux débiteurs se trouvant libéré de son obligation par la perte de la chose, l'autre débiteur se trouve libéré à son tour par l'anéantissement de l'obligation, qui a servi de corrélatif à la sienne.

Nous devons étudier notre question successivement par rapport à la vente, au louage, à la société, et aux contrats innommés ; en remarquant, qu'en ce qui concerne les deux premiers contrats, nous supposerons seulement la perte de la chose *vendue* ou de la chose *louée* : l'obligation de l'acheteur, comme celle du locataire, étant une obligation de genre, (obligation d'une somme d'argent), est forcément à l'abri des coups du sort.

48 VENTE. La très grande majorité des interprètes

est d'accord pour admettre, qu'en droit romain, au moins au cas d'une vente pure et simple (1), la chose vendue était aux risques de l'acheteur, ce qui signifie que si cette chose venait à périr avant sa livraison, le vendeur, libéré de son obligation, n'en avait pas moins droit au paiement du prix convenu (2). C'est ce que nous disent positivement les Institutes (livre III, tit. 23, *de empt. et vendit.* § 3) :
« *Cum autem emptio et venditio contracta sit, quod*
« *effici diximus simul atque de pretio convenerit, cum*
« *sine scriptura agitur, periculum rei venditæ statim*
« *ad emptorem pertinet, tametsi adhuc ea res emptori*
« *tradita non sit.* »

Justinien, ayant à motiver cette décision, l'appuie sur cette idée, que celui qui a les avantages d'une chose (*commodum*), doit en supporter par contre-coup les risques (*periculum*) ; or, l'acheteur a droit aux accroissements, par exemple à l'alluvion, qui viennent augmenter le fonds acheté ; il doit pareillement supporter les pertes fortuites.

Mais le motif principal de notre règle doit être cherché ailleurs, dans le fond même du droit.

Qu'est-ce en réalité que la vente, sinon comme le dit M. Demangeat (tome II, page 307) un *échange de deux créances* ?

L'obligation du vendeur, de fournir la possession

(1) Nous entendons, ici, ce mot, par opposition à la vente conditionnelle, en y comprenant par suite la vente à terme.

(2) Il n'y a pas d'ailleurs à distinguer entre la perte totale et la perte partielle.

paisible et durable de la chose, et celle de l'acheteur de transférer la propriété des espèces données en paiement, ce sont là deux obligations, dont l'une est la cause et même la raison d'être de l'autre, en ce sens que l'une *ne peut naître* sans l'autre. Mais une fois engendrées, ces deux obligations sont indépendantes : il n'y a aucune solidarité entre elles. Le vendeur ne peut pas livrer la chose vendue : cette circonstance empêche-t-elle l'acheteur de payer son prix ? Nullement. (t. II, page 307.) « Deux objets, dit « M. Demangeat, ayant été échangés, la circonstance que l'un périclite en tout ou en partie, ou bien « au contraire qu'il augmente de valeur, cette circonstance n'influe en rien sur le sort de l'autre : « nous avons ici, en matière de vente, quelque chose « d'absolument analogue. »

Et M. Accarias (t. II, p. 476,) ajoute que cette solution n'est au fond que l'expression de la volonté probable des parties. Pothier, dans son traité *de la Vente* (n° 307), considère également cette doctrine « comme vraie et fondée dans la nature du contrat « de vente. »

De nombreux textes épars au Digeste et au Code confirment la règle que nous avons trouvée aux Institutes.

Une loi de Paul (loi 8, D., 18, 6, *de peric. et comm. rei, vend.*), s'exprime, à cet égard, avec une grande netteté : « *perfecta emptione, periculum ad emptorem respiciet.* » (Voy., pour ne citer que celles-là, la loi 11, *in pr.*, D., 21, 2, *de evict.*; — la loi 1, Cod.,

4, 48, *de peric. et comm. rei vendit.*; — la loi 12 C, *de action. empt. et vend. rei*). (1).

49 Cependant, malgré cette autorité imposante des textes, Cujas (*ad Africanum tractatus*, 8^e *observat.*), revenant sur ce qu'il avait enseigné d'abord lui-même, a prétendu que le droit romain avait fini par repousser la solution des Institutes, laquelle avait fait place à un système plus équitable selon lui, à savoir que *les risques de la chose vendue sont pour le vendeur*; dans ce système, l'acheteur, en cas de perte de la chose, n'aurait plus à payer son prix, ou pourrait le répéter s'il l'avait payé.

Nous ne citerons que pour mémoire deux lois de Paul, qui ont été invoquées par Cujas, les lois 12 et 14, § 1, D., 18, 6, *de per. et com.* Il y a sur ce point erreur manifeste de notre grand jurisconsulte. Si dans les deux cas prévus ici par Paul, l'acheteur n'est point

(1) Nous supposons la perte postérieure à l'époque où la vente est parfaite; ceci suppose que les parties sont d'accord sur la chose et sur le prix, (L. 8, *pr*, D., 18, 1), ou même, que l'écrit est signé, si les parties sont convenues d'en rédiger un (L. 17, Cod. 4, 21, *de fide instrum.*) Tant que la vente n'est point parfaite, les risques sont pour le vendeur, propriétaire : la perte de la chose, antérieure, au contrat empêcherait l'obligation du vendeur de se former faute d'objet; en cet état, l'obligation corrélatrice de l'acheteur, de payer le prix, ne pourrait prendre naissance (L. 15, *pr.*, D., 18, 1).— Lorsque la vente comprend deux ou plusieurs objets vendus pour un seul et même prix, formant par suite, dans l'intention des parties, un tout indivisible, si l'un d'eux vient à périr avant la vente, la vente ne pourra se former et l'acheteur n'aura pas de prix à payer (loi 44, D., *eod.*).

Au cas de perte partielle arrivée à la chose avant que la vente soit parfaite, Papinien (loi 58, D., *eod.*) fait la distinction suivante : si la chose a perdu ses qualités *substantielles*, celles en considération desquelles la vente a été faite, la vente est considérée comme nulle; dans le cas contraire, elle vaut, mais l'acheteur a droit à une diminution de prix, à fixer « *boni viri arbitratu.* »

tenu de payer le prix de la chose achetée, et qui a péri, c'est tout simplement parce que la chose a péri *par une faute du vendeur* : dans le premier cas, le vendeur a laissé sur la voie publique les lits vendus, et l'édile les a brisés parce qu'ils gênaient la circulation ; dans le second, la chose vendue a été volée aux mains du vendeur ; nous savons que le *furtum* n'est pas, en règle, un événement de force majeure. Ces textes sont donc étrangers à notre question.

50. C'est principalement sur un passage d'Africain, qui forme la loi 33, Dig., 19, 2, *Loc. cond.*, que Cujas a appuyé son opinion, et il faut avouer que ce texte lui prête, en lui-même et au premier abord, un fondement qui paraît solide. Africain suppose la vente d'un fonds de terre, qui est confisqué avant la livraison, aux mains du vendeur. L'acheteur, dit-il en substance, ne doit plus, dans cette hypothèse, son prix ; il peut même le répéter, s'il l'a payé. Le texte ajoute seulement que l'acheteur n'a pas droit à des dommages-intérêts.

Les commentateurs ont fait de très grands efforts pour concilier cette loi avec le principe que nous avons déduit d'un grand nombre de textes du droit romain et particulièrement du § 3 des Institutes. Voici parmi toutes les explications proposées (1)

(1) Suivant M. Demangeat (t. II, p. 309), Africain ne ferait que reproduire une ancienne doctrine, d'après laquelle le vendeur, à l'exemple du bailleur, n'avait droit au prix convenu, qu'autant qu'il procurait effectivement à l'acheteur ce qu'il lui avait promis. On a répondu : Julien (L. 11, § 18, D., *De act. emp.*), sur qui M. Demangeat se fonde, dit bien, sans doute, que même au cas d'une clause de non

celle que nous préférons : la confiscation était à Rome, en général, l'accessoire de certaines condamnations principales, par exemple, à la peine de mort ou à l'exil (L. 1, *pr*, Dig., 48, 20, *De bon damn.*).; comment voir dans la survenance d'un tel événement, un cas fortuit, dont l'effet serait de libérer le vendeur, tout en laissant l'acheteur lié. Le vendeur est dans notre hypothèse *en faute*. Or nous n'avons jamais entendu que l'acheteur devait supporter les fautes de son vendeur. M. Accarias objecte contre cette explication qu'on ne comprendrait pas, en ce cas, que le vendeur fût affranchi de tous dommages-intérêts, comme le décide Africain. On peut, à notre humble avis, donner de la disposition finale de la loi 33 la raison, qu'Africain a sans doute dans l'esprit l'hypothèse d'une confiscation générale des biens du vendeur, (vraisemblablement la plus fréquente,) ce qui ne laisse à celui-ci aucune possibilité de payer des dommages-intérêts. Il est vrai qu'en principe le fisc doit acquitter les dettes du confisqué (loi 11,

garantie, l'acheteur évincé peut se faire restituer son prix. Mais il n'apparaît pas — au contraire, (Voy. L. 5, § 2, D., 18, 5, *de resc. vend.*), — que Julien ait adopté la même solution au cas de perte fortuite de la chose. (V. M. Accarias t. II, p. 475, à la note).

D'après Molitor (*Obligations en Droit romain*, t. I, p. 524), Africain ne contredirait pas la doctrine commune. Aux yeux du jurisconsulte latin la confiscation ne serait pas un événement fortuit, puisque l'objet continue à subsister physiquement ; on devrait assimiler la confiscation à un vice caché. Cette distinction nous semble arbitraire ; Africain considère si bien la confiscation comme un cas fortuit qu'il l'assimile à un écroulement du sol. Cette distinction est condamnée, d'ailleurs, par Cujas lui-même, (*loc cit*) : « *et perire videtur quæ in publicum redigitur* ».

D., *de jure fisc.*) Mais, disons-nous, ici il ne s'agit pas d'une *dette* proprement dite : les dommages-intérêts sont une peine civile sans doute, mais enfin une peine. On peut comprendre que le fisc, usant dans les limites de la loi, du droit de confiscation, n'encoure aucune responsabilité, à raison même de cette confiscation. La nullité de la vente, avec, comme corollaire, le droit accordé à l'acheteur de refuser ou de répéter, suivant le cas, le prix convenu, c'est là, peut-on dire, une satisfaction suffisante donnée à l'intérêt de cet acheteur.

Quoi qu'il en soit du mérite de cette explication, et fût-il même prouvé qu'on ne peut concilier le texte d'Africain avec notre règle, il paraît bien difficile de donner à ce texte la puissance de paralyser et de vaincre, à lui seul, les textes nombreux et bien autrement formels, sur lesquels nous nous sommes appuyé plus haut.

L'opinion du jurisconsulte Paul, postérieur à Africain opinion qui est entièrement conforme à celle des Institutes, ne permet pas de supposer, au surplus, un changement de législation sur ce point, changement auquel nul texte ne fait du reste allusion.

Pour cette dernière raison, nous devons également, croyons-nous, rejeter l'hypothèse d'une controverse qui aurait divisé les jurisconsultes romains à ce sujet (1).

(1) *Contra*, sur ce point particulier, M. Labbé *op. cit.*

Nous dirons alors qu'il s'agit là d'une solution, qui n'est même pas particulière à celui qui la donne (1); qu'Africain n'a pu l'émettre dans la loi 33 que par erreur, et Justinien l'insérer au Digeste que par mégarde (2).

51. Nous n'avons supposé encore jusqu'ici qu'une vente faite sans condition, c'est-à-dire, pure et simple ou à terme, peu importe. Les risques y sont, avons-nous dit, pour l'acheteur, et nous en avons donné ce motif que, dans la vente pure et simple, le contrat étant formé par le seul consentement des parties du jour où ces parties sont d'accord sur la chose et sur le prix, les deux obligations, qui constituent le contrat, sont nées et *existent* d'une vie propre à partir de ce jour : les événements extérieurs, et notamment l'extinction fortuite de l'une d'elles, leur sont désormais respectivement étrangers. *Les risques de la chose vendue sont pour l'acheteur*, en d'autres termes, *du jour où la vente est parfaite*.

Pour déterminer ce qui doit se passer au cas d'une vente *sous condition suspensive*, au point de vue des risques de la chose vendue, nous n'avons qu'à nous emparer de ce principe et à nous demander :

(1) Voyez la note suivante.

(2) « S'il est difficile, dit M. Accarias, (t. II, p. 476 note) d'expliquer d'une manière satisfaisante le texte d'Africain, deux considérations en infirment absolument l'autorité. C'est d'abord qu'il n'est pas placé au siège de la matière et que la doctrine qu'il exprime n'est émise qu'incidemment à propos d'une question de louage. C'est ensuite et surtout que nous voyons ailleurs Africain mettre sans hésiter les risques à la charge de l'acheteur (L. 39, D., 46, 3, *de sol.*). »

quand cette vente est-elle parfaite? Or, l'on sait qu'il en est ainsi, non au moment où les parties se réunissent, mais au moment où la condition se réalise. Si donc, *pendente conditione*, la chose périt en entier, la vente ne pouvant de toute évidence se réaliser, puisque l'obligation de l'acheteur manque d'objet, l'acheteur n'aura pas à payer son prix : les risques seront en ce cas pour le vendeur, contrairement à ce qui se passe dans la vente pure et simple. Cette solution peut sembler en contradiction avec l'idée de la *rétroactivité de la condition*. Il n'en est rien : sans doute, en droit romain, la condition rétroagit, mais avant de rétroagir, il faut qu'elle puisse agir (Accarias, t. II, p. 475, note 1.). La rétroactivité de la condition, est, dit M. Labbé, (*op. cit.*, n° 87) « une fiction destinée à donner au contrat, ou à l'acte juridique, une exécution plus pleine, plus sincère, plus conforme à l'intention des parties.... » « Aucun motif de justice ou d'utilité n'a induit une « devait induire les jurisconsultes romains à faire « rétroagir la condition réalisée, au point de vue des « risques (1). »

Lorsque la perte de la chose *pendente condi.*

(1) Ulpien (L. 10, §§ 4 et 5, D., 23, 3, *de jur. dot.*) fait l'application de cette règle aux risques de la dot *estimée*. Cette estimation, avons-nous dit, vaut vente : il faut ajouter qu'une telle vente est de sa nature conditionnelle, soumise à la condition suspensive du mariage. Si la dot estimée périt avant le mariage, elle sera traitée comme le sont les choses vendues sous condition suspensive et qui périssent *pendente conditione* : les risques antérieurs au mariage seront donc pour la femme ; « *quia nondum erat impleta venditio* » dit le jurisconsulte.

*tion*e n'est que partielle, rien n'empêche la condition d'agir. Quoique l'objet disparaisse en partie, l'obligation du vendeur a encore un objet ; celle de l'acheteur a dès lors une cause ; ce dernier doit son prix convenu sans diminution.

Les deux solutions que nous venons de donner sur les risques, en matière de vente conditionnelle, sont tirées de la loi 8, *pr.*, de Paul, au Dig., 18, 6, *de peric. et comm. rei vend.* .. « *Quod si sub conditione res venierit, si quidem defecerit conditio, nulla est emptio, sicuti nec stipulatio... Sane si exstet res, licet deteriore effecta, potest dici esse damnum emptoris* »

52. En résumé, sauf dans l'hypothèse d'une vente sous condition suspensive lorsque la chose périt en entier *pendente conditione* ; les risques sont pour l'acheteur, *qui reste tenu de payer le prix convenu*. Si l'on se rappelle que la vente, par elle-même, ne transfère pas, en droit romain, la propriété de la chose à l'acheteur (L. 25, § 1, D., *de cont. empt.*), on voit combien il faut se garder de dire : « *res perit domino* », formule absolument fausse et qu'on a eu d'autant plus tort par suite de tirer d'une constitution de Dioclétien et de Maximien, (loi 9, cod., 4, 24, *de pignerat. act.*) qui ne la contient nullement (1)

53. Nous allons, avant de quitter la matière de la vente, poser une hypothèse nouvelle : celle d'une vente faite *sous condition résolutoire*. En pareil cas, les risques sont-ils pour l'acheteur, ou pour le vendeur ? Généralement on se prononce en faveur du

(1) Voy. M. Labbé, *op. cit.* n° 127.

premier parti. Et le raisonnement qu'on tient a, il faut le reconnaître, une certaine apparence de simplicité : l'acheteur sous condition résolutoire est, dit-on, vendeur sous condition suspensive ; or, dans la vente sous condition suspensive, nous venons de voir que les risques sont pour le vendeur ; donc ils sont, tout naturellement, pour l'acheteur dans la vente sous condition résolutoire. D'ailleurs, ajoute-t-on, par suite de la perte *pendente conditione* de l'objet vendu sous condition résolutoire, la résolution de la vente est devenue chose impossible (1).

A cela on a répondu très justement : il n'y a pas, dans le cas d'une vente sous condition résolutoire, deux contrats, deux ventes, dont l'une serait la contre-partie de l'autre, la première sous condition suspensive, la deuxième sous condition résolutoire. Il y a *une vente*, susceptible d'être maintenue ou d'être anéantie, de produire des effets ou de n'en produire pas ; voilà tout. Lorsque la résolution s'accomplit par l'arrivée de la condition, le contrat se rompt, le lien d'obligation se brise ; les parties se trouvent remises dans l'état où elles étaient avant de contracter. L'acheteur n'a plus à payer son prix ; et d'ailleurs s'il est débiteur de la chose vendue (il est obligé de la rendre) sa dette se trouve éteinte par la perte de son objet : *debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur*. Le vendeur, lui, doit la restitution du

(1) Sic : M. Prosper Vernet, *Textes choisis sur la théorie des obligations en droit romain*, p. 139. — Contra : M. Bufnoir, *Théorie de la condition en droit romain*, p. 452 et s.

prix : cette créance, il ne peut en être affranchi par la même cause, car c'est une créance de genre. Les risques de l'opération sont en définitive et par la force des choses pour lui.

Quant à la prétendue impossibilité que la vente soit résolue, parce que l'objet a péri, elle n'est qu'apparente. La résolution a, quoi qu'on en dise, sur quoi porter : c'est sur le contrat de vente lui-même. Nous savons en effet que la condition résolutoire ne suspend pas l'exécution de l'obligation, laquelle existe donc du jour où la condition se réalise. Il importe peu que l'objet, lui, existe ou n'existe plus à ce jour.

Les partisans de ce système dissident invoquent, à son appui, la loi 2, § 1, Dig., 18, 2, *de in diem addict.* et la loi 3, *eod.* L'*in diem addictio* nous offre l'exemple d'un pacte fréquemment ajouté à la vente (1) : le vendeur, par cette clause, se réserve le droit de résoudre la vente, si dans un certain délai

(1) Outre l'*in diem addictio*, on peut citer en matière de vente deux autres conditions résolutoires que les Romains pratiquaient fréquemment, sous forme de pactes :

1^o *La lex commissoria*, qui donnait au vendeur le droit de résoudre la vente, au cas de non paiement du prix. Comme cette clause est toute dans l'intérêt du vendeur, qui seul peut l'invoquer, on comprend qu'elle ne se réalisera pas au cas de perte de la chose ; les risques seront nécessairement pour l'acheteur (L. 2, Dig., 18, 3).

2^o *Le pactum ad probationem* ou *displicentiae*, qui permettait à l'acheteur de résoudre la vente, si, dans un certain délai, la chose cessait de lui plaire. Un texte d'Ulpien (loi 20, § 1, D. 19, 5), a soin de nous avertir que l'acheteur ne peut *en cas de perte de la chose* demander la résolution de la vente : ce serait contraire à l'intention des parties ; les imperfections préexistantes peuvent seules être invoquées, et seulement tant que la chose vendue subsiste. Si donc elle périt, la condition ne pourra plus se réaliser.

il trouve avantage à vendre sa chose à une autre personne (lois 1, 4, § 6, et 5, Dig., *eod.*) ; c'est bien là assurément une condition résolutoire opposée à la vente (1). Eh bien, que nous disent les lois 2 et 3 précitées ? Que les risques, en cas de perte, sont pour l'acheteur, mais par le motif suivant : parce que la condition ne peut plus se réaliser « *quoniam post interitum rei jam nec adferri possit melior conditio.* » D'où l'on conclut que dans le cas où la condition résolutoire peut se réaliser, comme s'il s'agit d'une condition résolutoire *casuelle*, les risques seront pour le vendeur : autrement la réflexion du jurisconsulte n'aurait, dit-on, aucune portée.

Cet argument *a fortiori* n'est pas, à notre humble avis, absolument décisif. Les jurisconsultes romains n'apportent pas toujours dans leur argumentation une précision complète. Souvent il leur arrive, à l'appui d'une décision, de donner le motif immédiat, frappant, le motif en quelque sorte brutal. Derrière cette raison d'espèce, faite d'évidence et capable de toucher immédiatement l'esprit, mais qui n'est pas la véritable, il y en a une autre, la vraie celle-là, la raison juridique, beaucoup plus difficile et délicate à saisir et que pour cela ils laissent dans l'ombre. L'argument qu'on tire dans ces conditions du motif avancé, peut être une apparence trompeuse (V. *infra* n° 91 *in fine*).

(1) On peut seulement remarquer que la condition est en ce cas *potestative*, et non pas *casuelle*.

(2) Dans les trois cas de condition résolutoire *potestative*, les risques sont donc pour l'acheteur.

C'est en dehors de tout argument de texte, et par les considérations juridiques exposées plus haut, que l'on doit mettre, ce nous semble, dans la vente sous condition résolutoire, les risques à la charge du vendeur (1).

54. LOUAGE. Nous examinerons notre question des risques par rapport à chacune des trois espèces de louage : le louage de choses, par exemple d'une maison ou d'une ferme, le louage de services, et enfin le louage d'un ouvrage à exécuter.

55. Dans le *louage d'une chose* le locataire n'est tenu de payer le loyer qu'en proportion de la jouissance qu'il reçoit.

Il ne doit point le loyer correspondant au temps qui suit la perte de la chose louée. Cette perte résout, de plein droit, pour l'avenir, le contrat. De nombreux textes établissent cette règle qui ne peut faire et ne fait aucune difficulté. (Cf. L. 33, L. 9, § 1, L. 19, § 6, D., 19, 2. *Locat. cond.*

Par où l'on voit, qu'au contraire de ce qui se passe dans la vente, les risques de la chose sont en définitive, dans le louage, pour le débiteur. Comment expliquer cette différence ? Par la nature spéciale de chacun de ces deux contrats. La vente est un contrat, en quelque sorte, instantané et unique : l'obligation de l'acheteur, de payer son prix, se forme, pour ainsi dire, d'une pièce. Une fois née, elle se suffit à elle-même. Pourvu que la chose existe lors

(1) Sauf les exceptions que nous avons signalées.

du contrat, l'obligation de l'acheteur a une cause: la perte de l'objet vendu n'empêche pas que cette cause n'ait existé, et par suite, quoi qu'il arrive, l'acheteur reste tenu. — Le louage, au contraire, est un contrat successif: le bailleur est censé promettre *singulis momentis*, la jouissance de sa chose. C'est toute une série de petits contrats qui se forment. Du jour où le locateur ne peut plus exécuter sa promesse, cessent pour le locataire le principe et la cause de son obligation correspondante: il n'a plus à payer de loyers. S'il les a payés par avance, il ne pourra pas sans doute agir par la *condictio indebiti*, car il n'a pas payé par erreur; il aura l'action *ex condicto* (L. 19, § 6, D., *eod.*).

Le même principe s'appliquerait au cas d'une perte simplement partielle, arrivée à la chose louée. En pareil cas, le locataire aurait droit à une diminution proportionnelle du prix (1).

56. Dans le *louage de services*, le domestique ou l'ouvrier a droit au salaire convenu, même si le maître est empêché par une circonstance fortuite de l'utiliser, *pourvu seulement qu'il n'ait pas dépendu du domestique ou de l'ouvrier de rendre le service*

(1) L'emphytéose, contrat nouvellement reconnu par l'empereur Zénon, (loi 1, Cod., 4, 66, *de jur. emph.*), et dont l'idée générale est celle d'une sorte de bail à long terme, était soumise à des règles spéciales. En cas de perte *totale*, l'emphytéote, comme un locataire, était bien affranchi de toute redevance pour l'avenir; mais il supportait les risques *partiels*, en ce sens qu'il n'avait droit à aucune diminution de cette redevance, pour les simples détériorations survenues à la chose (Instit. III, 24 *de locat. et cond.* § 3. — Nov. 120, §§ 1 et 2).

*promis, « si per eum non stetit quominus opéras
« præstet. » (L. 38 pr. D. eod.) (1).*

Paul ne fait aucune distinction ; le motif qu'il donne, aussi bien que les expressions dont il se sert, peut s'appliquer à toutes les hypothèses de cas fortuits, même au cas où l'obstacle proviendrait d'une maladie de l'ouvrier ou du domestique ; même dans ce cas, il est vrai de dire qu'il n'a pas dépendu du débiteur d'accomplir son obligation.

57. Nous arrivons à la *locatio operis*. L'objet de ce contrat consiste dans un travail déterminé, la construction d'une maison, je suppose, qu'une personne, appelée ici locataire (2), entreprend d'exécuter, moyennant un salaire qui lui sera versé par le *locator*.

Bien entendu, nous devons supposer que l'ouvrier ou l'architecte ne fournit que son travail, mais non la matière première ; ou, en tout cas, qu'il ne fournit celle-ci que pour une minime partie (3) ; autrement, nous serions en présence, non d'un contrat de louage, mais d'une vente. (L. 22, § 2, D., *eod.*).

L'ouvrier se met à l'œuvre. Voici qu'un accident, un cas fortuit, vient détruire ce qu'il a fait. Bien

(1) La même décision s'applique au cas où, à raison du caractère libéral de sa profession, l'homme qui promet ses services est considéré comme un *mandataire*. Les avocats ne sont pas tenus de rendre les honoraires qu'ils ont reçus, si une circonstance les empêche de plaider (Loi 38, § 1, D., *eod.*).

(2) C'est une transposition de la qualité de locataire, qui en général est donnée à celui qui doit la merces, non à celui à qui elle est due.

(3) Loi 22, § 2, D., *eod.*

évidemment, il ne sera point tenu de payer des dommages-intérêts pour n'avoir point fourni ce qu'il avait promis, non plus que de recommencer le travail : il est libéré. *Debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur*. Mais les risques lui sont-ils définitivement étrangers, en ce sens qu'il pourra, même après la perte fortuite de la chose, demander le salaire convenu ? Si le *locator operis* a reçu, c'est-à-dire agréé, tout ou partie de l'ouvrage, ou bien si, sur son refus, il a été sommé de le faire, il doit la totalité ou la partie correspondante du prix, (L. 36, D., *Loc. cond.*). Si le *locator* n'a ni reçu, ni été mis en demeure de recevoir le travail, l'ouvrier a droit au salaire convenu, à la condition seulement de prouver l'existence de la force majeure (*eod.*). Les risques sont, en somme, pour le *locator*. Et ce résultat est très juste : le maître, qui a fait faire par un ouvrier un travail quelconque, ne saurait prétendre à être mieux traité que s'il l'avait exécuté lui-même. Dans ce dernier cas, il supporterait les cas fortuits : comment pourrait-on mettre sur le compte de l'ouvrier, qui a apporté, à l'exécution de son travail, le soin que réclamait sa profession, des événements qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher ? (1)

D'ailleurs, le maître est autorisé à prouver contre l'ouvrier, que l'ouvrage, qui a péri par cas fortuit, avant sa réception, était mal exécuté, et qu'il n'était pas digne d'être reçu (L. 37, D., 19, 2.). S'il

(1) Voy. M. Labbé, *op. cit.*, n° 107.

fait cette preuve, il n'a plus à payer le prix convenu.

58. Généralement, lorsqu'un ouvrier s'engage à faire un travail, ce travail, à moins de convention expresse, constitue dans la pensée des parties une chose *indivisible*, non susceptible d'exécution partielle. Il faut, pour que le prix dès lors soit dû, que le travail soit entièrement achevé. Si donc le cas fortuit est antérieur à l'achèvement de l'ouvrage, l'ouvrier n'a droit à rien. C'est ce que décide Ulpien (L. 15, § 6, D., *eod.*) : un navire périt au milieu d'un voyage de mer, l'armateur n'a droit à aucune portion du prix convenu, bien qu'il ait fait une partie peut-être importante du trajet ; on comprend qu'une fraction de voyage n'a pu donner aucun avantage à celui pour le compte duquel il était effectué. Comment celui-ci pourrait-il dès lors devoir une partie du salaire ?

Le motif de la règle en marque la portée : dans les cas où l'exécution partielle aura procuré un avantage partiel au *locator*, celui-ci devra une portion correspondante du prix, bien que cet avantage se soit évanoui par l'effet du cas fortuit. C'est ce qui résulte de la loi 59, D., *eod.* : Flaccus, par hypothèse, fait bâtir une maison par Marcius ; dans le cours des travaux, un tremblement de terre détruit l'ouvrage commencé. Flaccus, qui avait cependant commandé une maison entière, considérée comme un tout, doit à Marcius le prix des travaux effectués ; ces travaux avaient en effet mis dans son patrimoine une plus-value.

59. SOCIÉTÉ. En vertu de la règle *debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur*, il n'est point douteux qu'un associé, qui a fait la promesse d'un corps certain, se trouve libéré de son obligation d'apport, si la chose promise vient, à être détruite sans son fait. Il n'est pas douteux non plus, que, son apport une fois réalisé, l'associé n'est point tenu des cas fortuits qui viennent détruire l'objet mis en commun (L. 52, §§ 1 et 2, — loi 72, D., 17, 2, *Pro soc.*). Et même à ce dernier point de vue, il importe peu que l'apport consiste en un corps certain ou bien, en une chose de genre. Du moment que l'associé, qui a promis une chose de genre, a exécuté sa promesse, réalisé son apport, il a, par son choix, *individualisé* son obligation : les cas fortuits ne le regardent plus (L. 58, § 1, Dig., *eod*) (1).

Mais la société est un contrat synallagmatique, et la question alors se pose de savoir pour qui sont, en définitive, les risques de l'apport : est-ce que l'apport de l'un des associés étant détruit par cas fortuit, l'associé conserve néanmoins sa part dans les bénéfices ? La loi 58, pr., D., *eod.* résout

(1) Il est même à remarquer que, d'après Ulpien, qui reproduit l'opinion de Celse, il n'est pas toujours nécessaire que le paiement soit effectué dans la caisse de la société, pour que les risques de l'apport de genre soient déplacés. L'associé peut invoquer la perte arrivée dans sa propre caisse aux choses qu'il se proposait de donner en paiement, si ces choses ont péri par un cas fortuit qui ne se serait pas produit *sans la société*, comme si par exemple, elles périssent par un risque du voyage que l'associé a été obligé d'effectuer pour réaliser l'apport. Cette décision, nous semble s'expliquer naturellement par le *jus fraternitatis* qui lie entre eux les associés. (V. loi 58, § 1, précitée).

la question en faveur de l'associé. Deux personnes ont, l'une, trois chevaux, l'autre, un. Elles conviennent de former un quadrigé avec ces quatre chevaux, pour le vendre et se partager ensuite le prix, dans la proportion de trois contre un. Le cheval de l'associé, qui n'en avait qu'un, meurt ; la société est dissoute, et cet associé n'a droit à aucune portion du prix de vente des trois autres chevaux ; les risques sont donc, semblerait-il, pour l'associé. Mais Ulpien a bien soin de faire observer que nous sommes ici dans une hypothèse particulière : « *Non enim habendæ quadrigæ sed vendendæ coitam societatem* ». A proprement parler, les parties n'avaient pas mis le quadrigé en commun ; elles s'étaient réunies seulement *pour vendre* leurs quatre chevaux en quadrigé. Voilà pourquoi l'associé, dont l'unique cheval est mort avant la vente, n'a droit à rien. C'est là, nous dit le jurisconsulte, une solution d'espèce. Lorsque les parties ont fait une véritable société, les risques sont pour la société. L'associé conserve, malgré la perte de son apport, son droit aux bénéfices. On l'assimile par conséquent à un vendeur.

« *Cæterum si id actum dicatur ut quadriga fieret ; eaque communicaretur, tuque in ea tres partes haberes ego quartam, non dubie adhuc socii sumus.* »

Ceci, bien entendu, n'est vrai que de l'apport *en propriété*. Au cas d'un apport en *jouissance*, c'est-à-dire lorsqu'un associé s'est engagé, non à transférer sa chose à la société, mais seulement à en faire jouir celle-ci, son engagement est *successif*, comme

celui d'un locateur : si l'apport périt, il périt pour l'associé, qui perd son droit aux bénéfices, (Cf. la loi précitée d'Ulpien 58, *pr. D.*, 17, 2, *Pro soc.*).

60. CONTRATS INNOMMÉS. Ce qui caractérise le droit romain primitif, en matière d'obligations, c'est que ce droit ne reconnaissait et ne sanctionnait qu'un certain nombre de conventions, auxquelles il donnait le nom générique de *contrats*. La seule volonté des parties n'avait pas cette vertu, aussi naturelle que puissante, de les obliger. Il fallait, à cet effet, que cette volonté fût revêtué de certaines formes légales, ou bien qu'elle se référât à certaines conventions dénommées et réglementées. En dehors de là, il n'y avait que des *pactes*, simples accords de volontés, qui n'étaient point obligatoires.

La théorie des contrats innommés vint heureusement, corriger l'excessive rigueur de ces principes. « Le contrat innommé, — dit M. Accarias (*Théorie des contrats innommés* page 16), — n'est qu'une « transformation d'un pacte synallagmatique, qui, « primitivement né et dépourvu d'action, a été « exécuté par l'une des parties, et est en conséquence devenu obligatoire pour l'autre. »

Ainsi, en dehors des contrats, malgré la volonté manifeste des parties, tant que les choses restent en état, point de lien d'obligation. Il faut que l'une des deux parties ait exécuté sa promesse, pour que le contrat se forme, pour que l'autre partie soit tenue de la sienne : L'action *præscriptis verbis* fut établie pour sanctionner cette obligation (L. 15, Dig., 19, 5,

De præsc. verb et in fact. action.). Avant l'introduction de cette action, qui correspond, comme nous venons de le dire, à la reconnaissance formelle du contrat innommé, la partie qui avait exécuté sa promesse pouvait seulement réclamer la restitution de ce qu'elle avait donné par la *condictio causa data causa non secuta* (1) (L. 65 § 4, D., 12, 6, *De condict. indeb.*)

Lorsque l'action *præscriptis verbis* fut établie, la partie eut le choix entre les deux actions (2) (L. 5, § 1, et L. 25, D., 19, 5). Mais, ce qu'il importe de ne pas oublier, c'est que l'action *præscriptis verbis* seule dérive du contrat innommé. La *condictio* a sa source dans un quasi délit : la partie qui a reçu, en ne donnant pas ce qu'elle a promis s'enrichit injustement (L. L. 23, 32, Dig., 12, 6). Ceci explique que la *condictio* soit bien antérieure à la théorie des contrats innommés.

61. Notre question des risques se pose évidemment dans la matière des contrats innommés. Comment la résoudra-t-on ? C'est ce que nous devons examiner maintenant. D'abord, nul doute que si l'obligation de la partie qui a reçu l'exécution de l'autre porte sur un corps certain, la perte de ce corps certain la libérera : *debitor rei certæ*... Mais à qui in-

(1) Au cas où la restitution était impossible, comme s'il s'agissait d'un fait exécuté, et non susceptible d'anéantissement postérieur, on accorda plus tard l'action « *de dolo* » (L. 5, § 3, D., 19, 5).

(2) Sans pourtant que la *condictio* put survivre à l'action (L. 10, Cod., 4, 6).

combent les risques définitifs des contrats innommés ? En d'autres termes, la partie, qui a exécuté sa promesse, peut-elle ou ne peut-elle pas agir en répétition, quand l'objet dont elle est créancière a péri ?

Deux textes au Digeste prévoient notre question relativement au contrat innommé d'échange et la résolvent en sens diamétralement opposés. Tandis que Celse (loi 16, Dig., 12, 4, *de cond. caus. dat. caus. non sec*) enseigne positivement la possibilité pour la partie qui a exécuté sa promesse de répéter ce qu'elle a donné, Paul (loi 5, § 1, Dig., 19, 5, *Præsc. verb.*), non moins positivement, lui refuse cette faculté.

Quoique l'opposition soit irréductible entre les deux solutions (1), il n'y a pas, il faut le dire, ni d'un côté ni de l'autre, erreur absolue dans l'application des principes, et les titres différents sous lesquels sont inscrits ces fragments indiquent, à eux seuls, la façon dont il faut les concilier. Les deux jurisconsultes raisonnent à deux époques distinctes de la législation romaine.

Au moment où Celse écrivait, l'action *præscriptis verbis* n'existait pas encore. La partie qui avait exécuté sa promesse d'échange, ne pouvait que répéter l'objet par elle donné, au moyen de la *condictio causa data, causa non secuta*. L'objet de sa créance, insis-

(1) Sic M. Accarias, *Théorie des contrats innommés*, septième conférence.

tons sur ce point c'est dans le système de la *condictio* la chose donnée. Il importe peu dès lors que la chose promise par la partie récalcitrante soit détruite par cas fortuit, puisque ce n'est pas cette chose que l'*accipiens* doit.

Du temps de Paul, au contraire, l'action *præscriptis verbis* avait fini par s'implanter dans la législation. Par elle, la partie qui a exécuté sa promesse ne réclame plus la restitution de sa chose : elle demande à l'autre partie l'exécution de la sienne. L'obligation de la partie négligente porte sur sa *propre chose*. Cette obligation sera éteinte par la perte fortuite de l'objet dû : c'est là, la conséquence pure et simple des principes. Et comme d'un autre côté il est admis, que la partie qui a exécuté sa promesse ne peut non plus agir en répétition par la *condictio*, lorsque l'action *præscriptis verbis* est éteinte par la perte de la chose promise (1), il en résulte que, dans le dernier état du droit romain, les risques de cette chose sont définitivement pour cette partie.

Les deux solutions sont donc l'une et l'autre parfaitement exactes et juridiques ; seulement elles se réfèrent à deux époques différentes de la législation romaine (2). Justinien a eu seulement le tort d'insérer dans son recueil la doctrine surannée de Celse.

62. Remarquons en terminant que ce que nous venons de dire de l'échange, au point de vue des

(1) Voy. *supra*, page 67, note 2°.

(2) *Sic*, M. Accarias, *Théorie des contrats innommés*.

risques, s'applique, d'une manière générale, à tous les contrats innommés, dont l'échange n'est qu'une espèce particulière. Toutes les fois que celui qui a promis de donner ou de faire quelque chose, moyennant la promesse à lui faite d'un corps certain, s'est exécuté, il ne peut point agir en répétition, quoique la chose promise ne puisse plus lui être livrée par suite d'un cas fortuit.

Une fois de plus, nous disons que les risques de la chose due sont pour le *créancier* (1).

63. Résumant ce que nous avons dit des risques en matière de contrats synallagmatiques, nous pouvons donc poser la règle *res perit creditori*.

La principale exception qu'elle souffre réside, nous l'avons vu, dans les obligations de procurer, non

(1) L'*æstimatum* offre toutefois une exception à cette règle. Dans ce contrat, l'*accipiens* s'engage à rendre au propriétaire les objets qu'il a reçus *in specie*, ou leur estimation.

La loi 17, § 1, de Paul, au Dig., 19, 5, de *præsc. verb.* distingue au point de vue des risques. Si le *tradens* a pris l'initiative du contrat, ou du moins, si l'*accipiens* ne l'a pas prise, les risques sont, suivant le droit commun, pour le créancier ; si l'*accipiens* a offert ses services au propriétaire, les risques sont pour lui, débiteur, par suite d'une interprétation des volontés des parties.

Ailleurs (loi 1, § 1, D., 19, 3, de *æstim.*), Ulpien dit positivement que les risques sont pour l'*accipiens*, sans distinction: « *æstimatio autem periculum facit ejus qui suscepit.* »

Y a-t-il antinomie entre ces deux textes ? Il n'est pas nécessaire de le supposer. Ulpien, dans la loi 1, § 1, manque seulement de précision. Sans doute, il a en vue l'hypothèse pratique : en général, l'initiative de ces sortes de contrats ne venait pas du côté des propriétaires ; elle venait d'une foule de colporteurs (*circitores*), qui allaient de boutique en boutique, offrant leurs services à qui voulait les accepter, pour vendre des marchandises ne leur appartenant pas. On comprend qu'à l'égard de telles personnes, les marchands avaient lieu de prendre leurs précautions. (V. Accarias, *Pr. de dr. rom.* t. II, p. 584, note 1.

pas la propriété, mais la *jouissance* ou l'*usage* d'une chose, comme est celle qui dérive du contrat de louage.

64. On peut dire d'ailleurs que notre formule *res perit creditori* a une double portée. D'abord, elle signifie qu'un débiteur est libéré de son obligation par la perte de la chose due : *debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur*. Elle signifie en deuxième lieu que dans les obligations synallagmatiques le débiteur, *libéré*, n'en conserve pas moins son droit à l'équivalent convenu.

DEUXIÈME PARTIE

Des exceptions au principe, que les risques de la chose due sont pour le créancier.

65. Le débiteur, avons-nous dit, est libéré par la perte fortuite de la chose due en ce sens spécialement qu'il ne doit, à la place de la chose qui a péri, aucun équivalent.

Dans les différents cas exceptionnels où les risques de la chose due seront pour le débiteur, on peut dire pratiquement que le débiteur, incapable par la force des choses de donner ce qu'il a promis (L. 185, Dig., *de reg. jur.*), *devra une indemnité*.

Les exceptions à la règle *debitor rei certæ*... se rattachent à différents ordres d'idées, dont chacun formera, tout naturellement, l'objet d'un chapitre spécial. Ce sont : la faute du débiteur et sa demeure d'une part ; et de l'autre, la convention des parties.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA FAUTE ET DE LA DEMEURE DU DÉBITEUR.

66. La règle, que les risques de la chose due sont pour le créancier, reçoit une première exception lorsque le cas fortuit est la conséquence d'une *faute* du débiteur, ou bien survient après sa mise en *demeure*. Dans l'une et l'autre hypothèse, *il a dépendu du débiteur que l'obligation fût exécutée* (L. 23, Dig., 45, 1.); si elle ne peut plus l'être, c'est à cause de lui. Il est juste qu'il soit responsable.

67. FAUTE. En ce qui concerne d'abord la perte qui provient d'une faute (1) du débiteur, il est évident que celui-ci ne peut pas s'en prévaloir. Par définition, le cas fortuit suppose un événement *qu'on n'a pu empêcher*. Du moment que cet événement

(1) Nous ne faisons pas ici de distinction entre la *faute* et le *dol*. Le *dol* comprend un élément de plus que la *faute* : la mauvaise foi ; le *dol* c'est, a-t-on dit, la *faute* intentionnelle. Ce que nous dirons de la simple *faute* s'entendra *a fortiori* du *dol*. — Il y a toutefois une différence importante à faire entre eux : la convention des parties peut restreindre l'étendue de la responsabilité du débiteur en matière de *faute*, et même l'en *affranchir* (L. 23, D., *de reg. jur.*), sauf pour une certaine *faute*, la *faute lourde*, qui, au point de vue des risques, est assimilée au *dol*. (L. 5, § 15, D., 36, 4, — L. 226, D., *de verb. signi*) ; la clause de non garantie est entièrement prohibée quant au *dol* (L. 7, § 1. D., 16, 3, *Dep.*).

n'arrive que par notre faute, soit que nous ayons commis un acte que nous devons éviter (c'est la faute *in committendo*), soit que nous ayons négligé de faire ce à quoi nous étions astreints (c'est la faute *in omittendo*.), il n'y a plus force majeure.

D'ailleurs, il ne suffit pas, pour nous constituer en faute, que l'événement *ait pu* être empêché par nous ; il faut supposer de plus que nous *devions* l'empêcher, en d'autres termes, que notre simple fait (1) constitue bien une faute ; « *nemo damnum facit nisi, quid id fecit quod facere jus non habet* », nous dit Paul (L. 151, Dig., 50, 17, *de reg. jur.*). Ainsi, dans le commodat, l'emprunteur doit veiller à la garde de la chose prêtée ; il ne peut s'en servir que pour l'usage pour lequel elle est destinée, ou pour lequel, plus exactement, elle a été prêtée (M. Accarias II, 428,). Si donc, j'ai prêté à Titius un cheval pour le transporter à sa maison de campagne, mais qu'il le mène à la guerre, Titius ne pourra pas se prétendre libéré, si le cheval est tué dans un combat. De même, si Titius emprunte un esclave qui doit travailler de plein pied, et qu'il le fasse travailler au haut d'un échafaudage, il sera responsable de la chute de l'esclave. Nous prenons ces exemples dans la loi 5, § 7, D., 13, 6. Ulpien prend soin de nous faire remarquer que l'emprunteur pourrait, bien entendu, invoquer le cas fortuit, si l'usage du

(1) Ce mot *fait* est pris ici dans un sens général englobant aussi bien l'inaction que l'action proprement dite.

cheval à la guerre, ou de l'esclave sur un échafaudage, était un usage autorisé par le créancier : dans ce cas, il n'y aurait évidemment aucune faute à reprocher au débiteur.

68. Pour savoir si le cas fortuit dérivant du fait du débiteur laisse subsister l'obligation, on doit, d'après la nature ou les termes de la convention, examiner si ce fait constitue de sa part une faute, dont il soit responsable (1). S'il a apporté à la chose due le soin exigé de lui, il n'est pas tenu du cas fortuit, lors même qu'avec plus d'attention ce cas fortuit aurait pu être évité.

(1) La théorie des fautes, en droit romain, est une de celles qui ont le plus embarrassé les interprètes. Nous ne voulons pas exposer ici, en détail, les controverses qui se sont élevées à son propos, et qui nous éloigneraient de notre sujet. Indiquons seulement, en quelques mots, les deux principaux systèmes, admis successivement par les interprètes.

Suivant Accurse et l'école des Glossateurs, il faut distinguer dans les contrats de bonne foi trois espèces de fautes : *lata, levis et levissima*.

1^o La faute *lourde* consiste, ou bien dans une négligence ridicule, *non intelligere quod omnes intelligunt*, dit Paul (L. 223, pr., D., 50, 16, *de verb. signif.*), ou bien dans une négligence à laquelle on ne se laisse pas aller quant à ses propres affaires ; elle équivaut au dol. — Sont uniquement responsables de cette première catégorie de fautes les débiteurs *personnellement désintéressés dans le contrat* ; exemple : le dépositaire.

2^o La faute *légère* consiste à manquer de la prévoyance normale et ordinaire, de celle du *bonus et diligens paterfamilias*. Elle incombe aux débiteurs, *qui sont intéressés au contrat, en même temps que le créancier* : tel est le cas du vendeur.

3^o La faute *très légère* est celle que ne commet pas l'homme le plus expérimenté, le *diligentissimus paterfamilias*. En est tenu le débiteur qui est *seul intéressé au contrat*, comme le déposant.

Ce système, connu sous le nom de *système des trois fautes*, était admis à peu près universellement dans notre ancien droit, qui l'ap-

Cela du moins s'entendra du fait du débiteur qui a causé *indirectement* la ruine fortuite de l'objet dû. Ainsi, je dois un esclave que je n'ai pas à tenir renfermé; il prend la fuite et va se noyer. Je suis libéré de mon obligation, quoique j'eusse pu en le renfermant empêcher ce cas fortuit.

puyait principalement sur la loi 5, § 2, d'Ulpien, au Dig., 13, 6, *Comm.*

Mais de nombreux textes du Digeste nous offrent des dispositions d'espèce absolument incompatibles avec cette division. C'est, notamment, la loi 3, D., 18, 6, assimilant la responsabilité du commodataire, qui est seul intéressé au contrat, à celle du vendeur, qui, lui pourtant n'est pas obligé par un contrat conclu dans son seul intérêt.

— La doctrine moderne a posé le principe de la division des contrats, au point de vue des fautes, *en deux classes*. C'est Ulpien lui-même qui, dans la loi 5, invoquée par les partisans du premier système, nous la présente : « *in contractibus interdum dolum solum, interdum et « culpam præstamus.* »

1^o *Quand le débiteur est désintéressé dans le contrat*, il ne répond que de son dol et de sa faute lourde. Exemples : le commodant (L. 22, D., 13, 6.); le dépositaire (L. 5, § 2, D., *eod.* — C'est par exception, que le *præcariste*, bien qu'intéressé au contrat, ne répond également que de son dol. (L. 8, § 3, Dig., 43, 26.).

2^o *Lorsque le contrat est passé dans son propre intérêt*, — peu importe qu'il le soit également ou non dans l'intérêt du créancier, — le débiteur répond de sa faute légère, considérée *in abstracto*, c'est-à-dire qu'il doit les soins du bon père de famille : tel est le vendeur.

Exceptionnellement, le débiteur répond de sa faute légère, considérée *in concreto*, c'est-à-dire qu'on se contente qu'il apporte à la chose les soins par lui donnés ordinairement à ses propres affaires, dans certains cas où il est *copropriétaire* de la chose due : tel est le cas de l'associé.

— Dans les *stipulations*, contrats de droit strict, la responsabilité du débiteur est restreinte à ce à quoi il s'est exactement obligé dans la formule. S'il s'est, par exemple, engagé à *dare* l'esclave Stichus, il n'est pas tenu de le soigner malade (L. 23, D., 45, 1.); il peut même le donner après l'avoir empoisonné (loi 7, § 3, D., 4, 3.); du moins, le créancier ne peut-il pas agir alors *ex stipulatu*. On lui donne toutefois une action *de dolo* ou *in factum*, suivant les cas.

On n'en peut pas dire autant du cas, où l'objet dû péricite par le fait *immédiat et direct* du débiteur qui a causé sa ruine, qui, par exemple, l'a affranchi s'il s'agit d'un esclave. Aucune distinction n'est à faire en ce cas : l'homme ne peut, alors même qu'il agirait de bonne foi et dans l'ignorance de sa dette, se trouver, *par son propre fait*, affranchi de ses obligations (L. 25, § 2, D., 36, 1.) C'est ce qui résulte d'une loi 91, §§ 1 et 2, D., 45, 1. Paul suppose qu'un héritier affranchit l'esclave, qu'il est tenu de donner en vertu d'un fidéicommiss particulier renfermé dans un codicille. Cet héritier est en état de légitime ignorance, et pourtant en affranchissant l'esclave il n'est point libéré (1).

69. DEMEURE. Sauf une distinction que nous préciserons plus tard, le débiteur en demeure répond des cas fortuits qui peuvent faire périciter la chose ou la détériorer. Cette atteinte remarquable à la règle *debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur* ressort, sans doute possible, de très nombreux textes du Digeste. Nous ne voulons citer, en outre de la loi 23, D., 45, 1, dont nous avons parlé au commencement de ce chapitre, que la loi 91, pr., 45, 1 et la loi 82, § 1, *eod.* : *Si post moram promissioris*, dit cette dernière, *homodecesserit, tenetur nihilominus proinde « ac si homo viveret »*

(1) Une exception toutefois résulte de la loi 65, § 8, D., 12, 6, *de cond. indeb.* : celui qui a reçu le paiement d'un esclave *qu'on ne lui doit pas*, et qui l'affranchit, est libéré. On peut, semble-t-il, expliquer cette solution par cette idée, qu'il y a eu faute également commise par le débiteur prétendu, puisqu'il a payé ce qu'il ne devait pas.

Qu'est-ce donc que la demeure ? Et dans quel cas peut-on dire qu'un débiteur est en demeure ?

70. La demeure (*mora*) éveille l'idée de retard. Elle est l'état d'un débiteur qui, *sommé de s'exécuter, y résiste frauduleusement* (lois 32, pr., Dig., 22, 1 et 127, D., 45, 1). Deux éléments la constituent donc : une *interpellation* régulière du créancier, et une *résistance injuste* du débiteur.

En ce qui concerne la *résistance* du débiteur, nous n'avons que peu de chose à en dire. « La résistance
« à l'*interpellatio*, écrit M. Accarias, (t. II, p. 760.)
« doit être frauduleuse : si donc le débiteur n'a pas
« actuellement la détention de la chose, et ne l'a
« point perdue par dol, de même et à plus forte raison,
« s'il a des motifs sérieux pour ne point se
« croire tenu, le refus qu'il oppose à une interpellation
« même légitime ne le constitue pas en demeure »

Et le savant professeur de la faculté de Droit de Paris en conclut que la *litis contestatio* elle-même n'empêche pas toujours mise en demeure. Si la chose revendiquée périt pendant l'instance sans la faute du débiteur, celui-ci n'en doit pas l'estimation *s'il est de bonne foi dans sa résistance à la demande* : on ne peut pas être forcé d'abandonner sans défense ce que l'on considère comme son droit. — Mais il va de soi que le possesseur *de mauvaise foi* sera en demeure, et répondra des cas fortuits arrivés *pendant l'instance en revendication*. Cette solution, Paul l'applique même au possesseur de bonne foi, lorsque,

d'après l'exposé de la demande *in jure*, il a du et a pu se convaincre du mal fondé de sa prétention (L. 40, D., 5, 3).

71. On peut rattacher à notre ordre d'idées la loi de Celsus (91, § 3, D., 45, 1,) aux termes de laquelle la demeure du débiteur ne produit pas ses effets ordinaires, lorsque le créancier est lui-même en demeure de recevoir paiement et s'y refuse injustement. La *résistance* du débiteur n'existe plus en ce cas : sa demeure est purgée. D'où l'on voit que Celsus a tort de mettre sa solution en opposition avec les principes stricts du droit ; elle leur est au contraire absolument conforme (1).

72. Quant au premier élément de la demeure, à l'*interpellation* que le créancier doit faire à son débiteur, il faut entendre par là la signification, la sommation adressée à celui qui doit, d'accomplir sa promesse. Aucune règle de forme n'est imposée au créancier à cet effet, pourvu seulement qu'il ait soin de ne pas agir en temps et en lieu inopportuns : ce qui aurait lieu si, par exemple, il interpellait *avant l'échéance de la dette* (Lois 49, § 3, et 127, D., *de verb. oblig.*), *avant l'arrivée de la condition*.

Ces points sont appréciés en fait par le juge (L. 32, *pr.*, D., *De usur.*)

73. Au reste l'interpellation n'est pas toujours elle-même nécessaire. Ainsi le débiteur absent, qui n'a laissé personne pour payer en son nom, est mis

(1) Voy. M. Labbé, *op cit.*, n° 8.

en demeure par la constatation de ce fait devant témoins (L. 2, D., 22, 2, *de naut. foen*).

Il y a plus : un débiteur peut être en demeure, sans aucune formalité, par l'effet même de son obligation : *re ipsa*, disent énergiquement les textes.

C'est ce qui résulte de la loi 14, § 11, *in fine*, Dig., 4, 2. Ulpien suppose qu'une personne aliène un esclave sous l'empire de la crainte : l'acheteur, coupable de violence, est tenu de restituer l'esclave par l'action *quod metus causa* ; mais, avant que cette action soit exercée, l'esclave meurt sans le dol ou sans la faute du débiteur. Ce débiteur ne se trouvera pas libéré : c'est que sans interpellation, *de plein droit* par conséquent, il est en demeure. Solution qui n'est pas, remarquons-le, spéciale à l'individu coupable de violence, mais qui s'applique également à celui coupable de dol (L. 18, § 1, D., 4, 3), de vol (L. 20, D., *de cond. furt.*).

Nous pouvons généraliser et dire : toute personne qui doit en vertu d'un acte *illicite*, d'un *délit*, est de plein droit en demeure, et répond par suite des cas fortuits du jour du délit (1).

Sauf l'exception tout à fait spéciale que nous venons de rencontrer, on peut dire que la demeure suppose toujours une interpellation du créancier au débiteur. Cela est vrai pour les obligations à terme, aussi bien que pour les obligations pures et sim-

(1) Nous verrons tout à l'heure si elle répond de tous sans distinction.

ples (1). Le créancier doit être dans tous les cas zélé et vigilant. Qu'il demande l'exécution de son contrat, et à cette condition seulement, la loi viendra à son secours. La règle, qui met les risques de la chose due à la charge du débiteur en demeure, englobe les obligations pures et simples et les obligations à terme.

74. Maintenant que nous avons déterminé les conditions auxquelles un débiteur est en faute ou en demeure, et par suite a, à sa charge, les risques de la chose due, nous devons étudier avec soin le sens et

(1) On a élevé cependant un doute relativement aux obligations à terme. Cujas, en particulier, a soutenu qu'en droit romain le débiteur à terme était en demeure par le fait seul de l'inexécution : « *dies interpellat pro homine*. » Cette doctrine est universellement abandonnée aujourd'hui, et c'est avec raison. Comment en effet la concilier, d'une part avec ce texte positif de Marcien (L. 32, pr., D., 22, 1.), qui nous enseigne que « *l'on ne peut point a priori dire quand le débiteur est en demeure* » que « *c'est là une question de fait plutôt que de droit* ? » Est-ce que la règle *dies interpellat* pourrait soulever semblable question de fait ? — Comment la concilier, d'autre part, avec cet autre texte de Paul (*Sent.* 3, 8, § 4.) : « la demeure a lieu, lorsqu'au créancier qui demande, satisfaction n'est pas donnée. » En vain les partisans de la doctrine de Cujas prétendent que ces textes se réfèrent à l'hypothèse d'une dette pure et simple ; il suffit de répondre que ces textes ne distinguent nullement ; et cependant, les obligations à terme sont assez nombreuses pour que l'on ne puisse raisonnablement supposer que les textes aient omis d'en parler. Si la doctrine de Cujas était vraie, le terme se retournerait d'ailleurs contre le débiteur, ce qui serait contraire à cette règle que le terme est ajouté dans l'intérêt du débiteur, non dans celui du créancier. (L. 41, § 1, D., 45, 1.) Est-il besoin encore d'une nouvelle raison ? elle résulterait de la structure des textes, qui nous disent que la demeure se produit dans certains cas, *ex re ipsa*. Ces textes, remarquons-le, ont bien soin de nous prévenir du caractère *exceptionnel* de ces dispositions (V. loi 26, § 1, D., 40, 5, — loi 87, § 1, D., 31). Nous devons dire, par conséquent, *en règle*, et contrairement à l'opinion de Cujas : « *dies non interpellat pro homine*. »

la portée de notre exception à la règle de la libération du débiteur par la perte de la chose due.

Et d'abord, remarquons sous quelle forme les jurisconsultes romains établissent cette exception. Ils ne disent pas simplement, que le débiteur, en faute ou en demeure, est *responsable* de la perte par cas fortuit ; d'où la conséquence naturelle qu'il doit des dommages-intérêts au créancier, au lieu et place de l'objet qui a péri. Quoique l'obligation principale soit actuellement sans objet, ils la représentent comme lui survivant et se survivant en quelque sorte à elle-même ; ils disent qu'elle est *perpétuée* (V. loi 91, § 4, D., 45, 1. *de verb. oblig.*)

Pratiquement, cela revient à dire que, toutes les fois que l'obligation du demandeur devra être insérée dans un contrat, ce sera l'objet même qui a péri, et non pas son estimation, qu'on y devra désigner. Un fidejusseur, par exemple, est adjoint à l'obligation, ou l'obligation doit être déclarée éteinte par acceptilation : c'est l'objet qui a péri que le créancier stipule du fidejusseur, ou dont il promet la libération au débiteur (L. 91, § 6, Dig., *eod.*). Dans le cas d'une novation de la dette perpétuée, c'est la chose détruite elle-même qui fait l'objet de la stipulation *novandi causa* (L. 83, § 7, Dig., *eod.*). Mais la conséquence, certainement la plus importante, est relative au cas d'une action en justice. Le créancier, obligé de poursuivre son débiteur, doit faire insérer dans l'*intentio* de la formule le nom de la chose qui a péri : c'est cette chose qu'il peut seule réclamer, comme lui étant seule due.

Il est presque puéril d'observer que, pas plus au cas d'une exécution volontaire qu'au cas d'une exécution forcée, il ne peut être question d'une exécution *exacte* de l'obligation perpétuée : l'obligation perpétuée ne peut être acquittée que par équivalent.

A quoi bon, dès lors, avoir dit que c'est la chose même, qui a péri par la faute du débiteur ou après sa demeure, que celui-ci doit? Sans doute, les Romains ont voulu *laisser planer* sur le débiteur de qui il a dépendu que sa promesse fût exécutée, *le souvenir de son obligation primitive* selon la belle image de M Labbé. Ils n'ont pas voulu assimiler purement et simplement ce débiteur à un *tiers* qui cause préjudice à autrui en dehors de tout lien de droit.

75. Si le débiteur en demeure est tenu des cas fortuits, c'est, avons-nous dit avec la loi 23, D., 45, 1, *qu'il a dépendu de lui de s'exécuter*, et que sa faute ne doit pas nuire au créancier. Le motif de la règle en marque la portée. Il donne la raison d'être d'une restriction importante que l'on doit y insérer, à savoir, que le débiteur n'est pas responsable des cas fortuits survenus après sa demeure, *lorsqu'il prouve que le cas fortuit se serait également produit chez le créancier*. En pareil cas, en effet, on ne peut plus dire que l'inexécution de la convention a causé à celui-ci un préjudice quelconque.

Cette restriction ressort spécialement de la loi 14, § 11, *in fine*, D., 4, 2, *quod met. caus. gest. erit*, que nous avons déjà eu l'occasion de citer. Dans sa

dernière partie, Ulpien suppose que l'acheteur coupable de violence vis-à-vis de son vendeur, et dès lors constitué en demeure, ne peut pas rendre la chose par lui achetée, parce qu'elle a péri par cas fortuit. Son prix, dit-il, est dû au vendeur, *qui aurait pu la vendre à un autre, s'il n'avait pas été violenté, « qui eum venditurus fuit, si vim passus non esset. »* En prouvant que le créancier n'aurait pas vendu la chose qui lui était due, et par suite, que le cas fortuit se serait également produit entre ses mains, si on la lui avait livrée, il semble bien *a contrario* que le débiteur pourrait s'affranchir de toute indemnité (1). Et en effet, on admet à peu près universellement ce tempérament aux effets ordinaires de la demeure (2). La loi 47, § 6, D., 30, *de leg.* et la loi 14, § 1, Dig., 16, 3, *Dep.* confirment d'ailleurs cette solution.

76. Disons quelques mots ici de ce qui se passe au cas spécial d'une obligation alternative. Comme précédemment, nous distinguerons suivant que le choix appartient au débiteur ou au créancier.

(1) Ce texte semble bien implicitement reconnaître que la restriction dont nous parlons devrait être admise même en faveur du débiteur *délictuel*, et notamment, en faveur du voleur. Pothier, toutefois, enseigne l'opinion contraire. Il se fonde sur les lois 7, § 2, 16 et 20, D., 13, 1, *de cond. furt.*, et sur quelques autres encore, qui, en posant le principe que le voleur supporte les risques de la chose volée, ne font aucune allusion à une restriction que souffrirait ce principe (*Oblig.* t. 2, n° 628).

(2) Voy. notamment M. Accarias, t. II, p. 759, 4^e note. — Mais suivant cet auteur, pareille faveur ne doit pas être étendue au débiteur tenu en vertu d'un contrat de droit strict. M. Labbé ne paraît pas faire semblable distinction (V. *op. cit.* n° 24 *in fine*).

Si le choix a été laissé au débiteur, et si le créancier est en demeure de recevoir en paiement l'un des objets, la perte fortuite de cet objet sera à la charge du créancier, le choix a *individualisé* l'obligation ; or : *debitor rei certæ fortuito interitu ejus liberatur* « (L. 105, D., 45, 1).

Si le choix a été donné au créancier, l'exercice qu'il en fait, en réclamant l'un des objets dus, met le débiteur en demeure : celui-ci se trouve avoir les risques à sa charge (95, pr., D., 46, 3, *de sol.*) Mais il peut bien entendu prouver, conformément à ce que nous avons dit plus haut, que le cas fortuit serait également arrivé chez le créancier (1).

Nous avons dit (V. *supra*, nos 33 et s.,) que le cas fortuit, arrivé, avant le choix exercé, à l'une des choses dues alternativement, avait pour effet de concentrer l'obligation sur l'objet qui reste. Si cet objet vient à être détruit à son tour, mais par le fait ou après la demeure du débiteur, le débiteur devra une indemnité égale au prix dudit objet.

77. Jusqu'ici nous avons toujours raisonné dans l'hypothèse où il n'existe qu'un seul obligé, par le fait ou après la demeure duquel l'obligation se trouve perpétuée. Aucune difficulté ne saurait s'élever dans ce cas. Il va de soi que le créancier peut faire supporter au débiteur les conséquences de cet état de choses, et qu'il ne peut les faire supporter qu'à lui

(1) D'ailleurs, si le créancier s'est réservé le droit de varier dans son choix, il peut dans ce cas réclamer au débiteur l'objet qui reste (L. 112, pr., D. 45, 1.).

seul, ou à ses héritiers qui le représentent (L. 27, D., 22, 1 *De usur.*).

Nous supposerons maintenant qu'il existe *plusieurs obligés*, devant une seule et même chose, et que cette chose est venue à périr par la faute ou après la demeure de l'un d'eux. Evidemment le créancier pourra actionner celui-là. Mais peut-il s'attaquer également aux autres ? En d'autres termes, la dette, perpétuée par la faute ou par la demeure d'un ou de plusieurs débiteurs, l'est-elle également par rapport aux autres ? l'est-elle pour tous ?

En principe, nous répondrons, avec M. Accarias (t. II, p. 760, 4^e note) : non, les effets de la faute ou de la demeure sont personnels. La faute, ou la demeure de l'un des obligés, constitue, par rapport aux autres, le fait d'autrui, par suite, un cas fortuit qui emporte leur libération. « *Unicuique sua mora « noçet* » dit Paul (L. 173, § 2, D., 50, 170).

La loi 48, § 1, Dig., 30, *de leg.* fait l'application de ce principe aux débiteurs *conjointes* : si la chose pérît par la faute de l'un deux, les autres sont libérés. La même solution s'appliquerait évidemment, quoique le texte n'en parle pas, au cas où l'un des débiteurs aurait été mis en demeure. La loi 10, D., 16, 3, *Dep.* nous montre qu'il importe peu d'ailleurs que l'obligation soit divisible ou non : un des héritiers d'un dépositaire détruit la chose ; ses cohéritiers, dit Julien, sont libérés.

78. Le principe de l'effet tout personnel de la faute ou de la demeure s'applique également, sans aucun

doute possible, au cas où l'objet dû péricule par la faute ou après la demeure d'un *débiteur accessoire*, par exemple d'un *fidéjusseur*. Le débiteur est en ce cas libéré, car il y a là pour lui le fait d'un tiers. Quant au fidejusseur lui-même, évidemment il reste tenu.

79. Nous allons supposer l'hypothèse inverse de la précédente, celle où l'obligation est perpétuée par le fait ou par la demeure du débiteur principal. L'obligation est en ce cas perpétuée même par rapport au débiteur accessoire (L. 91, § 4, D., 45, 1). C'est ce que nous dit encore Paul dans la loi 88, au Dig. *eod.* « *Mora rei fidejussori quoque nocet.* »

C'est là une exception remarquable à la règle que nous avons posée, touchant l'effet personnel de la faute et de la demeure. Elle se justifie aisément : le débiteur accessoire s'est porté *garant* de l'exécution de l'obligation par le débiteur principal ; il serait au moins étrange qu'il pût se prévaloir d'un fait personnel de celui-ci, pour se prétendre libéré.

Toutefois Paul, dans la loi 88 précitée, accorde au fidejusseur poursuivi une exception(2), *succurrendum*

(1) Toutefois le caractère purement accessoire de son engagement empêchera le créancier d'agir contre le fidejusseur par l'action même du contrat : l'obligation principale est éteinte. Au moins, en fut-il ainsi dans le principe : on donnait alors au créancier l'action *de dolo* ou une action *in factum*, suivant les cas (L. 19, D., 4, 3, *de dol. mal.*). Plus tard, on finit par lui donner l'action née de la fidejussion elle-même, mais seulement *utilitatis causa* (L. 32, § 5, D., 22, 1).

(2) Est-il besoin de faire remarquer que c'est là une exception toute personnelle à ce fidejusseur, que le débiteur principal ne saurait s'en prévaloir à aucun titre, même vis-à-vis de son créancier principal.

est fidejussori » pour le cas où, avant la perte de l'objet dû, il aurait offert au créancier de le lui donner.

80. La même idée de garantie, que nous venons de rencontrer sur notre route, peut nous servir, croyons-nous, à expliquer les solutions au premier abord contradictoires, que nous présente le droit romain, pour un cas voisin du précédent, le cas où il existe plusieurs *codébiteurs solidaires* (*correipromittendi*). Les jurisconsultes romains ont fait pour cette hypothèse une distinction remarquable, sur le mérite de laquelle on peut sans doute disserter, mais dont on ne saurait, semble-t-il, méconnaître sérieusement la réalité (1). Distinguant entre le cas où l'obligation est perpétuée par *la faute* de l'un des débiteurs

(1) Telle est du moins l'opinion dominante, celle de Cujas, notamment (*Quæst. Papin. lib. 27 ad leg. 9, § 1, Dig., de duobus reis.*). Mais cette opinion a rencontré d'illustres contradicteurs.

D'après Accurse, il faudrait dans le texte de Pomponius qui sera cité un peu plus loin, suppléer cette idée que la faute de l'un des débiteurs solidaires nuit aux autres *lorsque et parce qu'ils sont associés*.

Dumoulin propose une autre conciliation. « *Tam mora quam factum unius alii nocet*, dit-il, *ad conservandam vel purificandam obligationem, non autem ad eam augendam in vim solius moræ vel delicti* » (Extric. Labyr. divid. et ind. 3 n° 125). — Dans le même sens Pothier *oblig.* n° 273. — Ainsi l'un des débiteurs solidaires par sa faute vient-il à faire périr la chose due, l'obligation est bien perpétuée à l'égard des autres, comme l'enseigne Pomponius, mais en ce sens seulement que le créancier peut leur réclamer la *valeur de la chose*; il ne pourrait leur demander des *dommages intérêts* supérieurs.

On doit n'accepter ni l'une ni l'autre de ces conciliations; elles sous entendent, la première, une condition, la deuxième, un tempérament à la règle, qui ne se trouvent nullement dans le texte de Pomponius. Et cependant, l'un ou l'autre est tellement capital que le jurisconsulte ne pouvait négliger d'en parler si réellement l'un ou l'autre avait été dans sa pensée.

solidaires, et le cas où elle l'est par sa *demeure*, les textes nous disent que, dans le premier cas, l'obligation est perpétuée par rapport à tous les débiteurs, tandis que dans le second, l'effet de la *demeure* reste tout personnel au débiteur interpellé. « *Ex duabus reis* » « *ejusdem Stichi promittendi factis*, dit Pomponius, » (loi 18, Dig. 45, 2, de *duob. reis const.*), *alterius* « *factum alteri quoque nocet.* » Et Marcien (L. 32, § 4, D., 22, 1, de *usur.*) dit de son côté : « *sed si* » « *duo rei promittendi sint, alterius mora alteri* » « *non nocet.* »

Comment expliquer une semblable distinction, qui paraît être une véritable antinomie ? A l'aide, croyons nous, de l'idée de garantie : les débiteurs solidaires se servent entre eux de *cautions* vis-à-vis du créancier. On comprend très bien que la faute de l'un d'eux puisse obliger les autres, comme s'il s'agissait de leur propre faute : cette faute est pour le créancier un événement étranger qui ne doit point lui nuire. Au contraire la *demeure* résulte du fait personnel et unique du créancier : on comprend que son effet soit restreint à la personne de l'interpellé ; ce créancier a un moyen très simple de perpétuer l'obligation par rapport à tous, c'est de les interpellier tous. Les débiteurs ne doivent pas être garants, vis-à-vis du créancier, de sa *propre négligence* ; telle n'a pas été leur intention.

CHAPITRE II.

DE LA CONVENTION PAR LAQUELLE LE DÉBITEUR SE CHARGE DES CAS FORTUITS.

81. En règle générale, un débiteur est tenu de son dol, mais il n'est pas, avons-nous dit, responsable des cas fortuits qui détruisent ou détériorent la chose due.

La clause, par laquelle il voudrait s'affranchir de son dol, n'est pas valable : elle est nulle comme contraire à la bonne foi et aux bonnes mœurs (L. 17 § pr., D., 13, 6, *Commod vel contra*).

Rien ne s'oppose au contraire à ce que le débiteur prenne à sa charge les risques de la chose due.

La légalité de cette dernière convention n'est pas douteuse, elle est attestée par de très nombreux textes du Digeste et du Code. Nous citerons, entre bien d'autres, la loi 1, § 35, D., 16, 3, *Depos. vel contr.*, qui s'exprime ainsi : « *Sæpe evenit ut res de-*
« *posita vel nummi periculo sint ejus apud quem de-*
« *ponuntur : utputa si hoc nominatim convenit.* » De même Ulpien, dans un passage qu'il emprunte à Julien (L. 9, § 2, D., 19, 2, *loc. cond.*), dit positivement qu'un locataire peut assumer la responsabilité des risques de toute nature qui menacent la chose louée.

« *Si quis fundum locaverit, ut etiam si quid vi majore
« accidisset, hoc ei præstaretur, pacto standum esse.* »

Et le même jurisconsulte, un peu plus loin, (L. 11, § 1, D., *eod.*) ne fait que l'application de cette idée à un cas particulier, en validant la clause par laquelle le locataire est tenu de l'incendie de la maison qu'il prend à bail, alors même que cet incendie proviendrait d'une cause toute fortuite, par exemple du feu du ciel (Cf. L. 1, Cod., 4,33, *de commod.* L. 39, D., 17, 1, *mandat. vel contr.*)

Il est même à remarquer qu'une convention expresse des parties n'est pas absolument indispensable à cet égard, que la convention peut n'être que tacite. La loi 5, § 3, Dig. 13, 6, nous montre en effet le commodataire constitué, *par l'effet de la seule estimation* de la chose prêtée en commodat responsable de cas fortuits. Il y a là évidemment une *interprétation* de la volonté des partis.

82. Nous avons dit que les parties peuvent mettre expressément à la charge du débiteur les risques de la chose due, alors que, sans cette convention, nous le savons, ces risques seraient pour le créancier. On peut se demander comment se produira ce déplacement des risques. Faut-il une stipulation spéciale à cet effet, valable d'après certaines formes impérativement fixées, ou bien un pacte suffit-il ?

Pour répondre à cette question, nous distinguerons suivant qu'ils s'agit de modifier le droit commun résultant d'un contrat de bonne foi, ou celui résultant d'un contrat de droit strict.

Occupons-nous d'abord de l'hypothèse du contrat de bonne foi.

83. Déjà on a pu remarquer que les différents textes, par nous parcourus dans ce chapitre, supposaient tous, pour transporter dans les obligations de bonne foi les risques du créancier au débiteur, l'adjonction d'un simple pacte. C'est par exemple la loi 9, § 2, D., 19, 2, où nous lisons ces mots « *pacto standum esse.* » C'est la loi 1, § 35, D., 16, 3, où nous voyons le mot *convenit* qui évidemment fait allusion à un simple accord de volontés, non revêtu des formes solennelles de la stipulation. Le même mot *convenit* se rencontre encore dans la loi 1, pr., D., 18, 6, *de peric. et comm. rec vend.* Nous rapprocherons enfin de ces textes un passage des Institutes (liv. III, tit. 23, *exempt. vend.*, § 3). Parlant du cas où le vendeur d'un esclave se chargerait d'un risque plus fort que le risque du droit commun, par exemple assumerait les risques de la fuite de cet esclave alors même qu'il aurait pris toutes les précautions voulues pour empêcher cette fuite, Justinien emploie l'expression bien caractéristique de *suscipere custodiam* qui évidemment ne saurait convenir à une stipulation.

Mais il ne faudrait pas conclure de ces textes, comme on est tenté de le faire au premier abord, que, sans aucune espèce de distinction, un simple pacte peut toujours suffire, en droit romain, pour déplacer les risques de la chose due. Ainsi formulée, l'induction serait trop absolue ; il y a lieu de la recti-

fier en quelques mots d'après le principe général qui régit les pactes, et auquel il est tout naturel de supposer que ces textes entendent implicitement se référer. Ce principe, c'est qu'un pacte, pour avoir la vertu de modifier un contrat de bonne foi, doit avoir été passé à l'instant même où s'est formé ce contrat (L. 7, § 5, Dig., 2, 14, *de pactis*). Si le pacte est postérieur, si, comme disent les textes, il est conclu *ex intervallo*, il ne produit d'effet qu'*exceptionis ope*; donc seulement, en général, s'il *diminue* les obligations du débiteur (L. 7, §§ 4 et 7, D., *eod.*). Tel n'est pas évidemment le caractère du pacte qui nous intéresse.

Il est vrai que dans les contrats consensuels, dans la vente par exemple, un pacte conclu *ex intervallo* est valable, alors même qu'il *augmente* les obligations du débiteur, pourvu seulement qu'il soit conclu avant tout commencement d'exécution (L. 72, pr., D., 18, 1, *de contrah. empt.*); mais il faut pour cela que la modification, qui fait l'objet du pacte, porte sur la *substance* du contrat, c'est-à-dire, s'il s'agit d'une vente, qu'elle soit relative au prix (*eod.*) ou à la chose. Tel n'est pas non plus assurément le caractère du pacte qui simplement a trait aux risques de la chose.

Nous formulons donc cette remarque, que, si un simple pacte peut suffire pour charger le débiteur des risques de la chose due, ce ne sera qu'autant qu'il s'agira d'un pacte joint *in continenti*.

84. Arrivons au cas où le débiteur, qui veut se charger des cas fortuits, est tenu en vertu d'un contrat

de *droit strict*. Quelle sera dans cette hypothèse l'efficacité d'un simple pacte ?

Primitivement, il n'est pas douteux qu'un pacte ne pouvait transporter, dans les contrats de droit strict, les risques de la chose due du créancier au débiteur, eût-il même été conclu *in continenti* (M. Accarias t. II, p. 565,) : une stipulation était à cet effet absolument indispensable.

Mais la rigueur des purs principes fléchit à la fin de l'époque classique. Alors on admit que les pactes, adjoints à un contrat de droit strict *ad minuendam obligationem*, seraient valables, à la condition d'être faits *in continenti* (L. 4, § 3, D., *de pact*). Réduite à ces proportions, l'innovation ne toucherait pas notre matière. Heureusement, elle ne s'arrêta pas là : les pactes *ad augendam obligationem* finirent eux-mêmes par être validés, à la condition toujours de n'être pas conclus *ex intervallo*. C'est ce qui ressort d'un texte de Paul (L. 40 D., 12, 1, *de reb. cred*). Paul, dans ce fragment, s'occupe, exclusivement il est vrai, de l'hypothèse d'un pacte *ad minuendam obligationem* ; mais le motif qu'il donne est absolument général et doit s'appliquer également à un pacte *ad augendam obligationem* : « *Dicebam quia pacta in continenti facta stipulationi inesse creduntur.* » Un passage d'Ulpien (loi 1, § 3, Dig., 45, 1) paraît plus décisif encore : « dans la *stipulation*, dit-il, la réponse, la promesse doit être absolument identique à l'interrogation, ne rien renfermer de plus ou de moins ; sans toutefois, ajoute-t-il, que ces additions ou re-

tranchements, soient nuls s'ils ont été acceptés immédiatement par le créancier. » N'est-ce pas là reconnaître l'efficacité des pactes qui, comme le nôtre, augmentent les charges du débiteur tenu en vertu d'un contrat de droit strict ? Certainement, oui.

85. En résumé, au moins dans le dernier état du droit romain, un simple pacte est donc suffisant pour transporter les risques du créancier au débiteur, que l'obligation dérive d'un contrat de droit strict ou d'un contrat de bonne foi peu importe, pourvu seulement que ce pacte soit joint *in continenti*; conclu *ex intervallo*, un pacte serait dans tous les cas inopérant.

86. Quant à l'effet de la convention par laquelle le débiteur assume les risques de la chose due, d'un mot disons que cet effet sera de le rendre responsable de tous les cas fortuits, sans que les *casus soliti sive communiter contingentes* puissent être distingués des *casus insoliti qui præter consuetudinem eveniunt* (Vinnius *selectæ quæstiones juris* II, 1 chap.). Les parties en effet n'ont pas distingué.

87. C'est une question très délicate et très importante que celle de savoir si, au cas d'une stipulation de peine ajoutée à un contrat, cette peine est commise, c'est-à-dire encourue, à supposer que le débiteur n'ait pas exécuté son obligation par suite d'une circonstance indépendante de sa volonté. Bien que se rattachant à un autre ordre d'idées on comprend facilement combien cette question, à laquelle nous consacrerons du reste nos dernières explications,

touche de près par un certain côté à notre matière des risques, ou plutôt combien elle s'identifie avec elle : si nous décidons que la *pœna* n'est encourue qu'autant que le débiteur *est en faute* de ne pas avoir accompli sa promesse principale, nous laissons par là même, en cas de perte de la chose due, les risques *au compte du créancier*, conformément au droit commun ; si, au contraire, nous adoptons l'opinion d'après laquelle la peine est due par le fait seul de l'inexécution du débiteur, nous établissons, du même coup, une exception remarquable à ce droit commun, nous décidons que les risques de la chose due sont pour le débiteur, en d'autres termes, que *la stipulation de peine déplace les risques*.

Nous devons parcourir successivement les arguments présentés par chacune des deux opinions en présence.

88. *Premier système* (1). — La stipulation de peine est une stipulation conditionnelle. *Si Pamphilum non dederis, centum dari spondes ? — Pamphilum dari spondes ? Si Pamphilum non dederis, centum dari spondes*. Le fait mis en condition s'est-il produit ? c'est-à-dire, le débiteur a-t-il manqué de donner Pamphile ? la peine est due. Il importe peu qu'il y ait manqué par sa faute, ou contraint par des circonstances plus fortes que sa volonté, et notamment par suite de la perte fortuite de la chose due.

(1) En ce sens M. Accarias, t. II, n° 540, *in fine*.

Les termes mêmes du contrat ne permettent pas de faire de distinction. Dans l'un comme dans l'autre cas, il est vrai de dire que la condition, telle qu'on l'a formulée, s'est réalisée. Les termes du contrat se suffisent à eux-mêmes ; ils sont assez larges pour renfermer la solution directe de notre question. Il n'y a pas à chercher ailleurs et à faire en quelque sorte une incursion dans la pensée plus ou moins probable des contractants.

Cette recherche de la volonté présumable des parties, dans notre matière des stipulations, est-elle d'ailleurs juste en elle-même et légitime ? c'est ce dont il est permis déjà de douter. Ulpien (L. 52, pr., D., 45, 1,) ne dit-il pas que, « dans les stipulations conventionnelles, c'est la forme, en d'autres termes l'*expression*, qui donne à l'obligation son *étendue* ? » La loi 99, pr., D., 45, 1, est plus explicite encore. « *Quidquid adstringendæ obligationis est, id nisi palam verbis exprimitur, omissum intelligendum est.* » Et la loi 91, pr., D., eod., faisant application de ce même principe décide que si le débiteur laisse mourir faute de soin l'esclave qu'il a promis, il sera libéré, « *quia, qui dare promisit, ad dandum, non faciendum tenetur.* »

Admettons cependant que cette recherche de l'intention probable des parties soit possible, et appliquons-la en effet à notre question. Les parties, doit-on dire, n'ont pas expressément posé de restriction à la commise de la peine, pour le cas de non exécution de l'obligation principale sans la faute du

débiteur : il est naturel de supposer que pareille restriction n'a pas été dans leur pensée. La *peine* a été considérée par elles comme une espèce de *forfait*, auquel le débiteur s'est obligé au lieu et place de la chose principale ; la stipulation de peine doit apparaître, en conséquence, comme une sorte de contrat d'assurance en faveur du créancier.

89. Les arguments de texte, sur lesquels on se fonde dans cette opinion, sont de plusieurs sortes et quelques-uns, il faut l'avouer, ne manquent pas d'une grande séduction.

Un premier argument est tiré d'une loi de Paul (L 22, *pr* , D , 9, 2, *ad leg. Aquil*) : le jurisconsulte suppose que l'esclave dû sous la sanction d'une peine, est tué par un tiers. Que décide-t-il ? que le débiteur aura l'action de la loi Aquilia *pour se faire indemniser du préjudice que lui cause ce meurtre*. N'est-ce pas dire que la peine est en ce cas commise malgré le cas fortuit ? car si la peine n'était pas due alors, en quoi le débiteur aurait-il à se plaindre d'un préjudice quelconque (1) ?

On s'appuie également sur deux lois, l'une de Paul, l'autre de Labeon (Loi 77, D, 45, 1. et L. 9, D., 22, 2), qui nous disent en substance, que si au jour de l'échéance de la dette le débiteur est mort

(1) Nous pensons que c'est à tort qu'on rapproche de ce texte une loi de Celse (L. 67, § 1, D., 47, 2, *de furt.*), qui nous donne une solution analogue, pour le cas où le débiteur sous une peine serait victime d'un vol. Le vol, avons-nous dit, n'est pas en lui-même un cas fortuit (V. *supra* 1^{re} partie, chap. I.).

sans avoir laissé d'héritier, la peine n'en sera pas moins due.

Enfin, on argumente de toute une série de lois, qui, voulant établir que la peine stipulée n'est pas due si le débiteur manque d'exécuter son obligation *par la faute du créancier*, ont bien soin de faire sentir que c'est là une exception à la règle, exception, fondée sur ce fait tout à fait spécial que c'est le créancier lui-même qui, je suppose, a détruit la chose due. Ils laissent bien entendre, dit-on, que si l'obstacle provenait de toute autre part que du créancier, le débiteur ne pourrait point s'en prévaloir. (Voy. L. 1, § 3, D., 2, 10, *de eo per quem fact.* — L. 122, § 3, D., 45, 1, — L. 31, D., 4, 8, *De recept.* — L. 23, § 3, D., *eod.*) (1).

90. *Deuxième système.* Les partisans du second système ne font pas, remarquons-le tout d'abord, difficulté pour reconnaître que le système précédemment exposé a été vrai à l'origine (2). Mais ils nient

(1) Généralement, les partisans de ce premier système font une exception à leur principe, au cas d'une comparution en justice (L. 2 et 4, D., 2, 11, *Si quis caut. in jud.*), et d'un compromis (L. 21, § 9, D., 4, 8, *de recept.*). La peine stipulée pour ces deux cas n'est pas commise, si le débiteur n'est pas en faute : les textes sont formels.

(2) Cette concession est peut-être plus grave qu'elle ne le paraît d'abord. On pourrait s'en emparer et dire : puisque le système de la non-commise a pour fondement une interprétation des volontés présumées des parties, on ne peut guère supposer qu'à un moment quelconque cette interprétation ait pu se faire jour, si antérieurement la stipulation de peine était toujours entendue dans un sens contraire. Puisqu'il s'agit ici d'interpréter la volonté des parties ne faut-il pas dire que les parties en gardant l'ancienne formule dont le sens était bien déterminé, n'ont pu la conserver qu'avec son sens antérieur.

que ce système ait persisté jusqu'après l'époque classique.

Voici comment ils raisonnent :

En principe, et suivant les règles de la plus stricte équité, un débiteur ne répond pas des cas fortuits. Sans doute, il peut prendre à sa charge les risques de la chose due, en se faisant, en quelque sorte, l'assureur de son créancier, à l'aide d'une convention même tacite (1). Mais, tacite ou expresse, il faut, pour supposer une pareille dérogation au droit commun, une expression non équivoque de la volonté des parties. Or, cette expression de volonté, avons-nous besoin de le dire, fait défaut ici. Il n'est nullement nécessaire de prêter à la stipulation de peine une portée comme celle que l'on propose, pour lui donner un sens complet. N'est-il pas plus raisonnable, au contraire, de supposer que les parties ont entendu simplement que la peine, qui est une sanction, un moyen de contrainte, pût être infligée au débiteur négligent et coupable, et à lui seulement ? L'infliger au débiteur qui n'est pas en faute serait de l'injustice gratuite.

91. Les raisons de texte qui corroborent cette manière de voir résultent principalement de deux passages au Digeste, la loi 23, 44, 7 et la loi 115, § 2, 45, 1.

Le premier est tiré d'Africain. Ce jurisconsulte

(1) Nous avons vu en effet que l'estimation de la chose prêtée en commodat la mettait aux risques du commodataire.

suppose un débiteur qui promet une peine si, au jour convenu, il n'a pas payé ce qu'il doit. Pour que la peine soit commise, est-il nécessaire que le créancier fasse une interpellation ? non, dit-il, « car une seule chose pourrait empêcher la commise, c'est que le débiteur n'accomplirait pas sa promesse, *ne le pouvant pas*. » *Nec aliter non committi « stipulationem quam si per debitorem non stetisset « quominus solveret. »*

La loi 115, § 2, D., 45, 1, résout la question de savoir quand la peine est due. Est-ce lorsque l'objet promis ne peut plus être donné, au cas où il n'y a point terme ? non, c'est du jour où cet objet *a pu être donné*, décide Papinien, en suivant l'avis de Sabinus ; et il ajoute : « *tamdiu ex stipulatione non « posse agi quamdiu PER PROMISSOREM NON STETIT QUO- « MINUS HOMINEM DARET.* » Ainsi donc, d'après ces textes, pour que la commise ait lieu, il faut que le débiteur *soit en faute*.

Quant aux textes, en apparence contraires, que la première opinion met en ligne, voici comment on propose de les retorquer. En ce qui concerne les hypothèses prévues aux lois 77, D , 45, 1, et 9, D., 22, 2, il faut, dit-on, remarquer que si la peine est commise au cas où le débiteur meurt sans laisser d'héritier, c'est parce que ce débiteur a commis une faute, celle de *n'avoir pas assuré le service de la dette* ; il devait prendre ses précautions pour qu'elle fut payée, à son défaut, par une autre personne ; nous ne sommes pas ici en présence d'un cas fortuit.

M. Labbé, partisan de cette deuxième opinion, combat d'une façon aussi simple que probante, l'argument qu'on a tiré de la loi 22, pr., D., 9, 2. On ne doit, dit-il, rechercher dans un texte que la question envisagée. La loi 22, parlant de l'action de la loi Aquilia, se demande ce que comporte cette action ; est-ce la chose même, c'est-à-dire sa valeur marchande ? non, c'est plus, c'est l'intérêt même que la victime du dommage avait à la conservation de cette chose. Bien certainement, le jurisconsulte ne s'est pas préoccupé du point de savoir à quelles conditions la peine était encourue. On peut dès lors supposer que le débiteur était, dans la pensée du jurisconsulte, *en demeure* ; en ce cas, le débiteur répond tout naturellement, comme l'enseigne Paul, des cas fortuits, et il doit la peine convenue ; *mais c'est là une conséquence de la demeure et non de la stipulation de peine.*

Reste l'argument tiré de la construction de certains textes qui établissent que la commise n'a pas lieu, si le créancier empêche le débiteur de s'exécuter. On doit, répond M. Labbé, se défier toujours de l'argumentation *a contrario*. Ce qui prouve ici-même sa fausseté, c'est que plusieurs des textes invoqués se réfèrent à l'hypothèse d'un compromis ou d'une comparution en justice, matières où, cependant, tout le monde convient que la peine n'est point due, même si l'obstacle à l'exécution provient d'un autre que du créancier. Les Romains, ajoute le savant professeur, ne font pas de théorie générale ; ils don-

nent, pour chaque espèce, le motif qui leur paraît topique, sans rechercher si c'est là le principal au point de vue juridique. Raisonner *a contrario* des motifs qu'ils donnent, c'est s'exposer aux plus graves erreurs

92. Comme on le voit par l'exposé des principaux arguments que chaque système a à sa disposition, nous avons sujet de dire que la question que nous examinons est difficile : des raisons très graves nous sollicitent en chaque sens.

Cependant, nous inclinons vers l'opinion de M. Labbé. L'argument qu'il a tiré des deux textes d'Africain et de Papinien, nous paraît, quant à nous, absolument irréfragable. Ces textes, remarquons-le en effet, ne résolvent pas notre question par voie d'induction, de conséquence ; ils la résolvent directement. Il n'y a pas à argumenter, il n'y a qu'à lire. « *Nec aliter non committi stipulationem quam si per debitorem non steterit quominus solveret,* » dit Africain ; et Papinien s'exprime de même : *tamdiu ex stipulatione non posse agi quamdiu per promisso-rem non stetit quominus hominem daret.* » En présence d'une pareille netteté, on ne peut point, semble-t-il, ne pas accorder qu'au moins telle ait été la théorie admise par ces deux auteurs.

Faut-il maintenant croire à un dissentiment entre eux et les autres jurisconsultes, Paul, Labéon, pour ne citer que ceux-là ? nous ne le pensons pas. D'une part, il n'est pas impossible, nous l'avons vu, de ramener les textes, en apparence contraires, de ces

derniers à la théorie des premiers. D'autre part, une controverse de cette importance, portant sur une question aussi capitale, si elle s'était ouverte, n'aurait pas manqué d'être mentionnée dans les textes. Or, à notre connaissance, nulle part il n'y est fait allusion.

C'est ainsi que nous sommes amené à dire, avec M. Labbé, que la *pœna*, en droit romain, n'était pas due par le débiteur, si l'inexécution de la convention principale ne pouvait lui être imputée à faute.

Nous en tirons cette conséquence importante, pour notre sujet, que si la *chose périt par cas fortuit*, le débiteur sera entièrement libéré. La stipulation de peine n'équivaut pas, en d'autres termes, à la convention par laquelle le débiteur se chargerait des risques de la chose; elle ne déplace pas ces risques.

CONCLUSION

93. Nous avons dit en commençant, et nous venons de voir en effet, que le droit romain ne s'était, à peu près exclusivement, occupé de la question des risques qu'au point de vue du droit de créance.

Il va de soi qu'en dehors d'une convention, en matière de propriété, c'est au propriétaire à supporter le risque des objets qui composent son patrimoine, si ces objets périssent ou se dégradent : il n'y a de recours possible pour lui que s'il a été victime d'un délit ou si le cas fortuit a profité à un tiers (1) (L. 43, §§ 4 et 7, D., *de furtis*. — L. 5, § 4, D., *ad exhib.*).

Ce principe était même appliqué avec une grande rigueur. Ainsi, un mandataire, dans l'exécution de son mandat, éprouve des pertes qui ne peuvent pas lui être imputées à faute : par exemple, en faisant un voyage dans l'intérêt du mandant, il est dépouillé par des voleurs, ou son vaisseau fait naufrage. La

(1) Parfois même, mais exceptionnellement, un propriétaire n'a pas de recours contre le tiers à qui le cas fortuit profite. (Instit. livre II, tit. 1^{er}, *de divisione rerum*, §§ 20 et 23. — L. 1, Cod. *de alluv.*)

loi 26, § 6, D., 17, 1, *Mand.* décide qu'il ne pourra demander aucune indemnité au mandant.

Remarquons seulement qu'au cas de société, et en considération du *jus fraternitatis* qui lie entre eux les divers associés, la perte survenue à l'un d'eux dans les mêmes conditions serait supportée par tous (L. 52, § 4, D., *Pro soc.*).

En matière d'usufruit, le principe des risques est plus absolu encore qu'en matière de propriété : l'usufruitier voit s'éteindre son droit, même quand la chose est simplement *modifiée* dans sa destination, subit une transformation (L. 10, §§ 1 à 8, D., *quib. mod. ususf. amitt.*). Il ne conserve pas même de droit sur les accessoires qui subsistent de la chose, lorsqu'elle périt (L. 30, D., *eod.*).

94. C'est donc, on le voit, en ce qui concerne les droits réels comme en ce qui concerne les droits personnels, le même principe qui régissait les risques en droit romain, en ce sens général tout au moins, que, dans les deux cas, ces risques étaient pour le *titulaire* de ces droits.

Mais les deux hypothèses se distinguaient pratiquement par une différence capitale.

Le titulaire d'un droit personnel, en d'autres termes le créancier, nous l'avons vu, s'affranchissait souvent des risques qui lui incombait de droit commun, en les mettant *par une convention spéciale* à la charge du débiteur, ce dernier se faisant en quelque sorte l'*assureur* du créancier.

Sans doute, il serait exagéré de nier que la stipula-

tion conditionnelle eût pu conduire au même résultat en faveur du *propriétaire*, tout aussi bien qu'en faveur du *créancier*. Mais au moins est-il vrai de dire, devant le silence absolu des textes sur ce point, que les Romains n'ont pas, en fait, pratiqué cette convention, par laquelle un *propriétaire* se soustrait aux risques de sa propre chose, en les transportant à un tiers, moyennant un prix convenu. En d'autres termes, il est bien certain qu'ils n'ont pas connu l'*assurance* proprement dite.

DROIT FRANÇAIS

DE L'ASSURANCE

CONTRE

LES ACCIDENTS

1. Si les Romains avaient connu le contrat d'assurance en général, il est très probable qu'ils n'auraient pas en tout cas connu l'assurance contre les accidents. Outre que de leur temps les travaux de l'industrie n'eurent jamais qu'un développement très peu considérable, il faut observer que ces travaux étaient confiés, la plupart du temps, aux esclaves. Or, il va de soi, dans une législation admettant sur ceux-ci le droit presque souverain des maîtres, qu'il ne pouvait être question pour ces derniers d'une responsabilité quelconque à encourir à raison de simples accidents, c'est-à-dire d'événements involontaires, dûs tout au

plus à une faute ou à une négligence de leur part. Dès lors, il manquait encore à cette époque la raison d'être de l'assurance contre les accidents, considérée du moins dans sa combinaison la plus importante, celle par laquelle un patron, en contractant une assurance collective au profit des ouvriers qu'il occupe, garantit en même temps sa responsabilité civile pour les indemnités qu'il peut être, à raison de ses fautes, obligé de leur payer.

Il faut traverser une très longue série de siècles, passer tout le moyen-âge et pour ainsi dire les temps modernes eux-mêmes, et arriver jusqu'à notre époque, pour voir poindre enfin l'aurore de l'assurance contre les accidents.

L'immense développement pris dans notre siècle par l'industrie, la création et l'accroissement continu de cette armée puissante et terrible des machines (1), au milieu desquelles et par lesquelles vivent des millions d'hommes, dont on a pu dire qu'ils sont moins leurs conducteurs que leurs serviteurs (2), ont rendu les accidents tous les jours plus fréquents, en même temps que l'émancipation des classes travailleuses, l'esprit de prévoyance et d'humanité ont rendu plus impérieux le désir d'y pourvoir.

(1) Le nombre des machines à vapeur employées dans l'industrie française, qui était, en 1850, de 5.125 seulement, représentant une force totale de 64.769 chevaux-vapeur, s'élevait en 1879, à 39.569 ; en 1882 à 46.289, représentant un total de 611,858 chevaux-vapeur (Rapport de M. Félix Faure, *Journal officiel*, 1882. *Annexes Ch. des Députés* n° 339, p. 357).

(2) Rapport de M. Girard, *off.* 82, Ch. Annexes n° 694 p. 1008.

L'ouvrier a toute sa fortune dans ses bras ; ils le nourrissent, et ils nourrissent sa famille. Sa santé, c'est son capital. S'il est tué, du même coup sa femme et ses enfants perdent leur soutien. Est-il blessé ? le voilà pendant de longs mois peut-être, peut-être pour toujours, condamné au repos, c'est-à-dire à la misère, se désespérant d'avoir été ainsi arraché à son gagne-pain en pleine force et en plein courage.

Dans les deux cas, voilà le travail, cet instrument sacré de la fortune et du bien-être, qui, par une étrange interversion de son rôle, n'amène à sa suite que ruine et que deuil.

2. L'assurance-accidents, qui a spécialement, et dans sa combinaison la plus ordinaire, pour but de réparer autant que possible les conséquences des accidents arrivés aux ouvriers pendant leurs travaux, date d'hier, comme le développement, l'extension même du mal auquel elle tend à remédier.

La première compagnie d'assurance contre les accidents, créée en France, remonte seulement à 1861, et les autres nations qui nous ont précédés dans cette voie, l'Angleterre par exemple, ne nous y ont devancés que de quelques années.

C'est assez dire qu'on chercherait en vain dans nos codes des dispositions relatives à cette importante matière. Tout au plus, peut-on espérer de résoudre quelques unes des difficultés qu'elle soulève, à l'aide des principes qui régissent les conventions en général. Peut-être, l'incertitude de la législation française en cette matière est-elle, pour partie, la cause qui a

empêché cette branche de l'assurance de prendre encore à beaucoup près, toute l'extension qu'elle mérite. Dans ces dernières années, les Chambres françaises ont été justement émues de l'état précaire dans lequel stationnait chez nous l'assurance contre les accidents. De ces préoccupations sont nés différents projets de lois, dont l'un vient même d'être voté en deuxième délibération par la Chambre des députés, le 10 juillet 1888.

Remarquons d'ailleurs, que ces projets n'ont pas, à proprement parler, trait au *contrat* lui-même d'assurance contre les accidents. C'est bien plutôt le principe seul de cette assurance qu'ils ont pour but de régler, en s'occupant particulièrement d'une des grosses questions que soulève notre matière : la responsabilité professionnelle des patrons et l'assurance rendue légalement obligatoire.

3. Nous diviserons notre travail en trois parties :

La première sera consacrée aux notions historiques et pratiques sur l'assurance contre les accidents.

Le seconde le sera aux notions particulièrement juridiques C'est là que nous exposerons quels sont, suivant nous, la nature de ce contrat, ses caractères, ses conditions de validité, ses effets, en essayant de résoudre, chemin faisant, les principales difficultés qu'il peut soulever dans la pratique.

Nous nous proposons enfin, dans la troisième partie, de parler des réformes accomplies à l'étranger ou projetées chez nous pour l'amélioration du sort des ouvriers victimes d'accidents professionnels. Ces notions législatives forment actuellement, à notre

avis, le complément nécessaire d'une étude sur l'assurance contre les accidents, en même temps que sa conclusion naturelle.

Nous ne nous dissimulons d'ailleurs, en aucune façon, les difficultés et les incertitudes qui nous attendent, et qui tiennent en partie, il faut bien le dire, au sujet lui-même. La matière de l'assurance-accidents est loin d'être fixée; nous assistons en quelque sorte à sa formation. Bien des principes importants en sont encore obscurs; bien d'autres qui paraissent inéluctables fléchiront, un jour prochain peut-être, sous les coups d'une analyse ou d'une pratique nouvelle.

Nous espérons qu'on voudra bien nous tenir quelque peu compte des difficultés de notre entreprise, et point trop rigueur de ses imperfections.

PREMIÈRE PARTIE

Notions historiques et pratiques sur l'Assurance contre les Accidents.

CHAPITRE PREMIER.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

4. Dans un sens étroit et exclusivement juridique, on prend quelquefois le mot *accident* comme synonyme du mot *cas fortuit*. Plus fréquemment, et dans un sens très large, ce mot sert à désigner toute espèce quelconque d'événements *involontaires*.

La différence entre les deux significations est sensible. En nous plaçant au second point de vue, si nous supposons que l'événement a eu pour origine une imprudence ou une négligence de la personne qui en a été victime, cet événement n'en constituera pas moins un *accident* ; car même dans cette hypothèse, il est vrai de dire qu'il n'a pas été intentionnel.

L'accident d'ailleurs, dans les deux sens, suppose

essentiellement qu'il s'agit d'un fait imprévu : ceci s'entend d'un événement futur et incertain, c'est-à-dire d'un événement qui peut se produire ou ne se produire pas. Il implique en outre, tout au moins pour le jurisconsulte, un dommage, qui est la conséquence plus ou moins immédiate de cet événement ; autrement nous ne serions qu'en présence d'un fait sans intérêt en droit et qui ne relèverait même pas du droit.

A ce point de vue très général, on peut dire que l'incendie qui détruit les maisons, la grêle qui dévaste les campagnes, le naufrage des navires surpris par la tempête au milieu de l'océan, pour ne parler que de ces trois événements pris au hasard, constituent au même titre des *accidents* (1), et par suite on peut dire que toute assurance, c'est-à-dire, par définition, tout contrat qui a pour objet de nous garantir contre les conséquences pécuniaires d'un événement futur et incertain, est en un sens une assurance-accident.

5. Mais si nous abandonnons ces idées générales et spéculatives pour parler le langage courant de la pratique actuelle, nous voyons prendre au mot *accident* un sens spécial et pour ainsi dire localisé. L'assurance-accidents vient alors parer à un genre de risque bien défini et bien délimité, au même titre que l'assurance-incendie, par exemple ou l'assurance maritime.

Pris dans ce sens très étroit, qui sera exclusivement

(1) L'art. 624 C.civ. emploie le mot *accident* dans ce sens lorsqu'il dit que l'usufruitier d'un bâtiment perd son droit d'usufruit si ce bâtiment est détruit par un incendie ou autre accident.

le nôtre, le mot *accident* désigne un événement imprévu et dommageable qui atteint l'homme directement, c'est-à-dire, *qui le frappe dans sa personne*. Tel serait le cas où un éboulement de terrain ensevelirait un ouvrier puisatier, celui où un déraillement de chemin de fer écraserait un plus ou moins grand nombre de voyageurs.

Les polices d'assurance-accidents définissent d'ordinaire l'accident : « un événement fortuit, violent et involontaire, qui occasionne à l'homme une blessure ou la mort. »

6. Le préjudice, éprouvé par la victime, est ici d'un genre tout particulier : ce n'est pas, comme en général, un dommage *matériel*, qui atteint seulement notre patrimoine : c'est un dommage *corporel* ; il s'en prend à nous-même, à notre santé, à notre vie. Sans doute, on peut dire que notre santé et notre vie sont, à un certain point de vue, un capital ; encore, est-ce là un capital tout différent des autres !

Ce qui précède va nous servir à marquer une différence importante entre l'assurance contre les accidents et les autres assurances. Celles-ci, assurance contre l'incendie, contre le bris des glaces, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux, assurance maritime, etc., rentrent toutes dans une même catégorie : elles ont pour effet commun d'indemniser l'assuré *de dommages matériels*. Fait partie d'une catégorie distincte, et la constitue même à elle seule, l'assurance proprement dite contre les accidents, laquelle a en vue un risque tout spécial, *le risque corporel*.

7. C'est l'assurance contre les accidents ainsi comprise, que nous nous proposons d'étudier.

Quant aux assurances contre le bris des glaces, contre la grêle, contre les accidents des chevaux et voitures, contre la mortalité du bétail, et quelques autres encore, qui le plus fréquemment sont considérées comme des annexes de l'assurance-accidents, et qu'en fait nous voyons souvent exploitées en même temps et par les mêmes compagnies que celle-ci, elles sont et doivent rester en dehors de notre examen. Nous ne trouvons rien en effet qui doive les rapprocher spécialement de l'assurance proprement dite contre les accidents corporels. La vérité est que ces assurances, trop peu importantes pour former, à elles seules, une branche distincte, comme l'assurance incendie par exemple, ont été rattachées à la branche accidents, par suite d'une extension superficielle des termes, extension que l'on aurait pu d'ailleurs admettre avec la même raison au profit de l'une quelconque des autres branches d'assurance.

Nous le répétons, les seuls accidents qu'ait en vue la branche d'assurance qui fait l'objet de ce travail, ce sont les *blessures* et les *morts accidentelles arrivées à l'homme*.

8. Les accidents corporels sont, on le sait, très communs. Ils nous menacent partout et à tous les instants de notre vie

On a évalué approximativement leur nombre par an

pour la France à 260.000 de gravité variable (1) comprenant environ 11.000 morts (2).

9. Nous devons remarquer d'ailleurs que ces chiffres ne comprennent pas les accidents dont sont victimes les ouvriers dans les manufactures; et le nombre en est lui-même, est-il besoin de le dire, considérable. Qui ne sait à quels périls les travailleurs sont exposés dans les ateliers? Qui, en entrant dans une usine, n'a été frappé de son caractère, en même temps que grandiose, terrible et même par quelque côté sinistre? Il semble que la mort y circule dans l'air. Elle est partout: dans

(1) M. Georges Hamon. — *Petit dictionnaire des assurances, V^o Accident.*

(2) En 1882, il y a eu 11.111 morts, — en 1883, 11.055, en 1884, 11.321.

Voici, d'après l'annuaire statistique de la France, le tableau indiquant pour 1882, le nombre et le genre des morts accidentelles survenues sur la voie publique, et qui ont été l'objet de procès-verbaux remis aux procureurs de la République.

Genre de mort :	Dép. Seine.	Autr. dép.	France ent.
Noyés	118	3.583	3.701
Tués ou écrasés :			
Par des voitures, charrettes, chevaux	229	1.095	1.324
Par des corps durs, éboulements de terrains ou de constructions	57	795	852
Par des roues de moulins, mécaniques et explosions de mines	20	81	101
Par des accidents de chemins de fer	75	476	551
Tués en tombant d'un lieu élevé	368	1.230	1.598
Tués par l'explosion d'armes à feu	8	148	156
Asphyxiés ou brûlés par le feu	149	777	926
— par la foudre	»	94	94
Morts de faim, de froid, de fatigue	7	195	202
Victimes d'ivresse	79	429	508
Victimes de tout autre genre de mort acci- dentelle	24	1.074	1.098
Total général	1.134	9.977	11.111

l'engrenage puissant des machines, qui broie tout ce qui le touche, dans le va-et-vient des courroies plus trompeuses peut-être, mais non moins redoutables, dans le sifflement de la vapeur toujours prête à faire éclater brusquement son enveloppe de métal. L'industrie a bouleversé, on peut le dire, les conditions du travail. Le temps n'est plus où l'ouvrier avait en mains un outil simple et passif, dont il était le maître à peu près absolu. Aujourd'hui, en présence des machines, ces prodigieux outils du travail moderne, l'homme n'est plus rien ; la force brutale, aveugle de l'électricité ou de la vapeur l'enserme de tous côtés. La plus légère imprudence, le plus petit mouvement machinal, et l'atelier, qui avait pris un homme robuste et fort, ne rend plus qu'un cadavre, souvent méconnaissable, ou qu'un estropié.

M. Félix Faure, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi à la Chambre des députés, « tendant à régulariser les responsabilités en matière d'accidents industriels, » estime à 5 ou 6.000 par an le nombre des invalides du travail, (1) sur un total de 1.382.301 ouvriers des deux sexes occupés dans la grande industrie (mines, usines, manufactures) (2). Le même député, dans son discours à la Chambre, (3) estime à 20.000 par an les accidents du travail dans l'industrie grande et petite, par conséquent, sur un total de trois millions d'ouvriers (4).

(1) *Journ. Officiel*. Annexes Chambre, 1882 n° 399, p. 357.

(2) Recensement de 1876.

(3) Séance du 3 mars 1883 (*Journ. Off.*, 1883, *Deb. Ch.* p. 524).

(4) La population ouvrière de la petite industrie accusait en 1876 1.960.876 ouvriers des deux sexes.

Nous sommes convaincu que ces évaluations sont encore au-dessous de la vérité. Elles laissent d'ailleurs en dehors une catégorie importante d'accidents : les accidents agricoles (1).

10. L'assurance-accidents a pour but de réparer les conséquences pécuniaires, qui résultent pour l'homme des accidents corporels auxquels il est exposé, quels que soient sa position sociale et son genre de vie.

Ces conséquences, qu'il s'agisse de l'ouvrier mineur atteint par une explosion de grisou, ou du touriste élégant blessé dans un accident de chemin de fer, peuvent être dans tous les cas très graves.

Elles sont surtout désastreuses lorsque la victime est un ouvrier. Sans doute, il pourra arriver que l'ouvrier blessé, ou sa famille, en cas de mort, aura droit à une indemnité du patron. Mais pour l'obtenir, il faut généralement un procès, et les procès sont toujours longs. L'ouvrier, pour payer ses frais de médecin, de pharmacien, sa nourriture et celle des siens, est obligé de retirer l'une après l'autre les économies qu'il a pu porter à la caisse d'épargne, économies souvent insignifiantes, car « l'ouvrier ne peut, ne sait ou ne veut faire d'économies sur son salaire » (2). La misère arrive toujours bien longtemps avant l'indemnité.

Cette indemnité, au surplus, remarquons-le, l'ouvrier

(1) En 1876 l'agriculture en France se servait de 4 000 machines à vapeur. En 1881 ce chiffre s'élevait à 6.000 (Rapport du ministre des travaux publics au Président de la République, *Journ. Off.* — 1881, p. 4001.)

(2) M. Labbé, note au Sirey 1885, 1, 409.

ne peut la réclamer dans tous les cas. Il faut, pour qu'il y ait droit, que le patron ait commis une faute engageant sa responsabilité. Sinon, ce n'est pas seulement la misère noire, c'est la misère irrémédiable qui attend l'ouvrier ; il n'a plus droit qu'à la charité (1).

11. Il ne faut pas, croyons-nous, hésiter à considérer l'assurance-accidents principalement lorsqu'elle s'applique aux accidents auxquels les ouvriers sont exposés dans leur travail, comme une institution éminemment utile et louable.

Quelques esprits cependant l'ont critiquée sous prétexte qu'elle peut constituer parfois une *excitation à l'incurie*, notamment au cas où un patron assure sa responsabilité civile. Nous ne nions pas que ce résultat soit possible, quoiqu'il paraisse à peu près improbable. Nous répondrons avec la Cour de Paris, devant laquelle on contestait pour le même motif la validité du contrat d'assurance contre les accidents de voitures, que les délits par imprudence ou maladresse ne peuvent trouver une facilité plus grande dans l'existence d'une assu-

(1) D'après M. Brentano, (die Arbeiterversicherung gemäss der keutigen wirthschats ordnung,) l'ouvrier, pour avoir une complète garantie, devrait contracter six assurances différentes :

1° Une assurance ayant pour objet une rente destinée à élever ses enfants, dans le cas où il mourrait prématurément.

2° Une assurance de rente pour ses vieux jours.

3° Une assurance ayant pour objet la somme nécessaire pour avoir des funérailles décentes.

4° Une assurance de rente pour le cas d'infirmités.

5° Une assurance pour le cas de maladie.

6° Une assurance pour le cas de chômage, par défaut de travail.

M. Chaufon, (*des Assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, t. I, p. 233,) estime à 70 cent. par jour la somme que l'ouvrier devrait distraire de son salaire pour acquitter ces six assurances.

rance : les dispositions du Code pénal contre l'homicide ou les blessures par imprudence sont toujours là (1). Autrement, il faudrait interdire toutes les assurances, car toutes peuvent encourager certains calculs malhonnêtes.

Peu importe même, que l'assurance-accidents puisse parfois armer la main d'un meurtrier. Comme le disait Michel Chevalier, dans un article paru dans le *Journal des Débats* sur l'assurance-vie, « le fusil de chasse a souvent servi à l'assassinat ; faut-il pour cela interdire ce fusil et la chasse ? » Les meilleures institutions humaines ont leurs inconvénients, précisément parce qu'elles sont humaines. C'est le cas de rappeler ici, et d'appliquer le conseil, que Portalis exprimait dans son rapport au Conseil d'Etat, du 3 mars 1804 : « il faut savoir distinguer la chose de l'abus que l'on peut en faire. » Ne condamnons donc pas celle-là, par crainte de celui-ci.

Aujourd'hui, la validité de l'assurance contre les accidents n'est contestée, ni en jurisprudence, ni en doctrine. Aussi étant donné le but indiscutablement utile, auquel elle répond, ne faut-il pas s'étonner de lui voir prendre une extension tous les jours croissante. Si son développement n'est pas aussi complet qu'on pourrait le désirer, n'oublions pas, que cette institution n'existe que depuis trente ans, et que la plus grande partie de sa courte existence a dû être employée par elle à combattre les préjugés et l'indifférence de ceux-là mêmes, qui devaient le plus spécialement en profiter.

(1) Cour de Paris, 1^{er} juillet 1845. — Sir., 1845, 2, 465.

CHAPITRE II

NOTIONS HISTORIQUES

12. L'Angleterre paraît être le pays où l'assurance contre les accidents a pris naissance. En 1848, une première société se forma à Londres sous le nom de « *Railway passengers insurance Company* » ; mais, comme l'indique son nom, cette société ne garantissait exclusivement que les accidents de chemin de fer. En 1850, fut fondée la première compagnie, assurant tous les genres d'accidents corporels, « l'*Accidental Death insurance Company* », laquelle fusionna, en 1870, avec la « *General accident Company* » et la « *City accident Company* ».

Dans ces dernières années, de nombreuses sociétés d'assurance contre les accidents se sont fondées chez nos voisins. Citons : l'« *Imperial Union accident* » (1875) ; la « *Provident clerk* » (1876) ; la « *Scotish accident* » (1877) ; la « *Lancashire and Yorkshire* » (1877) ; l'« *Employers liability and workmen* » 1880) ; l'« *Employers liability insurance corporation* » (1881) ; la « *Northern accident* » (1882). Quelques-unes pratiquent, exclusivement, l'assurance individuelle et l'assurance collective proprement dite des ouvriers ; d'autres, exclusivement, l'assurance de la responsabilité

civile des patrons ; la plupart réunissent ces divers genres d'opérations.

D'ailleurs, il faut bien le dire, l'assurance-accidents ne paraît pas être très florissante en Angleterre (1), bien que dans ce pays l'industrie ait acquis une très grande extension. Peut-être, faut-il attribuer cette situation à la législation anglaise, qui, par un reste sans doute d'esprit aristocratique, a refusé, jusqu'en 1880, le droit pour l'ouvrier blessé de recourir en responsabilité contre son patron du moins dans la grande majorité des cas. L'*act* du 7 septembre 1880, qui fut appliqué à partir du 1^{er} janvier suivant, est venu poser le principe contraire, mais comme à regret : c'est ainsi qu'il a cru devoir limiter le chiffre de la responsabilité des patrons à une somme équivalente au total du salaire des trois années qui ont précédé l'accident.

13. Aux Etats-Unis, l'assurance-accidents n'est pas plus répandue qu'en Angleterre. On n'y rencontre guère qu'une seule compagnie importante, produite par la fusion, en 1876, de deux compagnies : la « *Railway passengers insurance*, » fondée en 1865, à Hartford (Etat du Connecticut), et la « *Travelers insurance Company*, » fondée également à Hartford, en 1866. Nous

(1) Faisons toutefois une place à part à une combinaison spéciale d'assurance-accidents : l'assurance contre les accidents de chemin de fer, qui, en Angleterre, a pris un développement sérieux. Cette assurance qui est restée concentrée presque toute entière aux mains de la « *Railway passengers insurance Company* » se pratique à l'aide de « *billets d'assurances* » valables pour un voyage, et délivrés, moyennant une faible prime, par l'intermédiaire des employés de chaque gare, en même temps que le billet de place.

remarquerons d'ailleurs que cette compagnie, d'une part ne pratique pas l'assurance collective, et de l'autre n'assure que la mort et l'incapacité absolue, mais non l'incapacité temporaire du travail.

14. C'est en Allemagne certainement qu'on s'est occupé le plus jusqu'ici de l'assurance contre les accidents.

Tant que cette assurance resta d'abord limitée aux risques de voyage, elle fut, simplement à titre accessoire, exploitée par quelques compagnies d'assurance-vie, la « *Concordia*, » par exemple. Mais la loi du 7 juin 1871 lui fit prendre tout à coup une importance bien autre. Cette loi, venant fixer la responsabilité des patrons en matière d'accident, au moins dans certaines industries spéciales, les déclara responsables de tous ceux qu'ils occasionneraient par leur faute à leurs ouvriers ; elle présuma même cette faute. Berlin et les principales villes de l'Allemagne virent se fonder, dès lors, de nombreuses compagnies d'assurance-accidents, qui exploitèrent, particulièrement l'assurance de la responsabilité civile des patrons. Citons : le « *Prometheus* » (1871) ; la « *Compagnie d'assurances*, » établie, en 1872, à Magdebourg ; la « *Société d'assurance contre les Accidents* » fondée, la même année, à Chemnitz ; la « *Rhenania* », à Cologne (1873) ; la « *Banque d'Assurance contre les Accidents de Dresde et de Stuttgart* » (1876), dont le siège est à Stuttgart.

Un coup, sinon mortel, du moins très rude, a été porté en Allemagne à ce que nous pouvons appeler l'assurance privée par la loi d'Empire, promulguée le 6 juillet

1884 sur l'assurance contre les accidents : cette loi, qui fait partie de tout un plan économique élaboré par le chancelier de l'empire allemand, pose dans les conditions que nous verrons plus tard, le principe de l'assurance obligatoire, et organise pour y pourvoir des « *Associations professionnelles* » d'assurances, sortes de sociétés mutuelles entre patrons appartenant à la même industrie ou à des industries similaires. Le nombre de ces associations était, à la fin de 1886, de 62, comprenant 233,144 fabriques et 3,107,615 assurés, ouvriers ou employés (1). On comprend que la formation, sous l'impulsion et la surveillance du gouvernement, de semblables associations, auxquelles les patrons sont d'ailleurs obligés de s'incorporer, a dû créer aux compagnies d'assurances une situation très précaire.

15. En Belgique, jusqu'en 1866, il n'exista point de compagnie d'assurances contre les accidents. A cette époque, une compagnie importante d'assurance sur la vie, la « *Royale Belge*, » fondée en 1853, s'est mise à exploiter conjointement la branche-accidents.

16. La Suisse est entrée plus tard encore dans la voie de l'assurance-accidents. Ce n'est qu'en 1874 qu'on y voit se fonder la compagnie, la « *Zurich*. » En 1875, a été créée la très importante « *Société suisse d'assurances contre les accidents à Winterthur*, » dont les opérations prirent rapidement un large développement, et s'étendent actuellement sur toutes les parties de

(1) Rapport officiel adressé au Reichstag pour l'exercice 1886, et publié par la *Gazette de Cologne*.

notre pays. Outre la « *Wintherthur* » et la « *Zurich*, » qui sont toutes deux des sociétés anonymes, la Suisse compte de nombreuses sociétés mutuelles d'assurances collectives contre les accidents.

17. En France, nous l'avons dit déjà, la première compagnie d'assurances contre les accidents date de 1861. C'est la « *Préservatrice* », compagnie mutuelle, fondée à Paris.

La mutualité apparaît donc ici, comme pour les autres branches d'assurance, à l'origine de l'institution. Comme le fait justement remarquer M. Wingtrinier, « les capitaux ne s'aventurent qu'avec l'espoir d'une rémunération probable ; ce n'est que par la mutualité qu'on peut expérimenter les risques inconnus (1). »

La première compagnie française à primes fixes d'assurance contre les accidents *corporels* (2) est la « *Sécurité générale* » (1865), devenue depuis 1875, par fusionnement, le « *Soleil-Sécurité générale*. »

18. En 1868, le législateur français a donné en quelque sorte à l'assurance-accidents une consécration officielle. La loi du 11 juillet 1868, qui fait partie de ce qu'on a appelé « la législation sociale », créa, sous le contrôle et la garantie de l'Etat, deux caisses d'assurances, l'une, « *en cas de décès* », l'autre, « *en cas*

(1) *De l'assurance contre les accidents*. La France judiciaire 1880 81, p. 26.

(2) La « *Parisienne* », compagnie d'assurance contre les accidents survenus aux glaces et aux carreaux, date de 1829 ; la « *Seine* », compagnie d'assurance contre les accidents arrivés aux chevaux et voitures, date de 1830. *

d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels. » Disons ici quelques mots de cette dernière, la seule qui rentre dans notre sujet.

L'Etat, par la loi de 1868, s'est constitué assureur contre les accidents. Moyennant un versement annuel qui peut être de 8 fr., de 5 fr. ou de 3 fr., au choix de l'assuré, l'État garantit à ce dernier une pension viagère, pour le cas où il serait victime d'un accident entraînant une incapacité *permanente* de travail, qu'elle soit totale ou partielle, et à sa famille des secours pour le cas de mort. La pension viagère, au cas où l'accident a produit une incapacité absolue *de tout genre de travail*, représente un capital formé d'une part par une somme égale à 320 fois, le montant de la cotisation, et de l'autre par une autre somme égale prélevée sur les ressources autres que celles provenant des cotisations; sans d'ailleurs que cette pension puisse être inférieure à 200 fr. pour les cotisations de 5 fr. et à 150 fr. pour celles de 3 fr., (1). S'il s'agit seulement d'une incapacité permanente du travail *de la profession*, la rente est réduite de moitié (2). Quant au secours dû à la famille en cas de mort de l'assuré, il est de deux années de la pension fixée pour le cas d'incapacité de la première classe. C'est la veuve qui le reçoit; à défaut, les enfants mineurs; à défaut, le père ou la mère sexagénaire. S'il existe en même temps une veuve et des orphelins mi-

(1) On a calculé qu'en cas d'invalidité totale la rente s'élève, suivant l'âge de l'assuré, de 290 fr. à 12 ans, jusqu'à 624 fr. à 65 ans.

(2) Les rentes sont incessibles et insaisissables.

neurs, ces derniers ont droit à un secours égal à celui que reçoit leur mère, et ce secours se cumule avec le sien. Ces différents secours sont acquittés en deux annuités.

De ce qui précède il résulte que l'Etat ne paie rien, si l'assuré *tué* est *célibataire*, et ne laisse pas de père et mère *sexagénaires*.

On voit aussi que la loi de 1868 ne donne rien à l'ouvrier, victime d'un accident produisant une simple incapacité *temporaire* de travail. Cette dernière lacune surtout est sérieuse. Pour la combler, les ouvriers assurés à la « *Caisse d'assurance en cas d'accidents* » doivent entrer dans une société de secours mutuels.

La loi de 1868 autorise les administrations publiques, les industriels, les compagnies de chemins de fer, les sociétés de secours mutuels à assurer collectivement, mais seulement *par listes nominatives*, leurs employés, ouvriers ou adhérents, à la « *Caisse d'assurance en cas d'accidents* ». Il en est de même des compagnies de sapeurs-pompiers, que les administrations municipales sont admises à assurer contre les risques inhérents soit à leur service spécial, soit aux professions individuelles des ouvriers qui les composent.

19. Pour payer ses sinistrés, la « *Caisse d'assurance en cas d'accidents* » a d'abord, à sa disposition, le montant des cotisations versées par les assurés ; elle a de plus les dons ou legs qui peuvent lui avoir été faits par des particuliers ; enfin elle reçoit de l'Etat une subvention, qui est inscrite annuellement au budget.

C'est la « *Caisse des retraites* » qui fait le services des

pensions viagères, moyennant la remise, à elle faite par la « *Caisse d'assurance en cas d'accidents* », du capital nécessaire à la constitution des dites pensions.

La « *Caisse d'assurance en cas d'accidents* » est administrée par celle des « *Dépôts et consignations*. » C'est celle-ci à Paris, et en province ce sont les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances, ainsi que les percepteurs particuliers des contributions directes et les receveurs des postes, qui reçoivent les propositions.

Quant aux formalités nécessaires à la rédaction de ces propositions, ainsi qu'au règlement des sinistres, elles sont régies par deux décrets : le décret du 10 août 1868, rendu en exécution de la loi du 11 juillet précédent; le décret du 13 août 1877, qui a modifié quelques-unes des dispositions de ce premier décret, relativement à la gestion de la Caisse et à l'assurance collective des ouvriers.

20. Et maintenant, si nous recherchons quel a été le succès de cette institution, nous voyons qu'il a été à peu près nul. Le montant des cotisations de 1868 à 1880 s'est élevé seulement à 94,008 fr 35. En 1880, d'après les rapports officiels, le nombre des cotisations a atteint pour toute la France au chiffre bien modeste de 1810, formant un montant de 10,457 fr. Pour l'année 1883, le rapport, présenté au Sénat et à la Chambre des députés par la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, donne le chiffre de 1373 cotisations, montant ensemble à 7,881 fr. Le rapport de la même commission, pour 1884, accuse des chiffres

plus insignifiants encore : 1090 cotisations, s'élevant au total à 6,692 fr.

Par où l'on voit que cette institution, déjà si modeste, ne fait encore que périlcliter tous les jours davantage.

21. Quelle est la cause de cet insuccès de la loi de 1868 ? Elle doit être, à notre avis, cherchée de divers côtés. C'est d'abord pour une part, l'ignorance dans laquelle, il faut bien l'avouer, vivent la plupart des intéressés, touchant l'existence même de la « *Caisse d'assurance en cas d'accidents* » : l'Etat, on le conçoit, ne fait et ne peut faire de publicité et de propagande comme un assureur ordinaire. Et puis ce sont les défauts mêmes de cette institution : les formalités, par lesquelles l'ouvrier doit passer avant d'obtenir le règlement du sinistre qui le frappe, sont longues et compliquées : vice capital, s'il en fut, et absolument contraire à l'essence de l'institution. Nous rappellerons aussi que l'ouvrier, victime d'un accident n'amenant qu'une simple incapacité temporaire de travail, n'a droit, en vertu de la loi de 1868, à aucune indemnité. Ceci sans doute se comprend en présence du faible prix d'une cotisation, déjà insuffisante, et qui devrait être, si on admettait cette extension, portée presque au

(1) Voici le détail pour cette dernière année :

144	cotisations de 8 fr.	à Paris	1.152 fr.
364	—	» dans les départements	2.912
106	—	5 à Paris	530
185	—	» dans les départements	925
17	—	3 à Paris	51
374	—	» dans les départements	1.122
Total			6.692 fr.

double ; les statistiques des compagnies montrent en effet que les indemnités payées par elles pour le seul cas d'incapacité temporaire égalent, à peu près, celles qu'elles payent pour les deux cas réunis de mort et d'invalidité (1). Mais ce n'en est pas moins là un défaut de nature à nuire gravement à l'extension de la « *Caisse d'assurance en cas d'accidents* ». Car avant tout, dans l'assurance, les ouvriers, il ne faut pas se le dissimuler, ont à se préoccuper des cas d'incapacité temporaire, qui sont de beaucoup les plus fréquents (2).

(1) Voici le tableau comparatif, publié par la compagnie la « *Winterthur*, » du nombre et de l'importance des indemnités payées par elle, pour chaque classe d'accidents, pendant un espace de dix ans (de 1876 à 1885).

Cas de mort.		Cas d'invalidité. (incapac. permanente)		Cas d'incapacité tempo- raire de travail.	
Nombre des sinistres	Indemnités payées	Nombre des sinistres	Indemnités payées	Nombre des sinistres	Indemnités payées
1118	2.746.853 f.	2895	2.625.751 f.	53.774	4.455.590 f.

(2) Il est un autre reproche que le monde des assureurs fait généralement à la loi de 1868 : hâtons-nous de dire que même justifié, ce reproche n'aurait pu avoir qu'une influence éloignée sur le sort même de l'institution : la loi de 1868, dit-on, est contraire aux principes les plus élémentaires d'assurance, en ce sens qu'elle établit l'*uniformité* des primes à payer par l'assuré, *quelle que soit l'industrie par lui exercée*, quel que soit par suite le danger du risque dont s'agit. Nous n'admettons pas absolument le reproche ; du moins, sans adopter le système de la loi de 1868, nous croyons qu'il peut très-bien s'expliquer. Pour cela, il suffit de modifier un peu la manière dont on formule l'objection et de dire ce qui revient au fond au même : la loi de 1868, à égalité de prime, devait garantir des indemnités *variant suivant la classe du risque proposé*. Nous répondons : le législateur de 1868 s'est laissé guider par une considération d'un ordre spécial, considération qui sans doute en matière d'assurance privée n'est pas de mise, — les compagnies d'assurances font avant tout un commerce, — mais qui acquiert une certaine valeur quand on parle d'assurance par l'Etat ; le législateur de 1868 a été touché des *conséquences* que causent aux ouvriers les accidents dont ils sont victimes. Il a voulu faire avant tout œuvre d'utilité sociale ; mettre

Le peu de succès de la « *Caisse d'assurance en cas d'accidents* » doit être enfin, pour une certaine partie, recherchés en dehors de ses propres défauts, dans le développement et le perfectionnement continus de ce qu'on peut appeler l'assurance privée.

22. Comme le fait remarquer M. Lefort (1), la création d'une caisse officielle d'assurance contre les accidents a eu, au moins, cet avantage de stimuler l'initiative des compagnies.

On peut dire que l'assurance-accidents date effectivement, en France, de 1875, et surtout de 1878. C'est dans ces dix dernières années qu'ont été créées à peu près toutes nos compagnies d'assurances contre les accidents.

Citons les principales d'entre elles, avec l'année de leur fondation. Ce sont : l'« *Assurance française* » (1875) ; la « *Compagnie générale* » (1876) ; la « *Constance* » (1878) ; le « *Monde-accident* » (1878) ; la « *France industrielle* » (1880) ; le « *Secours* » (1880) ; l'« *Industrie nationale* » (1880) l'« *Urbaine et la Seine* » (1880) ; le « *Patrimoine* » (1880) ; la « *Prévoyance* » (1880) ; la « *Caisse générale des familles* » (1881) ; la « *Providence-accident* » (1881) ; l'« *Abeille-accident* » (1881) ;

l'ouvrier blessé à l'abri de la misère. Pour cela, il lui assure une rente, représentant le *minimum des ressources* que cet ouvrier a lui-même jugé indispensable à son existence ; ce minimum de ressources n'est pas, on le comprend, variable suivant la profession plus ou moins dangereuse de l'ouvrier. Voilà pourquoi, peut-on dire, la loi de 1868, à égalité de prime, donne égalité d'indemnité ; pourquoi, en d'autres termes, elle pose le principe de l'uniformité des primes.

(1) M. Lefort. *Etude sur les assurances contre les accidents*. — Rec. pér. des Assurances, 1884, p. 449.

la « *Caisse paternelle* » (1881); la « *Prospérité* » (1882); la « *Française* » (1884) ; la « *Thémis* » (1882) dont le siège social est à Marseille.

Toutes ces compagnies sont des compagnies à primes fixes.

23. Leur nombre considérable, joint à celui des quelques compagnies antérieures à 1875, dont nous avons parlé plus haut, et à celui des quelques puissantes compagnies étrangères, qui exploitent avec succès le marché français, a produit ce qu'on a appelé : une *pléthore d'assureurs-accidents*.

Déjà mauvaise, en elle-même, dans un pays comme le nôtre où l'assurance-accidents n'a pas pris encore, à beaucoup près, l'extension qu'elle mérite, une telle profusion d'assureurs a eu l'inconvénient non moins grand de coïncider avec une période de crise industrielle et commerciale.

Ce qui devait arriver s'est produit. Beaucoup des compagnies que nous venons d'énumérer ont été obligées, après une existence plus ou moins éphémère, de cesser leurs opérations, soit en fusionnant avec d'autres compagnies, soit en réassurant leur portefeuille, soit même en votant leur mise en liquidation pure et simple. Nous citerons l'« *Assurance française* », la « *Confiance* », le « *Monde-accident* » la « *Prospérité* », la « *Caisse paternelle* ».

Pour l'exercice 1886, quatre compagnies seulement, en France, ont distribué des dividendes à leurs actionnaires ; ce sont : le « *Soleil-Sécurité générale* », l'« *Urbaine et la Seine* », la « *Prévoyance* » et la « *Thémis* ».

24. Pour obvier à un aussi fâcheux état de chose, les compagnies à primes fixes d'assurance contre les accidents, existant à Paris, à l'exception de deux qui conservèrent leur liberté d'action, eurent l'idée en 1884, de former entre elles un syndicat, ayant pour but « 1° l'étude en commun des questions contentieuses, administratives, économiques ou financières, qui intéressent l'industrie des assurances contre les accidents, et en particulier l'étude des tarifs actuels et de leur mode d'application et de la rédaction des polices ; 2° l'organisation sur un plan uniforme des statistiques qui servent de base aux tarifs, ainsi que le classement et la coordination des résultats ainsi obtenus ; 3° la représentation des compagnies adhérentes auprès du gouvernement et des pouvoirs publics dans toutes les circonstances où une action commune serait jugée nécessaire » (1).

Les compagnies qui sont entrées dans le syndicat ont pris l'engagement d'adopter, tant pour l'assurance collective que pour l'assurance individuelle, un tarif commun qu'elles se sont obligées à appliquer sans réduction. Elles ont également adopté une formule de police à peu près identique, ainsi que des tarifs communs pour le taux des commissions à donner aux agents.

Voici d'ailleurs les termes principaux de l'accord intervenu.

« Art. 1^{er}. — Les directeurs faisant partie du syndicat général prennent, au nom de leurs compagnies, l'enga-

(1) Art. 2 du règlement du syndicat.

gement d'honneur de se conformer exactement aux tarifs adoptés par le syndicat général, ainsi qu'à la rédaction des polices individuelles, et d'appliquer exclusivement, comme minimum, ces tarifs, tant à Paris que dans les départements, en Algérie et en Tunisie.

« Art. 2. — Dans le cas où quelque infraction à ces tarifs aurait été faite sans autorisation, par l'une des compagnies ou ses représentants, les directeurs, aussitôt que cette infraction aura été établie contradictoirement, s'engagent après vérification à verser à la caisse du syndicat, au fur et à mesure des encaissements, la différence entre la prime perçue et la prime du tarif. Il en sera de même en ce qui concerne les dérogations qui auraient été faites au tarif adopté pour limiter le taux des commissions. Après trois infractions constatées, le syndicat, à la condition toutefois que les décisions soient prises par une réunion composée de sept membres au minimum, sera juge souverain de l'application du droit d'exclure la compagnie coupable de ces infractions. Dans le cas où un risque ne serait pas tarifé, chaque directeur aura le droit de conclure l'affaire en attendant la tarification par le bureau. »

25. Depuis quelques années, on paraît, au moins dans les régions législatives, vouloir reprendre, en l'étendant, l'idée qui a donné naissance à la loi du 11 juillet 1868. Que sortira-t-il du mouvement auquel nous assistons ? il est difficile de le prévoir. De très bons esprits proposent d'établir dans notre législation le principe de l'assurance obligatoire et quelques-uns d'entre eux, comme corollaire, veulent que l'Etat se

fasse assureur général de l'industrie française. La législature précédente avait voté, en première délibération, le 23 octobre 1884, une proposition de loi qui s'est éteinte avec elle, et qui consacrait ce qu'on appelle le *risque professionnel*. La législature actuelle vient de voter sur le même sujet un projet de loi, qui est en ce moment envoyé au Sénat. Nous reviendrons d'ailleurs sur ces notions législatives dans une autre partie de notre travail.

CHAPITRE III.

DES DIFFÉRENTES VARIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS.

De l'Assurance Individuelle et de l'Assurance collective.

26. L'assurance contre les accidents se prête aisément à une grande variété de combinaisons. Toutes peuvent se ramener à deux espèces bien distinctes, dont nous allons essayer de donner ici le mécanisme et la physiologie générale : l'*assurance individuelle*, d'une part, et de l'autre, l'*assurance collective*.

27. ASSURANCE INDIVIDUELLE. — Comme l'indique son nom, l'*assurance individuelle* garantit une personne *déterminée, nommément désignée*. Elle la garantit contre les accidents de *tous genres*, auxquels elle est exposée

à chaque moment de son existence, pendant qu'elle se livre aux occupations de sa profession, ou en dehors, peu importe, comme par exemple, en chemin de fer, dans une partie de chasse ou de pêche, dans un incendie. Des restrictions notables se rencontrent ordinairement, il est vrai, dans les polices, à ce principe général : spécialement, en ce qui concerne la désignation de *certaines lieux* où l'assurance ne pourra point produire son effet, de *certaines circonstances* qui seront exclues de l'assurance. C'est ainsi qu'on lit dans différentes polices que les risques de voyages accomplis ailleurs que sur la Méditerranée, ou que d'un port d'Europe à un autre port d'Europe, même effectués à bord de vapeurs faisant un service régulier de passagers, ne donneront droit à aucune indemnité de la compagnie(1). C'est ainsi encore que certaines clauses stipulent que seront exceptés de l'assurance, les accidents résultant de de courses de vélocipède, d'excursions sur les glaciers, de participation à des courses de chevaux ou d'hommes, à des régates à voiles, à rames ou à vapeur (2), à des chasses à courre ou à des ascensions en ballon ; ceux qui peuvent résulter d'événements de guerre, émeutes, rixes, sauf toutefois le cas de légitime défense, d'ivresse volontaire, etc. Mais ce sont là des exceptions, qui résultent de clauses formelles valables en vertu du

(1) Généralement, les compagnies consentent à assurer, moyennant une surprime, les risques des voyages non compris dans le droit commun de leurs polices.

(2) Même observation que précédemment, en ce qui concerne ces diverses sortes d'accidents.

principe de la liberté des conventions, mais qui ne dépendent nullement de la nature du contrat d'assurance individuelle : la nature de ce contrat n'admet pas au contraire de restrictions (1); il est général, sauf dérogations expresses. Est-on bien en présence d'un accident, c'est-à-dire d'un événement extérieur, fortuit, violent et involontaire? en principe toute la question est là.

28. Au reste, parfois cette question peut être elle-même douteuse ; aussi la plupart des polices ont-elles soin de fixer les principaux cas pouvant faire difficulté.

Ordinairement, sont considérés comme des maladies et dès lors leurs suites exclues de l'assurance : les apoplexies de tout genre, insulations, épilepsies, érysipèles, lumbagos et hernies, les varices et les opérations chirurgicales qui ne sont pas la conséquence d'un accident garanti par la police.

Au contraire, les polices comprennent le plus souvent l'empoisonnement du sang provenant de lésions externes par exemple, chez les médecins par suite d'autopsies et d'opérations, les cas de rage et de charbon résultant de morsures ou de piqûres, l'asphyxie involontaire par des gaz et vapeurs irrespirables, et les cas de mort immédiate résultant d'une chute involontaire dans l'eau.

Quant au suicide *volontaire*, il va de soi qu'il ne peut

(1) Quelques auteurs admettent toutefois que l'assurance-accidents ne peut garantir l'assuré contre les accidents résultant d'une infraction aux lois et règlements publics ou de police ayant pour but la sécurité des personnes.

donner droit au bénéfice de l'assurance. Les compagnies vont même souvent jusqu'à exclure formellement le cas de suicide inconscient, résultant de dérangements cérébraux ; cette clause est valable en vertu du grand principe de la liberté des conventions qui domine toute la matière.

29. Le plus souvent, l'assurance individuelle est contractée par l'assuré lui-même. Rien n'empêche bien entendu qu'elle le soit par un tiers, qui acquitte les primes, et stipule des indemnités au profit de la personne qu'il désigne ; c'est ainsi qu'un patron peut assurer individuellement son employé, un créancier, assurer son débiteur.

30. Afin de proportionner, dans la mesure du possible, l'importance de la prime à payer par chaque assuré au risque couru, les compagnies ont établi différentes *classes* d'assurés, suivant la profession respective, d'une manière plus générale suivant le genre d'existence (1) de chacun d'eux ; il est bien certain en effet qu'un magistrat, par exemple, est moins exposé aux accidents qu'un architecte ; un architecte qu'un mécanicien ; les diverses professions ou corps de métiers forment donc naturellement l'objet d'une classification, qui, d'ailleurs, varie suivant les compagnies. D'ordinaire, celles-ci admettent à cet égard quatre ou cinq classes au moins d'assurés (2).

(1) Les rentiers en effet, sont susceptibles de s'assurer individuellement aussi bien que ceux qui exercent une profession.

(2) Les professions, appartenant à la dernière classe, payent à peu près quatre fois autant que celles qui appartiennent à la première, c'est à-dire environ 12 pour mille des sommes totales assurés pour les trois catégories d'invalidité, au lieu de 3 pour mille.

Quand un assuré exerce plusieurs professions, il paye naturellement la prime afférente au risque le plus fort.

Si pendant le cours de la police, qui est le plus souvent de dix ans, l'assuré vient à changer de profession, il y a lieu à une réduction ou à une augmentation de la prime ; si les parties ne s'entendaient pas pour la faire, le contrat se trouverait résilié.

Par une raison facile à comprendre, les compagnies n'assurent pas les personnes invalides, mutilées ou atteintes d'une infirmité ou d'une maladie grave ; non plus que les enfants (1) et les vieillards . (2).

31. Quant à l'indemnité à laquelle a droit l'assuré, elle dépend, tout naturellement, de la gravité de l'accident dont il est victime (3). Les compagnies d'assurance-accidents divisent à cet effet les sinistres en un certain nombre de catégories ; le plus souvent ce nombre est de trois.

(a) La première comprend le cas de *mort* : l'assureur

(1) Au-dessous de douze ou quinze ans, suivant les compagnies.

(2) Au-dessus de soixante ou soixante-cinq ans, suivant les compagnies.

(3) Ceci marque une différence importante entre l'assurance-accidents et l'assurance-vie dans laquelle il n'y a pas de sinistres partiels. Aussi l'assurance individuelle nous apparaît-elle, comme le complément naturel de l'assurance sur la vie.—Certaines compagnies d'assurance sur la vie, l'« *Aigle* » la « *Métropole* » par exemple, ont eut l'idée dans ces deux dernières années d'annexer au profit de leurs assurés une police-accidents sans augmentation de primes, moyennant seulement la renonciation, acceptée par ceux-ci, à la participation aux bénéfices : on a quelquefois donné à cette combinaison le nom d'*assurance intégrale*. La police-accident est en ce cas, et en principe, l'accessoire de la police-vie (V. un arrêt de Cass. 25 janv. 1888. D. P. 88 ; 1, 432).

doit en pour cas la somme convenue au *bénéficiaire* de la police, et si ce bénéficiaire est prédécédé lui-même ou s'il n'en a pas été désigné (ce qui est le cas le plus fréquent), à l'époux survivant, aux enfants, aux père et mère, frères et sœurs de la victime.

(b). En deuxième lieu vient *l'invalidité*. L'invalidité est, à proprement parler, l'état d'une personne qui n'est plus dans les conditions physiques pour travailler : elle est essentiellement permanente. Mais il y a plusieurs degrés dans l'invalidité. Elle peut être totale; exemple : la perte des deux yeux, de deux membres; la compagnie paye alors l'indemnité intégrale stipulée, laquelle généralement est égale à celle prévu pour le cas de mort. L'invalidité peut n'être que partielle; l'assuré reçoit alors une fraction, déterminée par la police, du capital assuré pour le cas d'invalidité du premier degré : cette fraction varie suivant les cas; exemples: 50 0/0 pour la perte du bras droit ou d'une jambe; 30 0/0 pour la perte d'un œil, 10 0/0 pour la perte de l'index de la main droite.

(c). Enfin, la troisième catégorie de sinistres comprend le cas d'*incapacité temporaire* de travail : l'assuré, qui éprouve un accident de ce genre, reçoit une indemnité de tant par jour jusqu'à sa guérison ; toutefois, les polices fixent un maximum de jours (90, 100 ou 200, suivant les compagnies). L'indemnité est totale ou partielle, suivant que l'incapacité de travailler est elle-même totale ou partielle (1).

(1) Les compagnies stipulent d'ailleurs que l'indemnité pour incapacité ne peut pas être due cumulativement avec celle pour mort ou invalidité.

Une remarque importante, et qui domine toute la matière, c'est que le contrat d'assurance se prête à toutes les modifications qu'il plaît aux parties d'y introduire : une personne peut donc s'assurer contre l'un ou contre plusieurs des risques dont nous venons de parler et point contre les autres, par exemple s'assurer seulement pour le cas de mort, ou seulement pour le cas d'invalidité, ou pour ces deux cas réunis etc : c'est une affaire de conventions et de primes. (1) Notons seulement que les compagnies d'assurance-accidents n'acceptent pas de traiter pour le cas unique d'incapacité temporaire, mais à l'inverse elles l'excluent au gré de l'assureur.

32. Il y a une combinaison particulière que l'on rencontre dans la pratique, et dont c'est le lieu de dire ici quelques mots, à titre de variété de l'assurance individuelle ; c'est *l'assurance limitée aux risques de voyage*.

Une compagnie assure tous les accidents éprouvés en chemin de fer, dans les voitures publiques ou sur les bateaux à vapeur, et en outre dans les gares, cours de messageries et embarcadères de bateaux ; toutefois certains pays sont exclus. Moyennant une prime uniforme (2) de 5 francs, cette compagnie promet 5,000 fr. en cas de mort ou d'infirmité grave,

(1) Voici en général la progression des tarifs, pour la 1^{re} classe de professions :

Décès, 0,60 ; invalidité, 0,90 pour 1000 francs de capital assuré ; — incapacité, 1,50 par franc d'indemnité journalière assurée.

(2) La prime ici est uniforme, parce qu'il n'y a pas dans ce genre d'assurance à tenir compte du travail professionnel, qui seul peut différencier les risques.

2,000 fr. en cas d'infirmité moins grave, et 4 francs par jour en cas d'incapacité temporaire (avec un maximum de 800 fr.). Le même assuré peut souscrire cinq polices au plus. La durée du contrat est d'un an.

Une compagnie pratique l'assurance contre les risques de toute nature, sauf ceux causés par le travail professionnel, pendant les voyages de courte durée entrepris dans les limites de l'Europe, en Algérie, en Tunisie et dans la Basse-Egypte, soit par terre, soit sur les fleuves et rivières, ou sur mer par les bateaux à vapeur des lignes régulièrement établies faisant un service entre un port d'Europe et un autre port d'Europe, ou des pays ci-dessus désignés, et vice-versa. Pour un motif facile à comprendre, le personnel des services d'exploitation des compagnies de chemins de fer et de bateaux, des entreprises de transport quelconques et du service ambulant des postes en est exclu. La prime est de 5 francs, pour 2 semaines, de 7 francs 50 pour 3 semaines, de 10 fr. pour 4 semaines, de 15 francs pour 6 semaines et de 25 francs pour 3 mois. La Compagnie doit en cas de mort ou d'invalidité totale 5,000 fr.; 2,000 fr. en cas de perte d'un œil ou d'un membre, et par chaque jour d'incapacité temporaire 5 francs (avec un maximum de cent quatre-vingts jours). La même personne ne peut souscrire plus de cinq polices semblables.

Quelques compagnies font, sous le nom d'*assurance contre les risques de navigation*, une assurance du même genre. Elles assurent notamment les pêcheurs de morue à environ 2 % de la somme

assurée. La durée de cette assurance est celle de la campagne de la pêche ; le cas de mort est seul garanti.

Enfin, nous citerons une assurance qui est très répandue dans certains pays étrangers, mais qui n'a jamais réussi chez nous : l'assurance *contre les accidents de chemin de fer*. En Angleterre et aux États-Unis, en même temps que sa place de chemin de fer, chaque voyageur peut demander à l'employé qui délivre les billets, et moyennant une prime absolument minime, un ticket d'assurance valable pour le voyage qu'il entreprend (1).

Une compagnie française, moyennant une prime une fois payée pour toute la vie de l'assuré, l'assure contre tout accident de chemin de fer qui occasionnerait sa mort. L'indemnité est de 25.000 fr. pour une prime de 75 fr.

33. ASSURANCE COLLECTIVE. — L'*assurance collective*, au contraire de l'assurance individuelle, a pour objet, comme son nom nous en prévient, d'assurer contre les accidents, non une personne désignée, mais un nombre plus ou moins grand de personnes, prises *in abstracto*, considérées comme une *collection*. Ce qui ne veut pas dire absolument qu'elle ne puisse s'appliquer à un seul individu : ainsi rien

(1) Certaines gares son tmêmes pourvues par les compagnies d'appareils distributeurs automatiques.

Un système analogue a été, à plusieurs reprises, essayé en France, mais sans succès, pour les accidents arrivés, dans le courant d'une journée sur la voie publique.

n'empêche le patron, qui occupe un ouvrier avec lui, de l'assurer collectivement. Il faut pour cela que cet ouvrier ne soit point désigné dans la police par ses noms et qualités, mais seulement par son emploi (1).

L'assurance collective est contractée, en général, au profit de tous les ouvriers ou employés occupés dans une usine ou dans un établissement industriel ou commercial (2); le patron, signataire de la police, n'a pas à faire savoir à la compagnie, au moins tant qu'il n'y a pas de sinistre, le nom de chacun de ses ouvriers; et ce qui le prouve surabondamment, c'est qu'il n'a même pas à lui faire connaître exactement leur nombre (3). Il peut en avoir, par exemple, l'assuré deux et en occuper cent : s'il paye une prime calculée sur le salaire effectif de ces cent ouvriers, il est à l'abri de toute déchéance. Le personnel d'un établissement commercial ou industriel est susceptible de se modifier à tout instant. Peu importe, que les noms qui le composent aujourd'hui ne soient plus les mêmes que ceux qui le composaient hier. Le patron n'entend pas assurer tel ou tel, plutôt que tel ou tel autre : il assure un être moral, une collection. La compagnie n'aura donc le droit, en cas

(1) Les compagnies ont toutefois pour principe de ne pas assurer au-dessous d'un minimum déterminé de salaire (4,000 fr. par exemple).

(2) Sont toutefois en dehors de cette assurance les enfants au dessous de douze ans, et les ouvriers âgés de plus de soixante ou de soixante-cinq ans, suivant les compagnies.

(3) Dans la proposition d'assurance, l'assuré doit faire connaître, *approximativement* seulement, le nombre de ses ouvriers. Encore n'est-ce là qu'une clause comminatoire.

de sinistre, de se refuser au paiement de l'indemnité stipulée, au profit de l'un quelconque des hommes blessés au service de l'assuré, qu'autant qu'elle prouvera, que la prime n'a pas été payée par le patron en conformité de sa feuille de salaires : alors seulement elle peut dire que l'ouvrier blessé n'est pas compris dans l'assurance.

34. Du principe que l'assurance collective est contractée au profit de personnes indéterminées, nous tirons les deux conséquences importantes qui suivent :

1° L'ouvrier, blessé au service du patron qui a assuré collectivement ses ouvriers, a droit au bénéfice de l'assurance, alors même qu'il ne serait à son service que postérieurement au jour du contrat (1).

2° En sens inverse, si nous supposons qu'un patron occupant un certain nombre d'ouvriers les assure collectivement, et vient à en occuper *davantage* par la suite, sans payer de surprime, la compagnie ne devra point l'indemnité promise, alors même qu'il serait prouvé que la victime était déjà occupée par le patron au jour du contrat (2).

35. Outre la distinction indiquée au commencement du numéro précédent, il ressort de ce qui précède une nouvelle différence, également très frappante, entre l'assurance individuelle et l'assurance collective : tandis que l'assurance individuelle est, sinon toujours, le

(1) Pourvu que les livres du patron portent que cet ouvrier travaillait chez le patron assuré, à la date de l'accident.

(2) L'ouvrier a seulement, en ce cas, un recours, comme nous le verrons plus tard, contre le patron.

plus souvent au moins, contractée au profit de l'assuré lui-même, l'assurance collective nous apparaît, dans tous les cas, comme une mesure de prévoyance prise au profit de personnes *autres* que le souscripteur.

36. Indiquons enfin ici entre les deux assurances une troisième différence non moins importante et qui achèvera de nous donner le véritable caractère de l'assurance collective. Nous avons dit que l'assurance individuelle garantissait, en principe du moins, et sauf exception contraire expressément formulée, tous les accidents quels qu'ils soient, et spécialement quel que soit leur caractère professionnel ou non : il est de l'essence de l'assurance collective de ne garantir aux ouvriers que les accidents corporels survenus *pendant l'exercice de la profession*.

Cette assurance, en quelque sorte, prend l'ouvrier à son arrivée à l'atelier (1), et elle le quitte à sa sortie. S'il est blessé en dehors de son travail, elle ne le couvre plus. C'est ce que toutes les compagnies ont bien soin de spécifier dans les conditions générales de leurs polices.

37. L'assurance collective, comme l'assurance individuelle, est contractée moyennant le paiement de primes

(1) Elle ne s'applique pas, bien entendu, pas plus que l'assurance individuelle, aux cas de mutilation volontaire, de suicide, de rixe, d'ivresse, d'infraction aux lois et règlements publics ou de police ayant en vue la santé des personnes, non plus, est-il besoin de l'ajouter, qu'aux maladies ordinaires. Sont compris dans cette dernière catégorie : les attaques d'apoplexie, les opérations chirurgicales, qui ne sont pas la conséquence d'un accident, les efforts et lumbagos non traumatiques.

qui dépendent non seulement de la somme assurée, mais aussi de la classe à laquelle appartient l'industrie assurée. Toutefois ici, la classification des diverses professions est plus détaillée, plus minutieuse que précédemment : elle nous conduit par suite à des écarts plus sensibles dans l'application des tarifs. C'est ainsi que nous voyons certaines professions, à raison du peu de risque qu'elles font courir, assurées à un taux dix fois plus faible que d'autres. Bien plus, certaines industries spécialement dangereuses sont dites *réservees* : elles n'ont point de tarif, et c'est de gré à gré, suivant les circonstances de chaque affaire, que le taux de la prime en est déterminé (1).

33. Quant à l'établissement de la prime, il varie.

Quelquefois, et lorsqu'il s'agit d'un patron occupant un petit nombre seulement d'ouvriers, la prime est fixée à *forfait*.

Le plus généralement elle est *proportionnelle*, soit au nombre des journées de travail de dix heures du patron, soit au total de ses salaires annuels. Le patron doit fournir à des termes convenus, (tous les ans par exemple, le plus souvent tous les trimestres), et dans un délai déterminé l'état de ses heures de travail, ou bien des salaires de ses ouvriers. La prime est

(1) Dans certaines assurances, l'établissement de la prime est spécial. Ainsi, la prime de l'assurance des cultivateurs contre les accidents qui peuvent atteindre leurs ouvriers est perçue d'après le nombre d'hectares compris dans l'exploitation; — dans l'assurance contre les accidents corporels provenant de l'explosion des générateurs, la prime est calculée sur le nombre des chevaux-vapeur.

calculée d'après cet état, au tarif convenu dans la police.

Quand elle est fixée à forfait, la prime se paye d'avance et par année. Si elle est proportionnelle aux heures de travail ou aux salaires des ouvriers, elle est d'ordinaire payable à année ou à trimestre échu. Certaines compagnies stipulent, même en ce cas, la prime payable d'avance : la différence constatée entre la prime due, telle qu'elle résulte des livres d'heures ou de salaires, et la prime versée par approximation, est balancée, à la fin de chaque exercice, à l'aide d'une surprime ou d'une ristourne.

Les primes sont dues et payées à la compagnie par le patron. Mais rien n'empêche, bien entendu celui-ci de faire participer ses ouvriers aux charges d'un contrat, qui est tout dans leur intérêt. D'ordinaire, les patrons font subir aux ouvriers, de ce chef, une retenue d'ailleurs très minime.

39. L'assurance collective garantit aux ouvriers des indemnités qui dépendent des conséquences de l'accident. Ici comme plus haut, nous devons distinguer trois catégories de sinistres : la mort, l'invalidité et l'incapacité temporaire de travail.

L'invalidité de travail comprend elle-même plusieurs degrés, généralement trois : 1° invalidité absolue et définitive (perte des deux yeux, de deux membres, aliénation mentale résultant de lésions) ; 2° invalidité partielle réduisant de *moitié* environ, l'aptitude au travail (perte d'une jambe ou d'une main) ; 3° invalidité partielle moins grave (perte d'un oeil, d'un ou de

plusieurs doigts). D'ailleurs nous sommes, ne l'oublions pas, sur un terrain où les conventions des parties peuvent être aussi variées qu'elles sont souveraines (1) ; c'est ainsi que, dans l'incapacité du second degré, certaines compagnies distinguent entre la perte de la main droite et celle de la main gauche (2). Nous n'entendons donner ici qu'une idée de ce qui se passe le plus fréquemment.

En général pour les deux cas de mort, ou d'invalidité du premier degré, l'indemnité est la même, quoique assez souvent aussi cependant elle soit plus forte pour le cas d'invalidité : elle consiste, soit dans le paiement d'un capital, fixé d'avance à telle somme, 1,200 francs par exemple ; ou bien, à fixer d'après le salaire quotidien constaté par le livre de l'ouvrier, (3) (400 fois, je suppose, ce salaire) ; soit dans le service d'une rente viagère. Ce dernier système, sans doute, à le mérite de protéger l'ouvrier en quelque sorte contre lui-même, en ce sens qu'il ne lui permet pas, de dissiper en peu de temps son indemnité ; mais il l'expose, dans l'état

(1) Toutefois nous rappelons ici ce que nous avons dit pour l'assurance individuelle : aucune compagnie n'assure l'incapacité de travail seule.

(2) C'est ainsi également, que nous voyons, beaucoup de grands industriels, n'assurer leurs ouvriers que pour les cas de mort, d'invalidité ou d'incapacité temporaire de travail *grave*, dépassant, par exemple, un mois. La réduction de la prime atteint alors un tiers environ.

(3) A cet effet l'assuré est tenu d'inscrire régulièrement sur les feuilles de paye dont il fait usage, ou sur un registre spécial, les noms et les salaires de chacune des personnes comprises dans l'assurance. La compagnie a, en tout temps, le droit de contrôler ce livre.

actuel de la législation, aux manœuvres de certaines compagnies, qui, peu de temps après un sinistre, et alors qu'elles ont payé un semestre ou deux au plus d'arrérages, obtiennent de l'ouvrier, à un prix souvent dérisoire, le rachat de la rente, en faisant briller aux yeux de ce malheureux les avantages qu'il pourrait tirer de la libre disposition d'un capital. Il faudrait, pour empêcher une semblable exploitation de la misère, que la loi déclarât ces rentes *inaliénables*.

Au cas d'invalidité des second et subséquents degrés, il est stipulé que l'ouvrier recevra une *fraction* de l'indemnité due pour le cas d'invalidité du premier degré, deux tiers par exemple pour les infirmités du deuxième degré, un tiers pour celles du troisième degré.

Enfin, lorsqu'il n'est résulté de l'accident qu'une incapacité temporaire de travail, l'ouvrier blessé a droit à une indemnité fixée, par jour, à une partie de son salaire, généralement à la moitié, avec maximum de deux francs cinquante ou de trois francs.

40. ASSURANCE COLLECTIVE COMBINÉE AVEC L'ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU PATRON. — Le bénéfice de l'assurance collective contre les accidents, telle que nous l'avons comprise jusqu'ici, est dû à l'ouvrier blessé pendant son travail professionnel, sans qu'il ait rien à prouver de plus que l'accident. Ni l'une ni l'autre des parties n'est admise, sous quelque prétexte que ce soit, à en critiquer le mérite ou l'importance : il s'agit là d'une indemnité contractuelle, c'est-à-dire, due par le fait seul de l'assurance ; elle est l'estimation, par avance et à forfait, du dommage

que l'accident a fait éprouver à la victime ; celle-ci y a droit dans tous les cas.

Assez souvent, il arrive que les accidents, dont les ouvriers sont atteints pendant leur travail, peuvent être attribués à la *faute* de leur patron : par exemple, à un manque de précaution de sa part, à une installation défectueuse de son entreprise, à son mauvais outillage, etc... Le patron, en ce cas, est *responsable* de l'accident, et tenu de le réparer.

Il est stipulé le plus ordinairement dans les contrats d'assurance collective que, outre l'indemnité contractuelle dont nous avons parlé, cette assurance englobera *la garantie de la responsabilité civile du patron* (1).

On comprend l'intérêt considérable qu'a un patron à assurer dans ces conditions ses ouvriers collectivement contre les accidents, en dehors même de toute préoccupation d'humanité (2) : sans cette assurance, ce patron pourrait être dans certains cas, et quelquefois pour un seul accident, exposé à une série de recours tellement nombreux et importants, que sa fortune y sombrerait ; elle constitue donc de sa part un acte de sage prévoyance et d'administration bien entendue.

41. Dans l'assurance collective-combinée, la compagnie s'engage à supporter, soit jusqu'à concurrence

(1) Mais les polices stipulent qu'il ne peut y avoir cumul des deux indemnités.

(2) Les compagnies n'assurent pas la seule responsabilité civile des patrons. Quelques-unes assurent toujours les deux responsabilités réunies.

d'une fraction, les neuf dixièmes, je suppose, soit, ce qui est plus fréquent, pour la totalité (mais avec un maximum, fixé d'ordinaire à 10,000 francs par ouvrier,) les condamnations civiles qui pourront être encourues par le patron, vis-à-vis de ses ouvriers. La compagnie suit et dirige, au nom de l'assuré, les procès engagés contre lui. L'assuré est tenu, à cet effet, dans un délai très court (vingt-quatre heures ou quarante-huit heures), d'informer la Société de toute poursuite et, pendant l'instance, de lui fournir tous les moyens de défense et tous les renseignements et pièces justificatives nécessaires (1).

42. Au lieu d'une seule et même police, et à la différence de la plupart des compagnies étrangères, le plus grand nombre des compagnies françaises est maintenant dans l'usage d'en rédiger deux : l'une, qui se rapporte aux indemnités contractuelles ; l'autre, le *complément* de la première, concerne la garantie de la responsabilité civile du patron et doit rester secrète entre les signataires du contrat.

43. L'assurance collective-combinée ne garantit le patron que contre la responsabilité qui peut lui incomber vis-à-vis de ses ouvriers ou employés. Quant à sa responsabilité *vis-à-vis des tiers*, pour tous accidents dont ils peuvent être victimes par sa faute ou celle de son préposé, certaines compagnies l'assurent également, (et pour la somme maxima, par victime, stipulée

(1) Le plus souvent les compagnies fixent une somme, de 100,000 francs par exemple, comme maximum des indemnités qu'elles pourront avoir à payer, pour un même accident.

dans la police), moyennant une prime supplémentaire(1) ; mais elles excluent les accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures du contractant; ces sortes d'accidents dépendent de la branche spéciale d'assurance contre les accidents des chevaux et voitures (2).

44. Maintenant, que nous avons donné séparément une idée distincte de chacune des deux combinaisons-types d'assurance contre les accidents, voyons avant d'en finir avec nos notions pratiques, quels sont les points de contact qui les relient.

45. Toute police d'assurance-accidents est précédée ordinairement (3) d'une proposition, sous forme de questionnaire, que l'assuré remplit et signe, et qui est destinée à donner à l'assureur les renseignements nécessaires pour se faire une *opinion* exacte du risque qu'on lui propose. Le proposant déclare répondre de son mieux aux questions posées (4). Toute réticence,

(1) Comme application de la même idée, mentionnons ici l'assurance toute spéciale de la responsabilité civile des pharmaciens, en cas d'accident résultant d'erreur provenant de leur fait ou de celui de leurs aides. La prime est calculée à tant pour cent de la somme garantie.

(2) L'assurance contre les accidents de chevaux et voitures comprend deux combinaisons principales : 1^o l'assurance contre les accidents *éprouvés* par les chevaux et voitures de l'assuré ; 2^o l'assurance contre les accidents *occasionnés* par les chevaux et voitures de l'assuré : on l'appelle généralement dans ce cas *assurance directe*. Elle couvre les indemnités de toute nature que l'assureur peut devoir aux tiers, spécialement au cas où ces tiers ont été victimes de l'accident.

(3) Il n'y a pas de proposition en matière d'assurance de voyage.

(4) Parmi ces questions se trouve généralement celle-ci : « Le risque proposé a-t-il fait déjà antérieurement l'objet d'un contrat d'assurance ? » Cette question a pour but de déjouer la fraude de ceux qui voudraient tirer de l'assurance un *profit* quelconque et la faire dégénérer en un trafic.

ou fausse déclaration de nature à faire modifier l'opinion du risque, exposerait l'assuré à l'annulation de la police. La proposition d'ailleurs ne lie aucune des parties, pas même son signataire ; seule la police a cet effet.

46. La durée du contrat d'assurance est en général de dix ans. S'il est fait pour moins de temps, le taux de la prime est un peu plus élevé. A l'expiration du contrat, l'assurance continue, disent les polices, tacitement son effet pour une période d'égale durée et aux mêmes conditions, sauf bien entendu le droit de dénonciation pour l'une et l'autre des parties. D'ailleurs, les compagnies se réservent, à toute époque, le droit de résolution en cas de sinistre, pendant quinze jours ou un mois.

47. Lorsqu'un sinistre se produit, des formalités sont imposées et des délais fixés à l'assuré pour en informer la compagnie. D'un autre côté, le souscripteur de la police est tenu de faire donner au blessé par un médecin les soins indispensables à son état ; quant au blessé lui-même, il doit se laisser visiter par le médecin de la compagnie. On comprend sans peine l'importance, en pareille matière d'un examen médical : cet examen prévient les fraudes dont les compagnies pourraient être victimes.

48. Toutefois ce résultat ne se produira que si la visite médicale a lieu peu de temps après l'accident. C'est pourquoi, nous croyons qu'il importerait, au moins pour les cas d'accidents graves, qu'une expertise judiciaire pût être ordonnée *en dehors même de tout procès* par

les soins des parquets et aussitôt qu'ils reçoivent l'avis de ces accidents. Trop souvent pendant l'instance, les magistrats, se trouvant en présence d'affirmations contradictoires des parties, sont obligés de commettre un médecin à fin d'expertise : or l'on comprend combien sont devenues incertaines à cette époque les recherches et les constatations des hommes de l'art. La nomination immédiate d'un ou plusieurs experts mettrait un terme à cette industrie immorale du chantage en cas d'accidents, auquel nous assistons trop souvent dans les grandes villes, et dont il convient d'ailleurs d'accuser non les ouvriers, ignorants et malheureux, mais certains agents d'affaires sans scrupule, qui n'ont pas de peine à les circonvenir. De cette manière « les entrepreneurs de revendications d'accidents ne pourraient plus faire étalage de lésions imaginaires, ni invoquer tel certificat médical délivré avec trop de facilité en pareille occurrence et orné d'un luxe inouï de plaies, de complications et d'infirmités de toute nature ; le rapport officiel annulerait cet échafaudage de réclamations intéressées (1). »

49. RÉASSURANCE. — On appelle de ce nom l'opération qui intervient entre une compagnie d'assurance et l'une de ses concurrentes (2), et par laquelle

(1) *Expertises médico-légales après les accidents*, brochure de M. le docteur Louis Rampal, professeur à l'Ecole de médecine de Marseille, page 4.

(2) Il existe à l'étranger un certain nombre de compagnies qui ne font exclusivement que la réassurance. Citons notamment l'« Italia », dont le siège social est à Gènes, la « Compagnie suisse de réassurance », fondée à Zurich en 1864. Une compagnie de réassurance s'est fondée au commencement de cette année en France, la « Compagnie générale de réassurance ».

celle-ci, moyennant l'abandon qui lui est fait par la première d'une partie des primes perçues, s'engage à supporter avec elle, et dans la proportion convenue, le risque assuré par la première ; c'est une façon de rendre les risques moins lourds, en les divisant. Remarquons qu'en pratique la compagnie assureur ne consent jamais à prendre à sa charge une portion du risque supérieure à celle conservée, pour son compte, par la compagnie assureur direct.

Le contrat de réassurance ne donne pas lieu à la rédaction d'une police nouvelle ; il est simplement inscrit sur des carnets spéciaux.

Est-il besoin d'observer que ce contrat n'intéresse pas l'assuré, qui ne connaît que la compagnie avec laquelle il a traité, bien qu'il trouve cependant dans la réassurance, une garantie indirecte contre l'insolvabilité de son assureur. Le réassureur, en tout ce qui touche le contrat d'assurance, paiement des primes, solvabilité de l'assuré, résiliation de la police, règlement des sinistres, procès, suit la fortune de l'assureur direct.

50. Nous pouvons d'ailleurs remarquer que la réassurance est moins fréquente dans la branche-collective d'accidents que dans la branche-individuelle : la raison en est que, par la nature même des choses, le risque de l'assurance collective est plus divisé que le risque de l'assurance individuelle. Quand il s'agit cependant d'industriels occupant un grand nombre d'ouvriers, la prudence la plus élémentaire commande à la compa-

gnie assureur de se décharger, par la réassurance, d'une partie du risque.

Assez fréquemment, les compagnies passent entre elles des contrats, par lesquels chacune s'oblige, à l'avance, à accepter une partie déterminée des risques assurés par l'autre.

DEUXIÈME PARTIE

Le Contrat d'Assurance contre les Accidents au point de vue du droit.

CHAPITRE PREMIER.

DÉFINITION, NATURE ET CARACTÈRES DU CONTRAT D'ASSURANCE-ACCIDENTS.

51 Le contrat d'assurance contre les accidents peut être défini : une convention par laquelle une personne, l'assureur, — le plus généralement c'est une Société, — s'oblige, moyennant le paiement d'une certaine somme d'argent, appelée *prime*, et qui est d'ordinaire périodique, à indemniser une autre personne, l'assuré, ou ses ayants-cause, des conséquences pécuniaires résultant d'accidents corporels, c'est-à-dire d'événements extérieurs, fortuits, violents et involontaires qui occasionnent à l'homme une blessure ou la mort.

Cette assurance rentre dans la classe des assurances

terrestres (1), par opposition aux assurances maritimes, dont traite le livre II titre X du Code de commerce.

Lorsque l'accident corporel se réalise, et se réalise dans les conditions prévues par la convention, dont la police est l'expression en quelque sorte officielle, l'assureur doit payer à l'assuré, ou à ses ayants cause, suivant les cas, la somme stipulée. Mais aussi l'assuré peut ne jamais être blessé ni mourir par accident ; alors l'assureur ne devra jamais rien.

Cette remarque, en elle-même plus qu'évidente, a l'avantage de nous montrer la véritable nature de notre convention : à n'en pas douter, elle est une *assurance* au sens propre du mot : c'est-à-dire, un contrat par lequel une personne se prémunit contre les conséquences fâcheuses d'un événement futur et *incertain*.

52. Ceci nous fait toucher du doigt une différence capitale qu'il convient, à notre avis, d'établir entre elle et une autre assurance, avec laquelle elle a quelque rapport, parce que celle-ci aussi garantit l'existence humaine ; nous voulons parler de l'assurance sur la vie, en particulier de la combinaison en cas de mort.

Quelques personnes ont cru pouvoir assimiler ces deux sortes d'assurances, en soutenant que l'assurance-accidents n'était au fond qu'une variété d'assurance en cas de mort. Cette idée est-elle acceptable ?

(1) Aussi, nous arrivera-t-il quelquefois d'invoquer, dans notre sujet, des décisions judiciaires, spécialement rendues en matière incendie, etc...

nous ne le croyons pas. Sans entrer ici dans le détail de certains caractères absolument particuliers à l'assurance-accidents, qu'on ne retrouve pas dans l'assurance-vie, (l'indemnité de l'assurance-accidents est due au cas non seulement de mort, mais de simple blessure et peut l'être même au seul cas de blessure; la prime ne varie point d'après l'âge de l'assuré) (1); il faut aller plus loin et reconnaître sans hésiter, qu'au contraire de l'assurance-accidents, l'assurance sur la vie n'est point, quoi qu'on en dise et à proprement parler, un contrat d'assurance : la mort naturelle n'est pas en effet, au sens juridique et général du mot, un *accident*, c'est-à-dire, un événement incertain. D'avance, et dès le jour où elles signent la police, les parties savent, que leur contrat sera frappé de sinistre. L'obligation de l'assureur sur la vie n'a rien de conditionnel : c'est simplement une obligation à *terme incertain*. Bien qu'aléatoire pour les deux parties (2), ce contrat n'a point le caractère d'une assurance, et dès lors aucun rapprochement n'est possible entre lui et notre contrat d'assurance-accidents (3).

53. La question que nous venons d'examiner présente

(1) Une telle convention est très rare mais elle est possible.

(2) Nous supposons le cas ordinaire, où l'assuré-vie paye une prime périodique : s'il s'assurait au moyen d'un capital versé une fois pour toutes, le contrat ne serait plus aléatoire que pour l'assureur.

(3) Sic, MM. Duhamel, *Journal des Sociétés civiles et commerciales*, année 1886.—J. Lefort, *Etude sur les assurances contre les accidents*. — (*Recueil périodique des assurances*, année 1884, p. 449). Contra, M. Malapert, *Journal des sociétés civiles et commerciales*, sept. 1883 et année 1884 p. 257.

un intérêt pratique important, qui résulte de la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés (1). L'article 21 de cette loi dispose, d'une manière générale, qu'à l'avenir les sociétés anonymes pourront « se former sans l'autorisation du gouvernement. » A cette règle, l'art. 66 vient apporter une exception strictement limitée : « *Les associations de la nature des tontines et des sociétés d'assurance sur la vie, restent soumises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. Les autres sociétés d'assurance pourront se former sans autorisation.* » Etant admis que l'assurance contre les accidents n'est point, comme l'a quelquefois soutenu, une variété d'assurance sur la vie, il faut en conclure, que l'article 66, § 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867, ne s'applique pas aux compagnies d'assurances contre les accidents, et que suivant le paragraphe 2 du même article, ces compagnies sont dispensées de la double obligation de l'autorisation et de la surveillance gouvernementales (2). Ces compagnies sont seulement tenues de se conformer aux dispositions du décret du 22 janvier 1868, fixant les conditions de validité et de fonctionnement, spéciales aux compagnies d'assurances, mais applica-

(1) Un autre intérêt résulte de l'art. 8 de la loi de finances du 27 déc. 1884, qui déclare l'abonnement au timbre *obligatoire* pour les polices des compagnies d'assurance-vie. L'administration de l'enregistrement, après avoir émis la prétention de soumettre à cette obligation les polices d'assurance-accidents, y a renoncé.

(2) *Sic.* Paris 25 mars 1872 (Dalloz, 1874, 5^e part. p. 454). Trib. civ. de la Seine 2 fév. 1875 et 11 janvier 1876 (*Journal des assurances* juin 1875, p. 221 et juin 1876, p. 223). Voir également en ce sens, plusieurs avis du Conseil d'Etat, notamment celui du 8 avril 1880 (*Journal des assurances*, mai 1880 p. 165).

bles à toutes ces compagnies, quelle que soit la branche qu'elles exploitent : constitution préalable d'un capital de garantie, qui ne peut jamais être moindre de 50,000 fr.; nécessité d'un prélèvement annuel de 20 0/0 au moins sur les bénéfices nets, pour former un fonds de réserve; inscription dans toute police du montant du capital social, de la portion du capital déjà versé, etc., etc.

54. *Caractères du contrat d'assurance-accidents.* Le contrat d'assurance contre les accidents offre les caractères suivants, qui lui sont du reste communs avec tous les autres contrats d'assurance en général : il est *consensuel*, *synallagmatique*, à *titre onéreux* et *aléatoire*.

Consensuel, c'est-à-dire que le seul accord des parties suffit pour sa perfection. (Voir, toutefois, ce que nous dirons tout-à-l'heure, relativement à la preuve du contrat d'assurance-accidents.)

Synallagmatique, car il engendre des obligations réciproques des parties : l'assuré doit acquitter exactement ses primes, l'assureur, effectuer le versement des indemnités promises, lorsqu'un accident vient atteindre l'assuré.

A titre onéreux, c'est-à-dire intéressé des deux côtés : l'assuré cherche à s'affranchir des conséquences d'un risque qui lui pèse; l'assureur espère gagner les primes sans bourse délier.

Aléatoire, car il y a chance de perte ou de gain pour chacune des parties (art. 1104, al. 2, C.civ.) L'assureur, suivant qu'il se produira ou non un accident, aura

payé une indemnité bien plus forte que les primes reçues, ou bien au contraire aura reçu les primes pour rien. On conçoit, du reste, qu'entre deux contractants la chance de gain ou de perte que l'un court, soit une chance inverse pour l'autre de perte ou de gain.

Le contrat d'assurance-accidents est de plus, comme toutes les assurances terrestres, un contrat *innommé*, valable conformément au principe général de l'art. 1134.

55. Le contrat d'assurance-accidents est-il un contrat *commercial* ou un contrat *civil* ? Cette question, qui a une importance pratique considérable, au point de vue spécialement de la détermination de la capacité des parties et de la compétence des tribunaux, demande des distinctions. Tout d'abord, il convient de l'envisager successivement dans la personne de l'assureur et dans celle de l'assuré.

56. *Au regard de la compagnie assureur*, toute assurance est, en principe, un contrat commercial : les compagnies d'assurance ont pour but, en effet, de réaliser des bénéfices, par la différence entre les indemnités payées et les primes reçues (1). Il importe

(1) Cour supérieure de justice de Luxembourg (appel 20 mai 1880) et 28 juin 1883, S. 84. 4. 9.

Cass. 16 juillet 1872, S. 1872, 1. 277 ; Rennes 26 juillet 1884, S. 1886. 2. 201 et la note de M. Labbé. — Cf. MM. Lyon-Caen et Renault, *Préc. de droit commercial* 1 p. 61 note 3. Toutefois ces derniers auteurs critiquent l'opinion commune, (Bédarride n° 277 ; Dall. V° Acte de commerce n° 226, ; Paris 6 décembre 1852. D. P. 53. 2. 84) qui voit dans les opérations des compagnies d'assurance à primes fixes des opérations d'agents d'affaires ; il n'y a point ici gestion d'affaires, « car le gérant d'affaires, disent-ils, justement, est celui qui fait les affaires

peu que l'art. 633 C. Co. énumère parmi les actes commerciaux les opérations d'assurances maritimes, et garde le silence sur celles d'assurances terrestres : ce silence n'implique pas une différence de nature entre les deux genres d'opérations, il s'explique par la raison toute simple, que le Code ne s'occupe nulle part des assurances terrestres, à peine connues au commencement de ce siècle.

Par exception, lorsque la compagnie d'assurances est une compagnie mutuelle, l'assurance est de sa part un acte purement civil ; une telle compagnie est, comme nous le verrons plus loin, une société *civile* et chaque acte isolé d'assurance qu'elle contracte doit participer naturellement de son caractère (1).

57. *Au regard de celui qui s'assure*, on peut dire que le principe précédent se trouve renversé. Quant à lui, l'assurance est en général un acte civil : l'assuré, en contractant, n'a en effet aucune spéculation en vue, aucun bénéfice à réaliser; il veut seulement éviter une perte (2).

Il a été jugé conformément à ce principe, que l'assurance individuelle était, dans tous les cas, c'est-à-

« d'autres personnes dont il est le mandataire : l'assureur, ne joue « pas plus le rôle d'agent d'affaires, à l'égard de l'assureur, que le « vendeur, à l'égard de l'acheteur : chacun traite pour soi, fait une opération qui existe par elle-même. »

(1) Cass. 8 fév. 1860. D.P. 1860. 1. 83 ; Cass. 15 juillet 1884, Sir. 85 1. 348. — Cf. M. Ruben de Couder, *Diet. de droit commercial industriel et maritime*, t. I, V^o Assurances mutuelles terrestres n^o 3 ; M. Glasson, note sous arrêt d'Aix D. P. 85. 2. 49.

(2) Cass. 3 juillet 1877. Sir. 1877. 1. 417. Paris 30 mars 1878. Sir. 78, 2. 171. — Rennes 26 juillet 1884 précité et la note de M. Labbé.

dire, même souscrite par un commerçant, un acte civil (1).

La même décision doit s'appliquer à l'assurance collective simple : ce contrat, peut-on dire, n'a d'autre but que de réaliser au profit de chacun des ouvriers d'une usine, par l'intermédiaire du patron, une mesure de prévoyance qu'il ne peut prendre lui-même, une assurance individuelle des accidents professionnels.

58. Mais la jurisprudence décide que si l'assurance terrestre est contractée par un commerçant, pour les besoins de son commerce, avec une compagnie à primes fixes, elle constitue une suite, un *accessoire* de ce commerce et par suite elle-même, un acte de commerce (2).

En conséquence de cette idée, nous pensons que le caractère commercial devrait être reconnu au contrat par lequel un patron, en assurant collectivement ses ouvriers à une compagnie à primes fixes, assurerait également sa responsabilité civile (3).

(1) Tribunal civil d'Alais 5 janv. 1886. *Rec. pér. des assur.* 1886 p. 125.

(2) Cass. 24 janv. 1865 S. 65. 1. 153 ; Trib. civil Seine 29 juillet 1871. S. 1872. 2. 282 ; Aix 15 janv. 1884. Sir 85. 2. 134 — Cf. MM. Lyon-Caen et Renault t. I, n° 121 et 122 ; MM. Glasson, note précitée, et Labbé sous Cass. 28 janv. 1878. S. 79. 1. 289 — *Contra* Trib. de Genève, 13 janvier 1883. S. 83. 4. 31 et 25 août 1883. S. 84, 4. 8.

(3) *Sic.* Trib. civil de St-Etienne 16 déc. 1885. *Rec. pér. des assur.* 86 p. 228. — *Contra*, (Trib. de Genève), 13 janv. 1883 et 25 août 1883 précités qui admet que le contrat d'assurance accident. est dans tous les cas un contrat civil au regard de l'assuré par la raison que « ce n'est pas là sa part une opération ayant un but de spéculation ou de lucre, ou nécessitée par les besoins mêmes de son commerce. »

L'assurance collective-combinée est, sous un certain rapport, une suite naturelle, une dépendance, sinon obligée, du moins utile, du commerce du patron, puisqu'elle tend à augmenter les bénéfices de l'entreprise en en diminuant les chances de perte. Il est vrai que sous un certain autre rapport, cette assurance n'est aussi, comme nous venons de le voir, qu'un acte purement civil. Etant donné que l'intérêt personnel des patrons l'emporte en général sur leur philanthropie, il y a lieu, nous semble-t-il, de considérer le contrat d'assurance comme, en ce cas, exclusivement commercial (1). *Accessorium sequitur principale.*

59. L'assurance collective-combinée contractée par un patron, *avec une société mutuelle* est-elle un acte commercial au regard de cet assuré? Cette question n'a pas été jusqu'ici, à notre connaissance du moins, examinée par les auteurs, ni tranchée par des décisions judiciaires. Toutefois on peut, ce nous semble, l'assimiler de tout point à la même question qui s'est posée relativement à l'assurance contre les risques *de faillite*, passée par un commerçant à une compagnie mutuelle. La jurisprudence décide, en général, que semblable assurance, par suite du caractère purement civil de la compagnie, ne peut être considérée comme un acte commercial même au regard de l'assuré et bien qu'elle se rattache à l'exercice de sa profession (2).

(1) Ce dernier point peut être d'ailleurs considéré comme une question d'interprétation, que les juges du fait trancheront souverainement.

(2) Paris 28 mars 1857, sol. impl. (S. 58. 2. 197.) — Cass. 8 février 1860 Sir. 1860. 1. 207 cassant un arrêt contraire de la Cour d'Amiens du 27 avril 1858 (S. 58. 2. 702. — Paris 4 fév. et 20 avril 1886. Sir. 87. 2. 121. — *Contra*, Paris 18 décembre 1885. S. 87. 2. 123.

M. Lyon-Caen (Note sous Paris 18 Décembre 1885, Sir. 87, 2, 121.) critique cette décision, comme contraire à la théorie de l'accessoire, que pourtant, dit-il, notre jurisprudence paraît bien admettre d'une façon très large. En vertu de cette théorie de l'accessoire nous avons vu que les actes faits pour les besoins d'un commerce sont commerciaux. « Peu importe, dit M. Lyon-Caen, que l'assurance mutuelle n'implique jamais une spéculation. Il est inutile, pour constituer des actes de commerce, que les opérations faites pour les besoins du commerce, aient ou non un gain en vue. » Peu importe également que le contrat n'intervienne pas entre deux commerçants, comme le prétend l'arrêt de Paris du 4 février 1886. Au reste dans la société mutuelle, chaque assuré est, comme nous le verrons bientôt assureur et assuré; le contrat intervient en réalité entre commerçants.

Conformément à cette doctrine, nous croyons que l'assurance collective-combinée, contractée par un patron avec une société mutuelle, doit être considérée comme un acte commercial de la part de l'assuré, car évidemment, cette assurance se rattache à son commerce, tout aussi bien que si elle avait été contractée avec une société à primes fixes.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE VALIDITÉ DU CONTRAT D'ASSURANCE- ACCIDENTS.

60. Le contrat d'assurance contre les accidents est soumis aux régies générales qui régissent les contrats, et qui forment l'objet du livre III tit. III du Code civil. Spécialement, quant aux conditions de sa validité, il est soumis aux dispositions du chapitre II de ce titre.

Quatre conditions sont donc essentielles pour sa validité :

Le consentement des parties.

Leur capacité de contracter.

Un objet certain qui forme la matière de l'engagement.

Une cause licite.

61. CONSENTEMENT. — Lorsque le consentement de l'une des parties fait totalement défaut, le contrat d'assurance contre les accidents est inexistant, il est radicalement nul. — Si le consentement existe, mais entaché d'erreur, de dol ou de violence, le contrat peut être seulement annulé, suivant les distinctions établies par les articles 1110 et suivants du Code civil.

62. Par application de ces principes de droit commun, il a été jugé que le contrat d'assurance en général, passé

par une personne avec une compagnie mutuelle, alors qu'elle pensait avoir eu affaire à une compagnie à primes fixes, était annulable comme entaché d'une erreur portant sur la substance même du contrat (1). (Cass. 6 juin 1878. Sir. 80. 1. 125).

Offrirait également ce caractère, l'erreur qui porterait sur le chiffre de la prime ou sur celui des indemnités stipulées pour les différentes catégories d'accidents pour l'assuré.

63. En ce qui concerne le *dol*, il a été jugé par le tribunal de la Seine (2), que les faux renseignements donnés par un agent d'une compagnie touchant le caractère et la situation de cette compagnie, afin de décider une personne à contracter avec elle, constituaient des manœuvres dolosives, viciant le contrat d'assurance, aux termes de l'art. 1116 du C. civ.

64. Nous en dirons autant en sens contraire des *réticences* ou *fausses déclarations* faites par l'assuré à la compagnie, notamment, dans la proposition qu'il lui remet. Lorsque ces réticences ou fausses déclarations sont telles, qu'il est évident que sans elles, la compagnie n'aurait pas traité, ou ce qui revient, selon nous au même (3), n'aurait pas traité aux mêmes conditions

(1) M. Laurent n'approuve pas la base de cette décision, en ce sens que l'erreur, en pareil cas, porterait, d'après lui, sur l'*objet* de la convention, l'assuré se trouvant notamment, par la mutualité, jouer le rôle d'assureur sans l'avoir voulu : aussi cet auteur propose-t-il, de déclarer l'assurance nulle en ce cas pour défaut de consentement, et non pas seulement annulable. (*Principes de Dr. civil* t. 15 n° 484).

(2) Voy. *Journal des assur.*, année 1880 p. 96.

(3) MM. Lyon-Caen et Renault (t. II, n° 2261) nous paraissent toutefois contraires à cette terminologie.

la compagnie peut demander la résiliation de l'assurance

Nous appliquons donc ici purement et simplement le droit commun de l'art 1116 du C. civ.

Il est vrai, que l'art. 348 du Code de Comm. apporte une exception à ce droit commun en matière d'assurance maritime : il admet la rescision de cette assurance, à raison de toute réticence ou fausse déclaration « *qui diminuerait l'opinion du risque,* » sans même, par conséquent, qu'il soit établi que c'est cette réticence ou cette fausse déclaration, qui a amené la compagnie à traiter, en d'autres termes, sans même que le dol soit principal (1). Nous ne croyons pas, quant à nous, qu'une disposition aussi exorbitante du droit commun puisse être étendue aux assurances terrestres (2) à supposer qu'elle soit applicable aux assurances maritimes, spécialement nous ne croyons pas qu'elle puisse être étendue à une assurance que le législateur de 1807 ne connaissait pas.

Quant à l'intérêt pratique de la distinction qu'on pourrait ne pas apercevoir tout d'abord, un exemple va nous le faire comprendre : dans l'assurance collective on pose souvent au patron une question du genre de celle-ci : « quel est le nombre de personnes employées aux chaudières et qui se tiennent auprès ? » (3) supposons que le nombre en soit de 50 et que l'assuré

(1) Au moins, tel est le sens qu'on donne à l'art. 348 C. Co. — Voy. notamment, MM. Lyon-Caen et Renault, II, p. 436, n° 2261.

(2) *Contra* MM. Lyon-Caen et Renault, p. 435, note 3. — Cf. une doctrine et une jurisprudence à peu près unanimes. Cass. 15 décembre 1884, S. 85, I, 123 (solut. implic.).

(3) Formulaire de la Société la « Winterthur. »

inscrive dans la proposition le chiffre de 49 ; cette fausse déclaration, dans le système de la jurisprudence, permettra à la compagnie de demander l'annulation du contrat ; dans le nôtre elle n'aura pas cet effet.

65. Toutefois, ce que nous venons de dire serait modifié au cas où la compagnie ferait inscrire dans la police, la clause par laquelle « *toute réticence, toute fausse déclaration de nature à diminuer l'opinion du risque, entraîneraient la nullité du contrat.* » Cette clause pourrait être considérée comme une dérogation à l'art. 1116, C. C., ou si l'on préfère, comme une consécration expresse du principe de l'art. 348, C. Co. (1).

66. La compagnie n'aurait même dans un cas particulier, à notre avis, aucune preuve à faire de l'importance des réticences ou fausses déclarations commises par l'assuré ; il en serait ainsi lorsqu'une clause de la police porterait, ce qui est assez fréquent, que « *toute réticence, toute fausse déclaration entraînerait l'annulation du contrat* » (2).

(1) Quant au point de savoir si l'on est bien en présence d'une réticence ou fausse déclaration, de nature à *diminuer l'opinion* du risque, c'est là, on le comprend, une question de fait pour laquelle l'appréciation des juges du fait est souveraine. (Cass., 15 décembre 1884. S. 85, I, 123).

(2) Le danger que pourrait présenter une clause aussi générale est conjuré, par ce que nous allons dire, au numéro suivant, de la mauvaise foi comme condition première de la résiliation pour cause de dol. D'ailleurs si la compagnie n'a pas dans notre hypothèse à prouver l'importance de la fausse déclaration qui lui est faite, il nous semble qu'elle aurait au moins à prouver qu'il existe une relation possible entre le renseignement sur lequel a porté la fausse déclaration, et la charge du risque. Ainsi, dans plusieurs questionnaires d'assurance collective nous lisons cette demande faite au proposant : « depuis quand existe l'établissement ? » Il nous semble qu'une fausse indication, à la supposer même volontaire, d'un semblable fait qui ne concerne pas en réalité l'assurance, ne vicierait pas le contrat, malgré la généralité de la clause qui nous occupe : pareil résultat n'est pas dans l'intention probable des parties.

67. Mais dans tous les cas, il nous paraît que la compagnie aurait à prouver que les inexactitudes, dont elle a été victime, ont été *intentionnelles* de la part de l'assuré, faites de mauvaise foi, conformément à l'art. 1116, C. C. (1).

Il est vrai encore qu'il est fait exception à ce droit commun en matière d'assurance maritime où l'on admet que toute réticence, même non intentionnelle, de l'assuré vicie le contrat : du moins telle est la portée qu'on donne généralement à l'art. 348 C. Co. (2). Sans vouloir examiner ici, si ce sens qu'on attache à l'art. 348 est vrai, nous dirons qu'il constitue en tous cas, une exception tellement exorbitante du droit commun, que l'on ne doit pas l'étendre à des hypothèses autres que celle pour laquelle il a été fait. On le doit d'autant moins que cette exception nous semble faciliter, par quelque côté, un résultat contraire à l'essence même de l'assurance, contrat en premier lieu aléatoire : elle peut servir de moyen à l'assureur pour s'exonérer après coup du paiement des indemnités promises.

Nous avons admis toutefois, comme on l'a vu plus haut, que l'assuré pouvait ainsi se mettre en quelque sorte à la discrétion de l'assureur, à raison de ses erreurs *volontaires* : on comprend qu'un débiteur puisse, même

(1) Rouen, 7 mai 1877, (sol. implic.) S. 80, 2, 227, et la note de M. Labbé. Paris, 30 janvier 1880, (sol. simplic.). S., 80, 2.225 — Cf. M. Herbault, *Ass. sur la Vie*, n° 185.

(2) V. notamment MM Lyon-Caen et Renault, t. II n° 2264 p. 437. La jurisprudence est constante dans ce sens Cass. : 1^{er} décembre 1869, D. P. 70. 1.200. *Contra* M. de Courcy. *Question de droit maritime*, t. I. p. 301. Cf. M. Labbé sous arrêt précité de Paris au Sirey 2. 25.

en matière d'assurance, surtout, disons-nous, en matière d'assurance, se prémunir d'une façon très rigoureuse, *contre le dol et la mauvaise foi* de son créancier.

Les simples inexactitudes involontaires ne peuvent amener, dans notre opinion, l'annulation du contrat, pour cause d'*erreur*, donc si l'assureur prouve que par l'effet du renseignement inexact ou incomplet, il a été mis en erreur sur une qualité *substantielle* du contrat.

68. Il est bien certain, d'ailleurs, pour que la compagnie d'assurance puisse invoquer une réticence ou fausse déclaration de l'assuré, comme moyen d'annulation du contrat, qu'il faut que cette réticence ou fausse déclaration provienne de la faute de l'assuré. La compagnie ne pourrait pas agir en nullité de contrat, à raison d'une réticence qui proviendrait de sa faute ou de celle de ses agents, comme si l'assuré établissait, que l'agent a joué un rôle exclusif dans la confection de la police (1) ou qu'il a fait la visite préalable des lieux, par exemple, la visite de l'usine où travaillent les ouvriers qu'ils'agissait d'assurer collectivement, et qu'il a pu par suite, vérifier les assertions de l'assuré (2). Toutefois même, dans ce dernier cas, si la police porte qu'elle est rédigée sur la déclaration de l'assuré, la visite et l'examen de l'agent

(1) Cass. 19 janvier 1870, S. 71. 1. 97.-8 juillet 1873. S. 73. 1. 438.

(2) Cf. Cass. 3 novembre 1845. D. P. 45. 1. 423. — Cass. 4 juillet 1883. et 15 décembre 1883. (sol. implic.) S. 85. 1. 123 et la note. — Cass. 20 fév. 1884. S. 86. 1. 148. — Riom 20 mai 1886. D. P. 87. 2. 26 — (Voy. toutef. Besançon 4 mars 1882. S. 83. 2. 60.

de la compagnie ne seraient pas un obstacle à la résolution (1). De même si l'assuré, pendant les pourparlers antérieurs à la signature de la police, a fait une réticence ou fausse déclaration, de celles qui sont susceptibles d'annuler le contrat, l'assurance pourra être annulée alors même que l'assuré n'aurait pas participé à la rédaction de la police, rédigée en vertu de sa fausse déclaration (2).

69. La réticence ou fausse déclaration, pour entraîner l'annulabilité de la police, doit être antérieure ou au moins concomittante à la passation du contrat : pour que le consentement de l'une des parties puisse être considéré comme vicié par le dol, il faut que le dol se produise avant que la partie soit engagée. Si la réticence avait lieu postérieurement, le contrat serait inattaquable. Les juges du fond ont donc à déterminer l'instant précis où le contrat s'est formé. Notamment au cas où la police stipulerait que le contrat d'assurance serait subordonné au paiement de la première prime, ils auraient à décider, si ce paiement suspend l'existence même du contrat, ou simplement ses effets. Dans le premier cas, la réticence commise par l'assuré ou ses ayants cause, au moment du paiement de cette première prime, annulerait l'assurance ; au second cas, cette réticence n'aurait aucune influence sur la validité du contrat. Telle est la doctrine, qui nous paraît du

(1) Cass. 18 mai 1852. D P 52. 1. 174. — Voy. cependant la note de M. Labbé sous Cass. 18 janv. 1881. Sir. 83. 1. 57.

(2) Cass. 5 janvier 1870. S. 70. 1. 215. — Cass. 8 juillet 1878. S. 80 1. 124.

moins ressortir d'un arrêt de la Cour de cassation du 30 avril 1884 (Sir. 85.1.366). — Cet arrêt contient quelque chose de plus : il admet, qu'en principe, le paiement de la première prime d'assurance n'empêche pas le contrat d'être définitivement conclu au jour de la signature de la police ; dès le jour de cette signature, les parties sont engagées, le paiement de la première prime n'est que l'exécution d'une convention préexistante ; et l'accomplissement en temps utile d'une condition, sans laquelle l'engagement de l'assureur se serait évanoui (1).

70. En terminant, disons que dans tous les cas où l'assurance est susceptible d'être annulée sur la demande de l'une des parties, cette nullité est couverte par la ratification expresse ou tacite de celui qui pouvait l'invoquer, conformément au droit commun.

Suivant quelques auteurs, Grun et Joliat notamment n° 399, la compagnie aurait, dans notre hypothèse, le choix entre l'annulation ou la simple résiliation de l'assurance pour l'avenir, de telle sorte que l'assureur pourrait conserver les primes. Ce choix nous paraît, quant à nous, en dehors d'une convention formelle, absolument arbitraire. Le vice du consentement est une cause de nullité d'une convention ; cette nullité sans doute, a besoin d'être demandée par celui au profit duquel elle a été établie ; mais quand cette personne s'en prévaut, elle ne peut d'elle seule en limiter les effets. C'est

(1) Cf. Amiens, 24 mai 1885, sur renvoi de Cass. Sir. 85. 2. 170. *Contra*, l'arrêt cassé de Paris, 18 avril 1882. S. 83. 2. 138.

un principe, que la nullité atteint le passé. *Cessante causa, cessat effectus* (1).

Quant à la *lésion*, elle ne donne pas lieu en notre matière à la rescision : le contrat d'assurance est en effet un contrat aléatoire.

71. CAPACITÉ DES PARTIES.— Cette capacité doit être étudiée séparément par rapport à l'assureur et par rapport à l'assuré.

72. *Capacité de l'assureur*. Elle se règle en principe sur la capacité de faire le commerce : l'assurance contre les accidents, considérée activement, c'est-à-dire dans la personne de celui qui assure, est en effet, nous l'avons vu, dans la plupart des cas, un acte commercial ; elle a pour but de réaliser des *bénéfices*, par la différence entre le montant des primes perçues et le montant des sinistres payés.

Il en résulte, que le *mineur* non émancipé, ne peut se faire assureur contre les accidents ; non plus que le mineur émancipé qui n'a pas été autorisé à faire le commerce, non plus même que le mineur émancipé autorisé à faire le commerce, s'il a été autorisé spécialement pour un genre de commerce, et que ce genre ne soit pas l'assurance contre les accidents (Art. 2 C. Co.)

Quant à la *femme mariée*, elle doit, si elle veut se faire assureur, obtenir le consentement de son mari, conformément au droit commun de l'art. 4 C. co. (Cf. 217 C. c.)

(1) Voy. M. Labbé, note sous Paris, 12 fév. 1878, S. 80. 2. 225.

73. Ces règles n'ont guère qu'une valeur spéculative. En pratique ce ne sont presque jamais des particuliers, mais des sociétés qui se font assureurs; on comprend que les risques de ce contrat soient trop considérables pour qu'une fortune privée veuille s'y exposer; d'autre part, le crédit particulier n'inspirerait pas, le plus souvent, suffisamment de confiance. Pour des opérations du genre de l'assurance, il faut le ressort puissant de l'association.

Les compagnies d'assurance-accidents, comme d'ailleurs toutes les compagnies d'assurances en général, se divisent en deux espèces principales : *les compagnies à primes fixes et les compagnies mutuelles*.

La nature spéciale de chacune d'elles lui impose des règles de constitution et de fonctionnement diverses, qui sont établies par le décret du 22 janvier 1868; nous y renvoyons purement et simplement. Remarquons seulement que ce décret ne s'occupe des sociétés à primes fixes, que lorsqu'elles sont anonymes, ce qui est le cas, il est vrai, très-ordinaire; rien n'empêcherait toutefois qu'une société d'assurance à primes fixes soit constituée en commandite ou sous la forme collective; alors le décret de 1868 ne serait pas applicable.

74. Le nom des sociétés d'assurances à primes fixes leur vient de ce que la prime qu'elles stipulent, comme compensation du risque qu'elles prennent à leur charge, est déterminée : l'assuré la doit intégralement quoi qu'il arrive. Peu importe que le montant des sinistres à payer par la compagnie assureur, soit infé-

rien au total des primes qu'elle perçoit ; la différence, en ce cas, et déduction faite de la partie destinée à la constitution du capital de garantie, est distribuée aux actionnaires sous forme de bénéfices ou dividendes. Mais il est entendu également, que l'assuré ne doit pas au delà de la prime convenue ; ce qui ne l'empêcherait pas cependant lorsque l'accident se produit, d'avoir droit à l'indemnité entière stipulée, alors même que les sinistres dépasseraient les primes.

75. La prime d'assurance, due à une compagnie mutuelle, n'a, elle, rien de déterminé (1) ; elle n'est fixée qu'en un sens, quant à son maximum : quoi qu'il arrive, l'assuré ne doit pas au delà de la somme qu'il a promise pour sa *contribution* (2). Mais il peut arriver, et il arrive souvent, que l'assuré n'aura pas à verser intégralement la somme pour laquelle il s'est engagé : il a seulement, au commencement de chaque année, à opérer le versement de sa *cotisation*, cette redevance fixe est destinée aux frais d'administration de l'association, et sert de plus à constituer un fonds de prévoyance pour le règlement des sinistres. A la fin de chaque exercice, on opère auprès de l'assuré, dans les limites de sa contribution, un recouvrement suffisant pour payer les sinistres qui sont survenus dans l'année. Il peut donc se faire qu'on ne lui demande

(1) Quelquefois, à titre exceptionnel, les compagnies mutuelles consentent des assurances à primes fixes. Cela toutefois suppose, que les statuts l'y autorisent expressément. (Rouen, 4 avril 1881 sous Cass. 12 fév. 1884 ; D. P. 85. 1. 61.)

(2) Il en est du moins ainsi dans les statuts de la plupart des compagnies mutuelles.

rien en plus de sa cotisation, ou presque rien ; c'est là le bon côté du système. En voici l'inconvénient : le sinistré ne reçoit pas l'indemnité entière stipulée, si le montant des contributions n'y suffit pas. En prévision de cet événement, les statuts de nombreuses compagnies mutuelles déterminent les modes de formation d'un *fond de réserve* destiné à suppléer à l'insuffisance des primes payées chaque année par les assurés.

76. Comme on le voit par ce qui précède, il y a une grande différence à établir entre les deux sortes de sociétés à primes fixes et mutuelles : la société à primes fixes est susceptible de réaliser des bénéfices, que les actionnaires se partagent chaque année, déduction faite seulement d'un prélèvement, d'au moins 20 %, sur les bénéfices nets, qui leur est imposé pour former un fonds de réserve et tant que ce fonds de réserve n'est pas égal au cinquième du capital (1). On peut même dire, que ces bénéfices sont la raison d'être et le but unique de toute compagnie d'assurance à primes fixes. Au contraire, il est de l'essence de la société constituée sous la forme de la mutualité, de ne réaliser aucun bénéfice, puisqu'elle ne demande de primes qu'en proportion des sinistres des associés. Le but de cette association est uniquement d'éviter, à ceux qui en font partie, les pertes qui résultent de cas fortuits, ou plutôt, de partager ces pertes. Chacun des associés prend une part des risques, qui menacent les autres sociétaires égale à la part qu'eux-mêmes prennent dans les risques auxquels

(1) Art. 4 du décret du 22 janvier 1868.

il est exposé. En réalité, la même partie joue ici le double rôle d'assuré et d'assureur (1).

77. A supposer que les compagnies d'assurances mutuelles soient réellement des sociétés (2), il résulte de ce que nous venons de dire, qu'elles ne sont, en tout cas, que des sociétés civiles ; en effet, elles ne sont point formées dans un but de spéculation ; ce sont seulement des réunions de personnes qui se groupent, pour mettre en commun les pertes qu'elles peuvent éprouver par cas fortuit. C'est ce que décide une jurisprudence constante (3).

Les compagnies d'assurances à primes fixes étant des sociétés, qui ont pour but de profiter de la différence entre le montant des primes qu'elles perçoivent et celui des indemnités qu'elles acquittent, constituent au contraire au premier chef des sociétés *commerciales*. C'est ce que décide une jurisprudence non moins

(1) Cass. 2 mai 1876. S., 76, 1 408.

(2) La doctrine tend à nier aux compagnies d'assurances mutuelles, ce caractère de société — V. MM. Pardessus. *Dr. comm.*, n° 656, 984. — Troplong *Sociétés* n° 14. — Bravard-Veyrières *Dr. comm.* t. I, p. 159, — Bédarride. *Des Sociétés* n° 16 — Rousseau, *Des Soc. comm.* n° 71. — Lyon-Caen et Renault, I, p. 129 n° 260.

Cette opinion nous paraît plus exacte, comme plus en conformité avec la définition que l'article 1832 *C. civ.*, donne de la société, (mise en commun d'une chose, pour partager le *bénéfice* en provenant. — *Contra* MM. Aubry et Rau, t. I, p. 188, § 54 texte et note 21.

(3) Voy. notamment cass. 8 février, 1860, D. P. 60, 1, 83. Cass. 27 juillet 1880. Sir. 81, 1, 245. — Paris 3 mai 1884, *Gaz. des Trib.* des 12 et 13 mai 1884. Cass. 15 juillet 1884, *Rec. per. des Ass.* 84 p. 477. Cass. 28 décembre 1886. D. P. 87, 1, 311.

constante (1) et d'ailleurs conforme à la doctrine à peu près unanime des auteurs (2).

M. Carré toutefois, (*Lois de la Compétence* t. II, p. 560) enseigne, que les compagnies d'assurances terrestres à primes fixes ne sont pas des sociétés *commerciales*, par la raison que l'art. 633, C. Co., en donnant l'énumération des actes de commerce, ne range pas parmi eux les opérations d'assurances terrestres, comme les opérations d'assurance maritime. La réponse est facile, elle nous est déjà connue d'ailleurs (V. *supra*, n° 56). Il n'y a point de raison, devons-nous dire, pour distinguer entre deux contrats qui ont exactement la même nature, et qui ne diffèrent que par la spécialité du risque auquel chacun s'applique. Si l'article 633 du C. de comm. ne parle que des opérations d'assurance maritime, c'est parce qu'elles étaient les seules à peu près connues à cette époque.

78. Rappelons que les compagnies d'assurances-accidents; depuis la loi de 1867 sont absolument libres : elles n'ont besoin ni de l'autorisation, ni de la surveillance gouvernementale. (Voir plus haut ce que nous disons à ce sujet) Elles doivent seulement observer les dispositions du décret de 1868 relatives aux compagnies d'assurances en général.

Les compagnies étrangères elles-mêmes peuvent opé-

(1) Cass. 24 janvier 1865, S. 65, I, 153. — Cass. 3 juillet 1877. S. 77 I, 417.

(2) Notamment Persil, *Traité des assurances terrestres* p. 341 et 343.

rer en France; et à l'inverse, rien n'empêche, du moins aux yeux du droit français, nos compagnies d'étendre leur cercle d'action à l'étranger.

79. Les compagnies d'assurances sont, dans l'usage, et aussi dans la nécessité, de nommer dans les principales villes, autres que celles où se trouve leur siège social, des agents, appelés suivant le cas et suivant les compagnies : *agents généraux, départementaux, directeurs particuliers*, etc. Quelle que soit la qualification qui le revêt, l'agent d'une compagnie d'assurance est un *représentant* de cette compagnie et par suite, il ne doit engager celle-ci que dans les limites de son mandat, c'est-à-dire, en se conformant aux statuts, et aux instructions qu'il a reçues. Toutefois, si son agent enfreint ses pouvoirs, on admet que la compagnie ne pourra se refuser à subir, vis-à-vis des tiers de bonne foi, les conséquences de ses actes; sauf bien entendu, le recours de la compagnie contre cet agent. (1)

80. *Capacité de l'assuré.* Avant de rechercher quelle capacité est nécessaire pour s'assurer contre les accidents, il convient tout naturellement de bien préciser le caractère de ce contrat. L'idée générale qu'on en peut donner est que l'assurance constitue essentiellement de la part de l'assuré, un acte de simple prudence, en d'autres termes, *un acte d'administration*

(1). Sic., M. Lefort *Et. sur les assurances contre les accidents*. Rec. per. des ass. 1884 p. 515 n° 16 in fine — Cf. Herbault, *Traité des assurances sur la vie*, n° 85.

Cette manière de voir, qui est très généralement admise pour les autres branches de l'assurance (1), nous paraît la seule qui soit également acceptable ici : celui qui s'assure contre les accidents corporels cherche à se préserver du préjudice qu'il peut souffrir à raison des accidents auxquels il est exposé : il fait un acte de prévoyance qui ne peut avoir pour effet de l'enrichir, mais simplement de lui éviter un dommage dans sa fortune, au même titre que s'il contractait une assurance quelconque, contre l'incendie par exemple. Peu importe, on le comprend bien, qu'il s'agisse de garantir un bien immatériel, comme la santé, ou un bien simplement matériel, comme la maison que l'on habite : dans les deux cas, il y a un risque, un accident, au sens général du mot, auquel on est exposé et contre les conséquences pécuniaires duquel on veut se prémunir afin de n'en éprouver autant que possible aucune diminution dans sa fortune. Dans les deux cas la prévoyance et le souci d'une sage administration sont les seuls guides que suit l'assuré (2).

Telle est l'idée générale qui doit guider ici dans le dédale des hypothèses particulières.

81. Occupons-nous d'abord du *mineur*. S'il n'est pas émancipé, bien certainement il ne pourra pas s'assu-

(1) Notamm. Herbault *Tr. des Ass. sur la Vie*, n° 90.

(2) Toutefois, remarquons que le contrat d'assurance-accidents perd son caractère désintéressé, et devient un véritable acte de spéculation, lorsqu'il se rattache au commerce de l'assuré. En ce cas, la capacité pour s'assurer se règle naturellement sur celle de faire le commerce.

rer individuellement contre les accidents. L'assurance qu'il contracterait serait annulable dans son intérêt, conformément à l'article 1305 C. civ. ; nous pensons qu'il devrait en ce cas, suivant le droit commun, prouver la lésion dont il a été victime (1) : ce qui ne nous paraît aucunement inconciliable, comme l'affirment certains auteurs, avec le caractère aléatoire de notre contrat. Sans doute, en matière d'assurance, l'*estimation* de la lésion n'est pas chose possible ; mais il nous semble que l'*existence* même de la lésion, qui est seule exigée pour la rescision des conventions passées par un mineur, peut être parfaitement établie en matière d'assurance ; exemple : un mineur s'est assuré contre les accidents à un taux anormal et abusif.

Le tuteur, chargé de l'administration des biens du pupille, a qualité pour assurer son pupille contre les accidents. C'est un point très généralement admis (2).

82. Lorsque le mineur est émancipé, c'est à lui qu'il appartient de contracter l'assurance, en vertu de son droit d'administration.

Lorsque le mineur émancipé sera autorisé à faire le commerce, il paraît bien certain qu'il pourra contracter une assurance collective-combinée ; ce contrat est une suite toute naturelle de l'entreprise, et participe de la capacité qui a été octroyée au mineur de faire le com-

(1) *Contra* M. Lefort. *Etud. sur les assurances contre les acc.* (Rec. per. des Assurances, année 84, page 522 n° 17 p. 522).

(2) M. Herbault toutefois est d'un avis contraire, en matière d'assurance sur la vie ; mais les raisons qu'il donne ne se rencontrent pas ici.

merce. Nous en dirons autant de l'assurance collective simple.; cette assurance rentre dans les devoirs par certains côtés et dans les prérogatives d'un patron : elle peu faciliter du reste le recrutement du personnel ouvrier. A ce double point de vue, tout commerçant, par là même qu'il est habile à faire le commerce, doit pouvoir contracter cette assurance, quoiqu'elle ne constitue pas à proprement parler, un acte commercial.

83. *Quant à la femme mariée*, elle ne peut conformément au droit commun, (art. 1184, C. civil) s'assurer contre les accidents qu'avec l'autorisation de son mari. (Trib. Seine, 9 décembre 1885, Rec. pér. 1886, p. 84. Toutefois cette autorisation ne lui sera pas, croyons-nous nécessaire, au cas où elle serait séparée de biens : le contrat d'assurance est en effet un acte d'administration, et la femme séparée de biens administre seule. (art. 1536 C. civ.) Cette autorisation ne lui serait pas non plus nécessaire au cas où elle serait mariée sous le régime dotal, pourvu seulement qu'elle n'emploie au paiement de ses primes que ses biens paraphernaux.

Quoique mariée sous le régime de la communauté, si elle a été autorisée par son mari à faire un commerce, nous croyons encore que la femme sera habile à se faire garantir par une compagnie d'assurance sa responsabilité civile vis-à-vis de ses ouvriers ou employés ; cette assurance, subordonnée aux besoins de son commerce, est comprise dans ses prérogatives de commerçante. (Trib. de Lyon, 20 juillet 1880. B. de M. III, p. 256). Nous en disons autant de l'assurance col-

lective pure et simple qu'une patronne contracterait au profit de ses ouvriers (1).

Les interdits judiciairement ou légalement sont incapables de s'assurer, mais non les aliénés. Les contrats passés par ces derniers sont seulement susceptibles d'être annulés pour cause de démence.

Observons enfin, que le contrat d'assurance-accidents peut être passé, non-seulement par une personne physique, mais aussi par une personne morale, par exemple, une société, par l'intermédiaire de son directeur.

84. OBJET. L'objet de l'obligation de l'assuré, c'est la prime qu'il promet de payer à la compagnie ; l'objet de l'obligation de l'assureur, c'est l'indemnité qu'il s'engage à verser à l'assuré en cas d'accident.

Par application de l'art. 1129 C. civ., le contrat d'assurance ne serait pas valable, si cette prime ou cette indemnité n'était pas déterminée ou du moins déterminable d'après la police.

L'objet du contrat, peut-on dire aussi en un certain sens et d'une manière générale, c'est l'homme même assuré, c'est-à-dire sa vie ou sa santé considérée comme un capital.

85. CAUSE. Dans un contrat synallagmatique comme l'assurance, l'obligation de l'une des parties est la cause de celle de l'autre.

(1) Il est bon de remarquer au reste, que l'autorisation du mari ou de justice redeviendrait dans tous les cas nécessaire à la femme, pour porter en justice une action dérivant du contrat d'assurance (art. 215 et 218 C. civ.).

Si donc l'obligation de l'une d'elles est nulle, faute de cause, l'autre partie ne se trouvera pas non plus obligée.

Le contrat est sans cause, lorsque la personne assurée se trouvait déjà morte, à l'insu des parties, lors du contrat.

La cause des obligations doit non seulement exister, mais être licite. Serait nulle en conséquence, l'assurance qui comprendrait le délit de l'assuré. Mais rien n'empêche de s'assurer contre le délit d'un tiers, ou contre sa propre faute, au moins en principe.

CHAPITRE III

PREUVE DU CONTRAT D'ASSURANCE-ACCIDENTS.

DE LA POLICE ET DE LA PROPOSITION.

CLAUSES DIVERSES.

86. L'article 332 du C. Co., relatif au contrat d'assurance maritime, reproduisant le principe de l'ordonnance de 1681 sur la marine, (art. 2 du titre des assurances), dispose que ce contrat d'assurance doit être rédigé par écrit.

C'est une question délicate que celle de savoir s'il faut étendre cette règle aux contrats d'assurances terrestres, au nombre desquels, on le sait, est notre contrat d'assurance contre les accidents.

A peu près universellement, la doctrine et la jurisprudence résolvent la question par l'affirmative : le but de l'article 332, C. Co., dit-on, a été, étant donné le grand nombre de conventions que le contrat d'assurance maritime renferme, de couper court aux contestations possibles des parties ; or ce danger se rencontre également dans la matière des assurances terrestres ; il faut donc y admettre aussi le principe de cet article (1).

87. Quelle sera dans ce système la sanction de cette obligation.

Peu de personnes vont jusqu'à prétendre, que l'écriture soit nécessaire pour la *validité* de l'assurance, de telle sorte que, même avoué par celui entre lequel on l'invoque, le contrat ne produirait aucun effet (2) ; la plupart des auteurs et des arrêts posent au contraire en principe, que l'article 332 C. Co. n'exige seulement l'écriture qu'au point de vue de la *preuve* (3) ; l'aveu et le serment seraient parfaitement opérants pour établir l'existence de l'assurance.

(1) Cass. 5 nov. 1862. S. 63, 1, 147. Bordeaux, 14 juillet 1873, sous Cass. 13 juillet 1874, Sir. 74, 1, 365. Toulouse, 29 juin 1883. Sir. 84, 2, 149. Cass., 31 mars 1886., Sir. 86, 1, 260. Cour supérieure de justice de Luxembourg (appel), 28 juin 1883 S. 84, 4, 49. *Adde* Persil, *Tr. des ass.*, n° 48. *Contra* toutefois, Cour supérieure de justice de Luxembourg (appel), 19 mars 1882, S. 84, 4, 9. *Voy.* aussi Herbault, *Ass. sur la vie* n° 146. Grun et Joliat, *Ass. terrestre*, n° 197 et suiv.

(2) Voyez toutefois en ce sens Trib. de comm. de Marseille, 2 déc. 1836 *J. de Marseille* 1836, 1, 129. Cf. Emerigon, *Tr. des ass.*, t. I, p. 26.

(3) *Voy.* notamment MM. Lyon-Caen et Renault, t. II, p. 335, 5^e note. — Cf. Grenoble, 18 nov. 1850, S. 53, 2, 61, et 19 août 1879, S. 80, 2, 325, *Adde* Valin, sur l'art. 2 du titre des Assurances. Pothier, *Contr. d'ass.*, n° 96 et 97.

88. Quant à la preuve testimoniale il est bien certain, dans ces conditions, que c'est elle que vise directement l'article 332. Mais les opinions, à peu près unanimes pour admettre la prohibition de cette preuve, se divisent quand il s'agit de déterminer l'étendue même de cette prohibition.

Les uns voient dans l'article 332 une dérogation à *la règle commerciale*, suivant laquelle la preuve testimoniale est *toujours* admissible en matière de commerce, quelle que soit la somme en litige même s'il n'y a pas commencement de preuve par écrit ; le contrat d'assurance pourrait, dans ce système, se prouver d'après les règles du droit civil, c'est-à-dire par témoins, au-dessous de 150 fr., ou au-dessus quand il y a commencement de preuve par écrit (1).

Les autres enseignent, que l'article 332 est une dérogation à *la règle civile*, aussi bien qu'à la règle commerciale, en ce sens, qu'en aucun cas, la loi n'autorise la preuve par témoins du contrat d'assurance ; il n'y a en effet aucune distinction dans la loi (2).

Certains auteurs ont proposé une solution intermédiaire (3). Suivant eux, l'article 332 C. Co. a en-

(1) Persil, *Tr. des Ass.*, n° 48. Alauzet, *Comment du cod. de com.*, t. II, art. 109, n° 640. Bedarride, *Dr. comm.*, t. III, nos 1015 et 1016. Boistel, *Prec. de Dr. comm.*, n° 1310. La jurisprudence est en ce sens : Grenoble, 19 août 1879 précité. — Cf. Bordeaux, 14 juillet 1873 précité.

(2) MM. Pardessus, n° 792. Lyon-Caen et Renault, n° 2098. Cauvet, *Assurance maritime*, t. II, n° 466.

(3) MM. Boudousquié. *Tr. de l'ass. inc.*, n° 205 et suivants. — Weil *des assurances maritimes*, n° 6.

tendu appliquer au contrat d'assurance, pour tous les cas et quelque modique que soit l'intérêt, le principe de l'article 1341 C. civ., qui en règle, ne concerne que les contestations excédant 150 fr. ; dans ce système, le contrat d'assurance ne peut être établi à l'aide de la preuve *purement testimoniale*, même au-dessous de 150 fr ; mais on ne doit pas rejeter les autres preuves légales, spécialement, la preuve testimoniale avec un commencement de preuve par écrit.

89. Pour notre part, contrairement à l'opinion qui, nous l'avons dit, domine en doctrine et en jurisprudence, nous sommes porté à croire que l'article 332 C. Co. n'est pas applicable aux contrats d'assurances terrestres, et en particulier à celui d'assurance contre les accidents. Cet article, en effet, pose une exception absolument exorbitante du droit commun : en dehors de tout texte de loi, il nous semble abusif de l'étendre à un contrat, qui n'est même pas entré dans les prévisions du législateur de 1807. A supposer qu'une analogie existe entre les deux contrats d'assurance maritime et d'assurance contre les accidents, cette raison ne serait bonne, à notre avis, que pour un législateur ; tant que la loi n'aura pas ordonné l'assimilation, c'est le droit commun des obligations qui devra s'appliquer au contrat innommé d'assurance contre les accidents (1).

(1) En ce sens nous n'avons trouvé qu'un arrêt de jurisprudence. Colmar, 4 fév. 1868, S. 68, 2, 102. — *Junge Herbault, Contr. d'ass. sur la vie*, n° 146.

90. Mais quel est ici ce droit commun ? Est-ce celui du droit civil, ou bien celui de l'article 109 C. Co. ? L'assurance contre les accidents en d'autres termes peut-elle être prouvée au-dessus de 150 francs par témoins, sans commencement de preuve par écrit ?

Quelques personnes ont contesté tout d'abord l'application possible de l'article 109 C. Co., en notre matière, par la raison que cet article ne règle, disent-elles, que la preuve des ventes commerciales et contrats similaires (1). Cette assertion ne nous paraît pas admissible : le législateur, dans l'article 109, ne s'est occupé que de la vente, parce que c'est le contrat le plus usité dans le commerce ; nul doute que cette disposition ne s'applique à tous les contrats commerciaux, autres bien entendu, que ceux qui doivent être rédigés par écrit (2). Nous croyons donc, que rien n'empêche en notre matière, l'emploi de la preuve testimoniale au-dessus de 150 fr., même sans commencement de preuve par écrit, en vertu de l'article 109 C. Co.

Mais, remarquons tout aussitôt, que cette dérogation au droit civil ne sera possible que lorsqu'il s'agira de prouver le contrat d'assurance contre les accidents, vis-à-vis d'une personne au regard de laquelle cette assurance *est un acte commercial* : tel serait, par exemple, le cas où un assuré-accidents voudrait

(1) Grün et Joliat, — Cf. Toulouse, 29 juin 1883. Rec. per. des ass., 84, 263.

(2) Sic sur ce dernier point MM. Aubry et Rau, t. 8 p., 324, § 763 bis. Laurent, *Principes de Droit civil*, t. 19, n° 485. Demolombe, *Contr. et oblig.*, t. 7, n° 97. — Cf. Cass., 15 juillet 1872, S. 74, 1, 317. Cass. 8 juillet 1879, S. 81, 1, 317.

prouver le contrat d'assurance contre une Compagnie à primes fixes.

Si la preuve était dirigée contre une personne au regard de laquelle le contrat d'assurance est un *acte civil*, comme par exemple, contre un assuré individuel, la preuve testimoniale ne serait seulement possible au-dessus de 150 francs qu'avec un commencement de preuve par écrit. (Art. 1341 et 1347 C. C.)

En d'autres termes, la question de savoir comment le contrat d'assurance contre les accidents peut être prouvé (1) dépend suivant nous du caractère qu'il convient d'attribuer à ce contrat, envisagé dans la personne du défendeur. Cette distinction, qui est assez généralement admise en droit commun (2), respecte la situation et la qualité de chacune des parties ; elle doit être admise en la matière des assurances (art. 631, C Co).

Quant à la différence pratique qui sépare ce système de celui qui est admis le plus généralement, elle peut se résumer ainsi : tandis que ce dernier système con-

(1) Ce que nous disons ici de la preuve de l'existence de l'oblig. est vrai également de la preuve de son extinction. M. Massé toutefois, (*Cours de Droit commercial*, t. IV, n° 2543), fait la distinction entre les deux cas : la preuve commerciale, selon cet auteur, est permise au commerçant, même contre un non commerçant, lorsqu'il s'agit de prouver l'extinction de l'oblig. par exemple le paiement. Cf. Cass., 21 juin 1827. Sir. 28, 1, 622.

(2) Voy. MM. Aubry et Rau, t. 8, p 326. Demolombe, t. 7, n° 104. Boistel, *Préc. du Cours de Dr. comm.*, p. 296. — Cf. Rouen. 8 mars 1878, Sir. 78, 2, 247. *Contra* toutefois un arrêt de Cass., 19 nov. 1862. S. 63, 1, 29, qui décide que la preuve civile est seule possible, même à l'égard d'un commerçant, si l'acte n'est pas commercial à l'égard de l'autre partie.

duit à soumettre dans tous les cas la preuve du contrat d'assurance-accidents aux conditions du droit civil, notre système ne la soumet à ces mêmes conditions que si au regard du défendeur, le contrat doit être considéré comme civil.

91. Par les raisons précédemment déduites, nous croyons qu'il pourrait être prouvé également par témoins, sans commencement de preuve par écrit *contre ou outre* le contenu à l'acte rédigé pour constater le contrat d'assurance contre les accidents, ainsi que sur ce qui aurait été dit avant, pendant, ou après ; seulement bien entendu, cette preuve ne pourrait être dirigée que contre une partie au regard de laquelle l'assurance est réputée acte commercial. L'article 109 C. Co. en effet, tout le monde le reconnaît (1) fait exception à la deuxième, aussi bien qu'à la première partie de l'article 1341 du C. civ.

92. Dans le système de la jurisprudence qui repousse, en matière d'assurance terrestre la preuve testimoniale en dehors des règles du droit civil, l'article 1341 C. civ. empêche qu'il soit rien prouvé *contre ou outre* le contenu au contrat d'assurance, au moins sans commencement de preuve par écrit (2).

Il est bon de remarquer d'ailleurs, que l'opinion commune de la doctrine et de la jurisprudence ne fait

(1) Notamment MM. Aubry et Rau, t. 8, p. 325, § 763 bis. Demolombe, t. 7, n° 100. — Cass. 10 avril 1860, S. 60, 1, 901.

(2) Toulouse, 29 juin 1883. Sir. 84, 2, 149. Cour sup. de justice (appel) de Luxembourg, 19 mai 1882 et 28 juin 1883 précités.

pas de difficulté pour reconnaître que les règles restrictives des articles 1341 et suivants du C. civ., relativement à la preuve testimoniale, ne concernent pas, ici plus qu'en toute autre matière, la preuve de simples *faits* que l'une des parties demande à établir contre l'autre (1) ; spécialement qu'elles ne font pas obstacle à ce que les juges autorisent la preuve par témoins de faits, circonstances ou déclarations de nature à fixer le sens et la portée des clauses douteuses du contrat d'assurance (2).

93. On comprend d'ailleurs que ce puisse être quelquefois un point délicat de déterminer si la preuve qu'on demande à administrer est bien celle d'un fait pur et simple, ou bien si en réalité, elle ne tend pas à aller outre et contre le contenu à l'acte. Notamment, au cas où un assuré, auquel on veut opposer une déchéance, prétend que l'assureur a renoncé *tacitement*, à cette déchéance, il a été jugé en sens différents, d'une part que l'on était là en présence d'un fait pur et simple dont la preuve est toujours autorisée (Cass. 13 juillet 1874, S. 74, 1, 365) et de l'autre que le fait articulé tendait à prouver, outre et contre le contenu au contrat, ce qui ne peut être prouvé par témoins sans commencement de preuves par

(1) Cass. 13 juillet 1874. Sir. 74, 1, 365. — Rapprocher Cass., 23 mai, 1860, S. 60, 1, 702. et 2 mars 1875, S. 75, 1, 125. — MM. Aubry et Rau, t. 8, p. 301 et 302, § 762.

(2) Cass., 23 mai 1881. Sir. 81, 1, 396. Cour supérieure de justice de Luxembourg (appel), 20 mai 1880. S. 84, 4, 9 et la note.

écrit, même au-dessous de 150 fr. (Cour sup. de justice de Luxembourg (appel) 28 juin 1883, § 84, 4, 9 (1),

94. De ce qui précède, il ressort en résumé que le contrat d'assurance contre les accidents est un contrat *consensuel*, que sa validité n'est point, en d'autres termes, subordonnée à la rédaction d'un écrit (sur ce point, tout le monde est à peu près d'accord), et qu'on peut même, d'après notre opinion du moins, le prouver par témoins (2), conformément au droit commun, ou à l'aide de présomptions graves, comme je suppose à l'aide de la présentation d'une ou plusieurs quittances de primes.

95. Disons toutefois que les compagnies peuvent déroger au principe d'après lequel le contrat d'assurance contre les accidents est purement consensuel, et apposer à sa perfection certaines conditions, comme la rédaction, d'une police écrite et signée des parties et même en outre le paiement de la première prime. Ces stipulations qu'on retrouve dans les statuts de la plupart des compagnies d'assurances, n'ont rien de contraires à l'ordre public. (Cf. Grenoble, 18 novembre 1850. Sir. 53, 2, 61 et 19 août 1879. Sir. 80, 2, 325).

96. L'écrit qui sert à constater un contrat d'assurance

(1) Remarquons que cette question ne peut s'élever dans notre système, qu'au cas où la compagnie d'assurances est une compagnie mutuelle. Nous penchons à croire pour notre part que la renonciation tacite, c'est-à-dire, résultant de certaines circonstances à apprécier par les juges est un *fait* dont la preuve est admissible même à l'égard d'un non commerçant.

(2) Lorsque la preuve testimoniale sera soumise à un commencement de preuve par écrit, les tribunaux devront, ce nous semble, attribuer ce caractère à la *proposition*, dont il va être parlé.

s'appelle *police d'assurance* (1) ou simplement *police*. Nous venons de voir que, dans l'usage, la police est considérée comme nécessaire pour prouver l'*existence* même du contrat.

97. La police est ordinairement mais non obligatoirement, précédée d'une *proposition*. La proposition, comme son nom l'indique, est la demande que l'assuré fait à la compagnie pour contracter avec elle. Dans la pratique, elle se présente, sous la forme de questionnaire imprimé, que délivre l'agent de la compagnie et que l'assuré doit remplir avec sincérité. Ce questionnaire est généralement assez développé : on comprend qu'avant de s'engager, l'assureur ait besoin, tant au point de vue de la fixation de la prime, que de l'opportunité même de son engagement, d'avoir une *opinion* exacte du risque qui lui est présenté. Cette *opinion* il ne peut l'avoir en principe que par les déclarations de l'assuré.

Parmi les renseignements qui sont demandés au signataire d'une proposition d'assurance, il en est un à qui nous devons une mention spéciale : le proposant a-t-il déjà assuré le risque dont il s'agit ? et si oui, à quelle compagnie et sous quelle forme ? Ce n'est pas, comme on pourrait le croire, qu'il soit défendu d'assurer plusieurs fois le même objet ; on admet très bien et sans hésiter la validité de cette multiplicité d'assurances (2) portant sur un même risque ; mais au moins

(1) Remarquons que ce nom s'applique plus particulièrement au cas d'une assurance contractée avec une compagnie à primes fixes. Dans l'assurance mutuelle, l'engagement prend le nom d'*acte d'adhésion*.

(2) M. Lefort, *op. cit.* n° 113. p. 518.

est-il utile pour l'assureur que le proposant lui fasse connaître les assurances antérieures : cette déclaration déjoue le calcul de ceux qui espéreraient pouvoir *spéculer* à l'aide de l'assurance. Une simulation de la part de l'assuré à cet égard, comme à tous autres d'ailleurs, l'exposerait à la nullité du contrat : une clause générale des polices porte presque toujours que « toutes réticences, toutes dissimulations ou tous renseignements inexacts contenus dans la proposition, annuleront l'assurance. » (Voy. Douai, 11 août 1870). A défaut d'une telle clause, la compagnie devrait prouver en principe que la fraude du proposant présente les caractères exigés par l'article 1116, c'est-à-dire, qu'elle a été intentionnelle, et que sans cette fraude la compagnie n'aurait pas contracté.

Outre les renseignements qu'elle renferme sur l'âge du contractant, sur son état de santé, sur sa profession, ses habitudes, et au cas d'assurance collective sur le genre, la nature, les particularités de son exploitation, sur le nombre des ouvriers qu'il emploie, les occupations et les conditions de leur travail, la proposition contient toutes les conditions particulières du contrat, fixation de la prime, montant des indemnités dues pour chaque classe de sinistres, ainsi que l'acceptation, par le proposant, de se soumettre aux statuts de la société (clauses imprimées). Elle est signée par le futur assuré seul, ou par le tiers qui contracte pour lui. Quelquefois, l'agent la signe aussi en même temps qu'il ajoute pour sa compagnie ses renseignements personnels ou confidentiels. Mais cette

signature n'engage pas la compagnie, dont l'approbation est toujours réservée. La proposition est faite d'ailleurs en un seul exemplaire, et n'a d'autre caractère que celui d'un simple projet.

98. La *police* qui seule, comme nous l'avons dit plus haut, fait preuve de contrat d'assurance-accidents, du moins dans la pratique, peut être rédigée sous forme authentique ou sous seing privé. Il est très rare, en fait, que la forme authentique soit employée.

Ordinairement, une *police* renferme deux sortes de clauses : les unes, *imprimées*, sont générales, c'est-à-dire s'appliquent de droit commun à tous les contrats d'une même compagnie; les autres, *écrites*, contiennent les conditions particulières au contrat, c'est-à-dire lorsqu'il en est accepté par la compagnie, les dérogations aux clauses générales (1), et dans tous les cas la fixation de la prime et des indemnités.

99. L'assurance-accidents, étant essentiellement un contrat synallagmatique, il faut, conformément à l'article 1325 C. Civ., que la *police* qui la constate soit faite en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct en cause, c'est-à-dire, en double exemplaire.

Les ouvriers, quel que soit leur nombre, compris dans une assurance collective, ne sont pas partie au contrat; en tous cas, ils y sont représentés par leur

(1) Les clauses manuscrites sont censées déroger aux clauses imprimées dans celles de leurs dispositions qui sont inconciliables avec elles. Cass. 2 juin 1852 et 1^{er} fév. 1852. D. P. 53, 1, 77.

patron : seul celui-ci signe et doit recevoir un exemplaire de la police.

Quant aux agents des compagnies, ils ne sont en cause qu'à titre de mandataires de celles-ci et d'intermédiaires ; mais ils ne sont pas de toute évidence personnellement partie à l'acte. L'usage où sont certaines compagnies de rédiger une troisième police pour ces agents est donc sans utilité (1).

100. Le droit commun du même article 1325 veut également que chaque original de la police mentionne qu'elle est rédigée en double exemplaire. Le défaut de mention que les originanx ont été faits doubles ne peut plus être opposé par la partie qui a exécuté pour sa part la convention portée dans l'acte, tel est le cas de l'assuré qui a payé sa prime (2). Inversement, on a admis que la sincérité de cette mention pouvait être contestée efficacement : ainsi, le tribunal civil de la Seine a jugé que la police d'assurance portant la mention « fait en double » était nulle, parce qu'il résultait des circonstances de la cause, la preuve que le double de la police n'avait pas été remis à l'assuré. (16 janvier 1878, *Journal des Assurances* 1878, p. 112).

101. Il y a un cas où l'article 1325 ne nous paraît applicable en matière de police d'assurance accidents, que sous le bénéfice d'une distinction. Nous avons vu que la pratique française divisait en deux

(1) En tout cas ce troisième exemplaire n'est pas exigé par la loi (Nancy, 23 juin 1849. Sir. 52, 2, 454.

(2) L'acte rédigé en un seul original sert de commencement de preuve par écrit (art. 1347 C. civ.) Sic. Cass. 28 nov. 1854.

contrats le contrat d'assurance collective-combinée ; dans cet état, l'assurance collective proprement dite constitue seule un engagement synallagmatique, soumis aux prescriptions de cet article. Quant à l'acte appelé *complément*, qui garantit à l'assuré sa responsabilité civile, on devine bien qu'il ne lui est pas consenti sans aucune compensation ; mais les charges imposées à l'assuré, à raison de ce contrat spécial sont comprises en bloc dans le contrat d'assurance collective pure, de sorte que cet acte complémentaire offre tous les caractères apparents d'une véritable obligation unilatérale. Il semble donc ne pas devoir être astreint à la formalité des doubles.

102. Aucune règle, autre que celle résultant de l'article 1325, C. civ., n'est imposée impérativement pour la validité des polices d'assurance(1); ces polices doivent seulement, et bien entendu, désigner clairement les parties, et déterminer les obligations de chacune. Une fois signées, elles ne peuvent plus être critiquées au point de vue de leur sincérité (Riom, 10 juin 1878. *Jour. des Assur.* 1878, p. 421.)

103. Les contractants, et spécialement l'assuré, ne pourraient pas davantage contester la réalité de certaines clauses, notamment des clauses imprimées ; la doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour admettre que toutes les clauses d'une police doivent être exécutées,

(1) L'art. 6 du décret du 22 janv. 1868, porte que les polices d'assurance doivent indiquer le capital social de la Comp., la portion de ce capital déjà appelé, etc. ; ces énonciations ne nous paraissent pas avoir d'effet sur la validité même de la police.

suivant leur forme et teneur, sans distinction possible entre les clauses imprimées et les clauses manuscrites (1).

104. En ce qui concerne le point de savoir quelles clauses les parties peuvent introduire dans les polices, le principe conforme au droit commun de l'article 1134 C. civ. est qu'elles ont toute liberté à ce sujet (2). Il n'y a exception à ce principe que si la clause est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

105. En vertu de la règle de la liberté des conventions, la jurisprudence valide : 1° la clause qui exclut du bénéfice de l'assurance, les accidents provenant d'infractions aux lois ou aux règlements (Trib. civ. de Lille, 7 août 1879, B. de M. III, p. 241) ; — 2° la clause qui oblige l'assuré, sous peine de déchéance, à faire mentionner sur sa police s'il a déjà éprouvé un accident (Toulouse 29 juin 1883. Ser. 84, 2, 149) ; — 3° la clause, très fréquente dans la pratique, portant que le non-paiement des primes à l'échéance entraînera de plein droit la résiliation du contrat, pourvu seulement que les primes ne soient pas quérables (Trib. civ. de la Seine 9 décembre 1874. B. de M. III, p. 195. Cass. 6 juillet 1872, S. 73, 1, 383 et 20 avril 1887. (sol. implic.) Sir. 87, 1, 381) ; — 4° la clause portant qu'en cas d'aggravation du risque l'assurance sera résiliée de plein droit (Trib.

(1) Pardessus *Dr. Comm.* t. III, n° 792. Alauzet t. I, p. 353. — Cass. Civ. 2 août 1875, D. P. 75, 1, 410. Bordeaux 14 juillet 1873, Journ. des Ass. 1874, p. 45. Cass. Req. 3 mars 1878.

(2) Cass. 18 janv. 1869. Bonneville de Marsangy, (*Jurispr. génér. des Assur. terr.* 1^{re} partie, p. 113). Cass. 2 août 1875, D. P. 75, 1, 410.

civ. de la Seine 16 juillet 1879, B. de M. III, p. 241) ; — 5° la clause qui impose à l'assuré un délai fatal pour déclarer les accidents et après lequel il ne peut plus réclamer d'indemnité à l'assureur (Paris 29 janvier 1886. *Rec. per. des Ass.* 1886, p. 123) ; — 6° la clause qui oblige un assuré à faire connaître à son assureur, sous peine de résiliation, les assurances postérieures (Cass. 10 avril 1877 et 8 janvier 1878, D. P. 77, 1, 479 et 78, 1, 223. Cass. 8 août 1884, S. 85, 1, 213) ; — 7° la clause par laquelle toute action en paiement d'indemnité est prescrite par six mois, à compter du jour de l'accident ou des dernières poursuites (Cass. 6 août 1874, B. de M., I. p. 158) ; — 8° la clause prononçant la déchéance de l'assuré en cas d'exagération de dommage (Cass. 11 mai 1869. D. P. 69, 1. 418.)

106. Il a été jugé, toutefois, que la clause d'une police d'assurance contre les accidents, contractée par le patron au profit de ses ouvriers au moyen de retenues faites sur leurs salaires, et portant que le paiement de l'indemnité d'assurance « entraînera pour le sinistré renonciation à tout recours contre le patron » est contraire à l'ordre public, parce qu'elle consacrerait d'avance pour le patron l'immunité de ses fautes (Trib. de Boulogne-sur-Mer 10 juillet 1885. S. 85, 2, 201; Nancy 26 janvier 1884. S. 85, 2, 204,). Il a été jugé également que la clause d'une police collective, portant que l'ouvrier sera déchu de tout droit à l'indemnité professionnelle s'il intente contre son patron une action judiciaire, serait illicite. (Dijon 27 mars 1882, D. P. 82, 2, 225. Nancy 26 janvier 1884 précité. Cass.

1^{er} juillet 1885, S. 85, 1, 409. Trib. de comm. de la Seine 24 août 1881. — *Contra*, Trib. civ. Seine 4 août 1868). Nous aurons à revenir du reste sur ces points plus tard.

Disons seulement ici quelques mots d'une question délicate. Lorsqu'une clause d'un contrat d'assurance-accidents est annulée, comme contraire à la loi, faut-il annuler tout le contrat lui-même? En faveur de l'affirmative on peut invoquer les articles 1131 et 1172 C. civ.; le contrat d'assurance, dit-on, est un contrat à titre onéreux dont toutes les clauses s'enchaînent, la compagnie ayant par exemple abaissé le taux de la prime à raison des chances qu'elle avait d'être exonérée de ses obligations pour le cas où l'ouvrier préférerait actionner son patron. La cour de cassation (Rej. 1^{er} juillet 1885 précité) a jugé, cependant, pour les espèces précédentes que c'était là une condition accessoire dont la nullité n'entraînait pas nécessairement celle du contrat « puisqu'elle ne l'affectait ni dans sa cause ni dans son objet essentiel ». Généralement, la jurisprudence se prononce aujourd'hui pour la divisibilité de la police d'assurance. C'est là du reste avant tout une question d'interprétation de la volonté des parties.

107. Quand une clause d'une police d'assurance est incertaine, il appartient aux juges du fait de l'interpréter, d'après l'intention présumable des parties, et la Cour de cassation a, maintes fois, posé le principe que cette interprétation était souveraine (1),

(1) Cf. notamment 13 mars 1880, S. 80, 272; 28 déc. 1880, S. 81, 1, 155; 19 juillet 1881, S. 83, 1, 405; 4 juillet 1883, S. 85, 1, 123; 16 fév. 1884, S. 85, 1, 188; 9 fév. 1885, S. 85, 1, 213; 20 avril 1887, S. 87, 1, 384.

à condition seulement de ne pas dénaturer le contrat (1).

Les juges doivent s'inspirer des règles d'interprétation posées par le Code civil (art. 1156 et s.) — Notamment, en cas de doute, ils doivent se prononcer contre le stipulant, et en faveur de l'obligé (art. 1162). C'est ainsi que le tribunal civil de la Seine (28 juin 1885 *Rec. périod. des Ass.* 84, p. 211) a jugé avec raison qu'une compagnie d'assurances contre les accidents, qui a garanti une indemnité pour incapacité totale, soit permanente, soit momentanée, n'en doit pas en cas d'incapacité partielle. Comme le dit justement un arrêt de Rennes (14 août 1872) qui arrive à une solution du même genre, « dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation. Dans le contrat synallagmatique d'assurance, si l'assuré s'oblige en tant qu'il s'engage à payer la prime, c'est la compagnie, qui s'oblige en tant qu'elle assure les risques ; les clauses douteuses, en ce qui concerne les risques, doivent donc s'interpréter contre l'assuré et en faveur de l'assureur. » C'est en ce sens qu'on a pu dire que l'assurance était un contrat de droit strict.

En vertu des mêmes principes, on a décidé, mais cette fois contre l'assureur, que la déchéance stipulée par lui pour défaut de paiement des primes, dans un délai déterminé, ne saurait s'appliquer au défaut de déclaration de sinistre dans le même délai, lorsqu'il

(1) Cass. 28 mai 1883, S. 84, 1, 279 ; 16 fév. 1884, S. 85, 1, 188.

n'en est pas expressément fait mention dans la police. (Douai, 23 août 1883, *Rec. per. des Ass.* 1885, p. 90).

108. Disons entérinant, qu'une police peut être modifiée après coup par un acte additionnel, appelé dans la pratique *avenant*. Il en sera notamment ainsi, dans l'assurance accidents, en cas d'aggravation des risques, par exemple, si l'assuré a changé de profession. Il va de soi que l'avenant est soumis d'une façon générale, aux mêmes règles que la police.

CHAPITRE IV

DES EFFETS DU CONTRAT D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

109. Le principe qui domine l'ordre d'idées dans lequel nous entrons est celui que nous rappelions à la fin du chapitre précédent : les conventions doivent être exécutées suivant l'intention des parties. Bientôt nous aurons l'occasion de montrer toute l'importance de cette proposition, à l'occasion d'un débat juridique des plus intéressants et des plus graves, que soulève le contrat d'assurance-accidents, et qui divise à l'heure actuelle la jurisprudence et la doctrine.

Nous nous proposons, dans ce chapitre, d'étudier

les diverses obligations qui incombent aux parties par l'effet du contrat d'assurance contre les accidents et qui sont une suite de l'équité, de l'usage et quelquefois même de la loi. A cet effet, nous envisagerons séparément les obligations de chacune des deux parties contractantes.

Section 1^{re}. — OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ

110. Nous diviserons les principales obligations, qui incombent à l'assuré, en vertu du contrat d'assurance contre les accidents, en deux catégories, suivant qu'elles concerneront les diverses *déclarations* que l'assuré doit faire à la compagnie ou le *paiement de ses primes*.

111. 1^o *Déclarations*. D'une manière générale, on appelle de ce nom les renseignements que l'assuré doit fournir à la compagnie. Ces déclarations peuvent se diviser en deux catégories : celles que l'assuré fait dans la police ou plutôt dans la proposition ; celles qu'il a affaire dans le cours du contrat.

Nous ne reviendrons pas sur les premières : Nous avons dit qu'elles devaient être exactes et sincères ; sinon, que la compagnie pourrait, suivant les distinctions qui nous sont connues, obtenir l'annulation du contrat pour dol ou pour erreur.

112. En ce qui concerne les déclarations imposées à l'assuré *pendant la durée de l'assurance*, elles sont de deux espèces.

113. Il en est d'abord qui ne *se rattachent à aucun sinistre*. La principale résulte des changements qui peuvent survenir, après que l'assurance a été contractée, dans l'objet soumis au risque et qui ont pour effet *d'aggraver ce risque*. Tel serait le cas où il se produirait dans l'exploitation de l'établissement, ou dans la profession de l'assuré individuel, des modifications appréciables qui augmenteraient les chances d'accidents.

Une clause des polices d'assurance contre les accidents a soin d'imposer cette obligation à l'assuré sous peine de déchéance : les juges du fond apprécient, et leur appréciation à cet égard est souveraine (1) si le défaut de déclaration est relatif à un fait que l'assuré devait faire connaître, et si, par suite, il entraîne sa déchéance.

Il nous paraît au surplus que cette clause particulière, qui est d'un usage constant dans l'assurance, et qui d'ailleurs dérive de la nature même de ce contrat où la valeur de la prime est établie en raison du risque, devrait être, dans le silence des parties, suppléée dans l'acte.

La compagnie, informée du changement du risque, peut l'accepter ou proposer une surprime, qui sera librement débattue entre les parties ; à défaut d'accord, l'assurance se trouve résiliée.

114. Une autre déclaration, imposée généralement

(1) Cass. 12 mai 1873. Sir. 73, 1, ; 312 8 juillet 1878. Sir. 80, 1, 124 ; 20 février 1884, S. 86, 1, 148.

par les polices à l'assuré, est celle *des assurances nouvelles* qu'il pourrait contracter sur le même risque à d'autres compagnies. Le but de cette déclaration, qui nous paraît devoir être expressément imposée dans la police, est d'empêcher la spéculation qu'une personne voudrait faire à l'aide du contrat d'assurance. Du reste, il appartient aux tribunaux d'appliquer cette clause suivant l'intention des parties. La cour de cassation décide justement, que la déchéance n'est encourue qu'après l'expiration d'un délai moral suffisant pour faire cette déclaration, et que le premier assureur ne pourrait se soustraire à l'indemnité, si le sinistre était survenu quelques heures seulement après le moment où la dernière assurance est devenue définitive. (Cass. 8 janvier 1878, Sir., 1, 446).

115, Arrivons aux déclarations *relatives aux sinistres*. Toutes les polices d'assurances contre les accidents portent qu'en cas de sinistre, l'assuré (ou ses ayants cause) doit envoyer à la compagnie une déclaration de ce sinistre (1), avec clause de déchéance pour toute réticence ou exagération intentionnelle de la part de l'assuré; cette clause de déchéance est certainement valable. (Cass. 11 mai 1869, S. 69, 1, 293). Elles stipulent également que cette déclaration doit être faite dans un délai déterminé — lequel est très bref (généralement

(1) Le formulaire en est généralement fourni par la compagnie.

48 heures) — passé lequel le droit à l'indemnité sera perdu pour l'assuré ou ses ayants cause.

116. Il n'est pas douteux que cette dernière clause ne soit valable et, en principe, exécutoire. (Paris 29 janvier 1886, *Rec. per.* 1886, p. 123). La jurisprudence des cours et des tribunaux a cependant montré quelquefois une certaine hésitation à l'appliquer. La cour de Toulouse par exemple, dans un arrêt du 16 août 1882 (*Rec. per. des Ass.* 1886, p. 345) avait refusé de prononcer la déchéance d'un assuré, quoique sa police ne lui donnât que quarante-huit heures pour déclarer tout sinistre, et que ces quarante-huit heures se fussent écoulées sans avis de sa part à la compagnie: la Cour invoquait le défaut de préjudice pour la compagnie. L'argument n'est pas exact: les compagnies d'assurance contre les accidents nous semblent, tout au contraire, avoir, nous l'avons dit, un sérieux intérêt à être prévenues d'un accident peu de temps après qu'il s'est produit, afin de pouvoir faire examiner par leur médecin, le blessé ou le mort, avant que ces constatations et cet examen soient devenus très difficiles par l'effet de la guérison ou de l'ensevelissement du corps; grâce à la clause qui nous occupe, les Compagnies ont moins à craindre les fraudes, dont elles pourraient être victimes par le fait de la complicité d'un médecin étranger. L'arrêt de Toulouse violait d'ailleurs le principe de la liberté des conventions; aussi a-t-il été cassé par la Cour suprême (Arrêt du 6 août 1884. *Rec. per.* 86, p. 347).

117. Cependant il faut entendre raisonnablement la clause qui nous occupe c'est-à-dire suivant l'intention probable des parties. Si donc l'assuré excipait d'un cas de force majeure qui l'a empêché de faire sa déclaration en temps voulu, il nous semble que, conformément à l'intention présumée des parties, la déchéance ne lui serait pas applicable. Un jugement du Tribunal civil de Lyon du 8 décembre 1869 (D. P. 70, 3, 63, a décidé notamment que la déchéance n'était pas encourue contre les ayants cause d'un assuré, par le fait de cet assuré de n'avoir pas, comme sa police l'y obligeait, déclaré à la compagnie une chute dont il avait été victime et dont les conséquences, résultant de lésions internes, ne s'étaient pas révélées tout d'abord (1).

118. 2°. *Payement des primes.* L'obligation essentielle de l'assuré contre les accidents réside dans le payement des primes.

Remarquons que dans l'assurance collective, les primes *sont dues par le patron seul*, signataire de la police, et nullement par les ouvriers auxquels celui-ci peut seulement faire, à l'aide de retenues sur leurs salaires, supporter en totalité ou en partie les charges de l'assurance : l'assurance collective, comme nous le montrerons tout à l'heure en détail, ne crée pas d'obligation entre la compagnie assu-

(1) En faveur du droit d'appréciation des tribunaux en cette matière, voy. Douai 23 août 1883. Rec. per. 84, p. 90.- T. civ. de la Seine, 26 mars 1884. Rec. per. 84, p. 350).

reur et les ouvriers. La compagnie ne connaît que le patron ; lui seul est tenu envers elle (1).

119. Il est très rare qu'une police collective détermine le chiffre exact de la prime, dont le tarif seul est fixé d'avance d'après la classe à laquelle appartient le patron ; le montant de la prime se calcule chaque année sur ce tarif d'après les salaires payés par le patron à ses ouvriers, ou d'après le nombre d'heures de travail de ces ouvriers. Il va de soi que la soumission de payer les primes oblige le patron, en dehors même de toute convention expresse, à communiquer, au moins à domicile, aux agents de la compagnie, les livres qui doivent servir à l'établissement de ces primes de même qu'elle oblige à les tenir d'une façon régulière et exacte ; toute violation de cette règle pourrait être assimilée à un refus de paiement.

Dans l'assurance individuelle, la prime est au contraire fixée par la police eu égard à la profession exercée par l'assuré une fois pour toutes.

120. Nous avons dit qu'en cas d'aggravation du risque pendant la durée de l'assurance, la prime fixée dans la police devait être augmentée. Mais, qu'arriverait-il, si dans l'une ou dans l'autre espèce d'assurance contre les accidents, le risque auquel est soumis la compagnie subissait inversement une

(1) La jurisprudence, qui reconnaît à l'ouvrier une action directe contre la compagnie, en paiement des indemnités devrait, ce nous semble, reconnaître à celle-ci un droit d'action contre l'ouvrier en paiement des primes.

diminution sensible, par suite, je suppose, d'une modification dans les conditions du travail, au cas d'une assurance collective, ou d'un changement de profession au cas d'une assurance individuelle ? L'assuré aurait-il le droit, pour les années *subsequentes*, à une diminution dans l'évaluation de la prime.

Nous croyons que le caractère spécial du contrat d'assurance, qui fait de la prime l'*équivalent* des risques que la compagnie assureur prend à sa charge, exige cette réduction. Les polices, il est vrai, ne prévoient que l'hypothèse d'une aggravation de risque. Mais est-il admissible, est-il conforme à l'intention des parties que le patron, qui a assuré à un taux assez élevé ses ouvriers travaillant à l'aide de scies, de roule-blocs, de machines à fraiser, de scies circulatoires, d'élévateurs etc, ait à continuer à payer tout autant lorsqu'il abandonnera toute cette force motrice pour faire exécuter le travail à la main ? Est-ce que le constructeur de machines, qui s'est assuré individuellement, et qui paie une prime de troisième ou quatrième classe, je suppose, peut la devoir encore lorsqu'il cesse son commerce ?

L'assuré aurait-il le droit à une réduction semblable *au cours d'une année* sur la prime afférente à cette année ? nous sommes porté par les raisons précédemment données, à décider l'affirmative ; qu'on n'objecte pas, que le contrat d'assurance étant un contrat aléatoire, on ne peut, pendant un exercice en cours, diminuer la prime

afférente à cet exercice, par la raison que l'assureur, pendant un certain temps, a supporté le risque tout entier. Cette objection n'empêche pas qu'il soit scrupuleusement exact de dire, qu'à partir d'un certain moment la compagnie n'a plus eu à sa charge le risque total : elle ne doit pas avoir dès lors droit à la totalité de la prime (1).

Si la compagnie refusait d'adhérer à la réduction à laquelle à droit l'assuré, celui-ci ne serait pas déchu, au cas où un sinistre surviendrait et quoique cette déchéance ait été stipulée par la compagnie pour défaut de paiement de la prime, ne serait pas, disons-nous, déchu de ses droits à l'indemnité stipulée; il y aurait lieu, dans ce cas, à une compensation entre les deux dettes, compte tenu bien entendu de la diminution de prime, à laquelle a droit l'assuré, et qui, en cas de désaccord, serait fixée par les tribunaux.

121. Nous avons laissé à dessein de côté l'hypothèse où le patron, signataire d'une police collective, viendrait à *arrêter* son exploitation commerciale ou industrielle. Dans ce cas, en effet, le contrat d'assurance se trouve résilié sans difficulté possible, puisque le patron, d'une part, ne paie de prime qu'en proportion de ses salaires effectifs, et que, d'autre part, aucun accident prévu par la police ne peut plus se réaliser.

La même solution s'appliquerait au cas de *vente*

(1) *Contra* Trib. civil de la Seine, 11 octobre 1884. Rec. per. des Ass. 1885, p. 261.

de l'exploitation ou de changement d'association, même si le souscripteur s'était engagé envers la compagnie à *faire continuer* l'assurance par le cessionnaire : auquel cas et à défaut de la continuation de la police par son cessionnaire, l'assuré aurait à payer des dommages-intérêts ; mais les primes n'en cesseraient pas moins d'être exigibles.

122. La prime d'assurance doit-être, non seulement payée intégralement, mais l'être aux époques fixées.

La nature aléatoire de ce contrat, où chaque jour qui s'écoule sans accident diminue d'autant son efficacité, oblige les compagnies, pour éviter toute fraude, à fixer un délai très court (15 ou 20 jours), passé lequel tout retard dans le paiement de la prime, ou bien *suspend* le bénéfice de l'assurance jusqu'au paiement de la prime, de telle sorte que, si un sinistre survient avant ce paiement tardif, l'assuré sera déchu de tout droit à une indemnité, ou bien *éteint* l'assurance, suivant l'intention présumée des parties. Nous avons déjà dit, et nous rappelons ici, que la jurisprudence applique cette clause avec toute la rigueur qu'elle comporte.

C'est assez dire, combien il importe de préciser, quand et comment l'assuré est *en retard* de payer, et spécialement quelles sont les règles qui régissent la prime d'assurance au point de vue de sa *portabilité* ou de sa *quérabilité*. On comprend que les assurés, pour se soustraire à l'effet d'une déchéance quelquefois très grave, se soient souvent retranchés derrière

un moyen de défense tiré de l'ordre d'idées ou nous entrons.

123. Voici sur ce point le résumé de la jurisprudence. En principe, et sauf stipulation contraire, la prime d'assurance est *quérable*, conformément à l'article 1247 du C. civ ; c'est donc à la compagnie, à la faire toucher au domicile de l'assuré.

Mais les parties peuvent convenir que les primes, au lieu d'être quérables, seront *portables*, c'est-à-dire, qu'elles devront être acquittées par l'assuré au domicile de l'assureur ou de ses agents, sans réclamation préalable de ceux-ci. Cette clause est parfaitement licite. (1).

La prime d'assurance, bien que stipulée portable, redevient toutefois quérable par le fait des agissements de la compagnie, lorsque cette compagnie, au lieu d'attendre le paiement chez elle, va le réclamer au domicile de l'assuré en faisant toucher les quittances par ses agents. Sans doute, on ne va pas jusqu'à admettre que quelques encaissements isolés au domicile de l'assuré changeraient la nature conventionnelle de la prime (Cass., 9 juin 1874. S., 74, 1, 314). Mais une jurisprudence, aujourd'hui bien établie, quoiqu'elle ne se fonde pas, croyons-nous, sur une exacte interprétation des faits et de la volonté des parties, décide que l'*habitude* contractée par l'assu-

(1) Jurisprudence constante de la Cour de Cassation. — Voir notamment les arrêts du 10 août 1874, S., 75, 1, 25 ; 29 juillet 1878, S., 79 1, 29 ; 1^{er} décembre 1880, S. 81, 1, 252).

reur, de se faire payer au domicile de l'assuré, constitue une renonciation tacite de sa part au bénéfice de la clause de portabilité. (1). Cette jurisprudence, disons-nous, méconnaît l'exacte appréciation des choses : lorsqu'une compagnie a fait inscrire dans une police une clause qui stipule que les primes seront portables, cette clause lie les parties : elle a été acceptée par l'assuré et la jurisprudence reconnaît elle-même sa validité; elle constitue donc pour l'assureur un droit. La compagnie, par des raisons qui la regardent, consent pendant plusieurs années à éviter à ses assurés une démarche gênante ; c'est un acte essentiellement bénévole et à titre officieux de sa part. L'assuré qui en profite pendant deux, trois, quatre ans, peut-il s'en faire une arme contre la compagnie ? non. Les actes de pure faculté, et ceux de simple tolérance, ne doivent pouvoir fonder ni titre, ni droit, dirons-nous en côtoyant un texte célèbre du Code. On invoque le piège qui pourrait résulter de ce système pour les assurés ; notre réponse est que les parties ne doivent pas oublier les termes de leurs conventions. Ce qui prouve du reste surabondamment à nos yeux, que l'objection n'est pas opérante, c'est que la jurisprudence elle-même reconnaît comme valable et licite, la clause dont nous allons parler et qui pré-

(1) Voy. not., Cass., 30 Août 1880, S. 81, 1, 125. Cass. Req., 20 décembre 1887, *Pand. Franc.* 88, p. 152. Cass. 25 janvier 1888, *Pand. Franc.* 1888, p. 84.

sente dans la pratique identiquement les mêmes inconvénients.

124. Les Compagnies d'assurance stipulent généralement aujourd'hui qu'à défaut du paiement de la prime dans le délai fixé, l'assuré encourra la déchéance « *sans qu'il puisse se prévaloir de l'usage où est la compagnie de faire réclamer officieusement les primes par ses agents.* »

Cette stipulation n'est pas considérée comme contraire à la loi ou à l'ordre public (Paris, 2 août 1883. S., 84, 2, 10).

Quel effet a-t-elle? Il y a deux manières de la comprendre : 1° ou bien, elle ne s'entend que de démarches *accidentellement* faites par la compagnie auprès de ses assurés ; 2° ou bien, elle s'entend même de l'*usage constant* adopté par une compagnie de faire toucher les primes à domicile.

La Cour de cassation a admis l'une et l'autre interprétation, ou pour mieux dire, elle s'est justement refusée à les critiquer l'une ou l'autre, par la raison, que les juges du fait sont souverains, pour interpréter la volonté présumée des contractants (1),

125. Que la prime soit portable ou quérable, il est bien certain au reste, que le simple retard de l'acquitter n'amène pas la déchéance dont l'assuré est menacé en cas de non-paiement ; dans le système

(1) Cf. d'une part les arrêts du 31 juin 1872, S. 72, 1, 113. et 20 décembre 1887. *Pand. franc.* 1888, p. 152; et de l'autre les arrêts du 10 juin 1863. S. 63, 1, 375, 31 janvier 1872. S. 72, 1, 113 et 28 décembre 1880. S. 81, 155.

du droit français consacré par les art. 1139 et 1146 du C. civ., tant qu'il n'y a pas mise en demeure, le créancier est censé autoriser le débiteur en retard à ne pas payer immédiatement. Il a été fait avec raison, application de ce principe à notre contrat d'assurance (1).

On peut rattacher à ce même principe l'idée, d'après laquelle l'assuré, quoiqu'en retard, n'a pas perdu son droit à l'indemnité du sinistre, s'il est reconnu qu'en fait la comp. a entendu continuer le contrat (Cass. 4 fév. 1884. D. P. 85, 1, 422); du moins, l'arrêt qui le décide par interprétation de la volonté probable des parties, est souverain.

La mise en demeure en droit commun résulte d'une sommation ou d'un acte équivalent, c'est-à-dire d'un commandement ou d'une demande en justice (art. 1139 C. civ.). Cette énumération n'a d'ailleurs rien d'exclusif; serait donc valable, la clause d'une police d'assurance qui substitue l'envoi d'une *lettre recommandée* comme mise en demeure, à la signification d'un acte extra-judiciaire (2). mais il ne suffit pas que cette lettre recommandée, mentionne le retard de l'assuré, contienne en d'autres termes simple avis de résiliation ;

(1) Voy. notamment Cass. 22 avril 1879. S. 80. 1, 101. Tribunal civil de la Seine 20 juin 1883. *Gaz. Palais* 84, 1^{er} sem., p. 79. Paris 5 mars 1873 D. P. 74, 2, 104. Req. 10 mars 1873. D. P. 74, 124).

(2) Ainsi jugé par le tribunal civil de la Seine, 7 juillet 1886 *Rec. Per. des Ass.* 1886, t p. 517.

il faut encore, qu'elle contienne une interpellation de payer sous peine de déchéance (1).

Les parties pourraient encore aller plus loin, et stipuler, que le fait seul du retard constituera l'assuré, de plein droit, en demeure (art. 1139 *in fine*) sans qu'il soit besoin d'aucune interpellation à cet effet (2).

La Cour de cassation a toutefois décidé avec raison, qu'au cas où la prime est quérable, la compagnie doit, malgré cette clause, et pour s'exonérer des risques, justifier d'avoir mis l'assuré en demeure (3).

Peu importe, que la prime ait été stipulée quérable ou qu'elle le soit devenue par les agissements de la compagnie qui avait stipulé qu'elle serait portable (4), à moins seulement qu'il ne se trouve dans la police une clause du genre de celle-ci : *que l'assuré ne pourrait pas se prévaloir de l'usage où est la compagnie de faire réclamer officieusement les primes*.

126. Pour opérer décharge, la prime doit être payée contre une quittance signée par le directeur de la société, ou par ses fondés de pouvoir ; les agents

(1) Paris, 24 juillet 1879. Sir. 79, 2, 255. Cass. 21, janv. 1879, 81, 1, 341.

(2) Paris, 2 août 1883. S. 84, 2, 10. Cass. 1^{er} déc. 1880. S. 81, 1, 252.

(3) Cass. 22 avril 1879. S. 80, 1, 101.

(4) Agen, 5 déc. 1882, S. 83, 2, 222. Cass. 24 nov. 1875, D. P. 76 1, 363. Cass. 29 juill. 1878, D. P. 78, 1, 346. Cass. 30 août 1880, D. P. 80, 1, 464. Paris, 26 fév. 1878 sous Cass. 21 janv. 1879. Sir. 81 1, 341. Cass. 25 janv. 1888. *Pand. franc.* 1888 p. 84.

n'ont pas en général en vertu des statuts le droit de les signer.

Notons, que la première quittance de prime dans la pratique, a une importance spéciale, en ce qu'elle est ordinairement nécessaire pour prouver l'entrée en vigueur du contrat et son existence par là même.

127. Quelques obligations accessoires résultent enfin, en cas d'accident, du contrat d'assurance. Citons pour l'assuré individuel l'obligation de recourir immédiatement à un médecin et de se laisser visiter par celui de la compagnie ; l'obligation pour le patron assuré collectivement, de fournir à la compagnie, en cas de sinistre, les feuilles de paye de l'ouvrier blessé ou tué ; l'obligation enfin pour le même patron, lorsqu'il est actionné en dommages-intérêts par la victime de l'accident, de donner à la compagnie tous les renseignements nécessaires pour suivre utilement le procès à son lieu et place.

128. Il importe de remarquer en terminant, que les obligations diverses qui sont imposées à l'assuré, le sont sous des sanctions différentes ; on peut dire, en principe, que cette sanction consiste dans l'annulation du contrat : mais cette annulation est plus ou moins complète.

Si le contrat est annulé à raison des déclarations fausses ou inexactes passées par l'assuré au moment où le contrat se forme, le contrat est annulé *rétro-*

activement (1) ; il est censé n'avoir jamais existé ; les choses doivent être remises dans leur état primitif. Rétroactivement la compagnie restitue les primes qu'elle a reçues sans cause, à moins toutefois qu'une clause contraire de la police, fréquente dans l'usage, ne l'autorise à les conserver.

Lorsque le contrat d'assurance-accidents, *primitivement valable*, se trouve annulé pendant son cours, soit parce que l'assuré n'a point fait les déclarations qui lui sont imposées (déclarations d'assurances nouvelles, d'aggravation du risque), ou n'a pas payé les primes en temps voulu, la résolution n'atteint pas le passé. Cette annulation du contrat n'empêche pas, en effet, que le contrat n'ait existé pendant un certain temps, et que la compagnie n'ait supporté pendant ce temps, la charge des risques ; cette compagnie n'a pas à restituer les primes correspondantes. Elle peut même réclamer celles qu'elle n'a pas touchées, sans que cette réclamation implique renonciation au droit d'exercer l'action en résolution (2).

Quant aux obligations imposées à l'assuré, en cas de sinistre, (déclaration du sinistre dans un délai déterminé, présentation par le patron qui a assuré collectivement ses ouvriers, de ses feuilles de paye), leur violation n'a qu'un effet restreint à l'accident à l'occasion duquel elles ont été transgressées

(1) *Contra* Paris 12 février 1878. Sic. 80. 2. 225 et la note de M. Labbé.

(2) (Cass. 4 fév. 1884. Sir 85. 1. 121).

L'assuré perd son droit à l'indemnité stipulée : mais le contrat subsiste, et rien n'empêche l'assuré d'avoir droit au bénéfice de ce contrat à l'occasion d'autres sinistres.

Section 2^e. — OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR.

129. Tandis que les obligations qui résultent du contrat d'assurance contre les accidents sont multiples et variés au regard de l'assuré, elles se ramènent pour l'assureur à une seule : le paiement des indemnités de sinistre. Mais, si cette obligation de l'assureur est en elle même certaine, elle peut dans la pratique présenter des difficultés nombreuses et délicates ; ces difficultés se rattachent notamment aux points de savoir, à quelles conditions elle prend naissance, ou au profit de quelles personnes elle existe.

Nous nous proposons de subdiviser la présente section en un certain nombre de paragraphes, où nous étudierons chacun des points suivants :

§ 1^{er} Quelles indemnités l'assureur doit-il payer ?

§ 2^e Quand les doit-il ?

§ 3^e A qui ?

§ 4^e Au profit de qui ?

§ 5^e Pendant combien de temps enfin les doit-il ?

§ 1^{er} *Quelle indemnité l'assureur doit-il ?*

130. Le principe, est que l'assureur ne doit pas plus que l'indemnité *fixée dans la police*, alors même que l'accident aurait produit un dommage plus

considérable, et qu'à l'inverse, il ne doit pas moins, bien que la victime n'ait éprouvé qu'un dommage plus faible et peut être même nul : l'indemnité fixée par la police d'assurance accidents, est, en d'autres termes, un forfait : ni l'une ni l'autre des parties ne peut la critiquer. Donc, ici aucune espèce d'expertise possible, comme dans l'assurance-incendie, par exemple.

131. En tant qu'il s'engage à payer des indemnités à l'assuré blessé, l'assureur est un promettant et par suite, conformément à l'article 1162 du Code civil, il faut dire qu'il ne doit que les indemnités qu'il a expressément promises. Si donc un patron a contracté une assurance collective simple au profit de ses ouvriers, la compagnie ne lui devra pas, à lui, la garantie de sa responsabilité civile. Pour le même motif, les frais de constatation des accidents, le traitement des sinistrés et autres dépenses occasionnées par l'accident, ne seront pas, à moins de stipulation expresse, à la charge de la compagnie assureur. (Dijon 27 mars 1883. S. 83. 2. 201). Ce sont là des points certains.

132. Une autre conséquence, toute aussi évidente du même article 1162, c'est que, l'assureur ne doit que l'indemnité déterminée d'après la catégorie exacte à laquelle appartient l'accident qu'il s'agit de régler. Dans le doute, sur cette détermination, c'est aux juges du fait qu'il appartient souverainement de trancher la difficulté (Cass. 23 janvier 1883). Il a été jugé que la perte du pouce droit engendrait une incapacité permanente de travail (Grenoble,

20 août 1869. D. P. 71. 5. 29) ; que la perte du seul bras droit pouvait, d'après les circonstances, être considérée comme créant une incapacité permanente et *totale* de travail (Dijon 27 mars 1882 D. P. 8 22. 225) ; que la perte d'une main (la gauche, en fait) entraînait pour l'assuré une incapacité totale de travail (Trib. civil de Montluçon 13 mars 1885 Rec. per. 1885 p. 174). D'ailleurs les tribunaux doivent observer les diverses classifications inscrites dans la police ; ils ne pourraient donc pas, ce nous semble, et malgré même l'évidence la plus élémentaire des faits, décider que telle blessure a produit une incapacité totale et permanente de travail, alors qu'il est expressément spécifié dans la police, que cette blessure ne donnera lieu qu'à l'indemnité pour incapacité partielle (1) ; les conventions font la loi des parties et si les juges peuvent les interpréter, c'est à condition de ne pas les dénaturer.

133. Mais si les tribunaux ne doivent pas aggraver les charges auxquelles la compagnie s'est soumise, ils ont à apprécier ce que comportent en réalité ces charges, d'après l'intention probable des parties.

Nous croyons en particulier que dans l'assurance collective-combinée la compagnie doit au patron, en même temps que le remboursement des condamnations principales, le remboursement de ses

(1) *Contra*, cependant, Dijon 27 mars 1882 précité.

dépens : les dépens sont, en effet, une suite et un accessoire des condamnations principales.

Quant aux frais que le patron a été obligé de faire pour soutenir le procès, ils restent, croyons-nous, à sa charge.

134. Assez souvent, et pour des motifs faciles à comprendre, les tribunaux condamnent le patron par la faute duquel l'ouvrier a été blessé, au paiement, non d'un capital, mais d'une rente viagère. Bien que les compagnies ne s'obligent très généralement qu'au paiement d'un capital, il n'est pas douteux qu'elles doivent être réputées, dans l'intention des parties, tenues du service de cette rente elle-même, bien entendu jusqu'à concurrence seulement de la valeur qu'elles ont assurée. (Cass. 9 février 1885. Sir. 1885, 1, 213).

135. Les polices collectives-combinées stipulent fréquemment, que l'ouvrier assuré, qui intentera contre son patron, une action en responsabilité civile, sera présumé par là même, renoncer à l'indemnité contractuelle qui lui était due en dehors de toute faute de son patron. Nous avons vu que cette clause était considérée comme nulle au regard de l'ouvrier. La même nullité est applicable, nous avons dit, à la clause, portant que le paiement de l'indemnité d'assurance entraînera, pour le sinistré, renonciation à tout recours contre le patron.

Cette double nullité ne concerne, croyons-nous, que les rapports de l'assuré et de ses ouvriers; ces clauses nous semblent pouvoir être au contraire invo-

quées par la compagnie d'assurance elle mêmes, comme la dégageant de l'obligation de payer à la fois une double indemnité ; il n'y a pas de raison en effet, pour que l'assureur ne puisse limiter l'étendue de ses engagements. A ce point de vue l'effet de l'une ou de l'autre de ces clauses, comme celui de la clause précise de non-cumul, sera de limiter l'obligation de l'assureur vis-à-vis du patron, à la somme maxima comprise dans l'une et l'autre assurance ; pour le surplus, l'assuré sera son propre assureur.

D'ailleurs, quand une compagnie garantit à un patron sa responsabilité civile à raison des accidents dont il est responsable vis-à-vis de ses ouvriers, peu importe la cause de la responsabilité du patron. Il n'y aurait pas à rechercher notamment si le patron a été condamné à raison de sa faute, ou bien à raison de celle des personnes dont il est responsable. Dans tous les cas la compagnie lui doit le remboursement de ses condamnations, dans les limites de sa police.

§ 2. *Quand l'assureur doit-il ?*

136 L'obligation de l'assureur est une obligation conditionnelle ; il est tenu s'il se produit un accident de ceux compris dans les termes de la convention.

Nous avons dit qu'en général l'article premier des polices d'assurance contre les accidents définissait l'accident : un évènement extérieur, fortuit, violent et involontaire, qui peut occasionner la mort ou une blessure de l'assuré.

Lorsqu'il y a doute sur le point de savoir si l'accident est de ceux que l'assurance garantit, il faut, conformément au principe connu de l'art. 1162 C. C., trancher le doute en faveur de la compagnie. Si donc la police n'a garanti expressément que l'incapacité totale, l'assurance ne comprendra pas l'incapacité partielle (1). De même, si la police a déterminé les cas d'accidents qui seront compris dans l'assurance, comme par exemple la mort, l'incapacité absolue de travail, et parmi les causes d'incapacité partielle la perte d'un œil, d'un membre, de *plusieurs* doigts ou du pouce seul, et que l'accident soit autre comme s'il enlève, je suppose, à l'assuré un seul doigt (2), il semble difficile que par voie d'assimilation, les tribunaux puissent lui accorder une indemnité quelconque. Il faut seulement à cet effet, que l'énumération de la police ait le caractère d'une limitation formelle, et non pas simplement qu'on puisse la considérer comme entendant seulement régler les cas les plus fréquents qui peuvent se présenter dans la pratique.

137. Il y a un cas, où l'assureur peut être considéré comme le vrai stipulant, même quant à ses propres obligations ; c'est lorsqu'il insère dans la police une clause excluant de l'assurance certains évé-

(1) Tr. civ. de la Seine, 28 juin 1883. Rec. per. des ass. 1^{re} année, p. 211.

(2) Cependant en sens inverse si l'incapacité, non comprise dans les termes limitatifs de la police, était plus grave qu'une incapacité de même genre prévue par elle, l'assurance devrait, semble-t-il, la comprendre.

nements, qui, de droit commun et par définition, y rentreraient, comme lorsqu'il écarte les accidents arrivés en dehors de l'Europe ou bien dérivant de faits intentionnels de l'assuré. Tous les accidents, non exclus par la police, y devront être compris de droit. Nous approuvons donc entièrement un jugement du tribunal civil de la Seine du 12 février 1885 (*Gaz. du Palais*, 1^{er} sem. 85, p. 533.) qui décide que, l'ivresse ne pouvant pas être assimilée à un fait volontaire de l'assuré (1), l'accident qui en résulte donne droit à l'indemnité convenue, alors que la clause n'exclut que l'accident provenant d'un fait *volontaire*.

138. La règle que nous venons de poser, à savoir que l'assureur, au cas où la police stipule expressément que certains accidents seront en dehors de l'assurance, doit être, pour les autres accidents dont il n'est point parlé, considéré comme en étant tenu en vertu de l'article 1162 C. C., cette règle, disons-nous, va nous servir à trancher une question d'intérêt pratique considérable, celle de savoir si l'assureur doit l'indemnité convenue, *lorsque l'accident est la conséquence d'une faute lourde de l'assuré*.

139. Tout d'abord, l'assureur peut-il valablement prendre la charge de cette faute ?

Au cas où l'assuré n'aurait simplement commis

(1) « L'accident qui se produit pendant l'ivresse n'est pas le résultat direct d'un fait volontaire, mais seulement la conséquence involontaire et indirecte de ce fait. »

Nous avons vu que généralement les polices renfermaient une clause excluant les accidents survenus pendant l'ivresse.

qu'une faute légère, il ne nous semble pas douteux que suivant l'intention probable des parties, cette faute ne le priverait pas du bénéfice de l'assurance. L'opinion contraire irait à l'encontre même de l'esprit et du but de l'assurance contre les accidents; il n'est point, en effet, pour ainsi dire, d'accident corporel, qui ne puisse par quelque côté être attribué, avec un certain fondement de vérité, à un défaut de précaution de la victime; dire que l'assuré sera déchû, de par sa négligence, du bénéfice de son contrat, ce serait rendre ce contrat à peu près illusoire. Une telle clause insérée dans la police serait valable sans doute, mais tout au moins ne faut-il pas en présumer l'existence (1).

Nous allons plus loin pour notre part, et nous disons que l'accident, causé par la faute même lourde de l'assuré, peut obliger en principe l'assureur au paiement de l'indemnité convenue: cette convention n'a rien en elle-même d'illicite.

En matière d'assurance en général, il est vrai, et spécialement d'assurance-incendie c'est une règle, que l'assureur, au cas de faute lourde de l'assuré, ne lui doit rien: toute stipulation contraire serait nulle (2).

(1) Dans l'assurance maritime il en est autrement (art. 352, C. co); Mais on est généralement d'accord pour reconnaître que cette disposition ne s'étend pas aux assurances terrestres.

(2) Cass. 15 mars 1876. S. 76. 1. 334. Grenoble 17 juin 1870. Poitiers 23 juillet 1873. Bourges 11 août 1874. Paris 27 janvier 1881. Cass. 2 juin 1886. D. P. 87. 1. 369 (sol. implic.) Cass. 18 avril 1882. S. 82. 1. 245.

Mais pourquoi en est-il ainsi? parce que, en cette matière, on peut assimiler la faute lourde au dol.

En matière d'assurance-accidents, il ne nous semble pas au contraire que la même assimilation puisse être faite entre la faute même lourde et le dol ; elle répugne trop à la nature des choses. Le dol suppose un fait *intentionnel et volontaire* ; or, peut-on assimiler, de près ou de loin, à un fait intentionnel et volontaire, l'accident qui a tué un homme ou qui l'a rendu aveugle, ou manchot, sous le prétexte que cet homme a commis une imprévoyance, même très grande ?

Quelle immoralité y a-t-il d'autre part pour l'assuré à faire supporter à la compagnie, une responsabilité contractuelle purement pécuniaire, alors que lui-même a été la première victime de sa faute, et la plus malheureuse ?

Cette responsabilité de l'assureur, à raison de la faute lourde de l'assuré, nous paraît donc dans notre matière une chose en soi absolument licite.

On arrive à la même conclusion en ce qui concene spécialement les ouvriers assurés collectivement par leur patron, (note de Dalloz sous Dijon 27 mars 1882. D. P. 82. 2. 225) en disant que le défaut de précautions, même les plus élémentaires, en d'autres termes la témérité, étant la condition obligée de certaines professions ou industries, les ouvriers qui sont victimes d'accidents arrivés dans ces conditions, ne peuvent pas être déclarés déchus du bénéfice de l'assurance pour avoir accompli leur labeur

avec l'audace voulue. Ceci ne résout pas, croyons-nous, la question, mais la laisse de côté. Lorsque la témérité de l'ouvrier blessé aura été la condition même de son travail, il n'y aura pas, croyons-nous, faute, et surtout faute lourde de sa part, et la compagnie n'aura qu'à s'en prendre à elle-même, d'avoir accepté un risque trop dangereux : la question reste entière de savoir quelle décision il convient de donner, lorsque la faute lourde de la victime d'un accident sera évidente et prouvée : l'argument qu'on donne a même l'air d'aller à l'encontre du système qu'il appuie ; en tout cas, il ne s'applique pas toujours.

140. Etant donné que l'assureur peut garantir les accidents corporels qui proviennent de la faute lourde de l'assuré, nous décidons conformément au principe posé plus haut, que cet assureur en sera tenu, lorsque la police renfermera la clause habituelle, aux termes de laquelle sont seuls exclus les cas de mutilation volontaire ou de suicide.

141. Tel est du moins le principe général. Il s'appliquera, au cas d'une assurance individuelle et même au cas d'une assurance collective en ce sens que l'ouvrier blessé par la faute lourde de lui-même ou *à fortiori* de son patron, aura droit cependant à son indemnité professionnelle.

142. Le principe s'appliquera-t-il à la garantie de la responsabilité civile du patron, en d'autres termes la

Compagnie assureur pourra-t-elle être valablement tenue des condamnations encourues par le patron *dont la faute lourde a causé l'accident arrivé à l'ouvrier* ? Nous croyons que non. Comme le dit la cour de cassation, à propos de l'assurance-incendie (mais son raisonnement s'applique aussi bien à notre espèce) : « il n'est pas permis, au moyen d'un contrat d'assurance ou de tout autre pacte, de stipuler d'avance l'immunité de ses fautes lourdes, l'ordre public s'oppose à la validité d'un tel pacte. » Cass., 15 mars 1876. (Sir, 76, 1, 337). S'il en est autrement, lorsque l'accident corporel arrive par la faute de la victime ; c'est, nous l'avons dit, parce que, en ce cas, on se trouve dans des conditions toutes spéciales.

Quant au point de savoir s'il y a faute lourde ou non du patron c'est, on le comprend, une question de fait que les juges de fond tranchent souverainement. (Cass., 18 avril 1882. S., 82, 1, 245). La faute lourde est assez difficile à définir : c'est l'*imprudence grave*, la *négligence excessive*, la *faute excessive*, disent généralement les arrêts ; « *c'est la faute, que l'assuré n'aurait pas commise, s'il n'avait pas été assuré.* » (De Courcy, *questions de Dr. maritime*, série 2, chap. 2). (1) Si cette dernière définition était acceptée par tous, on peut remarquer qu'elle enlèverait, à peu près toute portée pratique à la question de droit que nous avons examinée plus haut, de savoir,

(1) Cf., Rouen, 4 mars 1887. S., 87, 2, 199.

si l'assureur peut prendre à sa charge les risques des accidents qui arrivent par la faute lourde de l'assuré; si l'on comprend que les patrons, par le fait qu'ils sont couverts par une assurance collective-combinée contre les accidents arrivés à leurs ouvriers, peuvent se départir à leur égard des règles de prudence ordinaire et normale, on comprend que l'on ne peut supposer la même négligence de la part de la victime elle-même, à moins seulement que l'accident ne doive être considéré comme volontaire de sa part. Un arrêt de Lyon (17 février 1882. S., 82, 2, 247), nous paraît émettre une opinion excessive, en considérant comme faute lourde, assimilable au dol, la faute commise intentionnellement, à dessein et en pleine connaissance de cause; ceci n'est pas la faute lourde, c'est le dol.

143. Mais si l'assureur ne peut pas garantir la responsabilité résultant des fautes lourdes du patron, rien ne l'empêche de garantir les faits qui constituent une faute lourde imputable à un *préposé* de ce patron, et à laquelle celui-ci a été étranger. (1) On ne peut pas s'assurer contre sa faute lourde; mais on le peut évidemment contre la faute lourde ou le dol d'un tiers; le fait d'autrui est, quant à nous, chose fortuite. Or, pour ses quasi-délits, le préposé est vis-à-vis de son patron un tiers. En tout cas, s'il

(1) Sic, en matière d'Ass. marit., MM. Lyon-Caen et Renault, t 3, n° 2140. Boistel, n° 1379.

y a faute du patron, qui oblige celui-ci, parce qu'il a manqué de surveillance, ou a mal choisi son agent, sa faute est légère (1).

144. *L'infraction aux lois et règlements* constitue-t-elle nécessairement une faute lourde, et par suite fait-elle perdre par elle-même à un patron le droit au remboursement des condamnations qu'il a encourues ? Il n'est bien entendu question ici que des lois et règlements qui ont pour but direct la sécurité des personnes (2); nous entendons également, que la question ne peut se soulever qu'à propos des lois *spéciales* qui ont pour but la sécurité des personnes, et qu'elle ne peut évidemment se référer aux dispositions du Code pénal, qui punissent les blessures et l'homicide causés par imprudence.

Nous ne croyons pas, le débat étant même ainsi limité, que la violation des lois et règlements constitue, dans tous les cas, c'est-à-dire, en elle-même, au regard du patron une faute lourde, et que par suite l'assureur puisse refuser la garantie des condamnations résultant des accidents, qui sont la conséquence de ces violations. Un ex. : la loi du 19 mai 1874, sur l'emploi des enfants dans les usines et manufactures, le prohibe au-dessous de 12 ans ; un patron a été induit en erreur par les parents de

(1) Voy. Labbé. Sir., 87, 2, 369. M. Paris, 6 juin 1886 et sur pourvoi, ch. des Req., 2 juin 1886. D. P., 86, 1, 265. S., 87, 1, 369, la note de M. Labbé. Cont. Req., 18 avril 1882. S., 83, 1, 245, (sol. implicite).

(2) Cf. Dans une espèce analogue Nancy, 15 nov 1884. S. 85, 2, 204, à propos de la loi sur l'ivresse.

l'enfant sur son âge véritable ; il est certain, qu'il y a en ce cas, contravention et faute du patron ; mais il nous paraît douteux, qu'il y ait faute lourde de sa part (1) « Sans doute, dit M. le conseiller rapporteur, à la Cour de cassation (arrêt du 18 avril 1882), au nom de la sécurité publique ... l'administration est investie du droit d'accumuler les prescriptions, de prévoir les fautes les plus légères et par suite de faire respecter ses ordres par des pénalités encourues même quand aucun préjudice ne s'est produit quand aucun accident n'a eu lieu. Mais, quand après l'incendie — (nous dirons après l'accident), — il y a lieu d'apprécier, si la faute réellement commise rentre ou non dans les prévisions d'un contrat d'assurance, il s'agit de déterminer sa gravité au point de vue spécial de ce contrat, et non au point de vue du respect dû au règlement. » Autrement, c'en serait fait du contrat d'assurance lui-même.

145. Cette question au reste offre un intérêt pratique très diminué par l'usage où sont les compagnies, de stipuler expressément que l'assurance ne comprendra pas les accidents dérivant d'une violation des lois et règlements ; entendons des lois et règlements ayant pour but spécial et direct la sécurité des personnes. Le trib. de la Seine a jugé (16 juillet

(1) *Sic.* Lyon 17 février 1882, D. P. 85, 2, 91. Voyez arrêté cité plus haut de Nancy 15 novembre 1884. — Cf. en matière d'incendie. Poitiers, 12 mai 1875. Sirey 75, 2, 138. Cass. 18 avril 1882, 1, 245.

1879), que cette clause n'avait rien d'illicite, ce qui ne pouvait faire difficulté.

Il a été décidé d'autre part par la cour de Grenoble le 12 avril 1886 (D. P. 86, 2, 270), que cette clause ne devait pas s'appliquer seulement aux lois et règlements existants lors de la conclusion du contrat, mais à toutes dispositions législatives ou réglementaires en vigueur au moment de l'accident : c'est là au reste une question d'interprétation de volonté, que les juges du fait peuvent trancher souverainement.

Mais on décide généralement que la compagnie est non recevable à opposer au patron assuré la déchéance stipulée par la police, résultant de ce que l'accident serait arrivé par suite d'une infraction aux lois ou règlements concernant la sécurité des personnes, lorsqu'elle a, en connaissant la cause véritable de l'accident, accepté de prendre, et a pris la défense de l'assuré contre l'action de la victime de l'accident (1).

146. L'assurance collective, nous l'avons dit déjà, ne garantit *que les accidents professionnels*. Lors donc, que l'accident arrivé à un ouvrier le sera en dehors de l'exercice de son travail professionnel, comme s'il se blesse chez lui ou même dans la rue au moment d'entrer à l'atelier, la compagnie

(1) Trib. com. du Havre 16 février 1887 Rec. du Havre, p. 126. — Cf. Lyon 17 février 1882. D. P. 83, 291. Grenoble 12 avril 1886 précité.

assureur n'aura à lui payer aucune indemnité. Nous pensons que cette restriction tient à la nature même de cette espèce d'assurance, et que par suite elle devrait y être au besoin sous-entendue, si par impossible une compagnie contractait avec un patron une assurance collective eu apparence générale.

147. Mais qu'est-ce au juste qu'un accident *professionnel*? Est-ce celui-là seulement qui est causé directement par le travail auquel l'ouvrier se livre lui-même, comme s'il se blesse avec les instruments mêmes dont il se sert, avec les machines qu'il conduit? Une interprétation aussi étroite des choses serait évidemment contraire à l'intention des contractants; le patron, qui assure collectivement ses ouvriers, les assure contre les accidents généralement quelconques, qui peuvent leur survenir *pendant l'exercice de leur travail* ou pour employer les termes de quelques polices, « pendant les heures de ce travail ».

Il importe même peu, croyons-nous, que l'accident arrivant pendant l'exercice d'un travail professionnel des ouvriers, dérive d'événements absolument étrangers à ce travail : comme si un ouvrier tisserand, occupé à conduire son métier dans une filature, a été blessé par suite d'une excavation qui s'est creusée sous lui. L'assurance collective garantirait même les ouvriers tués par la chute ou l'incendie des bâtiments où se fait leur travail. Tout au moins, nous pensons que

ces divers accidents ne peuvent être écartés que par une clause formelle de la police (1).

Un arrêt de Lyon du 8 avril 1886 (D. P. 87. 2. 67) semble contraire à cette doctrine ; il décide qu'un ouvrier blessé par l'éroulement d'un bâtiment arrivé par le fait d'une perturbation atmosphérique ou par le mauvais état du bâtiment, n'a pas droit à l'indemnité de l'assurance contractuelle ; mais il est à remarquer que dans l'espèce de cet arrêt, l'accident était survenu à une époque d'interruption du travail, et dans un bâtiment qui ne servait pas à ce travail ; ce qui ne permettrait à aucun point de vue de le considérer comme un accident de la profession ; cet arrêt n'est pas contraire à notre opinion.

148. Quant à la formule « pendant les heures de travail » qu'emploient quelquefois les polices collectives, elle peut donner lieu à des difficultés d'interprétation. La règle générale est que les ouvriers doivent bénéficier de l'assurance tant qu'ils sont sous les ordres du patron et occupés par lui. Il a été jugé : que la compagnie assureur devait l'indemnité stipulée par un entrepreneur de construction de chemins de fer, lorsque des ouvriers ont été blessés, par le fait d'une collision entre deux trains, chargés de les ramener au retour de leur travail, dans les wagons appartenant à l'entrepreneur et sous la direction de ses agents ; cette circulation des ouvriers étant en

(1) Les polices collectives écartent généralement de l'assurance les accidents causés par l'incendie, par les tremblements de terre, chute de la foudre, etc...

effet nécessitée par l'avancement progressif de l'ouvrage, et faisant partie intégrale de leur journée de travail, puisqu'ils étaient indemnisés de leur déplacement, au moyen d'une allocation supplémentaire (Paris 6 juin 1885. D P 86. 2. 123).

149. Si le travail est *suspendu* par suite d'une circonstance quelconque, comme je suppose par un orage sur un chantier à ciel ouvert, les ouvriers blessés dans ces conditions en s'abritant par exemple contre la pluie, n'auraient droit à aucune indemnité, l'assurance se trouvant elle-même suspendue en ce cas.

150. Mais il importe peu, que l'ouvrier ait été blessé pendant un repos momentané, s'il ne s'est pas écarté du lieu de son travail, et si d'ailleurs, malgré ce repos apparent, il devait être considéré *dans* l'exercice de son travail. Comme le dit justement le trib. de comm. de Cambrai (17 mars 1869, B. de M. III, p. 144) les heures de travail doivent s'entendre de tout le temps pendant « lequel l'ouvrier est attaché à l'usine pour les besoins du service auquel il est préposé, sans qu'il soit possible de faire abstraction de quelques instants de repos qu'il peut prendre, alors que le fonctionnement des appareils n'exige pas son travail manuel. »

151. Dans le cas d'assurance collective combinée avec la garantie de la responsabilité civile du patron, l'action, que le patron peut avoir à exercer contre la compagnie quant à la garantie de sa responsabilité, est, on le comprend, une action *recursoire* de sa nature, qui ne peut pas naître avant que cette responsabilité qu'elle couvre ne soit elle-même engagée.

La compagnie ne devra donc rien à l'assuré, au moins quant à cette garantie, tant que le patron ne sera pas actionné par l'ouvrier blessé. (*Paris* 12 février 1886. *Pandectes franc.* 1887, 2, 108)

§ 3. *A qui l'assureur doit-il ?*

152. L'assureur doit les indemnités qu'il a promises à l'assuré, ou à ses ayants cause, cela n'est pas contestable en soi.

Mais quel est l'assuré ?

Cette question ne soulève et ne peut soulever de difficulté que dans le cas où l'ouvrier réclame son indemnité *contractuelle*, c'est-à-dire l'indemnité que la compagnie s'est obligée à payer en dehors de la responsabilité engagée du patron. Très souvent, les ouvriers, dont le patron a contracté une assurance collective ou une assurance collective-combinée, affirment, et nous verrons que leurs prétentions sur ce point ont été finalement admises par la Cour de cassation, affirment, disons-nous, que par suite des retenues de salaire qu'ils ont consenties à leurs patrons, ils ont fait le contrat *leur*, qu'ils ont ratifié la gestion de leur affaire entreprise par le patron, et que dès lors, ils ont acquis le droit d'actionner *directement*, c'est-à-dire en leur propre nom, la compagnie d'assurance, en paiement de l'indemnité contractuelle (Cass. 1^{er} juillet 1885 D. P. 86, 1, 201, S. 85, 1, 409).

153. Il convient tout d'abord avant d'entrer dans l'examen de la question, de faire ici une observation

importante, qui doit servir à bien délimiter le débat. Il est entendu que c'est seulement lorsqu'il s'agira pour l'ouvrier de réclamer *son indemnité contractuelle* qu'il pourra, à supposer le système de la Cour de cassation fondé, agir directement contre la compagnie assureur. En ce qui concerne les dommages-intérêts auxquels il peut avoir droit, à raison de la *faute* du patron, il est bien certain, que l'ouvrier ne peut pas les réclamer directement à la compagnie assureur ; celle-ci a assuré essentiellement le patron, et rien que le patron, contre un risque à lui spécial : le risque des condamnations civiles auxquelles il peut être condamné vis à vis de ses ouvriers. L'ouvrier ne peut réclamer de dommages-intérêts qu'au patron ; et comme cette créance de dommages-intérêts n'est point liquide, il ne peut même pas agir quant à elle directement contre la compagnie, en vertu de l'art 1166 CC, et comme exerçant les droits de son créancier. C'est dans une hypothèse de ce genre qu'est intervenu l'arrêt de Cass. Ch. des Requêtes, du 23 juillet 1884, (D. P. 85, 1, 168. Sir. 85, 1, 128), qui refusait, à un ouvrier, l'action directe contre la Compagnie en raison de l'assurance. Cet arrêt, n'est donc pas comme l'on a prétendu contraire à la doctrine émise par la Chambre civile dans son arrêt du 1^{er} juillet 1885. Les deux arrêts résolvent deux hypothèses distinctes (1).

154. A notre avis, mais ceci est plus délicat, il con-

(1) M. Labbé, note sous arrêt du 1^{er} juillet 1885 S. 85, 1, 409.

vient d'élargir d'autre part la question telle que nous l'avons posée au commencement de ce paragraphe, et de faire abstraction d'un élément de discussion qui ne nous paraît pas devoir s'y trouver nécessairement, nous voulons parler de la circonstance, que des retenues auraient été subies sur leurs salaires, par les ouvriers qui actionnent la compagnie.

Nous croyons que, si le système sur lequel s'appuient les ouvriers est exact, il importe peu en définitive, que ces ouvriers justifient ou non, d'avoir participé au paiement des primes. Le caractère de la gestion d'affaires invoqué par la Cour de cassation, comme principe du droit des ouvriers à l'action directe, ne se tire pas, ce nous semble, de la *participation effectuée* par le maître aux frais de la gestion, mais seulement de l'intérêt exclusif qui lui est reconnu dans l'entreprise faite par le tiers ; il y a gestion avant que le maître n'ait tenu compte au gérant de ses déboursés. Sans doute, lorsqu'il ratifie la gestion, et c'est ce que fait l'ouvrier par cela même qu'il intente une action qui a sa source dans l'assurance, ou lorsqu'il est tenu de la ratifier, le maître devient non recevable à nier l'utilité de l'entreprise, et par suite la gestion elle-même, il doit rembourser au gérant ses frais ; mais cette participation, aux frais de la gestion n'est qu'une conséquence de la gestion elle-même : elle n'est pas sa cause et son principe. L'ouvrier qui n'a pas subi de retenues pourrait donc, ce nous semble, invoquer la gestion d'affaires pour agir directement contre la compa-

gnie, à supposer bien entendu que cette idée de gestion lui donne le droit d'agir directement contre la compagnie (1), comme l'affirme la jurisprudence récente de la Cour de cassation.

155 Ceci dit, voyons brièvement quel est l'intérêt pratique de la question très grave que nous allons examiner.

Cet intérêt est multiple.

1° Si nous admettons que l'ouvrier a une action directe contre la compagnie d'assurances, nous devons dire qu'il a droit au chiffre intégral de l'indemnité promise dans la police, sans qu'il puisse craindre de *compensation* de la part de la compagnie, pour les sommes que le patron peut devoir à celle-ci à raison des primes. Si l'ouvrier au contraire n'a pas d'action directe, il pourra seulement, conformément à l'art. 1166 C. C., et comme tout créancier qui exerce les actions qui appartiennent à son débiteur, exercer l'action que le contrat d'assurance confère au patron contre l'assureur ; mais alors il agit au nom et comme représentant du créancier : l'exception que la compagnie pourrait invoquer contre le patron serait invocable contre l'ouvrier.

2° Agissant en vertu d'un droit propre, l'ouvrier se met, en cas de mauvais état de fortune du patron, à l'abri d'un partage du bénéfice de l'assurance avec les autres créanciers ; au contraire s'il agit en vertu de

(1) La jurisprudence, n'accorde d'action directe à l'ouvrier en cas d'assurance collective que si l'ouvrier a subi des retenues.

l'art. 1166, il subit le concours des autres créanciers; il n'a pas de privilège; c'est là le résultat le plus regrettable du système (1). Tel est du moins ce qui nous paraît ressortir des principes.

3^e L'ouvrier, dans le système de la Cour de cassation, doit enfin, ce semble, être considéré comme obligé envers la compagnie au paiement des primes.

L'intérêt, on le voit, est sérieux de savoir si l'ouvrier a droit à l'indemnité *directement* des mains de l'assureur, ou s'il n'y peut prétendre que par l'intermédiaire de son patron ou, ce qui revient au même, au nom de celui-ci.

Cette question a divisé dans ces dernières années et divise encore gravement les auteurs et la jurisprudence.

156. On peut remarquer que, dans le principe, on refusait en général à l'ouvrier, le droit d'agir directement contre la compagnie assureur.

Pour lui accorder ce droit, quelques tribunaux, il est vrai, ont dit que le contrat d'assurance fait par le patron, au profit de ses ouvriers, devait s'analyser en une stipulation pour autrui, valable et efficace dans les termes de l'art. 1121 du C. C. (2).

Mais cette idée, n'a pas été généralement admise et la Cour de cassation elle-même dans son arrêt du

(1) Une loi nouvelle, s'occupant de l'assurance, aurait à établir ce privilège.

(2) Cf. Trib. civil Versailles, 19 janvier 1888. *Gaz. des Tribunaux*, 22 avril 1884. Paris, 30 octobre 1885. *Gaz. des Tribunaux*, 5 novembre 1885. Nîmes, 24 avril 1882.

1^{er} juillet 1885 qui rejette le pourvoi dressé contre l'arrêt précité de Nîmes semble la condamner par son silence. L'art. 1121 C. C., n'a pas d'application en la cause par cette raison « que l'absence de désignation précise de la personnalité de l'ouvrier bénéficiaire, dans un contrat d'assurance collective, où le patron assure *in globo* un certain nombre d'ouvriers, sans les dénommer, ne permet pas à l'ouvrier d'invoquer les effets de la stipulation pour autrui et d'intenter directement une action contre la compagnie en vertu de l'art. 1121 C. C. » (1).

157. On en concluait jusqu'à l'arrêt de cassation du 1^{er} juillet 1885, que les ouvriers assurés collectivement, n'avaient d'autre action que celle qui résulte de l'art. 1166 C. C. contre la compagnie d'assurance (2).

L'arrêt de cassation (Ch. civile) du 1^{er} juillet 1885, est venu renverser une jurisprudence qui semblait se conformer à l'exacte appréciation des faits, en décidant que « au cas où un entrepreneur a assuré ses ouvriers à une compagnie d'assurance en vertu de conventions qui ont reçu l'approbation de la compagnie, et qui ont été ratifiées par les ouvriers,

(1) Voy. conclusions du Min. pub. *Gaz. des Tribunaux* du 21 septembre 1884.

(2) Voy. Lyon 7 juin 1878, B. de M. II, 575. — Trib. civ. de Nevers 13 juillet 1880, *Journ. des Ass.* 1881, p. 30 — Trib. civ. de la Seine, 8 déc. 1880, *Journ. la Loi* du 19 déc. 1880. — Rouen 25 juillet 1881, Sir. 82, 2, 112. — Dijon 27 mars 1882 S. 83, 2, 201. — Trib. civ. de la Seine, 8 juill. 1884. *Rec. per. des Ass.* 1885, p. 42 — Paris 4 avril 1884, D. P. 85. 2, 52.

au moyen du versement de la prime retenue sur leurs salaires, l'entrepreneur agit comme gérant d'affaires des ouvriers, qui ont, en cas de sinistre, une action directe contre la compagnie. » Cette décision a été le point de départ d'une jurisprudence nouvelle (1).

158. La doctrine émise par la Cour suprême a jeté, dans le monde des assureurs une émotion très légitime. Doit-elle être acceptée ? Il nous semble, malgré toute la déférence qui est due au premier corps judiciaire de France, que son système sur ce point méconnaît et dénature absolument ce que les parties ont voulu faire et ont fait en effet. Lorsqu'un patron assure collectivement ses ouvriers, la compagnie entend-elle traiter avec les ouvriers eux-mêmes ? non certainement ; elle ne les connaît pas, et d'ailleurs ils sont susceptibles de se renouveler tous les jours. Elle n'a traité qu'avec le patron ; c'est son crédit, sa probité personnelle en qui elle a eu foi ; c'est à lui seulement qu'elle peut réclamer le paiement des primes ; c'est lui seul dès lors qui doit pouvoir se prévaloir du contrat pour réclamer l'avantage corrélatif de ces primes, le paiement des indemnités en cas d'accident. Qu'on ne dise

(1) Dans le même sens, un jugement du Trib. civil de la Seine (4^e Ch.) du 13 août 1885. (*Journ. la Loi* du 14 août 1885 et un arrêt de la Cour de Toulouse du 11 août 1885 *Rec. per. des Ass.* 1885 p. 467. — Cf. Trib. civil de Valence, 9 février 1885. *Rec. per. des ass.* 1886, p. 183. Paris 30 oct. 1885. S. 86. 2, 49. Toulouse, 16 avril 1886. S. 87, 2, 89 et la note de M. Labbé. Rennes, 22 mars 1887. Sir, 87, 2, 193.

pas comme l'a fait la cour de Nîmes (24 avril 1882. Sir. 83, 2, 202), qu'une entente collusoire est possible entre le patron et la compagnie, afin de frustrer l'ouvrier de son indemnité : celui-ci, si le patron s'abstient, peut évidemment agir, relativement à son indemnité contractuelle, au nom du patron en vertu de l'art. 1166 du C. civ. (1).

159. La compagnie disons-nous, n'a entendu s'obliger qu'envers le patron : c'est ce que les polices prennent le soin assez souvent de formuler expressément, à l'aide d'une clause spéciale, comme celle-ci : « *la présente assurance ne crée de lien de droit qu'entre la compagnie et le souscripteur.* ».

Mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que cette clause étant même mise de côté, la volonté des parties ne nous semble pas douteuse; elle résulte selon nous de la nature même du contrat d'assurance collective contre les accidents. Sans doute, si les parties énonçaient formellement, — c'est une hypothèse qu'on ne rencontre pas dans la pratique, — que les ouvriers auront un droit d'action directe contre la compagnie, cette clause serait valable en vertu du principe de la liberté des conventions. Mais nous croyons qu'en l'absence de cette clause, il y aurait lieu tout naturellement pour les tribunaux de présumer et d'admettre, que les parties ont en-

(1) Une clause de la police pourrait-elle enlever aux ouvriers ce droit d'exercer contre la compagnie l'action indirecte de l'art. 1166. Avec M. Labbé (note sous Paris précité du 30 octobre 1885) nous croyons que non.

tendu se soumettre à un usage très-général, alors même, que certaines dispositions de la police pourraient se concilier mal avec l'exclusion pour les ouvriers au droit d'action directe (1). Notamment, quoique les ouvriers soient traités dans la police de *bénéficiaires*, il ne nous semble pas que les tribunaux doivent en conclure, que l'action directe leur sera accordée. (2)

160. De ce que les parties contractantes, patron et compagnie, ont entendu s'obliger uniquement l'une vis-à-vis de l'autre, s'ensuit-il que le contrat ne constitue pas, vis-à-vis de l'ouvrier, une gestion d'affaires comme l'a décidé la Cour de cassation ? non, cette idée de gestion d'affaires nous paraît exacte en elle-même et conforme à la nature des faits.

161. Elle a le mérite d'ailleurs à notre avis de mettre l'assurance collective des ouvriers à l'abri de tout reproche d'illégalité. Remarquons en effet, que si nous nous cantonnions uniquement dans cette idée que le patron, tout en assurant ses ouvriers, est seul créancier, parce qu'il a stipulé en son nom propre, il serait peut-être difficile dans un certain cas de ne pas

(1) Cette interpellation serait cependant souveraine.

(2) *Contra* MM. Labbé à la note de Douai précitée, S. 87, 2, 89, et de Courcy, *Le Droit et les ouvriers* p. 111. Bien entendu, nous ne nous séparons de ces deux auteurs qu'au point de vue de l'interprétation que dans notre hypothèse et généralement en cas de silence des polices il convient de donner *en fait* à la police.

En *droit*, nous pensons avec eux que la volonté des parties est exécutoire, « que la solution de notre question doit être cherchée non dans des règles juridiques abstraites mais dans la rédaction du contrat d'assurance » que « tout repose, en d'autres termes sur une interprétation de la volonté des parties. » (Note précitée de M. Labbé).

aboutir à la nullité du contrat d'assurance collective.

Ce cas est celui, d'ailleurs assez rare dans la pratique, où le patron assure collectivement ses ouvriers sans assurer en même temps sa responsabilité civile. En pareil cas l'assurance, stipulation pour autrui, ne se présenterait pas à nous comme la condition d'un contrat à titre onéreux (art 1121) et par suite serait nulle aux termes de l'art. 1118 C. C. L'idée de gestion d'affaires nous préserve de cette déduction.

162. Mais de ce qu'il a, en droit, gestion d'affaire de la part du patron vis-à-vis des ouvriers assurés collectivement par lui, s'ensuit-il que la volonté des parties de laisser ces ouvriers en dehors du contrat en soit, en fait, moins formelle ? et si cette volonté est formelle ne doit-elle pas être exécutée ?

Comment le nier ? comment nier que la compagnie assureur soit libre de s'engager dans les conditions que bon lui semble ?

La Cour de cassation invoque, en faveur de son système, cette circonstance que l'ouvrier, en acceptant de subir des retenues sur son salaire, a ratifié la gestion d'affaires entreprise par le patron : elle en conclut, que cet ouvrier peut agir à la place du patron contre la compagnie. Peut-être pourrions-nous dire : qu'importent ces retenues qui sont pour la compagnie *res inter alios acta*. Mais si nous ne nous abusons pas, il nous semble que l'assureur pourrait tirer précisément un certain argument des retenues de salaires, contre l'ouvrier. Je n'ai voulu, pourrait-il lui dire, m'engager qu'envers votre

patron, tout en le faisant en votre faveur : si vous avez ratifié notre convention, vous n'avez pu évidemment la ratifier que telle qu'elle se comportait ; vous avez, de par le fait même de cette ratification, renoncé vous-même à toute action directe contre moi.

163. Dira-t-on que la compagnie ne peut pas s'engager au regard seulement du patron, considéré comme gérant d'affaires, abstraction faite du géré, de l'ouvrier ? Voici comment s'explique à ce sujet M. Labbé, dans un passage que nous empruntons à la critique à laquelle il se livre de la doctrine émise par la Cour suprême (V. sous l'arrêt de Cass. au Sirey) ; « Que d'un acte fait par un gérant d'affaires ou un mandataire, il puisse résulter un droit de créance au profit du *dominus negotii* au, profit du mandant, c'est une *faculté* que notre droit moderne accorde ; ce n'est pas une nécessité qu'il impose. Le législateur veut inciter à prendre soin des affaires des absents ou des négligents. Le plus souvent, le tiers, sollicité à contracter par le gérant, aura plus de confiance dans le *dominus negotii* que dans le gérant. Soit ! mais s'il en est autrement, le but sera mieux atteint par la latitude laissée aux tiers, de retenir pour débiteur le gérant connu, et présent au contrat et d'écarter la personne de l'absent. »

Il faut répondre d'une façon absolument semblable à l'argument tiré de l'article 1121. — Rappelons d'ailleurs que la Cour de cassation n'a pas retenu cet argument, sur lequel l'arrêt de Nîmes, objet du

pourvoi, avait cru pouvoir se fonder en même temps que sur l'article 1372.

164. Ramenée à une question d'interprétation de volonté des parties contractantes, il ne nous semble plus que notre question puisse être douteuse. La Cour de cassation, dans son arrêt du 1^{er} juillet 1885, a méconnu la volonté parfois formelle, en tout cas toujours bien certaine, des parties qui ont contracté une assurance collective. En la fondant en quelque sorte dans le moule ordinaire des contrats, elle a détruit la physionomie originale et simple de cette assurance (1). Nous croyons donc, malgré cet arrêt, que l'ouvrier blessé n'a pas, en vertu du contrat d'assurance collective, d'action directe contre la compagnie d'assurance, qu'il n'a contre elle d'autre action que l'action indirecte que lui confère le droit commun de l'article 1166, C. C. (2). En conséquence, c'est seulement au patron, en cas d'accident, que l'indemnité promise sera due, à la charge bien entendu de la remettre à qui elle doit profiter.

§ 4. *Au profit de qui l'indemnité est-elle due ?*

165. Qui a droit à l'indemnité du contrat d'assurance contre les accidents, soit individuel, soit collec-

(1) *Sic* outre M. Labbé, différentes notes au Sir. M. Sauzet, *Situation des ouvriers dans l'assurance-accident collective*, n° 14 et suivants. Revue critique, 1886, page 361 et suivantes. De Courcy. *Le Droit et les Ouvriers*, pages 109 et suivantes.

(2) L'ouvrier, outre cette action indirecte contre la compagnie, a aussi une action mais cette fois directe, *contre son patron*. (Voir plus loin nos explications à ce sujet).

tif ? bien entendu, l'assuré lui-même, s'il n'est que blessé (1); s'il meurt par suite de l'accident, l'indemnité sera payée à ses ayants-cause quant au contrat spécial qui nous occupe, aux *bénéficiaires* de ce contrat en d'autres termes.

Mais quels sont ceux-ci ?

Si la police les détermine, il faut suivre la classification et l'ordre qu'elle en donne. Les conventions sont en effet la loi des parties.

Il ne s'agit pas ici, remarquons-le, d'une valeur comprise dans la succession du *de cuius*, et que celui-ci n'a pu transmettre qu'en suivant les formes des testaments. L'indemnité, due par la compagnie en cas de mort de l'assuré, est tout à fait en dehors de la succession de celui-ci, quoique le droit à cette indemnité, s'ouvre le même jour que la succession ; elle n'a jamais fait partie de cette succession. Elle naît dans la personne des ayants-cause, — bien entendu nous supposons le cas de mort de l'assuré accidents, — en même temps sans doute que cette succession, mais abstraction faite d'elle ; il est vrai de dire, que cette somme n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, puisqu'elle a été créée par l'assurance et que l'assurance s'ouvre en même temps que le patrimoine disparaît.

166. La classification, que la police donne des bé-

(1) Le tribunal civil de Villefranche, 14 mai 1880. (B. de M., p. 250), a décidé que cette indemnité n'avait pas le caractère d'un bien propre et qu'elle tombait dès lors dans l'actif de la communauté.

néficiaires de l'indemnité, est essentiellement limitative (1) (art. 1162 C.C. par analogie).

Si la police est muette, quant aux personnes au profit desquelles sera faite l'attribution de l'indemnité, il conviendra de rechercher, avant tout, quel en est le bénéficiaire présumé, et pour cela, il n'y a pas à s'attacher servilement à l'ordre successif; l'assurance contre les accidents garantit en effet une indemnité, c'est-à-dire une somme qui avant tout a le caractère d'une réparation; par conséquent, le réclamant doit exciper en premier lieu, à l'appui de sa demande de l'existence d'un préjudice au moins moral (2).

On a décidé très justement, que le frère de la victime célibataire, quoique se trouvant son héritier le plus proche, n'avait pas droit au bénéfice du contrat d'assurance, du moment qu'il était prouvé qu'il n'avait vécu avec elle qu'en mauvaise intelligence et ne pouvait pas dès lors invoquer un préjudice.

167. De l'idée que nous avons émise tout-à-l'heure à savoir que l'indemnité, payée par la compagnie d'assurance au bénéficiaire, n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, il résulte une autre consé-

(1) Ordinairement, en matière d'assurance collective, l'indemnité est stipulée au profit de la femme; à son défaut, des enfants mineurs; à leur défaut, au profit des père et mère; mais pour ceux-ci, seulement jusqu'à concurrence, en général, d'une fraction.

En matière d'assurance individuelle, les frères et sœurs sont le plus ordinairement compris parmi les bénéficiaires.

(2) Cf Trib. civ. de Lyon 8 décembre 1869, D. P., 70, 2, 63 Trib. civi de Nancy 6 avril 1886, *Rec. per. des ass.* 1886, p. 233

quence très-importante, c'est que le bénéficiaire du contrat d'assurance-accidents qui se trouve en même temps être héritier, ne recevra pas l'indemnité en tant qu'héritier, mais *jure proprio*. A moins donc qu'il n'accepte la succession purement et simplement, les créanciers de la succession n'auront aucun droit à l'indemnité d'assurance, et ne pourront pas la frapper de saisie-arrêt : il n'aura pas à acquitter, d'autre part, le droit de mutation par décès sur le montant de l'indemnité qu'il touche.

168. Au moins le principe que nous venons de poser recevra sa consécration, lorsque la stipulation sera faite au profit de personnes suffisamment *déterminées* (arrêt de Cass. 2 juillet 1884, conforme d'ailleurs à une jurisprudence constante) ; sinon le capital assuré ferait partie de la succession, car une stipulation pour autrui n'est valable, que si elle est faite à une personne certaine et existante (1).

169. Quant au point de savoir, s'il y a détermination suffisante aux termes de l'art. 1121 C. C., au cas de désignation générique, c'est là, on le comprend, une question rentrant avant tout dans le pouvoir souverain des juges de fait. (Arrêt précité du 2 juillet 1884). Toutefois, disons que les tribunaux paraissent disposés à admettre que la stipulation « à ma veuve, » « à mes enfants, » « à mes ascendants », est faite au profit de personnes déterminées.

(1) Cass. 15 décembre 1873. S. 74. 1. 199 et la note de M. Labbé.

La jurisprudence, qui jusqu'en 1872, décidait de même pour la stipulation faite aux héritiers, tend à adopter depuis cette époque, l'opinion inverse. (1).

Ces idées sont le résumé de l'état de la jurisprudence française sur la question importante de l'attribution de l'assurance en matière d'assurance-vie. Nous avons voulu en donner ici au moins le sommaire parce que les solutions qu'il renferme, quoique rendues en dehors de notre sujet, s'appliquent également dans l'assurance-accidents, lorsque le droit à l'indemnité s'ouvre à raison du décès de l'assuré. Il est bien entendu que si ce droit était né dans la personne de l'assuré seulement blessé, l'indemnité naturellement suivrait, à la mort de l'assuré, le sort du reste du patrimoine (2).

§ 5. *Pendant combien de temps l'assureur doit-il ?*

170. Très généralement les assureurs s'affranchissent, dans la police, de la prescription trentenaire, et stipulent que toute action en paiement d'indemnité, sera prescrite par un an (3). Cette clause, dont on a d'abord nié la validité, est licite (4) : s'il est contraire à l'ordre public, que les actions se prolongent au delà du temps fixé par la loi, rien ne

(1) Cass. 7 février 1872 S. 72, 1, 86, Amiens, 30 décembre 1873, 19 décembre 1877 et 25 février 1880. Rennes 23 juin 1870.

(2) Voy. Trib. civ. Seine, 2 juin 1886. Rec. per. des Ass. 1886 p. 503.

(3) Le délai de quatre mois primitivement choisi a été reconnu trop court. M. Chauffon. *Les assurances* t. 2. p. 321.

(4) Cas. 1^{er} fév. 1853, B. de M. 151 Cass. 16 janv. 1865. S. 65, 1, 80.

s'oppose à ce qu'elles soient moins longues (1). Cette abréviation de la prescription se justifie d'ailleurs par des raisons spéciales, la difficulté, notamment, au bout de quelques mois après l'accident, de bien en déterminer les causes, la nature, ou même les conséquences.

171. Sauf au reste en ce qui concerne sa durée, cette prescription est soumise aux règles du droit commun, notamment quant à ses causes d'interruption, qui sont celles seulement de l'art 2244 du C. civ. La déclaration du sinistre, de simples pourparlers pour arriver au règlement de l'indemnité, s'il n'est pas prouvé que la compagnie a eu recours à des manœuvres pour empêcher l'assuré d'agir dans le délai voulu, n'interrompraient donc pas cette prescription. (2).

Il convient également d'appliquer à cette prescription l'art. 2257 C. C., aux termes duquel toute prescription est suspendue, à l'égard d'une action en garantie, tant que l'éviction n'a pas eu lieu.

Nous avons déjà dit, que l'action qu'exerce un patron contre la compagnie d'assurances à raison de la garantie qu'elle lui doit de sa responsabilité civile, est une action *récursoire*, et que par suite elle ne peut pas être intentée tant que la responsabilité civile du patron n'a pas été mise en cause.

(1) M. Labbé, note sous Paris, 30 oct. 1885, S. 86, 2, 49.

(2) Trib. civil de Villefranche, 23 oct. 1885. Trib. civil du Puy, 15 mars 1886. *Contra*, Paris, 30 oct. 1885. S. 86, 2, 49, qui se fonde sur l'interprétation probable de la volonté des parties, et la note de M. Labbé.

La Cour de Paris, par un arrêt du 12 févr. 1886 (*Pandectes françaises* 1887, 2, 108), a jugé, que malgré la clause de prescription d'un an de toute action, à raison de l'accident, contre la compagnie, la déchéance ne s'appliquerait pas au cas de recours en garantie dirigée contre la compagnie par un patron condamné envers son ouvrier, ou poursuivi par lui : cette déchéance, dont le fondement est une présomption de renonciation, ou la sanction d'une inaction volontaire, étant inapplicable à l'assuré, qui n'a pu exercer dans l'année son recours contre l'assureur, parce qu'il n'a été lui-même actionné que plus d'un an après l'accident.

172 Si cet arrêt nous paraît au fond très juridique, nous croyons cependant, que la solution qu'il donne n'a rien de nécessaire. Il s'agit ici avant tout, à notre avis, d'interpréter la volonté des contractants ; serait à l'abri de la Cour de cassation, l'arrêt par lequel les juges du fait décideraient que la prescription est acquise à l'assureur un an après l'accident, pour toute action qui est la suite de cet accident et quelle que soit la cause du retard de l'assuré. Outre les raisons d'abréviation de la durée de la prescription données plus haut, et qui se rencontrent également ici, il faut observer que « la constitution des compagnies d'assurance, dont les comptes se règlent et se liquident annuellement, ne leur permet pas de rester pendant longtemps sous le coup de réclamations imprévues » (1) ; nous ajou-

(1) M. Desfrancois. *Comment. des condit. génér. de la police.*

terons qu'il en est surtout ainsi dans les compagnies d'assurances mutuelles. Rien donc ne s'oppose, à ce que les parties aient entendu prescrire par un an, toutes les actions résultant du contrat d'assurance, même l'action en garantie; il ne paraît pas qu'on puisse invalider une telle clause : le Code civil nous fournit des exemples nombreux de cas où l'on peut, par contrat, s'affranchir de la garantie qui résulte, de droit commun, de nos actes; ainsi le vendeur peut s'affranchir de toute garantie résultant de la vente (art. 1627, C. C.); ce n'est pas, semble-t-il, pour interdire à l'homme, lorsqu'il assure une responsabilité, qui de droit commun lui est étrangère, de la limiter dans sa durée. Toutefois, nous pensons qu'une telle rigueur ne devrait résulter que de clauses bien formelles et bien nettes du contrat.

En tout cas, il est bien certain que lorsque la prescription lui est acquise, la compagnie peut l'invoquer, aussi bien contre les ayants droit de l'assuré, comme par exemple, un cessionnaire de la créance d'indemnité que contre l'assuré lui-même, (Le Puy, 15 mai 1886).

CHAPITRE V

COMPÉTENCE RELATIVE AUX ACTIONS NÉES DU CONTRAT D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS.

173. Cette question de compétence est double. On doit envisager successivement par rapport à la compétence réelle, et par rapport à la compétence personnelle.

174. *Compétence réelle.* Le principe, conforme au droit commun, est qu'elle se règle d'après la personne du défendeur, il faut, d'après les distinctions que nous avons exposées plus haut, s'attacher à déterminer le caractère civil ou commercial de l'opération d'assurance par rapport à ce défendeur.

Si donc, c'est la compagnie assureur qui est poursuivie, dans tous les cas, c'est-à-dire, même si la demande est intentée par un assuré au regard duquel l'assurance contre les accidents constitue un acte civil, le tribunal de commerce sera compétent, qu'il s'agisse d'une police individuelle ou collective simple ou collective-combinée : c'est la conséquence de cette idée, qu'au regard de l'assureur, le contrat d'assurance est commercial. Il n'y a d'exception à cette règle que s'il s'agit d'une compagnie mutuelle ; la compagnie mutuelle est en effet une compagnie civile et

par suite elle n'est pas justiciable des tribunaux de commerce (1).

Dans le cas au contraire, où la compagnie agirait contre l'assuré, soit en paiement des primes, soit en annulation ou en résiliation du contrat, le tribunal civil serait compétent, en principe. Dans le cas cependant où l'assurance serait considérée comme un acte commercial, même dans la personne de l'assuré—tel est le cas de l'assurance collective-combinée — le tribunal de commerce serait compétent.

175. Le demandeur, qui peut agir devant le tribunal déterminé par les règles qui précèdent, c'est-à-dire, qui peut actionner le défendeur devant le tribunal compétent à raison du caractère de l'acte envisagé dans la personne du défendeur, est-il *obligé* d'agir devant ce tribunal?

Si le contrat a le même caractère, vis-à-vis des deux parties, la question ne peut faire doute : il est bien certain alors, que la demande ne pourra être intentée que devant le tribunal civil si l'acte est civil, ou devant le tribunal de commerce si l'acte est au contraire commercial.

Il a été jugé notamment, que les contestations entre une compagnie à primes fixes et un assuré, qui a contracté une assurance pour les besoins de son commerce étaient du ressort du tribunal de commerce seul (2).

(1) Cf. Paris 2 mai 1850. D. P. 50, 2, 187. Cass. 8 février 1860. D. P. 60, 1, 183. Cass. 15 juillet 1884. D. P. 85, 1, 173.

(2) Cf. Cass. 24 janvier 1865. S. 65, 1, 153. Limoges 11 nov. 1884. Sir. 85, 2, 182.

Mais si le contrat est commercial d'une part, et civil de l'autre, le demandeur a-t-il le choix entre les deux juridictions? La question se présentera au cas d'une assurance individuelle ou collective simple contractée à une compagnie à primes fixes; elle se présentera aussi, au moins dans notre opinion, au cas d'une assurance collective-combinée contractée à une compagnie mutuelle (1).

La jurisprudence très généralement se prononce en faveur du droit d'option (2) : d'une part, a-t-on dit, le défendeur ne peut se plaindre d'avoir été actionné devant sa propre juridiction, et de l'autre le demandeur est présumé n'avoir pas voulu renoncer à la sienne. Ces motifs, à les supposer exacts, sont généraux : ils devraient donc s'appliquer également, ce nous semble, au cas où l'opération serait commerciale pour le demandeur et civile pour le défendeur, bien que les arrêts n'aient spécialement tranché que l'hypothèse inverse.

Nous croyons fermement, avec M. Glasson (3), que le droit d'option doit être refusé au demandeur dans toute

(1) Sic par analogie Amiens 27 août 1858. Sir. 2, 702. Paris 18 déc 1885. S. 87, 2 et la note de M. Lyon-Caen.

Cass. 8 février 1860. S. 60, 1, 207. Paris 4 fév. et 20 avril. 86. S. 87, 2, 21.

(2) Cass. 30 juillet 1884, D. P. 85, 1, 193 et les arrêts cités à la note. — La courd'Aix, 15 janvier 1884. D.P. 85. 2. 49 a fait l'application de cette jurisprudence au contrat d'assurance.

(3) M. Glasson, note sous Aix précité. — Cf. MM. Bédarride, *De la juridiction commerciale* n° 193, Demangeat sur Bravard, *Traité de droit commercial* t. 6, page 387 et suiv. — Dans le sens de la jurisprudence, M. Boistel n° 1467.

hypothèse ; le système de la jurisprudence contredit manifestement l'esprit général de notre loi, qui est de fixer la compétence par des considérations tirées de la personne du défendeur seul ; *actor sequitur forum rei* (art. 59 C. proc. c.) Peu importe de savoir quel serait le tribunal compétent à supposer que les rôles soient changés ; avant que le demandeur puisse prétendre qu'il n'a pas entendu renoncer à la compétence de tel ou tel tribunal, il faut qu'il établisse qu'il y avait droit en qualité de demandeur.

176. *Compétence personnelle.* Elle est, en principe, déterminée par le domicile du défendeur (art. 59 C. pr. c.)

Pas de difficulté au cas où l'action est dirigée contre l'assuré.

Quant au domicile de la compagnie d'assurance, il est dans la ville du siège social. — Le tribunal de cette ville est compétent, même si la compagnie est constituée en mutuelle : l'art. 69 C. pr. civ. § 6 parle des sociétés de commerce seules, parce que, en général, les sociétés civiles n'ont pas de siège social ; mais nous remarquerons que les sociétés d'assurances mutuelles en ont obligatoirement un. (Art. 9 et 48 décret du 22 janvier 1868). L'esprit de notre loi est qu'elles soient assignées à ce domicile.

Il faut même décider que la compagnie d'assurance a droit à cette compétence du siège social, lorsqu'elle a fait toucher les primes au domicile de l'assuré, malgré la clause qui les déclare portables ; la compagnie n'a en effet, agi ainsi que dans l'intérêt de ses

clients ; les assurés ne peuvent en tirer argument contre elle. La Cour de cassation avait d'abord décidé, contrairement à cette manière de voir, que la compagnie devait être présumée avoir renoncé en ce cas au tribunal du siège social (1) ; elle a depuis abandonné cette doctrine (2).

177. Le tribunal du domicile du défendeur est-il le seul compétent en notre matière ? On sait que l'art. 420, § 3. C. pr. civ. donne également compétence au tribunal, dans le ressort duquel le payement devait être effectué (3) ; cette règle s'applique-t-elle ici ? Nous croyons que cette disposition, par sa corrélation directe avec le § 2, n'a entendu viser que les ventes de *merchandises* (4) ; il ne doit donc pas en être fait état dans notre sujet (5). — En tous cas il est bien certain que cet art.

(1) 10 mars 1873, D. P. 74, 1, 124.

(2) 25 juin 1878, D. P. 79, 1, 213, 17 décembre 1879, D. P., 80, 1, 202. Cf. Nîmes, 18 avril 1882. S. 82, 2, 214.

(3) Il est bon d'ailleurs de remarquer que cet art. 420, § 3, fixe la compétence facultative de ce tribunal même au cas où l'action serait étrangère à la demande en payement de ce prix, même au cas où elle serait dirigée par le débiteur de ce prix. Cass. 15 mai 1854, D. P. 54, 1, 249. 27 Nov. 1882. D. P. 83, 1, 384. 1^{er} nov. 1884, D. P., 85, 1, 195. Cet art. 420, § 3, devrait donc, s'il était admis ici, s'appliquer sans distinction aussi bien contre la compagnie qu'en sa faveur.

(4) *Sic.* Cass. Req. 18 fév. 1862. S. 62, 1, 427. 5 mai 1880. S. 80, 1, 263. *Contra.* Cass. 13 mai 1857. S. 57, 1, 669. 3 janv. 1870. S. 72, 1, 328. 29 janvier 1883. Cass. Req. S. 85, 1, 483.

(5) *Contra.* Cass. 20 mai 1873. S. 73, 1, 329. 25 juin 1878. Sir. 79 1, 357, 1^{er} déc. 1884. S. 85, 1, 484 (D. P. 85, 1, 195). Ces arrêts, considèrent d'ailleurs que ce sont les primes d'assurance, et non le capital stipulé, qui constituent le *prix* de l'assurance.

420 n'est applicable que devant le tribunal de commerce (1).

178. On admet généralement que les compagnies d'assurances au lieu d'être assignées au siège social, peuvent l'être devant les tribunaux de leurs succursales (2) La jurisprudence arrive à cette idée par une interprétation de la volonté probable des parties, par une présomption d'élection de domicile. M. Glasson fait toutefois remarquer (3) que cette jurisprudence, fort utile en pratique, est peut-être fort difficile à justifier au point de vue de la rigueur des principes, car, si une élection de domicile peut être implicite, elle ne doit pas au moins se présumer (4). On pourrait arriver peut-être à reconnaître la compétence des tribunaux de succursales, en considérant chacune de ces succursales comme une simple continuation, en quelque sorte, du siège social. La société est une personne morale. Or, si l'on comprend qu'une personne physique n'existe et ne puisse

(1) Quant au § 2 de l'art. 420, qui attribue compétence au trib. de comm. « dans le ressort duquel la promesse a été faite *et la marchandise livrée*, » il est bien certain *a fortiori* qu'il n'est pas applicable ici : l'indemnité assurée ne peut être évidemment assimilée à une marchandise.

Ici nous rentrons dans le système de la Cour de cass. (Cass. ch. req. sol. implic. 1^{er} décembre 1884, D. P. 85, 1, 195.

(2) Cass. 30 déc. 1846 D. P. 47. 1, 180. 10 nov. 1852, D. P. 53. 1. 105. Bien entendu les tribunaux de comm. des succursales ne sont compétents qu'à raison des actes passés par la comp. d'ass. dans leur ressort (Cass. 3 février 1885. S. 85, 1, 209).

(3) Voir la note précitée sous Aix, D. P. 85, 2, 49.

(4) C'est là un point généralement admis. Voy. notamm. MM. Aubry et Rau, t, I, § 146, p. 587.

exister qu'en un seul lieu, qui sera son domicile, on comprend au contraire, qu'une personnalité toute civile, toute juridique, sans existence matérielle, puisse être considérée comme se manifestant à la fois dans différents lieux, qui seront autant de petits sièges sociaux, ou si l'on préfère, autant de dépendances d'un siège social unique, vis-à-vis des tiers qui ont contracté avec elle dans ces lieux. L'art. 69 § 6 C. proc. civ., ne défend pas cette conception ; il suppose, mais ne dispose pas qu'une société n'a qu'un seul siège social.

179. Quand y a-t-il succursale ? La question est souvent délicate en fait. En principe et d'une manière générale, il faut dire que la *succursale* résulte seulement de l'établissement dans une ville, d'un employé, quel que soit du reste le nom qu'on lui donne, qui pourra parler au nom de la société, qui aura ses pouvoirs, en d'autres termes, qui pourra *l'engager par sa signature*. Si cet agent n'est qu'un simple intermédiaire, sans initiative propre, comme s'il peut seulement remettre aux assurés les polices ou les quittances de primes « *signées par le directeur* », son bureau ne sera point une succursale de la compagnie. Tel est du moins l'indication qui se dégage de la jurisprudence (1).

Assez souvent, l'assuré fait dans la police élection de domicile au siège de la Société. Cette clause a, entre autres effets (2), celui de priver l'assuré du droit d'agir

(1) Cass. 20 mai 1873, D. P. 75, 1, 469. 30 juin 1874, D. P., 76, 1, 395. 25 juin 1878, D. P. 79, 1, 212.

(2) Elle permettrait également à la compagnie d'assigner l'assuré au siège social.

devant le tribunal du lieu où se trouve une succursale (1).

Mais, ajoute aussitôt un parti important dans la jurisprudence (2), l'assuré n'en conserve pas moins, en ce cas, le droit d'agir en matière commerciale tout au moins, devant le tribunal du lieu désigné pour le paiement. L'art. 420 C. Proc. civ., nous l'avons déjà dit, ne nous semble pas applicable à notre sujet; nous rejetons la nouvelle application qu'on en fait ici.

180. Les règles, que nous venons de poser sur la compétence des juges du siège social de la Société ou de ses succursales, reçoivent exception lorsque la compagnie est actionnée non pas principalement, mais seulement en garantie, conformément au droit de l'art. 181 C. proc. civ.. Et la cour de Rouen (3) a même décidé, que l'élection de domicile faite par les parties au lieu du siège social, n'empêchait pas que la compagnie assignée en garantie incidente, ne le fût devant le tribunal où est pendante l'action principale, car les dispositions de l'art. 181, C. proc. civ. ne souffrent d'exception que s'il s'agit d'une incompétence *ratione materiæ*.

Mais, pour que l'assuré puisse ainsi actionner la compagnie d'assurances, conformément à l'art. 181,

(1) Cass. 30 juin 1874, D. P. 76, 1, 395. Dijon, 24 juillet 1877, S. 77, 2, 322. Cass. 6 avril 1886, S. 86, 1, 269.

(2) Caen, 1^{er} juillet et 6 août 1845, D. P. 1846, 2, 162 et 163. Paris, 16 mai 1884 *Rec. per. des Vss.* 1884 p. 554. Toulouse, 31 janv. 1884 *Gaz. du Palais* 1^{er} sem. p. 857.

(3) 6 janv., 1865. (B. de II., p. 294).

devant une autre juridiction que celle fixée par la loi ou les statuts il faut que l'action qu'il intente contre elle soit bien l'accessoire et la dépendance de la demande originaire à laquelle il a à répondre lui-même.

La jurisprudence, à cet effet, distingue le cas où un patron est actionné, à raison de sa responsabilité civile de droit commun, engagée à raison de sa faute, et le cas où cette responsabilité n'étant pas en cause, l'ouvrier agit contre son patron, à raison de l'assurance collective contractée par lui à son profit.

181. Dans le cas où le patron est actionné à raison de sa faute, s'il actionne à son tour en garantie son assureur, cette deuxième action est sans lien de droit avec la première : l'action de l'ouvrier contre son patron a pour base un quasi-délit, celle du patron contre la compagnie résulte d'un contrat. Malgré les inconvénients certains qui peuvent résulter de cette scission des actions, au point de vue des frais et des longueurs en même temps que de la contrariété possible des jugements, il n'en est pas moins vrai, que la deuxième action n'est pas une action accessoire de la première, permettant l'application de l'article 181 du C. de proc. civ., qui est, remarquons-le, un article d'exception. Les deux actions sont deux actions directes : la compétence est donc réglée pour chacune, séparément, par le domicile du défendeur. (1).

(1) *Sic*, une jurisprudence constante : Nîmes, 11 février 1880. S. 80, 2, 67. Limoges 11 nov. 1884. S. 85, 2. Cass. 3 janvier 1882. DP. 83, 1, 120. Aix, 6 août 1883, DP. 85, 2, 63. Douai, 5 mars 1888. *Gaz. du Palais* 1888, 1^{er} sem. p. 569.

Il est toutefois admis, que la compagnie a pu renoncer même pour ce cas, à la compétence ordinaire des juges de son siège social. Il est naturel, par exemple, de donner ce sens à la clause de la police, qui interdit à l'assuré de plaider, même en défendant, sans la compagnie, attribuant à celle-ci seule la conduite du procès. En ce cas, la compagnie peut-être actionnée valablement en garantie par le patron poursuivi en responsabilité, devant le tribunal où l'instance entamée par l'ouvrier est pendante. (1).

182. Quand l'ouvrier se borne à réclamer à son patron le bénéfice de l'assurance collective contractée à son profit, et que son action est basée sur le contrat d'assurance passé par le patron, comme l'action que peut diriger celui-ci à son tour contre la compagnie dérive du même contrat, il est bien certain que cette deuxième action est connexe et accessoire de l'action principale de l'ouvrier. Conformément à l'article 181 C. pr. civ., le patron pourra donc dans cette hypothèse assigner en garantie la compagnie devant le tribunal saisi de la demande originaire (2).

(1) Dijon, 2 juillet et 17 décembre 1885. S. 87, 2, 100, Douai, 5 mars 1888. *Gaz. Pal.* 1888 1^o sem. p. 569.

(2) Ainsi jugé par le tribunal de Valence, 9 février 1886. *Rec. per des Ass.* 1886, p. 183.

CHAPITRE VI

EXTINCTION DU CONTRAT D'ASSURANCE-ACCIDENTS.

183. Les principales causes d'extinction du contrat d'assurance-accidents sont : l'arrivée du terme, — la perte du risque, — la nullité du contrat, — sa résiliation.

184. ARRIVÉE DU TERME. — Nous avons dit que le contrat d'assurance-accidents était généralement signé pour dix ans ; bien entendu, les parties ont toute liberté de fixer un terme plus rapproché ou plus éloigné.

Le terme commence à courir le lendemain, à midi, du jour de la signature du contrat ; car ce n'est, qu'à partir de ce moment, que court son effet. Si l'effet du contrat est subordonné au paiement de la première prime, le délai ne commencera à courir que le lendemain, à midi, du jour de ce paiement. Ce sont là d'ailleurs des règles basées sur l'usage et que les parties peuvent modifier.

Généralement, les polices individuelles ou collectives stipulent que le contrat d'assurance continuera son effet après l'expiration du temps pour lequel il a été conclu, aux mêmes conditions et pour une nouvelle période de durée égale, si l'une ou l'autre des parties n'a pas dans un délai déterminé, avant la fin du

contrat (1), dénoncé ce contrat. Cette clause est certainement valable, mais elle ne paraît pas pouvoir être sous-entendue : l'article 1738 C. civ. est de droit exceptionnel et ne peut s'appliquer en notre matière.

Pour la même raison, s'il arrivait qu'une police ne fixât pas de terme à la convention, chacune des parties pourrait mettre fin au contrat quand bon lui semblerait, sans observer de délai d'usage : il suffit que la partie qui dénonce le contrat ne le fasse pas de façon à nuire à l'autre. On ne peut notamment étendre à notre sujet l'article 1736, obligeant la partie qui dénonce le contrat de louage, à un congé. Du moins il en sera ainsi dans le cas où l'assurance sera contractée à une compagnie à primes fixes. Si elle est contractée à une compagnie mutuelle, les règles qui précèdent ne seront plus applicables.

185. La durée du contrat d'assurance passé à une mutuelle est, en principe, indéterminée : elle est égale à celle de la société. Mais l'article 25 du décret du 22 janvier 1868 donne aux sociétaires le droit de se retirer tous les cinq ans en prévenant la société six mois au moins à l'avance. Ce droit de résiliation du

(1) Généralement, ce délai est plus court pour les polices individuelles (1 mois) que pour les polices collectives (3 mois). Pour les deux cas, il est souvent de convention expresse que la dénonciation pour être valable se fera par lettre chargée ou recommandée. Il nous semble, malgré cette clause, qu'une déclaration faite verbalement et contre récépissé au siège social ou à un agent pourrait être considérée comme valable ; la cause qui nous occupe a seulement pour but d'écarter comme mode de déclaration écrite l'envoi d'une lettre ordinaire ; mais elle ne vise pas la déclaration la plus parfaite de toutes, la déclaration verbale.

contrat à chaque période quinquennale existe pour l'assuré malgré toute clause contraire des statuts ; du moins, c'est ainsi qu'on entend généralement les mots « indépendamment de toute disposition statutaire » de l'article 25 du décret de 1868 (1).

Quant aux modes de la résiliation, l'article 25 du décret précité ajoute que le sociétaire pourra la faire, « soit par une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il lui sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire, soit par tout autre moyen indiqué dans les statuts. »

Ces derniers mots « soit par tout autre moyen indiqué dans les statuts » sont évidemment extensifs et non restrictifs ; si donc les statuts peuvent ajouter, ils ne peuvent retrancher à la liste des moyens que le décret énumère ; l'associé pourrait notamment signifier sa résiliation à la compagnie par voie d'acte extrajudiciaire, alors même que les statuts défendraient ce mode de communication.

On s'est demandé en sens inverse si, dans le silence des statuts, l'assuré n'avait d'autre moyen de communication, que la déclaration verbale et l'acte extrajudiciaire ; la question s'est élevée à propos de l'envoi d'une *lettre recommandée* ou *chargée*. Nous ne croyons pas que, dans le silence des statuts, ce mode de résiliation soit valable. C'est en vain qu'on prétendrait que la lettre recommandée ou chargée, témoigne d'une

(1) *Voy.* Paris, 16 mars 1882. 3^e espèce, S, 83, 2, 90.

façon formelle et claire de l'intention de l'assuré de se retirer de la société, et que quant au récépissé de la société, son absence ne peut être invoquée par elle (1), que d'ailleurs ce récépissé est remplacé par celui que l'assuré reçoit de l'administration des postes (2); les termes formels de l'article 25 du décret de 1868 ne permettent, en dehors de la comparution même de la partie ou de l'acte extrajudiciaire, que les modes de résiliation *prévus par les statuts* (3). Il a même été très justement décidé qu'un assuré à une société mutuelle ne peut employer la lettre chargée comme mode de résiliation, lorsque les statuts ne donnent expressément ce moyen qu'à la compagnie (4).

Mais pourquoi l'article 25 du décret du 22 juin 1868 est-il aussi rigoureux, et exige-t-il en principe, la comparution personnelle de l'assuré devant un agent de la compagnie? afin que les sociétés mutuelles puissent « se mettre en garde contre les concurrences acharnées dont elles sont l'objet » (5); l'assuré d'une société mutuelle est, en même temps, sociétaire : son départ importe partiellement au moins à l'existence même de la société. On comprend, que les statuts exigent que l'associé se présente en personne à l'agent de la Société—

(1) *Sic*, Angers, 22 déc. 1864. Sir. 65, 2, 175.

(2) En ce sens. Tribunal civil de Chartres, 5 avril 1881 *Journal le Droit* du 3 sept. 1881.

(3) *Sic*, Paris, 16 mars 1882, 2^e espèce, S. 83, 2, 89. Orléans, 18 déc. 1883, S. 84, 2, 154. Nancy, 30 juillet 1886, S. 87, 2, 111.

(4) Arrêt précité de Nancy.

(5) Jugement du Trib. civil de Sedan sous arrêt précité de Nancy.

té, qui pourra discuter avec lui et le renseigner exactement au besoin, avant qu'il ne sorte de cette Société.

Faut-il, avec la cour d'Amiens (1), admettre que la résiliation, fut-elle même irrégulièrement donnée par l'envoi d'une lettre chargée, se trouvera en tout cas, validée, par le fait postérieur de la Société, qui, par ses agissements, a prouvé qu'elle acceptait cette lettre chargée? Nous préférons la solution contraire renfermée dans l'arrêt précité de la cour de Nancy et le motif que donne cette cour à savoir, que le silence de la Société, « ne peut être considéré comme une adhésion, à une demande de résiliation produite suivant un mode non autorisé par les statuts, à l'exécution desquels tous les sociétaires sont intéressés. » Nous croyons même, qu'en cas d'acceptation formelle de la lettre chargée par l'agent de la compagnie, alors que les statuts n'autorisent pas l'emploi de cette lettre, la résiliation n'aurait pas d'effet.

186. PERTE DU RISQUE.— Occupons-nous successivement de la perte du risque dans l'assurance individuelle et dans l'assurance collective.

Le contrat d'assurance-accidents cesse évidemment de plein droit pour l'avenir par la mort de la personne assurée individuellement; l'assurance, contrat successif, ne peut pas plus se maintenir que naître sans objet. Au reste, la mort de l'assuré ne sera point la seule cause d'extinction du contrat pour perte du

(1) Amiens, 16 nov. 1886. Sir. 87, 2, 237.

risque (1): toutes les fois que l'assuré se trouvera placé dans une situation telle, que les accidents corporels, dont il pourra être atteint, ne seront plus couverts par l'assurance, ou ne le seront plus que d'une façon insuffisante, l'assurance cessera.

Ainsi un assuré va se fixer en dehors de l'Europe, ou bien passe un contrat, qui l'attache à une entreprise de paquebots, faisant le service entre l'Europe et l'Amérique (2) l'assurance doit cesser, car il est vrai de dire, que l'assuré dans ces deux cas n'est plus assuré (3). Et même peu importe à ce point de vue la cause qui a supprimé le risque, de même que l'assurance est modifiée par les augmentations ou les diminutions quelconques, subies par le risque; de même elle s'éteint dans tous les cas où le risque disparaît. Par application de cette idée, si un assuré individuel est condamné à une peine qui amène son transfert dans des lieux où l'assurance n'a pas d'effet, l'assurance est éteinte

187. On peut se demander, si le contrat d'assurance cesse, d'une façon définitive, en cas de perte du risque

(1) Généralement, il est de convention expresse, que par le seul fait du paiement d'une indemnité pour invalidité, la police individuelle sera éteinte.

(2) On sait que les compagnies d'assurances ne garantissent que les accidents subis dans les limites de l'Europe.

(3) Dans la seconde de nos hypothèses, on pourrait être tenté de dire que le contrat d'assurance, pouvant s'appliquer aux accidents qui surviendraient à l'assuré pendant qu'il est sur la terre française, doit subsister, sauf bien entendu réduction de la prime. Nous préférons considérer le contrat comme ayant perdu son objet : car il y a lieu de supposer que la personne dont s'agit ne se serait pas assurée pour couvrir un risque aussi fugitif. Le risque est tellement dénaturé qu'on ne peut plus le considérer comme existant.

ou s'il reprendra cours à supposer que le risque renaisse. Cette dernière idée ne doit pas être accueillie ; elle semble contraire à l'intérêt général, comme jetant dans les transactions une incertitude qui ne peut être prolongée ; un contrat est ou n'est pas. Or le contrat d'assurances est éteint par la perte du risque (Art. 1302 C. C.) et un contrat légalement éteint ne peut plus se reformer (1).

188. L'article 1302 dispose, que lorsque l'objet de l'obligation se perd par la faute, ou ajoute-t-on généralement avec le droit romain et Pothier, par le fait d'une des parties la résiliation du contrat laisse à l'autre le droit de demander des dommages-intérêts. La compagnie d'assurance pourrait-elle invoquer ce principe pour réclamer une indemnité au cas où l'assurance serait éteinte pendant son cours ? Il nous paraît assez difficile de lui refuser le droit de demander la différence en moins qu'elle a touchée de l'assuré en raison de la durée convenue de la police ; on sait, que généralement les tarifs des compagnies sont abaissés, en faveur des personnes qui s'assurent pour un délai assez long (10 ans par exemple). Mais il nous semble que la compagnie n'aurait droit à rien de plus. Sur quoi d'ailleurs baserait-elle sa réclamation ? L'assurance

(1) Il importe toutefois, d'examiner en fait si la perte du risque est bien formelle, si ce risque n'est pas plutôt simplement suspendu. Ainsi, par exemple, un assuré individuel va habiter un pays où l'assurance n'a plus cours, mais pour un temps déterminé et inférieur au temps qui reste à courir sur la police : il n'a pas quitté l'Europe sans esprit de retour ; le risque n'est pas, peut-on dire, perdu en ce cas, mais suspendu ; l'art. 1302 n'a plus d'application.

est un contrat aléatoire; l'extinction de l'assurance a pu préserver l'assureur du versement d'une indemnité bien plus forte que le montant des primes qu'il se plaint de perdre ; le préjudice n'est ni appréciable ni même certain.

189. Lorsqu'un patron, dans l'assurance collective simple ou combinée, meurt, l'assurance passe à ses héritiers ; s'il cesse son entreprise, l'assurance cesse de plein droit elle-même.

Au cas de cession de l'entreprise, le principe est encore que le contrat se dissout totalement à l'égard du cédant, comme à l'égard du cessionnaire. C'est une règle générale, en effet que « les conventions, qui n'ont ni augmenté, ni amélioré, ni amoindri, ni consolidé, ni transformé le droit transmis par l'auteur ne peuvent être invoquées par l'ayant cause et ne peuvent pas lui être opposées, fussent-elles relatives à l'objet du droit. » Mais à notre principe, nous apportons un double tempérament. D'une part, le cédant devra à la compagnie des dommages-intérêts, si celle-ci a eu le soin d'insérer dans la police une clause astreignant l'assuré à faire reprendre le contrat par le cessionnaire, et que l'assurance ne soit pas reprise, en effet, par lui (1). D'autre part, la police se transmet au cessionnaire, s'il accepte même tacitement, en payant par exemple les primes, d'être subrogé aux droits et obligations du cédant.

(1) D'ailleurs la compagnie fixe utilement dans la police le montant de l'indemnité afférente à ce cas à une année moyenne de primes.

En cas de faillite de l'assuré, avant le paiement des primes, l'assureur peut seulement demander caution ou bien résilier le contrat.

190. NULLITÉ. L'assurance, nous l'avons dit, est nulle ou annulable suivant les règles du droit commun. En cas d'annulabilité, la partie ne peut plus critiquer le contrat après ratification. (article 1138. C. C.)

191. RÉSOLUTION OU RÉSILIATION. Le contrat d'assurance-accidents peut être résolu ou résilié (1) d'un commun accord (art. 1134, C. C.), ou bien par l'effet de la volonté de l'une des parties, qui l'impose à l'autre.

Occupons-nous seulement de cette dernière hypothèse.

L'assurance-accidents étant un contrat synallagmatique, le principe de l'article 1134, C. C. doit s'y appliquer sans doute possible. Toutes les fois donc que l'une des parties ne satisfait pas à ses obligations, l'autre partie peut demander à la justice la résiliation du contrat. Bien plus, les parties peuvent stipuler formellement un *pacte commissoire* exprès, dire par exemple qu'en cas d'inexécution des obligations de l'assuré, ou de telles ou telles de ses obligations (2), la résolution du contrat aura lieu *de plein droit*. Quel sera l'effet de cette clause ? opérera-t-elle sans sommation préalable du créancier ? non, à moins que les parties

(1) Les deux expressions nous paraissent ici synonymes ; la résolution en matière de contrat successif ne peut pas en effet rétroagir.

(2) Cette clause ne doit pas être étendue en dehors des cas strictement prévus.

ne conviennent de la résolution du contrat de plein droit et sans sommation. Généralement, les compagnies stipulent que la résolution résultera à leur profit d'une simple lettre recommandée.

La résolution prononcée par voie judiciaire, ou bien acquise par l'effet même de la convention avec ou sans sommation, n'opère pas d'ailleurs rétroactivement, comme de droit commun : le contrat d'assurance est, en effet, un contrat successif, et aléatoire. Les compagnies d'assurance stipulent généralement que les primes versées sur l'exercice en cours et non achevé, en cas d'inexécution par l'assuré de ses obligations leur resteront acquises. La cour de cassation admet, nous l'avons dit, la validité de cette clause.

192. La résolution du contrat d'assurance-accidents peut être demandée par l'assuré ou par l'assureur, à raison de l'inexécution] par l'autre partie des obligations qu'impose le contrat d'assurance lui-même. Ce point ne peut faire de doute. Nous ne voulons nous occuper ici que de la résolution possible de l'assurance à raison de l'inexécution par l'*assureur*, de certaines obligations spéciales, qui à proprement parler, ne dérivent pas du contrat d'assurance lui-même. Ces obligations spéciales se rattachent à la *constitution même* et à l'*existence de la société*, et aux garanties que cette société a fournies à ses assurés. En règle, lorsqu'un assuré établira que la société avec laquelle il a contracté a perdu son existence, ou que les garanties sur lesquelles il pouvait compter, et qui avaient été la

condition même de son engagement, sont supprimées ou même diminuées, il aura le droit de demander la résolution du contrat.

Ainsi formulée, on comprend que la question soit, avant tout, une question de fait et d'appréciation. Cependant, comme elle présente un intérêt pratique considérable, nous devons indiquer, au moins brièvement les principales solutions qui ont été admises par les tribunaux sur ce point.

193. En principe, un assuré ne peut demander la résiliation de son contrat par suite de la *mise en liquidation* de la société : cette mise en liquidation n'empêche pas en effet la société de conserver son existence légale, la société restant tenue des obligations qu'elle a antérieurement contractées, et que le liquidateur a charge d'acquitter (1) ; mais si la manière dont se fait la liquidation modifie gravement la situation des liquidateurs et des assurés et justifie de la part de ceux-ci des craintes, ils peuvent demander la résolution de leur contrat (2).

(1) *Sic* Rennes, 7 février 1848, S 48, 2, 120. Cass. 20 oct. 1885, sol. impl. S 85, 1, 488. — Trib. co. Rouen, 26 oct. 1885, journal *la Loi* 17 février 1886. Ceci n'est vrai qu'au cas d'une société à primes fixes. — S'il s'agissait d'une compagnie d'assurances mutuelle, il faudrait décider que sa mise en liquidation romprait de plein droit les contrats antérieurs : une décision contraire « aurait pour résultat non de conduire à la liquidation véritable de la société dissoute ; mais de créer une société nouvelle, fonctionnant dans des conditions différentes de celles, en vue desquelles les anciens associés avaient contracté. » Cass. 18 nov. 1885, S. 86, 1, 111. Ceux-ci en effet entendaient, que la société serait ouverte à tous ; s'ils restent seuls, les risques deviennent pour eux une charge plus lourde que celle qu'ils avaient consentie.

(2) Trib. Seine, 15 déc. 1885. *Rec. per. des 1 ss.* 1886, p. 34).

Même en cas de faillite de l'assureur, l'assuré n'aurait droit à la résiliation, que si les créanciers ne pouvaient lui donner bonne et valable caution, pour l'exécution du contrat (1).

194. Il n'est pas douteux, qu'au cas de *fusion* entre deux Sociétés, les assurés de la compagnie qui disparaît ne soient déliés de tout engagement envers elle; ils ne sont pas davantage tenus envers la compagnie au profit de laquelle la fusion s'est opérée, n'ayant jamais traité avec elle. La difficulté pratique a été de savoir s'il y avait, oui ou non, fusion, disparition de la Société assureur, résultant des différentes opérations de cessions de portefeuille ou de réassurances générales, etc., auxquelles a donné et donne encore lieu cette *pléthore d'assureurs-accidents* dont nous parlions dans la première partie de notre travail? Un point certain tout d'abord est qu'il ne faut pas s'attacher ici à la qualification des conventions passées entre les deux compagnies, mais voir ce qu'elles ont fait en réalité.

195. Lorsqu'une compagnie ne fait simplement avec une autre compagnie qu'un contrat de réassurances générales, c'est-à-dire, lui abandonne toutes ses primes, moyennant l'engagement par celle-ci de payer tous les sinistres correspondants, la compagnie, qui a ainsi réassuré son portefeuille, ne disparaissant pas, on ne peut pas admettre en principe, et à moins de diminutions dans les garanties données aux assurés, que ceux-ci puissent se dégager envers la compagnie d'as-

(1) Bordeaux, 15 nov. 1851, S 52, 2, 90).

surance. La réassurance générale n'est qu'une simple opération de trésorerie, (pour employer les termes de beaucoup d'arrêts), qui n'est pas opposable aux assurés, et qui ne peut pas leur nuire. (1).

196. Cette solution doit même s'appliquer au cas de cession de portefeuille, lorsque cette cession ne comprend que les primes et risques de la Société cédante, en d'autres termes, ses affaires, mais ne touche pas à la Société elle-même qui conserve son capital, son fonctionnement antérieur et normal, qui en un mot continue à exister comme par le passé (2).

Cette cession de portefeuille se confond en réalité avec un contrat de réassurances générales. Le même tempérament que précédemment devrait être apporté ici ; s'il résultait de la cession de portefeuille consentie par une compagnie, une diminution de garantie pour ses assurés, ces assurés pourraient demander la résiliation.

197. Quand la cession est complète, c'est-à-dire, quand en outre des affaires, du portefeuille de la Société, elle comprend l'actif et le passif de cette société, comme cette cession emporte évidemment et forcément avec elle l'existence de la compagnie cessionnaire, il y a en

(1) Trib. civil de la Seine 15 décembre 1885. *Rec. per. des ass.* 1886 p. 34 Angers 24 décembre 1885. *Rec. per. des ass.* 1885, p. 525. Cf. MM. de Lalande et Couturier. *Tr. du contrat d'assurance contre l'incendie* n° 851. *Contra*, M. de Brisclaine, journal *le Conseiller des Assurances*, 15 décembre 1885. D'après cet auteur, la réassurance générale équivaudrait à une cession de portefeuille.

(2) Jurisprudence nombreuse et constante (Douai, 19 nov. 1879, § 82, 2, 1 et la note de M. Labbé).

réalité fusion ; cette fusion, nous le savons, dégage les assurés. (1). Il est bien certain d'ailleurs, que l'assuré ne pourrait pas voir invoquer contre lui, pour le lier, le paiement qu'il aurait fait d'une ou de plusieurs primes, dans l'ignorance où il était de la cession (2). Mais il en serait autrement, s'il avait accepté la compagnie nouvelle en connaissance de cause ; l'assuré ne pourrait pas, en ce cas, prétendre qu'il est délié. Son acceptation peut au reste être expresse ou tacite et résulter, par exemple dans ce dernier cas, du paiement par lui fait sciemment, d'une ou plusieurs primes d'assurance (3).

Elle peut même résulter du fait par lui d'avoir réclamé l'indemnité à la compagnie substituée, sans qu'il ait payé les primes, si d'ailleurs aucune prime n'étant venue à l'échéance l'assuré n'avait pas à en payer (4).

198. La convention expresse des parties, qu'ici comme en règle, est souveraine, donne le droit, en certain cas, à l'assureur de résoudre le contrat sans qu'il y ait inexécution par l'assuré de quelqu'un de ses engagements.

Nous avons dit que les compagnies se réservaient le droit de résiliation, après chaque sinistre, pendant un certain temps du moins, ou bien encore en

(1) Dijon 2 avril 1884, S. 85, 2, 151, et une jurisprudence bien établie. V. cependant Trib. co. Seine, 12 juin 1884. *Rec. per. des assurances* 1885, p. 234.

(2) Paris 12 janvier 1887. *Gaz. Palais*, 87, 117.

(3) Grenoble, 17 nov. 1880, 82, 2, 1.

(4) Cass. 26 juin 1883, S. 86, 1, 359.

dehors de tout sinistre lorsqu'il survient dans le risque une modification sensible qui le rend plus lourd ; ce droit de résiliation n'opère bien entendu, que pour l'avenir.

Quand la résiliation commencera-t-elle à produire ses effets, au cas où il est de convention expresse qu'elle se fera, par l'intermédiaire de la Poste? du jour où la lettre est envoyée ou du jour où elle est reçue ? Il nous semble, que cette deuxième interprétation est la seule, qui concilie à la foi les deux intérêts de l'assureur et de l'assuré.;

En cas de résiliation par la compagnie après sinistre' celle-ci doit naturellement à l'assuré une ristourne proportionnelle sur le montant de la prime en cours, si elle a été acquittée d'avance. Sinon, s'il y a lieu à une réduction proportionnelle sur la prime à percevoir; celle-ci devient alors immédiatement exigible.

199. Avec le cas de résolution ou de résiliation, il ne faut pas confondre les cas de déchéance (1) qui peuvent atteindre l'assuré, comme par exemple, s'il ne fait pas la déclaration de sinistre dans le délai voulu ou s'il exagère le dommage résultant de l'accident (2). Cette violation du contrat ne nuit qu'à lui-même, en ce sens qu'il en perd le bénéfice et seulement pour le sinistre dont il s'agit ; le contrat n'en reste pas moins valable pour l'avenir.

(1) Nous prenons ce dernier mot dans son sens propre de perte du bénéfice du contrat; mais ce mot est souvent synonyme de résolution du contrat ou de résiliation.

(2) Les causes de déchéance sont de droit étroit. Douai, 23 août 1883. Rec. 84, p. 90. Bien plus, il est de jurisprudence que les juges peuvent proroger les délais s'ils sont insuffisants.

CHAPITRE VII.

DE LA RESPONSABILITÉ DES PATRONS VIS-A-VIS DE LEURS OUVRIERS. RESPONSABILITÉ CIVILE ET RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE CUMUL DES INDEMNITÉS.

200. Il n'est pas possible de s'occuper de l'assurance contre les accidents, sans parler d'une matière qui s'y lie intimement : celle de la responsabilité du patron, vis-à-vis de ses ouvriers, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail.

Cette question a deux aspects, ou plutôt, il faut distinguer deux sortes de responsabilités pouvant incomber au patron à l'égard de ses ouvriers blessés : la responsabilité civile et la responsabilité que nous appellerons professionnelle.

201. *Responsabilité civile.* Un patron répond de droit commun, et en dehors de toute assurance par lui contractée, avec une compagnie, des accidents arrivés à ses ouvriers par sa faute; c'est là ce qu'on appelle la responsabilité civile.

Toute la jurisprudence française, la Cour de cassation comprise (1), fait découler cette responsabilité des articles 1382 et suivants du Code civil, qui obligent,

(1) Voy. notamment Cass., 2 décembre 1884, Sir. 86, 1, 367.

quiconque a causé injustement un dommage à autrui à le réparer (1).

(1) Quand le patron est-il en faute ? Voici comment à cet égard les tribunaux commentent les art. 1382 et s du code civil :

La faute du patron peut consister non seulement dans un fait positif de sa part, mais même dans un simple défaut de précautions, dans une négligence; quelque coûteuses et même inusitées qu'elles soient, les mesures de précautions nécessaires doivent être prises par lui. Ce sont là des points incontestables en jurisprudence. Il est également de jurisprudence certaine, que le patron doit protéger l'ouvrier contre sa propre imprudence (Cass., 7 janv. 1878, S. 78, 1, 413. Caen, 17 mars 1880, S. 80, 2, 176. Cass., 28 août 1882, S. 85, 1, 19.); mais cette idée doit être conciliée d'autre part avec le principe bien certain, que le patron n'est pas responsable de l'accident arrivé par la faute de l'ouvrier. Quand y a-t-il faute de l'ouvrier qui exonère le patron, ou simple imprudence de sa part qui oblige celui-ci s'il n'a pas pris des mesures de garantie suffisantes pour protéger l'ouvrier contre elle ? la question peut être délicate ; et ce n'est pas là le moindre défaut pratique d'une jurisprudence qui en droit nous paraît contraire au texte aussi bien qu'à l'esprit de l'art. 1383, lequel ne déclare chacun responsable que de sa négligence, que de son imprudence; un point qui nous paraît au moins évident, c'est que la simple imprudence suppose que l'ouvrier n'a pas transgressé des ordres formels ou implicites de son patron ou de ses agents, qu'il n'a fait qu'exécuter exactement le travail pour lequel il a été embauché et pendant la confection duquel il a été blessé. C'est ce que nous paraît établir d'une façon très claire quoique implicite un jugement du tribunal civil d'Amiens du 23 juin 1883. (sous Amiens, 15 novembre 1883, Sir. 84, 2, 6.) En décidant autrement, on arriverait à dire que le patron doit protéger ses ouvriers même contre leur propre faute, ce qui est inadmissible. — Les tribunaux admettent, conformément à l'art. 1384, la responsabilité des patrons à raison des accidents qui sont arrivés aux ouvriers, par suite de l'imprudence d'autres ouvriers (Cass., 28 août 1882, Sir. 85, 1, 19 et les arrêts cités en note. *Contra* Lyon, 29 décembre 1836, Sir. 38, 2, 70.). Mais, quel est en ce cas le fondement de la présomption de faute; il y a faute, a-t-on dit, du patron parce qu'il a mal choisi ses serviteurs ou employés. (Cf. MM. Demolombe, *Cours de Dr. civ.*, t. 31, n° 610, p. 530, et Colmet de Santerre, *Cours anal. de Cod. civil*, t., V, 365 bis, VII.) ; Suivant M. Sainctelette (*De la responsabilité et de la garantie*, p. 125 et s.), la faute résulterait d'une présomption de défaut de surveillance ; enfin dans une troisième opinion qui nous paraît plus exacte, la faute doit être cherchée dans les deux éléments à la fois ; c'est ce qui résulte du rapprochement du rapport présenté au Tribunal par M. Bertrand de Greuille. (Fenet, t. 13, p. 476,) et du discours du tribun Tarrible devant le Corps législatif. (Fenet,

202. Cette responsabilité des patrons à raison de leurs fautes, vis-à-vis de leurs ouvriers blessés, n'est contestée par personne, et évidemment elle ne pouvait point l'être; mais la base sur laquelle on l'appuie très généralement a été, dans ces derniers temps, justement critiquée par une doctrine nombreuse déjà, et qui réunit les noms les plus considérables dans la science du droit.

Suivant cette doctrine, les articles 1382 et suivants n'ont rien à voir en notre matière, ils ne règlent que les rapports de deux personnes étrangères l'une à l'autre. Or, tel n'est pas évidemment la situation d'un patron au regard de son ouvrier, victime d'un accident qui l'atteint pendant la confection du travail commandé. La réparation, à laquelle le patron, en ce cas est tenu pour sa faute, a sa source, non dans un prétendu quasi-délit, mais dans le contrat de louage lui-même; et elle dérive de la violation de ce contrat : le patron s'oblige, en occupant ses ouvriers, à prendre les précautions nécessaires pour les préserver contre les dangers inhé-

t. 13, p. 488.) (Sourdat, *De la Resp.*, t. II, n° 885, p. 119. Larombière, t. VII, sous l'art. 1384, n° 8. Cf. Cass., 28 août 1882 précité.) Le maître ne pourrait donc, dans notre hypothèse, s'affranchir de sa responsabilité, à raison de l'accident arrivé à un ouvrier par la faute d'un de ses camarades, qu'en prouvant à la fois que son choix a été irréprochable et qu'il a exercé toute la surveillance désirable.— D'ailleurs, dans tous les cas où le patron a commis une faute, ou est responsable d'une faute commise par un de ses agents, l'ouvrier n'a droit à une indemnité que s'il *prouve* que cette faute a bien été la cause de l'accident; dans le doute, le patron ne devra rien (Cass., 2 décembre 1884, Sir. 86, 1, 367).— Quant aux accidents arrivés par cas fortuit, ou dont la cause n'est point établie d'une façon certaine, ils sont tout naturellement la charge de l'ouvrier qui a en été victime.

rents à l'industrie exercée (1) ; c'est là une suite que l'équité et l'usage donnent à la convention de louage de services, d'après sa nature (art. 1135, C. Civ.). « Le patron doit à la fin de la location de services ou d'industrie, rendre au travailleur sa personne intacte, comme le locataire d'une chose doit rendre à la fin du bail la chose intacte au bailleur (2). » Si donc, dirons-nous en cas d'accident causé par la faute du patron, celui-ci est tenu de dommages-intérêts, c'est parce qu'il *a contrevenu à la convention* (art. 1147, C. C.).

MM. Saintelette (*de la Responsabilité et de la Garantie*) (3), et Sauzet (*Rev. critiq.* 1883, p. 600 et s.) ont été les promoteurs de cette nouvelle doctrine, à laquelle M. Glasson, dans un mémoire lu à l'Académie des Sciences morales et politiques, *le Code civil et la Question ouvrière* (4), est venu prêter le concours de sa haute autorité. « Le nouveau système, dit notre savant maître, celui qui substitue à la notion d'un délit civil celle d'une faute contractuelle, en tant qu'il écarte l'application de l'article 1382, est tout à fait exact et tout à fait solide. La jurisprudence française se trompe, lorsqu'elle applique l'article 1382 ; car cette disposition est faite pour des personnes qui ne sont pas liées l'une à l'autre par un contrat. » Cette opinion est également

(1) M. Labbé, note au Sirey, 85, 4, 25.

(2) M. Labbé, sous Paris, 23 février 1884, Sir. 86, 2, 97.

(3) Il convient de rapprocher du même auteur une série d'articles intitulés : *Le louage de services à l'Académie des Sciences morales et politiques* et parus dans le journal *la Loi*, n^{os} des 6, 7, 8 et 9 mai 1886.

(4) *Travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, liv. de juin 1886, p. 864 et s.

celle de M. Labbé qui l'a développée dans une série de notes au Sirey (1).

203. La doctrine nouvelle a été combattue par M. Lefebvre, ancien magistrat (2). L'argumentation de ce jurisconsulte peut se résumer ainsi : toute responsabilité est nécessairement délictuelle, car toute responsabilité dérive d'une faute, d'un délit.

Le point de départ de l'argumentation de M. Lefebvre est vrai : il n'y a pas de responsabilité sans faute; mais suit-il de là que les fautes que peut commettre une personne vis-à-vis d'une autre soient toutes de même nature ? évidemment non. Il y a la faute commise *en dehors de toute convention*, et qu'on nomme la faute délictuelle, ou aquilienne; il y a la faute, qui se commet *à l'occasion d'une convention*, et qui viole cette convention : c'est la faute contractuelle. Le Code civil a entendu si peu les confondre, qu'il

(1) Notes sous Paris, 23 fév. 1886. Sir. 86, 2, 97, sous trib. civ. de Bruxelles, 25 avril 1885, Sir. 85, 4, 25 et 8 janv. 1886 S. 86, 4, 25. *Junge* : Rev. critiq. 1886, p. 435 et s. — Dans le même sens, MM. Paul Pont (Rapports et observations, Mémoires de l'Académie des Sciences morales et politiques, Rec. de M. Vergé, 1886, 1, p. 626 et III p. 129); Cotelle « *De la garantie des accidents* » Rev. prat. t. 55, p. 529, et Demangeat : « *Du louage de services, à l'Académie des Sciences morales et politiques.* » Rev. pratique, t. 55, p. 556 et s. — La Jurisprudence belge paraît se ranger à cette doctrine. Voy. jugement du trib. civ. de Bruxelles, 3 mai 1884, confirmé par la Cour d'appel le 7 avril 1885. La Cour de cass. belge, par l'arrêt célèbre du 8 janvier 1886, rendu après une plaidoirie de M. Sainctelet, a rejeté le pourvoi contre l'arrêt précité. (Voir ces trois décisions et la note de M. Labbé au Sirey, 86, 4, 25) : *Junge*, trib. civ. de Bruxelles, 25 avril 1885, trib. de comm. de Bruxelles, 28 avril 1885. — Cf. : Cour supérieure de justice de Luxembourg, 27 nov. 1884. Sir. 85, 4, 25. — *Contra* toutefois, Liège, 18 juin 1885, Sir. 85, 4, 25.

(2) *Revue critique* 1886.

s'occupe de la première dans les articles 1382 et suivants, et de la seconde dans les articles 1136, 1146 et suivants (1); il a entendu si peu les assimiler qu'il déclare l'auteur d'une faute délictuelle responsable de sa faute *même la plus légère* (article 1382); tandis qu'il ne rend, en principe, responsable l'auteur d'une faute contractuelle, que si sa faute est de celles que ne commet pas un bon père de famille (article 1137 C. C.) (2).

Evidemment, la responsabilité du patron à l'égard de ses ouvriers est contractuelle; elle ne découle pas de la violation des droits généraux d'autrui, mais de la violation d'un contrat positif, du contrat de louage de services intervenu.

204. La violation du contrat de louage est le principe de la responsabilité civile du patron vis-à-vis de ses ouvriers blessés par accident; on pourrait être tenté d'ajouter qu'elle en est aussi la mesure. Nous ne pensons pas toutefois que cette idée soit exacte. Dire en effet, que le patron sera responsable, s'il n'a pas procuré à son ouvrier la sécurité que lui impose le contrat, c'est admettre, semble-t-il, qu'il doit veiller à la sécurité matérielle de son ouvrier dans les limites simplement ordinaires du droit commun conventionnel, en d'autres termes qu'il lui doit seulement les soins d'un bon père de famille (art. 1137 C. C.) A notre humble avis, et quoi-

(1) On peut trouver la trace de cette distinction aux Institutes, liv. IV, titre 18 *de poen. temer. litig.*, § 2.

(2) Voyez la critique par M. Labbé de la théorie de M. Lefebvre, au Sirey, 1886, 4, 25.

que l'opinion contraire ait été émise par notre éminent maître, M. Glasson (1) l'article 1137 ne doit pas être appliqué en notre matière : l'homme doit davantage vis-à-vis de l'homme même, c'est-à-dire, au point de vue de sa sécurité personnelle, que les soins dont s'agit. Nous sommes tenus vis-à-vis de nos semblables, en ce qui concerne leur vie ou leur santé, à prendre les précautions les plus complètes et les plus minutieuses. Au moins, c'est ce que l'on peut induire des articles 319 et 320 du Code pénal, qui punissent les blessures et homicides involontaires causés à autrui par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou violation des règlements, en d'autres termes, résultant d'une faute, sans rechercher si la faute est légère ou même très légère. Ces articles ne règlent il est vrai spécialement que notre responsabilité pénale; mais ils témoignent, semble-t-il, du principe qui a guidé le législateur : lorsqu'on est tenu de protéger la vie humaine on est tenu même de ses plus petites fautes. On ne peut supposer que l'effet d'un contrat soit de relâcher la rigueur de cette obligation. Donc, dirons-nous, le patron, en cas d'accident arrivé à son ouvrier, sera responsable civilement, même de la faute que pourrait commettre un bon père de famille : il en sera responsable dans tous les cas, même si sa responsabilité pénale n'est pas engagée (2). Nous

(1) M. Glasson, *op. cit.*, page 869.

(2) Suivant M. Sainctelette (*op. cit.*, p. 119, n° 5), le patron doit garantir la sécurité de l'ouvrier et lui rendre à la fin du contrat sa personne indemne de tout accident, — Cf. M. Sauzet. (*Rev. crit.*, 1883, p. 616, note 3.) — Cette formule est trop générale, car elle engloberait les cas fortuits.

arrivons donc en thèse au même résultat pratique que le système de la faute délictuelle des patrons adoptée par la jurisprudence. Pour que les patrons, dirons-nous, soient affranchis de toute responsabilité vis-à-vis de leurs ouvriers, il faut qu'ils soient exempts *de toute faute*.

205. Les parties pourraient-elles convenir expressément que le patron ne répondra pas de sa faute vis-à-vis des ouvriers? Pour la faute lourde, assimilable au dol, il n'est pas douteux que non. En ce qui concerne la faute légère, la question offre une sérieuse difficulté dans la doctrine que nous avons adoptée, et qui base la responsabilité du patron sur le contrat même de louage de services (1). En général, les partisans de la doctrine de la responsabilité contractuelle des patrons enseignent que la clause de non-garantie est permise par la loi ; le droit romain donnait déjà, disent-ils, aux débiteurs la faculté de s'affranchir de leurs fautes légères, (L. 23, D. 50, 17 *de rég. juris.*) ; l'ancien droit ne la contestait pas (Pothier, Œuvres annotées par M. Bugnet, t. II, p. 497 et suiv.) et nulle disposition de nos lois ne la prohibe : le principe de la liberté des conventions conduit fatalement à valider notre clause. « Les patrons, dit M. Glasson, ont incontestablement le droit par des conventions formelles de limiter leur

(1) Dans le système de la jurisprudence française, il n'y a pas de difficulté sérieuse possible. Du moment que l'ouvrier blessé agit contre son patron, en vertu des art. 1382 et suiv., il ne peut se voir opposer aucune exonération préalable : une convention à cet effet serait nulle ; car les art. 1382 et s. sont d'ordre public. (Voy. Trib. civ. de Saint-Etienne, 10 août 1886, Sir. 87, 2, 48.)

responsabilité, et même de la supprimer entièrement. Il n'est pas permis d'échapper à l'application de l'article 1382. Rien n'est plus licite au contraire que de stipuler dans un contrat la clause de non garantie ou de non responsabilité (1). »

Sans examiner la question au point de vue général, et tout en admettant que la liberté existe, en principe, pour un débiteur contractuel, de s'affranchir par convention de sa responsabilité, à raison de ses fautes légères (2), nous penchons avec M. Sainctelette (3), à croire que semblable convention doit être *en notre matière* considérée, comme nulle et illicite. Elle est nulle, disons-nous, comme consacrant à l'avance le droit pour le patron, de ne prendre vis-à-vis de la sécurité matérielle d'hommes, que les soins sans lesquels il serait considéré comme de mauvaise foi ; nous devons davantage, vis-à-vis de nos semblables, et notre obligation à cet égard touche à l'ordre public. Ce qui le prouve, nous semble-t-il, c'est que le législateur pénal qui, lorsqu'il s'agit d'atteintes portées exclusivement

(1) M. Glasson, *op. cit.*, p. 869.

(2) Pour l'affirmative, MM. Aubry et Rau, IV, § 308, texte et note 29. Larombière *Des Oblig.* sous l'art. 1137, n° 12 et 13, p. 413. Labbé, sous Cass., 15 mars 1876, S. 76, 1, 337. Lyon-Caen, sous Cass., 21 juillet 1885 et 1^{er} mars 1877, S. 87, 1, 121. Sainctelette, *op. cit.*, p. 17. — Pour la négative, MM. Pardessus, t. II, n° 542. Sourdat, 3^e édition, n° 994 et s., 1079 et une jurisprudence constante, V. Cass. 1^{er} mars 1887, S. 87, 1, 121, et les arrêts cités en note. Conseil d'Etat, 11 mars 1881, Sir. 82, 3, 53.

(3) M. Sainctelette, *op. cit.*, n° 23. *Contra* MM. Glasson, *op. cit.*, p. 869. Lyon-Caen, note précitée. — M. Labbé (note au Sirey, 85, 1, 411) nous paraît se prononcer contre la validité de cette clause, en matière accidents.

aux biens d'autrui, ne vise en règle que nos faits volontaires, notre dol, abandonne lui-même ce principe, pour faire découler une condamnation de nos fautes involontaires, quand nous avons le malheur de causer la mort ou la blessure d'un homme par notre imprudence ou notre inattention.

La doctrine que nous combattons reconnaît bien sans doute, que le patron ne peut s'exonérer de la responsabilité civile, accessoire de sa responsabilité pénale ; nous disons : peu importe qu'en fait la responsabilité pénale du patron ne soit pas engagée par sa faute, que, notamment les articles 319 et 320 du Code pénal, subissent un échec forcé, au cas, où le patron est une Société : l'induction qu'on peut, et qu'on doit tirer en droit de ces articles reste la même dans tous les cas : la protection de la vie humaine est en dehors du droit commun. De là, à dire que tout ce qui la concerne est en dehors et au-dessus des conventions particulières des parties, il n'y a qu'un pas et il convient, nous semble-t-il, de le faire.

On objecte généralement qu'à ce compte on devrait prohiber le contrat d'assurance contre les accidents lui-même, et spécialement l'assurance collective-combinée, qui a précisément sa base dans une exonération de ses fautes par le patron assuré. Autre chose ce nous semble est, pour un patron, de stipuler d'un tiers, qu'il sera indemnisé des condamnations auxquelles il pourra être condamné pour sa faute envers ses ouvriers ; autre chose de convenir, avec la victime elle-même de sa faute et préalablement à cette faute, qu'il n'en sera pas

responsable. Le patron, même assuré contre les conséquences des accidents qu'il peut occasionner par sa faute à ses ouvriers, a intérêt à les éviter : car il peut craindre, après chaque sinistre, la résiliation du contrat par la compagnie. Cette faculté de résiliation, que les compagnies d'assurance-accidents se réservent toujours, est la garantie indirecte, mais efficace dans une certaine mesure des ouvriers. Avec la clause dont nous nous occupons, la garantie de l'ouvrier n'existe pas ; car il est à supposer que la misère, qui a poussé celui-ci à accepter une condition aussi désavantageuse, le contraindra à la subir sans protester.

206. Une question très grave encore, que soulève la matière de la responsabilité civile du patron, est relative à la preuve. Dans le système de l'article 1382 C. C., il est certain que l'ouvrier doit prouver l'obligation qu'il invoque contre son patron, c'est-à-dire le quasi délit, la faute du patron, cause initiale de l'accident (Paris 22 mai 1885, Rec. per. des art. 85 p. 555). Dans le système de la responsabilité contractuelle la question est très discutée de savoir si la preuve de cette faute est encore à faire.

M. Glasson pense que l'ouvrier doit prouver la faute de son patron, que cette faute n'est pas *présumée*. Il est vrai qu'aux termes de l'article 1315, § 2, du code civ. celui contre lequel on a prouvé l'existence d'une obligation doit établir à son tour sa libération. Mais, dit notre illustre maître, il faut distinguer entre l'obligation de donner ou de faire et l'obligation de soigner, *d'agir avec diligence*. « Lorsque je vous

ai vendu un cheval, et qu'ensuite je ne vous le livre pas, dit M. Glasson, je dois pour échapper aux dommages-intérêts prouver qu'il est mort par cas fortuit ; il est certain en effet, dans ce cas, que je n'ai pas rempli mon obligation de donner. Mais lorsque le patron a livré les instruments, il n'est pas établi à l'avance qu'il n'a pas exécuté son obligation. Le patron soutient même le contraire, et en définitive la question se ramène ainsi à savoir : si la faute, doit ou non, se présumer contre lui. Posée en ces termes, cette question, dans le silence de la loi, doit être tranchée par l'application de ce principe élémentaire que la faute ne se suppose pas, c'est donc à l'ouvrier à prouver son existence (1). »

M. Labbé toutefois est d'un avis contraire ; il s'appuie sur les articles 1147 et 1315, § 2, C. C. « Ces articles, dit-il, contiennent la contradiction formelle, dans les rapports des contractants du principe, la faute ne se suppose pas. Ce principe n'est vrai, que dans les rapports des personnes qui n'ont pas contracté ensemble. La faute, qui ne se présume pas, est celle qui doit être le principe d'une obligation nouvelle. C'est alors que le § 1 de l'article 1315 est justement invoqué. Prouvez la faute qui me rend votre débiteur. Prouvez en d'autres termes que vous êtes mon créancier. Mais la situation est inverse, lorsqu'un contrat a fait naître une obligation quelconque. C'est au débiteur

(1) M. Glasson, *op. cit.*, p. 871.

à justifier de sa libération. » (1). Et le savant professeur cite, comme exemple, un cas où le doute n'est pas possible : c'est le cas du voiturier, qui doit prouver, pour s'affranchir de dommages-intérêts, que la chose arrivée détériorée l'a été par cas fortuit (art. 103 C. co.). Si la faute du débiteur se présume au cas du contrat de transport, quant aux soins dont il est tenu, n'est-ce pas qu'il en est ainsi, de droit commun, et qu'il en doit être de même en ce qui concerne le contrat de louages de services.

On voit à quelle conséquence remarquable aboutit le système de M. Labbé : par voie interprétative, il consacre à l'avance la réforme qui a préoccupé dans ces derniers temps et qui préoccupe si vivement le législateur, à savoir *l'interversion de la preuve* en matière d'accidents ouvriers.

207. Malgré l'argumentation très séduisante de ce système, nous inclinons à penser, avec M. Glasson, que l'ouvrier blessé qui réclame à son patron des dommages-intérêts à raison de sa faute, doit prouver cette faute. La faute ne se présume pas; ce principe est si essentiellement juste, il aboutit ici à un résultat pratique si louable, en écartant la possibilité d'une condamnation à des dommages-intérêts toutes les fois que la faute, et par suite la responsabilité sont douteuses, qu'à moins de disposition contraire formelle, il nous semble nécessaire de l'appliquer. Il est vrai qu'aux termes de l'article 1315, le créancier n'a qu'à prouver l'obligation

(1) Note sous arrêt de Cassation Belgique précité (S. 1886 4, 25.

du défendeur, que c'est à ce dernier à prouver sa libération ; mais, comme le dit M. Glasson, ce principe ne s'applique qu'aux obligations de donner ou de faire, parce qu'alors il est bien certain à l'avance que le débiteur *n'a pas exécuté sa promesse*, et que c'est à lui à justifier pourquoi. Le créancier n'a qu'à établir sa créance ! Eh bien, dirons-nous, l'ouvrier demande des dommages-intérêts ; son patron n'en doit que s'il y a eu faute de sa part : que l'ouvrier prouve donc cette faute, puisqu'elle est le principe et la condition de son action. (art. 1315, § 1). — L'article 1147 peut confirmer cette manière de voir : le débiteur, dit-il en substance, pour échapper aux dommages-intérêts en cas d'inexécution de sa promesse, doit justifier « que l'inexécution provient d'une cause étrangère, qui ne peut lui être imputée » ; mais le fait même de l'inexécution doit être prouvé auparavant, semble-t-il, par l'ouvrier. Or, le patron n'a pas promis que l'ouvrier ne serait pas blessé : s'il en était ainsi, l'ouvrier n'aurait à prouver que sa blessure ; non, le patron ne s'est pas fait l'assureur de son ouvrier. Il lui a promis seulement *de prendre soin* de son existence : que l'ouvrier prouve l'inexécution, le manque de soins de son patron. Si le patron invoquait un cas fortuit qui l'a empêché de les prendre, ce point seulement devrait être établi par lui. « Lorsqu'il est établi, qu'une partieliée à une autre par un contrat, n'a pas exécuté son obligation, elle ne peut échapper aux dommages-intérêts résultant de sa faute, qu'à la condition de prouver l'existence du cas fortuit ou de la force majeure. Mais

telle n'est pas ici la situation, il n'est pas établi, constant, que le patron n'a pas rempli son obligation ; c'est là tout au contraire l'objet même du litige (1) ».

208. Nous avons vu, et c'est en quoi elle touche directement à notre matière des assurances, que la responsabilité civile de droit commun, qui incombe aux patrons, à raison des accidents arrivés par leur faute à leurs ouvriers, qu'on la tire des articles 1382 ets C.C. ou qu'on lui donne une origine contractuelle, pouvait faire l'objet d'un contrat d'assurance, l'assureur s'obligeant à garantir aux patrons les indemnités qu'ils sont obligés de payer à leurs ouvriers. Du moins, nous avons dit que la compagnie assureur était tenue à raison des fautes ordinaires des patrons, mais non à raison de leurs fautes lourdes.

209. *Responsabilité professionnelle.* — C'est là une responsabilité exorbitante du droit commun. Elle oblige le patron, en dehors de toute faute, et par le fait seul que l'accident arrivé à ses ouvriers est un accident du travail.

Ce n'est pas le lieu ici, de rechercher s'il serait utile et juste que le législateur vint poser de droit commun dans notre loi, et d'une façon plus ou moins absolue, le principe de la responsabilité professionnelle des patrons à l'égard de leurs ouvriers.

(1) M. Glasson, *op. cit.*, p. 870. La doctrine de M. Glasson a été adoptée par MM. Cotelle (Rev. pratique, 50, p. 531, et Vavasseur, journal *La Loi*, 2 juillet 1885. L'arrêt précité de Cassation de Belgique s'est rangé également à cette opinion. *Contra* MM. Labbé notes précitées, Saintelette et Sauzet *passim*.

Mais au moins, devons-nous ici étudier cette responsabilité, telle qu'elle existe déjà, c'est-à-dire comme résultant du contrat d'assurance collective, passé par le patron au profit de ses ouvriers.

Nous avons dit, qu'au moins dans l'opinion qui nous semblait la meilleure, les ouvriers n'avaient pas, en vertu du contrat d'assurance collective passé par leur patron, d'action directe contre la compagnie. Quelle que soit l'opinion que l'on doive se faire sur la question, on ne peut pas douter, croyons-nous, que les ouvriers qui ont consenti à leur patron des retenues de salaires en vue de l'assurance, n'aient, les uns diront au moins, les autres en outre, le droit d'agir contre leur patron à raison de leur indemnité contractuelle. « Le patron en proposant à ses ouvriers de subir une retenue sur leurs salaires, égale à la paie qu'il paye à la compagnie, s'oblige envers ses ouvriers à leur procurer, à leur transmettre le cas échéant, l'indemnité fixée par la police. » Ce principe en général n'est pas contesté (1).

210. La difficulté commence seulement quant à l'étendue de cette responsabilité ; à quoi le patron est-il obligé ? doit-il personnellement le montant de l'indemnité promise par la compagnie, sauf son recours bien entendu ? est-il devenu, en d'autres termes, l'assureur de son ouvrier ? (2) ou bien, n'es-t-il simplement obligé qu'à

(1) Voy. notamm. M. Labbé note sous Nîmes 13 mai 1884, S. 85, 2, 201. Sauzet *op. cit.* n° 29. De Courcy *op. cit.* page 112 et 113. Junge: Dijon 27 mars 1882, S. 83, 2, 201.

(2) Tribunal de Boulogne-sur-mer, 10 juillet 1885 D. P. 85, 2, 203. Cf. M. Sauzet, *op. cit.*, n° 33.

passer à celui-ci le profit du contrat d'assurance, (1) de telle sorte qu'il est déchargé, s'il prouve qu'il a fait les diligences nécessaires pour obtenir l'indemnité ?

Les conséquences des deux systèmes sont bien différentes : si le patron est devenu l'assureur de ses ouvriers, il leur doit l'indemnité *dans tous les cas*, même si par suite d'un fait qui ne lui est pas reprochable il ne l'a pas reçue de la compagnie avec laquelle il a lui-même traité ; ainsi en cas de faillite de cette compagnie, le patron devrait l'indemnité sur sa bourse ; si le patron n'est au contraire tenu qu'à faire les démarches nécessaires près de la compagnie assureur, il suffit qu'il les fasse, peu importe le résultat qui regarde l'ouvrier seul.

Ce second système nous paraît certainement préférable, comme plus conforme à la volonté probable des parties ; on ne peut guère admettre en effet avec vraisemblance, que le patron se soit engagé vis-à-vis de ses ouvriers, à prendre à sa charge les risques d'un pareil contrat. Le tribunal de Boulogne-sur-Mer, qui admet cette responsabilité illimitée du patron au cas spécial de faillite de la Comp. dit : que l'ouvrier ne peut pas être tenu de subir « les conséquences de sa maladresse s'il s'est adressé à une compagnie insolvable » Nous répondrons : si le patron a commis *une faute* en s'adressant à cette compagnie, oui, le patron sera responsable de sa faute ; mais, il y a tels cas, où aucune

(1) Douai, 15 février 1886, S. 87, 2, 89 et la note de M. Labbé. M. de Courcy, *op. cit.*, p. 113 et 114.

faute ne pourra pour cela être relevée contre lui, comme si la compagnie est devenue insolvable postérieurement au contrat ; en semblable hypothèse, il nous semble que le patron serait dégagé.

En principe le patron ne devient pas, dirons-nous, l'assureur de son ouvrier ; il ne le devient que s'il commet *une faute, une négligence*, qui empêche l'ouvrier de toucher son indemnité. Il n'est pas douteux, par exemple, que si le patron a négligé, malgré les retenues, de contracter l'assurance, ou bien, si malgré l'assurance qu'il a contractée, l'ouvrier a été déchu du droit à l'indemnité, par le fait de réticences ou de fausses déclarations ou de déclarations tardives de sa part, le patron est devenu, dans ces différents cas, le propre assureur de son ouvrier (1).

211. Lorsque le droit à la double indemnité, dont nous venons de parler : indemnité civile et indemnité professionnelle, est ouvert, — ce qui suppose qu'un ouvrier, est blessé par la faute de son patron, et que cet ouvrier a été assuré collectivement par lui, — deux actions naissent à son profit : il peut agir contre son patron, civilement responsable, en paiement de dommages-intérêts ; il peut agir contre la compagnie en vertu de l'article 1166 C. C. ou s'il le préfère contre son patron directement, comme et dans les cas où nous venons de le démontrer, en paiement de l'indemnité contractuelle.

(1) Paris, 26 mars 1873. B. de M., II 464. Trib. Seine, 13 août 1885. *Rec. per.* 1885, p. 600. Paris, 25 fév. 1885. *Pand. per.* 1887, 2, 109. Trib. civil de la Seine, 17 juillet 1886. *Pand. fr.* 1887, 2, 201).

Ces deux actions peuvent être exercées, soit simultanément, en ce sens au moins que l'ouvrier n'encourt aucune déchéance pour réclamer à la fois l'indemnité civile et l'indemnité professionnelle, soit successivement, au moins encore, en ce sens, que si l'ouvrier est débouté de l'une, il peut exercer l'autre ; ou même, que si par l'une il n'a reçu que partie de ce que lui donnerait l'autre, il peut exercer celle-ci pour le surplus ; ainsi, par exemple, supposons que l'indemnité professionnelle n'a donné à la victime qu'une somme peu importante, et que cette victime pense avoir, de par la faute de son patron, droit à davantage, elle pourra certainement l'actionner à cet effet.

212. Le plus souvent on rencontre, dans les polices d'assurance collectives, des clauses qui ont pour effet d'empêcher cette double action, ce double recours de l'ouvrier. C'est ainsi, qu'il est dit que « le paiement de l'indemnité professionnelle, entraîne pour le sinistré, renonciation à tout recours contre le patron », ou bien que, « l'ouvrier sera déchu du droit à l'indemnité professionnelle, dans le cas, où préalablement, il intenterait une action en responsabilité contre son patron. » Il est de jurisprudence constante que ces clauses sont nulles. (1)

Sur quoi se fonde cette nullité ? sur ceci : les deux clauses qui nous occupent, si elles étaient valables, auraient cet effet, au moins indirect, de permettre aux

(1) V. Nancy, 26 janvier 1884, S. 85, 2, 204. Boulogne-sur-mer, 10 juillet 1885, S. 85, 2, 201. Cass. civ., 1^{er} juillet 1885, S. 85, 1, 409.)

patrons de s'exonérer vis à-vis de leurs ouvriers de la responsabilité de leurs fautes.

La plupart des auteurs, qui admettent, contrairement au système exposé plus haut, le droit pour un patron de convenir avec ses ouvriers de cette exonération, nous semblent devoir être conduits à admettre la validité des deux clauses qui nous occupent (1) : si le patron peut, par avance, convenir avec l'ouvrier, qu'il ne sera pas responsable de ses fautes, *à fortiori*, il peut limiter avec lui cette responsabilité, transiger, en d'autres termes, sur son étendue.

213. Le motif, sur lequel est fondé la nullité des clauses, dont nous avons parlé, nous montre comment il faut entendre cette nullité.

D'une part, il est bien certain qu'elle ne concerne que les rapports de l'ouvrier et de son patron : ces clauses sont valables au regard de la compagnie d'assurances ; celle-ci ne peut pas être obligée à plus qu'à ce à quoi elle s'est engagée. Elle était libre de limiter le montant de ses obligations. Il n'y a pas de sa part immoralité à ne pas se charger de partie d'une responsabilité qui ne lui appartient pas de droit commun.

Il est non moins certain d'autre part, que pareille nullité ne s'appliquerait pas à la renonciation que l'ouvrier ferait après l'accident, en recevant par exem-

(1) *Contra* cependant M. Labbé, au Sirey. D'après notre savant maître, les clauses dont il s'agit ne sont pas valables par la raison qu'il n'est point licite de renoncer par avance au droit de recourir à la justice.

ple l'indemnité professionnelle, à exercer tout recours contre son patron, à raison de cet accident et pour sa responsabilité civile. Il s'agit, en l'espèce, d'une renonciation à un droit actuellement existant et nul principe ne défend à un ouvrier « alors que la portée de sa renonciation peut être mesurée par lui de renoncer dans la quittance de son indemnité contractuelle, au droit actuel et acquis qui lui appartient ». (1).

On comprend que dans la pratique, les compagnies aient ordinairement soin d'exiger cette renonciation. Faisons remarquer d'ailleurs, que pour qu'il produise tous les effets qu'en attendent les compagnies, l'acte, signé par le renonçant, doit formellement exprimer, que celui-ci avait, au moment de la renonciation, une connaissance suffisante des suites de l'accident; autrement, l'ouvrier pourrait à bon droit, ce nous semble, prétendre qu'il n'a pas agi en connaissance de cause et faire déclarer sa renonciation sans effet.

214. Il nous reste pour terminer, à répondre à une question des plus importantes : l'ouvrier, assuré collectivement par son patron, qui prouve que l'accident est arrivé par la faute de celui-ci, a-t-il le droit du cumuler contre la compagnie, si aucune clause de la police ne limite les obligations de celle-ci, en tout cas contre son patron, les deux indemnités civile et professionnelle ?

Généralement, on décide que le cumul n'est pas

(1) Tribunal civ. Lyon, 24 février 1886. Rec. per. 1886, p. 137).

possible. L'assurance a, dit-on, pour but d'indemniser l'assuré des pertes qu'il éprouve : l'accident donnerait un bénéfice à l'ouvrier, si outre les dommages-intérêts à raison de la faute du patron, cet ouvrier avait droit à l'indemnité professionnelle; il n'a droit qu'au maximum de l'une ou l'autre des deux indemnités (1).

215. Nous ne suivons pas absolument ce système. Si nous ne nous trompons pas, les deux indemnités que l'ouvrier réclame ont une base distincte, elles se fondent sur deux contrats différents l'indemnité civile résulte du contrat de louage: l'indemnité professionnelle est due à l'ouvrier, à raison des sacrifices pécuniaires qu'il s'est imposés, elle est, sinon la représentation, du moins la contre-partie, de ces sacrifices.

Peu importe, que la faute du patron oblige celui-ci à des dommages-intérêts envers son ouvrier ; dans la détermination de ces dommages-intérêts, les juges ne doivent pas faire état de l'existence d'un contrat d'assurance collective, qui, de la part de l'ouvrier, est une acquisition essentiellement à titre onéreux.

Le système que nous combattons conduit d'ailleurs à une autre conséquence, que nous ne croyons pas possible : en décidant, que l'ouvrier, qui reçoit une indemnité civile de son patron, ne peut plus lui réclamer son indemnité professionnelle, on arrive évidemment à ce résultat : que les retenues de salaire, par lui subies, ont servi à payer la garantie de la responsabilité civile

(1) MM. Labbé, note au Sirey 1885, 1, 511, Sauzet *op. cit.*, p. 395 et suivant. Voyez Toulouse, 1^{er} juillet, *Rec. per.* 1885, p. 239. — Trib. civil Seine, 8 juillet 1884. B. de M. III, 221).

du patron; ou, si l'on préfère, on arrive à cet autre résultat, non moins admissible, que l'ouvrier s'est assuré pour rien. Evidemment, il n'est pas juste que le patron ait assuré sa responsabilité civile à l'aide de primes fournies par l'ouvrier lui-même. Nous n'appliquerons donc la théorie du non cumul, que dans le cas, où le patron n'aurait pas fait subir de retenues de salaire à ses ouvriers.

On reproche à ce système de procurer à l'ouvrier non une indemnité, mais un bénéfice. Ce mot de bénéfice n'est pas, à notre humble avis, exact en notre matière. L'ouvrier blessé, ou la famille de cet ouvrier, ne peut être, en aucun cas, considéré comme réalisant un gain : la vie humaine n'a pas de prix.

TROISIÈME PARTIE

Législation comparée relative aux accidents professionnels.

216. Il serait exagéré de dire que la question des accidents professionnels qui, à l'heure présente, préoccupe si vivement les législateurs des divers pays d'Europe, est une question nouvelle. Il est bien certain, pour employer un exemple emprunté à M. Félix Faure, dans la discussion qui s'est ouverte à la Chambre des Députés, sur ce sujet, il y a quelques mois (1), que l'ouvrier maçon, en 1887 courait les mêmes risques que l'ouvrier maçon travaillant actuellement, et nous ajouterons que cet ouvrier blessé était aussi intéressant dans son malheur il y a cent ans qu'aujourd'hui.

Mais si la question n'est pas nouvelle, elle offrait, avant le développement considérable pris par l'industrie dans notre siècle, des conditions d'application incomparablement plus restreintes, et l'on s'explique

(1) Séance du 17 mai 1888.

alors qu'en 1804, lors de la confection du Code civil, le droit commun, en matière de responsabilité, ait suffi ici.

217. Conformément à ce droit commun, nous avons dit que l'ouvrier blessé pouvait demander une indemnité à son patron, mais seulement s'il *y a eu faute de son patron et s'il le prouve* (1).

218. L'obligation seule pour l'ouvrier de faire cette preuve a paru à beaucoup injuste. En fait, dit-on, il est rare, que les ouvriers arrivent à prouver la faute du patron, soit, parce que l'état des lieux et des machines, qui constituerait le mode de preuve le plus naturel, se trouve d'ordinaire gravement modifié par le fait de l'accident lui-même soit parce que les témoins souvent n'existent plus. La présomption contraire serait plus morale; le patron, lui, peut facilement lorsqu'il n'est pas en faute, l'établir.

219. Ainsi posée la question n'a pas paru encore répondre à l'état spécial des choses dans lequel on se trouve. Le droit, le pur droit, le droit quiritaire, a beau dire aux ouvriers : vous étiez libres de ne pas contracter avec le patron au service duquel vous avez été blessés, nous le supposons, sans sa faute; vous saviez que vous

(1) On peut cependant trouver dans nos codes une introduction timide et toute spéciale du nouveau principe du risque professionnel que l'on veut y introduire comme règle de droit commun, au profit, au moins, de certains ouvriers. L'art. 262 Cco. impose aux armateurs l'obligation de payer le loyer en même temps que les frais de maladie ou d'accidents arrivés aux marins occupés au service du navire. Cette obligation de l'armateur est établie, abstraction faite du point de savoir si l'accident est arrivé ou non par la faute du patron (Cf. ordonnance de 1681).

étiez exposés, par le fait seul de votre travail, à des accidents nombreux où le patron n'est pour rien ; ce n'est pas parce que vous êtes exempts vous-même de faute, que vous pouvez rendre responsable de vos accidents votre patron, à qui il n'y a rien à reprocher ; un cas fortuit reste à la charge de celui qui le subit ! Une raison plus humaine, plus généreuse, dit-on, doit s'élever en nous, pour combattre aussitôt un aussi étroit aspect du sujet Est-ce que l'ouvrier, même blessé par son imprudence, n'est pas dans une situation terrible, à laquelle nulle autre ne peut être humainement comparée ? oui, sans doute, et puisque le législateur a à sa disposition un remède précieux, l'assurance contre les accidents, il serait coupable, de ne pas l'utiliser à soulager une des situations les plus malheureuses qui se puissent trouver.

220. C'est la France peut être de toutes les nations après la Suisse, celle qui a posé, la première, la question grave et délicate des moyens propres à venir aux secours des ouvriers blessés par des accidents du travail ; mais la question, posée par nous, d'autres nations l'ont résolue avant nous.

Nous voulons donner une esquisse de la législation étrangère sur ce point, et d'autre part exposer succinctement les divers projets de loi dont les Chambres françaises ont été saisies dans ces dernières années à ce sujet, et dont l'un vient d'être voté par la Chambre des Députés en première délibération le 29 mai 1888, et en deuxième délibération le 10 juillet 1888.

§ 1. — Législation étrangère

221. *Suisse.* — La Suisse paraît s'être occupée la première, de la question des accidents arrivés aux ouvriers. Une loi fédérale du 23 mars 1877 (1), ratifiée par les électeurs à une majorité de 6.000 voix, et qui dans la pensée de ses auteurs, n'était qu'une loi d'attente, posa le principe de la responsabilité absolue des patrons, excepté, au cas où ils prouveraient que l'accident est arrivé par cas fortuit, ou bien, par la faute de l'ouvrier (article 5); c'est le système de l'interversion de la preuve. Cette loi n'ayant pas fixé de maximum aux indemnités dues aux ouvriers, ou à leur famille les patrons se plaignirent de voir ces indemnités atteindre des proportions souvent abusives : cet état de chose persista jusqu'à la grande loi fédérale du 25 juin 1881 (2), qui est venue organiser d'une façon très complète la question de la responsabilité civile des fabricants (3).

222. Les articles 1 et 2 de la loi de 1881, consacrent le système de la présomption de faute du patron; pour se décharger de cette responsabilité, le patron *doit*

(1) On peut rapprocher de cette loi, la loi du 4 juillet 1877 spéciale aux entrepreneurs de constructions et la loi du 1^{er} juillet 1875 concernant la responsabilité des morts, ou blessures occasionnées par l'exploitation des chemins de fer et des bateaux à vapeur (*Ann. de lég. étrangère* 1875 p. 739).

(2) *Ann. de Législation étrangère* 1881 p. 592.

(3) Il est à remarquer que cette loi s'applique exclusivement aux briques ou usines; et qu'elle n'a pas touché à la loi du 23 mars 1877 sur les entreprises de construction, non plus qu'à la loi du 1^{er} juillet 1775, sur les entreprises de chemin de fer.

prouver que l'accident provient de la faute de l'ouvrier, de la faute d'un tiers ou d'une force majeure. Si l'accident a une cause inconnue, si même il dérive *d'un cas fortuit*, le patron est responsable : toutefois, dans ce dernier cas, l'indemnité est diminuée (art. 5) ; elle est également diminuée (art. 5, § 2) s'il y a faute à la fois du patron et de l'ouvrier. La loi de 1881, on le voit, distingue le cas fortuit de la force majeure. C'est là il faut l'avouer une distinction bien délicate et qui paraît très dangereuse.

L'article 3 met sur le même plan les accidents arrivés aux ouvriers dans les fabriques et les maladies contractées dans ces fabriques et qui, bien entendu, sont la conséquence du travail. Cette assimilation, quoique logiquement acceptable, et même naturelle, — car à un point de vue on peut dire que la maladie devient bien dans ce cas particulier, une sorte d'accident, — a pratiquement des inconvénients très grands : il est souvent, même pour un médecin, difficile de déterminer la cause exacte de la maladie dont un ouvrier est atteint.

Dans aucun cas, le juge ne peut allouer une somme supérieure en capital (1), à six fois le montant du salaire annuel de l'employé ou de l'ouvrier, ni excéder la somme de 6000 fr. (art. 6 § 2). Cette limitation est applicable, dans tous les cas, même au cas de mort de l'ouvrier : l'art. 6 § 2, qui édicte le maximum, vient, il est vrai, immédiatement à la suite d'une

(1) Il faut l'assentiment de tous les intéressés pour que l'indemnité consiste en une rente.

disposition, qui ne concerne que les cas de blessures ; mais, comme on l'a fait remarquer souvent, il suffit de lire la suite du texte de loi, pour voir que l'art. 6 § 2 a une portée générale. « Le juge n'est pas tenu à ce maximum, dit l'art. 6 § 3, dans les cas où la lésion corporelle ou la *mort* de la victime, a été causée par un acte du fabricant, susceptible de faire l'objet d'une action au pénal (1) ».

L'article 9 prévoit le cas où l'ouvrier blessé a été assuré collectivement par son patron. En ce cas, y a-t-il cumul des deux indemnités ? La loi suisse ne prohibe pas ce cumul d'une façon complète. Si le patron a participé, au moins pour moitié, aux charges de l'assurance, l'indemnité, due par le patron, est diminuée du montant de l'indemnité d'assurance. Si l'ouvrier a payé pour plus de moitié les primes, son indemnité d'assurance doit être imputée sur l'indemnité à laquelle est condamné le patron qu'au prorata de la contribution du patron aux charges de cette assurance.

Mentionnons enfin l'article 10, qui défend aux patrons de diminuer par des conventions particulières, leur responsabilité légale et l'article 12, qui prescrit par un an, à compter du jour de l'accident ou de la maladie, les actions en dommages-intérêts, auxquelles le patron est exposé.

223. La loi suisse est, on le voit, très sévère pour le patron. Cette rigueur, il faut bien l'avouer, paraît être allée à l'encontre de son but : abaissement sensible

(1) *Contra* M. Sauzet *Rev. crit.* 1883, t. 50 p. 695.

des salaires, relâchement, sinon indifférence des patrons, qui ont pu légitimement se considérer comme en état de suspicion et hors le droit commun, à prendre l'initiative des mesures utiles à la sécurité de leurs ouvriers telles ont été les conséquences presque immédiates et inévitables de cette loi de 1881 (1).

224. *Allemagne*. La législation allemande, en matière d'accidents industriels, paraît s'être rattachée successivement à deux ordres d'idées différents, à deux conceptions distinctes du sujet.

225. La loi du 1^{er} juin 1871 (2) se rattache au système, que nous venons de voir appliqué en Suisse : l'interversion de la preuve, la présomption que le patron est en faute, tant qu'il n'a pas établi que l'accident est arrivé par une force majeure ou par la propre faute de la personne tuée ou blessée. On peut remarquer d'ailleurs que cette loi du 1^{er} juin 1871 présente un caractère tout spécial : elle ne concerne que l'exploitation des chemins de fer, carrières, fabriques et établissements analogues : elle ne protège pas, d'autre part, l'ouvrier seul, mais en même temps les tiers ; à proprement parler, elle n'est pas une loi ouvrière, quoi qu'elle s'applique plus spécialement à des ouvriers.

226. Dans ces quatre dernières années, la législation industrielle allemande a consacré un système tout nouveau, d'une envergure certainement très grande,

(1) M. René Lavollée, *les classes ouvrières en Europe*, t. II, p. 96 et suivantes.

(2) Ann. de lég., étr., 1871, p. 264.

mais qui aussi, on ne peut le nier, quels que puissent être d'autre part ses avantages, présenter le défaut très grave de méconnaître le grand principe de la liberté individuelle; c'est dans le principe de l'assurance obligatoire, à l'aide de corporations industrielles formées entre parties et à eux imposées qu'elle a cru trouver le remède aux maux dont souffrent les ouvriers. D'ailleurs, on peut sans témérité supposer que le prince de Bismarck en se constituant le champion vigoureux et tenace de cette nouvelle législation, l'a fait dans des vues plus politiques que sociales et humanitaires (1).

Le principe de l'assurance obligatoire a été introduit en Allemagne par la loi du 6 juillet 1884, d'abord exclusivement en faveur des ouvriers employés dans les établissements industriels; mais, il a été étendu bientôt aux employés des administrations des postes et télégraphes, chemins de fer, aux ouvriers employés aux travaux de curage, de camionnage, aux expéditeurs, emmagasineurs, etc.. et plus récemment, par la loi du 5 mai 1886, qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1888, aux ouvriers agricoles; le parlement allemand est saisi en ce moment d'une loi nouvelle, qui doit étendre l'assurance obligatoire aux marins; d'une autre loi, enfin, qui propose de l'étendre aux chantiers provisoires de travaux publics (2).

(1) N'a-t-il pas dit : « Je fais la guerre au socialisme ; comment ? en lui prenant ses propres armes ». Paroles prononcées pendant la discussion, par le chancelier.

(2) Un premier projet d'assurance obligatoire contre les accidents avait été déposé au Reichstag le 8 mars 1881 ; il fut profondément remanié par lui et finalement rejeté par le conseil fédéral au mois de

227. Pour mettre en pratique le système de l'assurance obligatoire, la loi du 6 juillet 1884, oblige les industriels à se réunir en *corporations* ou *associations*. Ces associations se constituent d'ailleurs librement, elles doivent être seulement soumises à l'approbation du Conseil fédéral. Chaque corporation comprend de droit tous les patrons, quelque soit le lieu de leur exploitation qui exercent une même industrie ou des industries assimilées (1). D'après le rapport officiel adressé au Reichstag et publié par la *Gazette de Cologne* les corporations ou associations professionnelles étaient en 1886, au nombre total de 62, comprenant 233.144 fabriques et 3.107.615 assurés. Postérieurement au 1^{er} janvier 1887, nous avons dit que l'assurance contre les accidents avait été étendue aux ouvriers agricoles ; on estime que ceci augmente de quatre millions le nombre des assurés.

juin 1881. Un second projet soumis au Reichstag englobait en même temps un projet d'assurance contre les maladies ; mais la Chambre vota la division et adopta le second projet seulement, qui devint la loi du 15 juin 1883 d'assurance contre les maladies (*Ann. de leg. étrang.* 1883, p. 119) ; quant au deuxième projet d'assurance contre les accidents, il ne vint pas en discussion. Un troisième projet fut présenté le 6 mars 1884. Il fut voté à une forte majorité, et, est devenu la loi du 6 juillet 1884, qui ne comprend pas moins de 111 articles. On peut remarquer, que les discussions qui ont précédé l'adoption de cette loi, et qui remontent à 1881 n'ont pas eu trait au principe lui-même de l'assurance obligatoire ; ce principe a trouvé dès le premier abord peu d'adversaires. L'objet des longues discussions que nous venons de rappeler, a porté, presque exclusivement, sur le point de savoir si l'Etat serait assureur ou non. Nous verrons que cette question a été tranchée par un système intermédiaire : les corporations industrielles ne sont sans doute pas l'Etat, mais elles sont directement sous sa surveillance.

(1) Certains corps de métiers sont toutefois, à cause de leur importance, divisés en un certain nombre de corporations.

Les patrons, en cas de contestation, sont distribués dans les diverses associations par l'*Office impérial des assurances*, sorte de conseil supérieur des assurances, chargé de régler toutes les difficultés se rattachant à l'application de cette loi.

Sous peine d'amende, tout industriel ou patron, soumis à l'assurance, a à faire la déclaration nécessaire pour obtenir son incorporation dans l'association à laquelle il se rattache.

228. Une fois les corporations constituées, les accidents qui peuvent arriver à un ouvrier ne regardent plus le patron, mais la corporation dont il fait partie. C'est à elle que les ouvriers doivent s'adresser, pour recevoir les indemnités qui leur sont dues en vertu de la loi.

Ces indemnités sont indépendantes des responsabilités engagées et des causes de l'accident ; elles varient seulement d'après la gravité des blessures. En cas d'incapacité temporaire, les ouvriers reçoivent des indemnités qui sont supportées pendant les treize premières semaines, par la *Caisse des assurances contre les maladies*. Si l'incapacité dure plus de treize semaines, les secours leur sont fournis pour le surplus, par la caisse d'assurance-accidents. En cas d'incapacité permanente et absolue de travail, l'ouvrier reçoit une rente des $\frac{2}{3}$ du salaire annuel, qu'il y ait faute ou non du patron. En cas d'incapacité permanente partielle, la rente est réduite en proportion de la blessure. En cas de mort, la veuve jusqu'à son décès, ou jusqu'à son nouveau mariage, reçoit une rente égale à 20 0/0 du salaire de

son mari ; les mineurs de quinze ans reçoivent une rente égale à 15 0/0 de ce salaire ; sans que l'ensemble de ces rentes puissent dépasser au total 60 0/0 du salaire annuel de l'ouvrier. Si les mineurs n'ont plus leur mère, ils reçoivent chacun une rente de 20 0/0, jusqu'au maximum de 60 0/0. Les ascendants, dans certains cas, assez rares, ont droit également à une rente.

Les indemnités sont fixées et payées par les conseils d'administration des associations. Au cas où l'ouvrier n'accepte pas sa décision il peut en appeler à un tribunal arbitral, dont le président est nommé par l'empereur, et les quatre membres, moitié par la corporation, moitié par les conseils d'administrations *des Caisses locales, en cas de maladie, des Caisses de fabrique et des Caisses de mineurs*, dont l'existence est obligatoire depuis 1883. Les décisions de ces tribunaux peuvent être portées elles-mêmes, et cette fois en dernier ressort, devant l'*Office impérial des assurances*. Les indemnités sont payées par l'intermédiaire de l'administration des postes.

229. Le conseil d'administration de chaque association répartit à la fin de chaque année les dépenses et frais de l'association, entre les divers patrons qui la comprennent, proportionnellement au nombre des ouvriers occupés par eux.

On peut faire au système allemand un reproche capital : les indemnités consistant en des rentes, le patron qui s'établit, et qui entre à partir de ce jour dans une corporation à subvenir au paiement des rentes *anté-*

rieures à son exploitation. Le passé grève donc le présent.

Pour remédier à ce défaut, la loi du 6 juillet 1884 impose aux corporations un fonds de réserve qui doit être constitué en onze ans, par un supplément de cotisations chaque année décroissant. On peut prévoir que les revenus de ce fonds de réserve, ne seront pas suffisants eux-mêmes pour subvenir chaque année au paiement des rentes antérieures. Le défaut, que nous signalons plus haut, subsistera quoiqu'affaibli.

230. *Autriche.* En 1883, un projet, inspiré du principe allemand, a été présenté aux chambres autrichiennes ; il a été définitivement voté en décembre 1887, et est exécutoire depuis le 28 mars 1888. Cette loi édicte l'assurance obligatoire et la création d'associations de patrons. Mais, remarque importante, ces associations ne sont pas, comme en Allemagne, des associations professionnelles : ce sont des associations provinciales.

Chaque patron paie naturellement, en proportion du risque de sa profession : la classification des industries a lieu par le soin du ministère de l'intérieur.

On peut remarquer aussi, qu'en Autriche, le taux des indemnités est un peu moins élevé qu'en Allemagne ; mais en sens inverse que les enfants naturels ont droit à une rente de 10 0/0 du salaire, tandis qu'en Allemagne ils sont exclus de l'assurance.

Les indemnités consistent, en Autriche comme en Allemagne, en rentes, mais au lieu de répartir chaque

année entre les membres de la corporation, les rentes elles-mêmes, la loi autrichienne répartit, une fois pour toutes la première année, le capital lui-même nécessaire à les constituer : ce système a l'avantage de ne pas faire peser sur le présent les charges du passé.

Notons enfin que d'après la loi autrichienne, les ouvriers participent pour une partie au paiement des charges de l'assurance ; aussi les conseils d'administration de ces corporations comprennent ils toujours un élément ouvrier (3 délégués) qu'on ne trouve pas en Allemagne, où les charges de l'assurance sont pour le patron exclusivement.

231. *Angleterre.* Jusqu'en 1880, il fut admis par la législation anglaise que le patron ne pouvait être tenu de réparer, vis-à-vis de son ouvrier, que les conséquences de sa faute personnelle caractérisée ; il n'était responsable, ni de son défaut de surveillance, ni des fautes de ses préposés. La loi du 7 septembre 1880 a réglé la responsabilité des patrons sur le modèle de nos articles 1382 et suivants. Entre les deux législations, toutefois, nous devons signaler une double différence : d'une part la loi anglaise ne rend pas responsable le patron des fautes commises par ses préposés, lorsque ces préposés n'ont pas été chargés *spécialement* de le remplacer. ; d'autre part, l'art. 3 de la loi du 7 septembre 1880 établit, comme la loi suisse d'ailleurs, un maximum d'indemnité ; mais dans la loi anglaise, ce maximum est moins élevé ; c'est seulement la somme des salaires de trois années d'un ouvrier de la même profession et travaillant dans le même comté. La loi

française, nous le savons, n'admet ni l'une ni l'autre de ces deux restrictions.

§ 2. — PROJETS DE LOI FRANÇAIS.

232. En 1879, M. Martin-Nadaud, député, déposait sur les bureaux de la Chambre un projet de loi tendant à l'interversion de la preuve, quant à l'application des articles 1382 et suivants du Cod. civ. en matière d'ence accidents industriels.

La voie était ouverte. De nombreuses propositions de loi suivirent.

Sous la législature qui a précédé celle-ci, citons, outre la proposition renouvelée de M. Martin-Nadaud (1) les propositions de M. Peulevey, (14 janvier 1882) de M. Félix Faure, (11 février 1882), de M. Maret, (7 mars 1882.)

Ces divers projets avaient été renvoyés à une commission spéciale. Le 23 octobre 1884, la Chambre des députés votait en première lecture un projet de loi, présenté par la commission et dont l'économie ressort, suffisamment de la lecture de ses articles 1 et 3.

« Art. 1^{er}. Dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières entreprises de transport, et, en outre dans les autres exploitations de tout genre où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, le chef de l'entreprise est présumé responsable des accidents survenus dans le travail à ses ouvriers et préposés. Mais cette présomption cesse, lors qu'il fournit la preuve ou bien que l'accident est arrivé par force

(1) Journal Officiel 1881, Ann. Ch. p. v. 599.

« majeure, ou cas fortuit qui ne peuvent être imputés, ni à lui, ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien, que l'accident a pour cause exclusive la propre imprudence de la victime.

« Art 3. Dans les industries spécifiées en l'article 1^{er} qui précède, le chef de l'entreprise, (sans préjudice de la responsabilité qui lui incombe aux termes du droit commun), encourt, vis-à-vis des personnes qu'il emploie, une responsabilité spéciale, à raison du risque professionnel, et, doit en conséquence, dans les limites fixées à l'article 4 ci-après, venir en aide à tout ouvrier ou employé victime d'un accident dans l'exécution de son travail. »

Cette proposition de loi, on le voit, consacrait dans notre législation, à côté de la responsabilité de droit commun qui incombe au patron à raison de ses fautes (1), une responsabilité nouvelle et toute spéciale, celle des risques *professionnels*. L'ouvrier, qui appartient à certaines industries, par le fait seul de l'accident, pouvait donc d'après le texte voté par la Chambre en 1884 s'il y a eu faute de sa part ou cas fortuit, réclamer à son patron une indemnité égale à celle allouée par la loi du 11 juillet 1868 pour les assurés de la prime annuelle de 8 francs; c'est là, a-t-on dit, la compensation légitime des nombreux dangers auxquels ces industries exposent les ouvriers, sans augmentation pour cela dans leur salaire. Pour se mettre à l'abri des conséquences de ce risque pro-

(1) Toutefois la présomption était renversée.

sionnel, le projet de 1884 *permettait* aux patrons de s'assurer ; il ne les y contraignait pas, leur laissant la faculté, si bon leur semblait, de rester leur propre assureur.

233. Le gouvernement à la date du 8 novembre 1884, a nommé une commission extra parlementaire, présidée par M. Tolain.

Cette commission élaborait un projet de loi, qui se distingue du projet voté par la Chambre en première délibération, en ce qu'il *oblige* (articles 4 et 5) les patrons à s'assurer, leur laissant toutefois, le choix entre les compagnies d'assurance privées et la caisse créée par la loi de 1868.

Le 24 mars 1885, M. Rouvier, ministre du commerce, déposa à la Chambre, au nom du gouvernement, un projet de loi admettant également l'assurance obligatoire des patrons contre les accidents arrivés à leurs ouvriers, soit à la caisse de l'Etat, soit aux compagnies ; mais ce projet se distinguait de tous les précédents, en ce qu'il laissait la preuve de la faute du patron (responsabilité du droit commun) à la charge de l'ouvrier.

La fin de la précédente législature arriva en cet état.

234. La proposition votée seulement en première délibération par la Chambre et devenue caduque, a été reprise au début de la législation actuelle, par M. Lagrange, à titre de simple proposition personnelle.

En même temps, M. Rouvier déposait à nouveau et cette fois en son nom, la proposition qu'il avait déposée en 1885 au nom du gouvernement.

Le 2 février 1886, M. Lockroy, ministre du commerce, au nom du gouvernement, faisait le dépôt d'un projet de loi sur le même sujet. Ce projet est la reproduction exacte du texte élaboré en 1885, par la commission extra-parlementaire que présidait M. Tolaïn.

Citons également la proposition de M. de Mun qui part d'un principe tout différent, le principe de l'assurance obligatoirement organisée, au moyen exclusivement de corporations professionnelles ; c'est là, on le sait, le fond du système allemand. M. Keller a amendé le projet de M. de Mun, en proposant d'écarter du bénéfice de l'assurance obligatoire les ouvriers blessés ou tués « par leur faute. »

Enfin, dans la séance du 26 juin 1886, M. Félix Faure a renouvelé à peu près dans les mêmes termes la proposition qu'il avait déjà faite, sous l'ancienne législature. Le projet de M. F. Faure, qui se rattache au système de la juxtaposition des responsabilités de droit commun et professionnelle, diffère toutefois en deux points principaux de celui de M. Lagrange : d'abord, les indemnités y sont en général plus fortes ; en second lieu, et surtout le risque professionnel, d'après M. Faure, ne s'appliquerait pas seulement aux usines, fabriques et chantiers de la grande industrie, mais à toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole.

235. Les différents projets de loi, dont nous venons de donner l'énumération, ont été successivement renvoyés à l'examen d'une commission spéciale. A la date du 28 novembre 1887, M. Duché déposait, sur le bureau

de la Chambre son rapport, en même temps que le texte du projet de loi élaboré par la commission (1).

Le système, auquel s'est arrêtée la commission de la Chambre des députés, procède du système allemand, en ce sens qu'il consacre dans notre droit le risque professionnel et qu'il supprime, au moins pour les industries qu'il réglemente, la responsabilité du droit commun. Que la faute du patron, ou celle de l'ouvrier soit engagée ou qu'elle ne le soit pas, c'est une indemnité de même nature à laquelle a droit la victime. Mais le système de la commission diffère, à un point de vue capital du système allemand : il ne rend pas les corporations industrielles entre patrons, obligatoires, mais *facultatives* : les patrons peuvent s'assurer, s'ils le préfèrent à l'Etat, ou aux compagnies ; bien plus, le projet de la commission leur laisse la faculté de ne pas s'assurer si bon leur semble, en d'autres termes, de se constituer leur propre assureur.

236. C'est sur ce rapport que la Chambre des députés vient, il y a quelques mois, de délibérer. Le texte à peu près intégral de la commission a été voté par elle en première lecture (séances du 17 au 29 mai 1888) puis en deuxième lecture (séances du 21 juin au 10 juillet 1888). Une modification importante, de principe plus que de fond, avait été apportée lors de la première lecture à l'article 1^{er} ; cette modification consistait à déclarer le principe de la loi applicable à *tous les ouvriers*, tout en n'en faisant momentanément bénéficier que les ouvriers

(1) *Off. Ann. Ch.* 1887 n° 2.150, p. 386 et suivant.

des industries pdes moteurs mécaniques ; de plus les ouvriers agricoles étaient compris dans la loi.

Sur la proposition de M. Rodat le texte primitif et restrictif de la commission a été rétabli en deuxième lecture ; le projet de loi, voté par la Chambre définitivement, ne vise que les ouvriers occupés dans une usine, où l'on fait usage de moteurs mécaniques.

Nous ne suivrons pas dans ses détails le texte voté par la Chambre, et qui sera très certainement remanié profondément, pour ne pas dire transformé, par le Sénat ; nous devons seulement en donner ici l'économie générale.

237. La base de ce projet est la réglementation du *risque professionnel*.

L'art. premier du projet (texte de la Commission rétablie par la Chambre en deuxième délibération) dispose, que « tout accident arrivé, pendant son travail, à un ouvrier occupé dans une usine, manufacture, fabrique, chantier, ou à un travail industriel, agricole ou forestier, pour lequel il est fait usage de machines-outils, donne droit au profit de l'ouvrier ou de sa famille à une indemnité ».

Il importe peu de savoir si le patron est en faute ou non, si l'ouvrier lui-même a été imprudent ou s'il ne l'a pas été ; dans tous les cas, le droit à l'indemnité s'ouvre par le fait seul de l'accident, pourvu simplement que l'ouvrier n'ait pas agi dans une intention criminelle (1). Toutefois, au cas d'invalidité de tra-

(1) La commission excluait également le cas où l'ouvrier aurait été condamné correctionnellement. Sur la proposition de M. Camescasse cette disposition a été retranchée en première lecture.

vail, comme la pension peut varier entre le tiers et les deux tiers du salaire annuel, il est possible, dans sa fixation, de tenir compte des circonstances qui ont amené l'accident. Au cas où il y a eu mort de la victime, l'indemnité ne se joue plus ainsi entre un maximum et un minimum ; elle est cette fois invariable. Ce sont la semble-t-il, deux dispositions inconciliables. Pour notre part, nous voudrions voir l'indemnité fixée pour tous les cas d'une façon précise.

Mais nous voudrions, en même temps voir maintenu dans notre droit le principe de la responsabilité du droit commun des patrons, à raison de leurs fautes.

Le projet dont nous nous occupons, la supprime, sauf au cas, où le patron a été condamné correctionnellement (1). Cette disposition aurait pour effet, ce nous semble, si elle était maintenue, de décider les ouvriers à porter plainte contre leur patron, et à engager contre lui des poursuites pour homicide ou blessures involontaires. Il nous paraît plus simple, en même temps que plus juste, si l'on veut poser le principe de la responsabilité professionnelle des patrons, de maintenir à côté le principe de leur responsabilité civile à raison de leurs fautes. Le projet de loi, que vient de voter la Chambre, nous semble retirer d'une main aux ouvriers, ce qu'il leur donne de l'autre. On a justifié son système, en disant : que la loi nouvelle établissait un forfait : l'indemnité fixée, a-t-on dit, les ouvriers la reçoivent même quand il n'y a pas faute du patron, mais ils ne doivent pas

(1) Mais les deux indemnités ne sont pas

avoir droit à plus, si le patron a été imprudent ou négligent. M. Floquet, président du Conseil, a très bien répondu, ce nous semble, à cette objection : « Vous pouvez, a-t-il dit à la Chambre, donner aux ouvriers une indemnité spéciale ; mais pas plus pour eux que pour qui que ce soit, vous n'avez le droit de fermer le code civil et de faire disparaître l'intégralité des droits qu'il consacre » (1). Nous ajouterons que le système de la juxtaposition des deux responsabilités nous paraît une garantie nécessaire pour les ouvriers que le patron prendra les précautions suffisantes pour leur sécurité. Mais nous nous empressons d'ajouter, que cette responsabilité des patrons vis-à-vis de leurs ouvriers, à raison de leur faute, doit rester ce qu'elle est. On ne peut pas en théorie admettre que le patron soit réputé en faute, alors qu'en fait il est établi, que près des neuf dixièmes des accidents arrivés aux ouvriers sont causés par la faute de ces derniers ou par un cas fortuit (2). L'interversion de la preuve aurait d'autre part un effet aussi inévitable que désastreux ; les patrons, se considérant commémis en état de suspicion, se départiraient vis-à-vis de leurs ouvriers des mesures de protection que l'humanité seule peut inspirer utilement. L'expérience faite en Suisse nous doit préserver d'en tenter une semblable chez nous.

(1) Ch. des Députés séance du 26 mai 1888 *Off. Ch. in extenso* 1888 p. 1523.

(2) D'après des statistiques, étrangères il n'en a pas été fait en France) 68 % des accidents arrivés aux ouvriers proviennent de cas fortuit ou de force majeure ; 20 % d'une faute de l'ouvrier et 12 % seulement de la faute du chef de l'entreprise.

239. Quant au taux des indemnités dues pour les trois cas de mort, d'invalidité totale ou partielle et d'incapacité temporaire de travail, le texte de la Chambre l'établit sur les mêmes bases, à peu près, que le tarif allemand. Notons seulement ici, que le projet met sur un pied d'égalité complète les enfants légitimes, et les enfants naturels reconnus avant l'accident. Comme les lois autrichienne et allemande, le projet fait cesser le service de la rente au profit de la veuve qui se remarie, mais comme elles aussi, il dispose, qu'en se remariant, celle-ci recevra un capital égal à trois années de rentes ; le législateur a craint, par un système trop rigoureux, de favoriser les situations irrégulières.

Le projet contient certaines dispositions relatives à la constatation des accidents. Quand un accident se produit, le patron, ou son préposé, doit, sous peine d'amende, dans les vingt-quatre heures qui le suivent, en faire la déclaration, soit au maire, soit au juge de paix ; récépissé lui en est délivré sur le champ. Le maire, ou le juge de paix, a lui-même un délai de vingt-quatre heures pour commencer une enquête à l'effet de constater la cause, la nature et les circonstances de l'accident, les noms des personnes blessées et leur état exact, etc... ; cette enquête doit être close dans les huit jours à dater de son ouverture.

Si un procès s'élève entre le patron et l'ouvrier touchant l'indemnité professionnelle, le projet attribue compétence au tribunal civil : l'ouvrier aura, de plein droit le bénéfice de l'assistance judiciaire : l'affaire sera jugée sommairement.

Notons, pour en terminer avec cet ordre d'idées, que les rentes sont déclarées incessibles et insaisissables et de plus privilégiées. Enfin le projet établit en notre matière une prescription d'un an à partir de l'accident, pour toute action en indemnité professionnelle réclamée par l'ouvrier à son patron. Remarquons, que le projet de 1884, fixait cette prescription à six mois. Enfin toute convention contraire à la présente loi est déclarée nulle de plein droit.

Nous venons de résumer ainsi les trois premiers titres du projet, qui en forment la matière la plus intéressante certainement et la plus importante.

Les titres IV et V du projet sont consacrés à la formation facultative de syndicats d'assurance mutuelle et à la réglementation de la *caisse d'assurance contre les accidents*, fondée en 1868 à laquelle le projet autorise les patrons à assurer leur risque professionnel.

240. Au reste, comme nous l'avons dit déjà, le projet que vient de voter la Chambre ne crée pas, au moins légalement l'assurance obligatoire : il permet aux patrons de s'assurer aux compagnies privées, ou même de ne pas s'assurer du tout.

Ce système, est celui qu'avait proposé la commission. Le gouvernement au contraire, s'était déclaré, lors de la première lecture, partisan du principe de l'obligation. Les deux systèmes n'ont pas été l'objet à proprement parler d'une discussion, M. Legrand, ministre du commerce, ayant demandé l'ajournement de la question pour la deuxième lecture, et en deuxième délibération, le débat ne s'étant pas ouvert sur ce point.

M. de Mun avait également en première lecture annoncé qu'il représenterait en deuxième lecture, à titre, d'amendement à la loi en discussion, le projet par lui déposé autrefois, et qui, nous le savons avait pour effet d'introduire chez nous le principe allemand des corporations industrielles obligatoires; sur ce point encore, la question n'a pas été soulevée en deuxième lecture. Disons d'ailleurs, que le système des corporations offrirait des inconvénients, très graves, s'il était admis, non seulement au point de vue des frais énormes de gestion et d'administration qu'il nécessite et qui retombent en définitive sur les patrons, mais encore au point de vue de notre esprit national, qui accepterait mal cette sorte d'embrigadement forcé des industriels.

241. Nous ne croyons pas davantage, que l'Etat doive se constituer, comme le proposent certaines personnes, l'assureur général de l'industrie française, l'expérience faite par la loi de 1868, a montré ce qu'il fallait penser d'un tel système. Jamais, ce nous semble, l'Etat n'aura l'initiative, l'ordre et l'économie des particuliers.

242. Reste le délicat et difficile problème de l'assurance obligatoire ou facultative, que nous avouons ne pas aborder, sans de grandes hésitations. Après de sérieuses réflexions, nous penchons à croire que la loi, si elle doit, au moins peut sans être taxée de socialisme, imposer aux patrons cette obligation d'assurer collectivement leurs ouvriers. Serait-ce là une loi d'assistance ? sans doute, mais ce ne serait pas la première. Serait-ce un privilège ? non ; le privilège suppose que dans des conditions identiques, une personne est autrement traitée qu'une

autre par la loi. Le principe de l'assurance obligatoire ne créerait pas de privilège : la loi qui l'établirait serait simplement une loi spéciale. Le privilège ne naîtrait que si certains ouvriers étaient traités autrement que d'autres ouvriers ; c'est à un privilège de ce genre que nous semble aboutir précisément la proposition votée par la Chambre, et c'est pourquoi nous la repoussons.

243. Nous la repoussons dans son principe : le risque professionnel.

La Commission, par l'organe de son rapporteur (1), s'est défendue énergiquement d'avoir voulu faire « une loi d'assurance ». M. Charles Floquet, président du Conseil, a également affirmé que la loi, qui était en discussion, était une œuvre de justice, et non pas une œuvre d'assistance (2). C'est là, à nos yeux, l'erreur capitale du projet. La loi qui sera votée doit être, quoiqu'on en dise ou qu'on le veuille ou non, une loi d'assurance. Si l'assurance-accidents était chose encore inconnue, nous ne croyons pas qu'il viendrait à l'esprit de personne de parler de ce qu'on a appelé *le risque professionnel*, et nous ne craignons pas de dire, que ce risque professionnel, établi en dehors de la possibilité pour le patron de s'en préserver par l'assurance, serait quelque chose d'arbitraire et d'illégitime.

Le risque professionnel, qu'on ne s'y trompe pas, c'est le cas fortuit ; c'est même plus : souvent c'est la

(1) M. Ricard remplaçant M. Duché décédé. — Séance du 28 mai 1888, *Journal Officiel*, Ch. in ext. 1888; p. 1549.

(2) Séance du 22 mai 1888, p. 1469.

négligence propre de l'ouvrier considérée comme une nécessité de l'industrie (1) par ce que la « répétition quotidienne d'un travail dangereux habitue insensiblement l'ouvrier à négliger les précautions nécessaires (2) »; ce peut être même la faute caractérisée de l'ouvrier. Eh bien, le patron, pas plus que n'importe qui dans ce monde, ne peut être déclaré responsable des cas fortuits non plus que de la faute d'autrui.

244. La Commission, cependant, voulant asseoir son système sur la justice, et non sur l'assistance, a cherché au risque professionnel, une raison d'être de droit; elle l'a trouvée, dit-elle, dans l'art. 1384 C. C., qui dispose que tout homme est responsable des choses qu'il a sous sa garde. « Or, dit-elle, qu'est-ce que le « risque professionnel, c'est-à-dire, le cas fortuit ou « de force majeure se produisant dans des entreprises « ou des forces élémentaires formidables sont enchaî- « nées au service de l'homme, mais toujours prêtes à « manifester leur aveugle puissance. Qu'est-ce que « l'imprévu, dans le fonctionnement des appareils des- « tinés à utiliser ces forces redoutables; qu'est-ce que « la négligence même de l'ouvrier amené par une ha- « bitude constante à ne plus tenir compte du danger « spécial au travail dans un milieu particulier? Qu'est- « ce que tout cela? si ce n'est pas le *fait des choses* que « le chef d'industrie a sous sa garde » (3).

(1) Séance du 17 mai 1888, Off. p. 1425.

(2) Exposé des motifs du projet de loi présenté par M. Félix Faure le 11 février 1882.

(3) Rapport déposé par M. Duché le 28 novembre 1887. Off. Chambre Années p. 391.

Il ne nous semble pas, quant à nous qu'on puisse ainsi faire résulter du droit commun le risque professionnel « comme une conséquence logique et naturelle des conditions spéciales de la grande industrie- » — Non, le risque professionnel n'est pas une conséquence du droit commun; de droit commun, on nedoit jamais, même dans l'hypothèse de l'art. 1384 C. C. la réparation des cas fortuits ou des fautes de celui qui a souffert le dommage.

On dit que le patron doit une indemnité à l'ouvrier blessé, comme responsable de la chose qu'il a sous sa garde. Mais si nous ne nous abusons pas, c'est l'ouvrier lui-même, lorsqu'il travaille, qui est gardien du matériel du patron ? le patron le lui a confié pour le faire fonctionner ; le fondement de l'art. 1384 échappe et la meilleure preuve en est, qu'une loi nouvelle est, de l'aveu implicite mais formel de la commission elle-même, nécessaire pour établir et consacrer le risque professionnel.

Il ne faut donc pas chercher d'une façon plus ou moins ingénieuse à rattacher le projet qui occupe en ce moment tous les esprits soucieux du sort des ouvriers au droit civil : il est précisément contre, ou plutôt il est à côté du droit ; la question posée est plus haute, plus élevée ; elle ne peut être résolue qu'à l'aide d'une conception généreuse des devoirs de l'État vis-à-vis de ceux qui souffrent. L'assurance-accidents est-elle, comme nous le pensons pour notre part. une institution de nature à combattre, autant qu'il est possible, une situation particulièrement douloureuse et intéres-

sante ? si oui, il peut y avoir un intérêt supérieur à ce qu'elle se propage et pour cela, il est nécessaire de la rendre obligatoire. Toute la question à notre avis est là.

245. Le principe de l'obligation blesse il est vrai beaucoup de très bons esprits : la loi ne doit, disent-ils, contraindre personne. A ceci nous répondrons : sans doute la loi n'a pas de raison pour prendre en mains, malgré elle, l'intérêt d'une personne; nous comprendrions difficilement, par exemple pour rester dans notre sujet des assurances que le législateur forçât les particuliers à s'assurer *individuellement* contre les accidents; chacun doit être libre de se priver, si bon lui semble, d'un avantage dont il est seul à profiter. Mais en notre espèce, il n'y a rien de semblable. L'assurance collective, — nous faisons abstraction bien entendu de la garantie de la responsabilité du patron, — intéresse exclusivement les ouvriers. Les ouvriers en profitent et chose remarquable, ils ne peuvent s'assurer eux-mêmes : le patron seul, le peut pour eux. On comprend dans ces conditions, que la loi oblige un patron, à assurer ses ouvriers contre les accidents, puisque ceux-ci, bien qu'ils soient les premiers intéressés à l'assurance, ne peuvent cependant la contracter sans lui (1).

246. En résumé, nous croyons que le point de départ sur lequel s'appuie le projet voté par la Chambre doit-

(1) Les charges de l'assurance doivent incomber aux ouvriers, à moins que le patron n'assume en même temps sa responsabilité civile : auquel cas les charges de l'assurance devraient être partagées entre eux.

être abandonné et qu'il vaut mieux en venir franchement et simplement au principe de l'obligation de l'assurance. C'est une loi large, étendue, que l'on peut seule accepter, une loi applicable à toutes les industries, profitable à tous ceux, ouvriers ou employés, qui vivent de leur salaire.

Le système du risque professionnel — et ce n'est pas là son moindre défaut — aboutit à des distinctions qu'il n'est pas conforme à la nature des choses d'établir ; c'est ainsi, que le texte de loi voté par la Chambre détermine limitativement les professions auxquels s'appliquera la loi, parceque, dit-on, dans les autres professions, il n'existe pas pour les ouvriers de danger spécial. Distinction à nos yeux mauvaise, qu'importe que telle industrie ne présente pas de risque spécial ; est-ce que, pour avoir moins de chances d'être blessé, parce qu'il appartient à une profession peu dangereuse l'ouvrier n'est pas également malheureux si l'accident se produit ? Non, aucune distinction de ce genre n'est à faire. Le mal est général : le remède doit l'être aussi.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

I. Le *furtum* ne constitue pas pour le débiteur un cas de force majeure.

II. Le débiteur libéré par la perte de la chose due, ne se trouve pas obligé à nouveau si le cas fortuit cesse.

III. Les risques de la vente pure et simple sont pour l'acheteur.

IV. La stipulation de peine ne déplace pas les risques de la chose due.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

I. Le prêt à la grosse est un *mutuum*.

II. La société était dissoute à l'époque classique par la *capitis minima deminutio*.

III. La stipulation de peine n'est pas valable, lorsqu'elle a pour effet d'inciter à un mariage.

IV. Le précaire constituait, à l'époque classique, un contrat innommé.

DROIT FRANÇAIS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

I. L'assurance contre les accidents n'est pas une variété d'assurance sur la vie,

II. L'assurance collective-combinée est un acte de commerce, de la part du patron.

III. Les ouvriers du patron assuré collectivement contre les accidents n'ont pas d'action directe contre la compagnie assureur.

IV. La responsabilité du patron, vis-à-vis de son ouvrier blessé par sa faute, est *contractuelle*, et non *délictuelle*.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

DROIT CIVIL

I. La possession d'état doit être admise comme preuve de la filiation naturelle, même à l'égard du père.

II. La dot, constituée par un père à sa fille, est dans les rapports entre ces deux personnes, un contrat à titre gratuit.

III. On peut, en principe, s'exonérer, par convention préalable, de sa faute légère contractuelle.

IV. Le mari peut faire donation d'un immeuble de communauté avec le consentement de sa femme.

PROCÉDURE

I. L'instance est divisible au point de vue de la péremption.

II. Le subrogé-tuteur ne peut pas, de son chef, interjeter appel, à défaut du tuteur, d'un jugement rendu contre le mineur.

DROIT PÉNAL

Les agents des administrations des postes ne peuvent se retrancher derrière le secret professionnel, pour se refuser à révéler à la justice les faits, dont ils ont eu connaissance, dans l'exercice de leurs fonctions.

DROIT CONSTITUTIONNEL

L'abstention de l'électeur ne doit pas être considérée en législation comme un délit.

DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

I. Lorsqu'à la suite d'une première infraction pour défaut de fréquentation scolaire, la commission scolaire est appelée, soit à ordonner l'affichage à la porte de la mairie (art. 13 de la loi du 28 mars 1882), soit à déférer au juge de paix la personne responsable de l'enfant, la citation de cette personne devant la commission n'est pas exigée à peine de nullité

II. L'avocat ou l'avoué, qui accidentellement fait partie d'un tribunal, à défaut de juges en nombre suffisant, doit, à peine de nullité du jugement, prêter le serment des magistrats.

Vu par le Président de la Thèse,

GLASSON.

Vu par le Doyen de la Faculté,

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE

DES RISQUES

Avant-propos	5
PREMIÈRE PARTIE. — Les risques de la chose due sont pour le créancier.....	7
CHAPITRE I ^{er} . — Du cas fortuit et de la force majeure ..	7
CHAPITRE II. — Règle : Le débiteur est libéré par la perte fortuite de la chose	16
SECTION 1 ^{re} . — Développement de la règle	16
2 ^o . — Application de la règle aux différentes sortes d'obligations et en particulier à l'obligation alternative.....	26
— 3 ^o . — Nature et mode de fonctionnement de la — règle	36
— 4 ^o . — Cette règle s'applique-t-elle aux obliga- — tions de genre.....	39
CHAPITRE III. — Des risques dans les contrats et spécia- ment dans les contrats synallagmatiques.....	41
DEUXIÈME PARTIE. — Des exceptions au principe que les risques de la chose due sont pour le créancier.....	72
CHAPITRE I ^{er} . — De la faute et de la demeure du débiteur	73
CHAPITRE II. — De la convention par laquelle le débi- teur se charge des cas fortuits.....	90
Conclusion.....	105

DE L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

Avant propos.....	109
PREMIÈRE PARTIE. — Notions historiques et pratiques sur l'assurance contre les accidents.....	114
CHAPITRE PREMIER. — Notions préliminaires	114
CHAPITRE II. — Notions historiques.....	123
CHAPITRE III. — Des différentes variétés d'assurances	

contre les accidents. — Assurance individuelle et assurance collective	137
DEUXIÈME PARTIE. — Le contrat d'assurance-accidents au point de vue du droit.....	160
CHAPITRE I ^{er} . — Définition, nature et caractères du contrat d'assurance-accidents.....	160
CHAPITRE II. — Conditions de validité du contrat d'assurance-accidents.....	170
CHAPITRE III. — Preuve du contrat d'assurance-accidents. — De la police et de la proposition — Clauses diverses	189
CHAPITRE IV. — Des effets du contrat d'assurance-accidents	207
SECTION 1 ^{re} . — Obligations de l'assuré.....	208
SECTION 2 ^e . — Obligations de l'assureur	224
§ 1 ^{er} . — Quelles indemnités l'assureur-accidents doit-il.	224
§ 2. — Quand les doit-il?	228
§ 3. — A qui?	242
§ 4. — Au profit de qui?	253
§ 5. — Pendant combien de temps les doit-il?	257
CHAPITRE V. — Compétence relative aux actions nées du contrat d'assurance contre les accidents	261
CHAPITRE VI. — Extinction du contrat d'assurance-accidents	271
CHAPITRE VII. — De la responsabilité des patrons vis-à-vis de leurs ouvriers. — Cumul des indemnités.....	286
TROISIÈME PARTIE. — Législation comparée relative aux accidents professionnels.....	309
§ 1 ^{er} . Législation étrangère.....	312
§ 2. Projets de loi français.....	322
POSITIONS	339

ERRATA

- Page 55, ligne 15, *après : pendente conditione* remplacez le point et virgule par une virgule
- 112, ligne 20, *au lieu de* : Le seconde, *lisez* : La seconde.
 - 129, ligne 30, *au lieu de* : le services, *lisez* : le service.
 - 133, ligne 3, *au lieu de* : recherchés, *lisez* : recherché
 - 142, ligne 1, *au lieu de* : doit en pour cas, *lisez* : doit en ce cas.
 - 162, lignes 6 et 7, reporter la note 1 à la fin de la ligne 6
 - 164, ligne 7, *au lieu de* : versé, *lisez* : versée.
 - 167, note 3, ligne 2, *au lieu de* : *Contra* (Trib. de Genève) 13 janv. 1883, et 25 Août 1883 précités, qui admet. *lisez* : *Contra*, Trib. de Genève (13 janv. 1883 et 25 Août 1883 précités) qui admet.
 - 175, ligne 7, *au lieu de* : pour cause d'erreur, *lisez* : que pour cause d'erreur.
 - 181, ligne 7, *au lieu de* : *fond de réserve*, *lisez* : *fonds de réserve*.
 - 197, ligne 2, *au lieu de* : 28 juin 1883 § 84, *lisez* : 28 juin 1885 S. 84.
 - 197, ligne 17, *au lieu de* : rédaction, d'une police, *lisez* : rédaction d'une police.
 - 197, ligne 21, *au lieu de* : contraires, *lisez* : contraire.
 - 206, ligne 14, *au lieu de* : laconvention, *lisez* : la convention.
 - 208, ligne 19, *au lieu de* : qu'il a affaire, *lisez* : qu'il a à faire.
 - 220, ligne 18, *au lieu de* : serait, *lisez* : est.
 - 221, ligne 8, *au lieu de* : variés, *lisez* : variées.
 - 229, ligne 17, *au lieu de* : aitle, *lisez* : ait le.
 - 239, ligne 22, *au lieu de* : l'exercice d'un travail, *lisez* : l'exercice du travail.
 - 243, ligne 17, *au lieu de* : directement, *lisez* : indirectement
 - 293, note 1, ligne 1, *au lieu de* : jurisprudence, *lisez* : jurisprudence.
 - 294, note 2, ligne 4, *au lieu de* : 1^{er} Mars 1877, *lisez* : 1^{er} Mars 1887.
 - 305, ligne 12, *au lieu de* : fondé, *lisez* : fondée.
 - 307, ligne 10, *au lieu de* : elles se fondent sur deux contrats différents l'indemnité civile, *lisez* : elles se fondent sur deux contrats différents : l'indemnité civile.
 - 307, note 1, ligne 1, *au lieu de* : 511, *lisez* : 411.
 - 309, ligne 8, *au lieu de* : 1887, *lisez* : 1788.
 - 310, note ligne 4, *au lieu de* : L'art. 262 Cco, *lisez* : L'art. 262 C. Co
 - 316, ligne 2, *au lieu de* : présenter, *lisez* : présente.
 - 316, ligne 18, *au lieu de* : camionage, *lisez* : camionnage.
 - 322, ligne 8, *au lieu de* : d'nce accidents, *lisez* : d'accidents.
 - 326, ligne 22, *au lieu de* : tecture, *lisez* : lecture.
 - 327, ligne 1, *au lieu de* : des industries pdes moteurs mécaniques, *lisez* : des industries à moteurs mécaniques.
 - 331, lignes 29 et 30, *au lieu de* : déliration, *lisez* : délibération.
 - 332, ligne 25, *au lieu de* : taxé, *lisez* : taxée.
 - 333, lignes 17 et 18, *au lieu de* : quoiqu'on et dise, *lisez* : quoiqu'on en dise.

